|  |
| --- |
| **Sous la direction de** Lucien SAMIR OULAHBIB et Sylvie CHIOUSSE  (2009)  Où en est «la» sociologie aujourd’hui ?  Revue *Esprit critique*, vol. 12, no 2, 2009.  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Sous la direction de

Lucien Samir Oulahbib et Sylvie Chiousse

**Où en est « la » sociologie aujourd’hui ?**

Revue ***Esprit critique***, *revue internationale de sociologie et de sciences sociales*, vol. 12, no 2, 2009, 215 pp.

L’auteure nous a accordé, le 16 avril 2020, l’autorisation de diffuser en livre accès libre à tous l’ensemble de ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriel : Sylvie Chiousse : [chiousse@mmsh.univ-aix.fr](mailto:chiousse@mmsh.univ-aix.fr)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 18 mai 2020 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

**Sous la direction de**Lucien SAMIR OULAHBIB  
et Sylvie CHIOUSSE

Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?



Revue ***Esprit critique***, *revue internationale de sociologie et de sciences sociales*, vol. 12, no 2, 2009, 215 pp.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[2]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

SOMMAIRE

Sylvie Chiousse et Lucien Samir Oulahbib, “[**Présentation du numéro**](#Ou_en_est_la_socio_presentation).” [3]

Jean Baechler, “[**Mais qu'est-ce que la sociologie ?**](#Ou_en_est_la_socio_texte_01)**” [**7]

Raymond Boudon, “[**À quoi sert la sociologie ?**](#Ou_en_est_la_socio_texte_02)” [13]

Raymond Boudon, “[**Mais où sont les théories générales d'antan ?**](#Ou_en_est_la_socio_texte_03)” [29]

Lucien Samir Oulahbib, “[**La sous-estimation de la dimension politique dans les sciences sociales contemporaines**](#Ou_en_est_la_socio_texte_04)**.**” [55]

Angèle Kremer-Marietti, “[**À propos d'une notion aimable, le "socio-politique"**](#Ou_en_est_la_socio_texte_05)” **[**80]

Thomas Meszaros, “ [**Le concept de "société" au travers du prisme de la sociologie des relations internationales**](#Ou_en_est_la_socio_texte_06).” [83]

Christine Fourage, Alassane Bah et Ibrahima Diop Gaye, “**"**[**Faire de la sociologie" dans les démarches participatives de gestion des ressources naturelles**](#Ou_en_est_la_socio_texte_07).” [100]

Abdelhakim Bouhroum, “[**Sociologie et société algérienne ou les paradoxes d'une relation cognitive problématique**](#Ou_en_est_la_socio_texte_08).” **[**117]

Sylvie Chiousse, “[**Note de lecture - Robert Vuarin, L'homme indivisible. Contribution à une sociologie du social individuel**](#Ou_en_est_la_socio_texte_09).” [137]

Matthieu Ollagnon, “[**Réflexion sur les conditions d'une sociologie en bonne santé**](#Ou_en_est_la_socio_texte_10).” **[**144]

Laurent Caillard, “[**Note de lecture : France Paramelle, Histoire des idées en criminologie au 19e et 20e siècle : Gabriel Tarde**](#Ou_en_est_la_socio_texte_11).” [156]

[**Hors thème**](#Ou_en_est_la_socio_hors_theme) **[**161]

Aouini Rekik Monia, “[**Le style d'encadrement dans l'entreprise hôtelière - Une approche sociologique à l'aune des travaux de Crozier**](#Ou_en_est_la_socio_texte_12).” [162]

Philippe Pierre, “[**Quand certaines politiques de gestion de la diversité en entreprise nous enjoignent de vivre dans un monde de victimes ou d'oppresseurs...**](#Ou_en_est_la_socio_texte_13)**” [**182]

Dominic Desroches, “[**Note de lecture Fortin / Morin**](#Ou_en_est_la_socio_texte_14).” [205]

Georges Bertin, “[**Note de lecture Chawaf**](#Ou_en_est_la_socio_texte_15).” [209]

[3]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

Présentation du numéro

[Retour au sommaire](#sommaire)

***Sylvie Chiousse***

Docteur en sociologie et anthropologie, Sylvie Chiousse est directrice scientifique de la revue Esprit Critique, elle est rattachée au LAMES - Laboratoire méditerranéen de sociologie (Aix-Marseille Univ, CNRS, UMR 7305)

***Lucien Samir Oulahbib***

Docteur en sociologie, habilité à diriger des recherches en sciences politiques, chargé de cours en sciences politiques et en droit constitutionnel ; il enseigne également au collège et lycée en histoire et géographie. Il est aussi romancier, essayiste, éditorialiste sur Internet (http://lucien.samir.free.fr). Il est membre de l’Institut Pierre Janet et du conseil scientifique de la revue internationale en sciences sociales Esprit critique.

On se souvient de cette polémique qui confronta, il y a quelques années, une étudiante de Michel Maffesoli, Elisabeth Tessier, à Roger Establet et Christian Baudelot concernant le caractère sociologique ou non de sa thèse sur les pratiques astrologiques. Ces auteurs tranchèrent par la négative et le firent savoir. Alain Touraine fut d’un avis opposé. Ne parlons pas évidemment de Michel Maffesoli…

Pourtant, Elisabeth Tessier, que l’on sait par ailleurs astrologue, n’avait, semble-t-il, pas la prétention de prouver par la sociologie sa propre pratique de l’astrologie, mais voulait analyser pourquoi nombre d’individus s’adonnent à une telle ‘chose’ qui ne relève pas nécessairement ou seulement d’un *conditionnement* dû à un manque de capital culturel ou d’une compensation statutaire donnée, mais, aussi, d’un désir d’imaginaire. On peut récuser ce dernier facteur et le classer de non sociologique. Sauf que des enquêtes peuvent aller, aussi, dans ce sens…

De deux choses l’une à ce stade et ce sera l’axe de ce numéro thématique :

- soit l’on persiste à écarter cette réponse, parce qu’une telle pratique – l’astrologie par exemple – sera considérée, en à priori, comme relevant plutôt d’un conditionnementqu’il s’agira seulement de décrire pour le sociologue. Pourquoi ? Parce qu’il aura été posé au préalable que le conditionnement ne relève pas de la sociologie dans son mécanisme mais de la psychologie. Autrement dit, un tel comportement devrait être saisi comme une donnée qui n’aurait pas besoin de démonstration sociologique mais de description : ainsi une enquête statistique, si possible exhaustive, en dénombrera la quantité et le type. En conclusion, il n’y a pas d’acteur, mais des agents, pas de motivation, ni d’action ou d’interaction, mais des variations de conditionnement.

[4]

- soit l’on considère que le sociologue n’a en réalité aucun droit épistémologique à spécifier ainsi non seulement à l’avance (donc en principe à priori) mais surtout, sans le démontrer, (sinon en s’appuyant sur un paradigme implicite…), qu’une habitude ou une attitude ainsi acquise relèverait d’un *conditionnement* involontaire ou inconscient… alors qu’il peut être tout aussi bien le résultat d’un choix d’action relevant par exemple du désir de s’identifier, de s’imaginer autrement, sans que pour autant cela soit, nécessairement, un conditionnement ou un statut qui l’y pousse nécessairement.

En conclusion, il n’y a pas seulement des agents, mais, aussi, des acteurs, politiques, au sens où ils veulent peser sur le réel, le transformer, pas seulement l’interpréter ou le décrire…

Le problème, à ce stade, n’est cependant pas tant de renvoyer ces deux positions dos à dos, ou de choisir l’une contre l’autre – parce qu’il faut bien être d’une « école » – mais, déjà, de spécifier, et ce sera le fil conducteur de ce numéro consacré à la *sociologie aujourd’hui,* que *notre* souci principal ne consistera pas tant à opposer ou à privilégier, *en soi*, les facteurs statutaires, institutionnels et symboliques qui favorisent ou pas la théorie du conditionnement ou la théorie du choix (dans leur version forte ou molle : *habitus*, TCR, IM, etc.), mais de se demander déjà si opérer à partir d’un à priori, donné, mais non démontré, ne restreint pas la sociologie à être soit une ethnologie qui décrit, soit une démographie qui dénombre, alors qu’elle peut être *aussi* une discipline qui *comprend*, c’est-à-dire qui ex*pli*que en quoi un acteur est *aussi* un agent et vice-versa…

Le propos de ce numéro consacré à la *sociologie aujourd’hui* consistera donc à questionner la discipline mère des sciences sociales sur la façon dont elle façonne ses problématiques et leurs hypothèses directrices : n’est-ce pas en effet à partir de tel ou tel à priori qu’un contenu heuristique va orienter telle recherche ?

Prenons par exemple le concept de *développement humain* tel qu’il est aujourd’hui pensé par les instances internationales avec l’échelle IDH.

Il s’avère qu’il est uniquement saisi à partir des seuls critères quantitatifs évaluant les ratios en termes de démographie, de santé, d’éducation, de création et de répartition, inégale, des richesses, or, une telle limitation n’est pas justifiée lorsqu’il n’est pas appréhendé des critères comme les *libertés politique* qui, sociologiquement, se traduisent par les libertés de penser, de rendre justice, de partager *et* d’entreprendre, ne sont pas de simples données, mais s’avèrent être en réalité des *variables déterminantes* pour précisément évaluer la santé, l’éducation, la création et la répartition des richesses. Cet à priori peut être amplement démontré : moins un pays permet à ces libertés *politiques* de se déployer, (ou l’État de Droit), moins sa réalité sociale historique pourra afficher un réel développement humain, y compris dans les ratios habituellement présentés comme étant ceux de la durabilité. On le voit bien aujourd’hui avec le Zimbabwe ou la Corée du Nord.

Pourtant, si l’on prend ne serait-ce que la création de richesses comme variable fondamentale du développement, elle ne vient par exemple qu’en position subalterne dans les objectifs dits du *Millenium* alors qu’elle détermine toutes les autres, du moins dans leur extension.

Dans la même veine, le dernier rapport onusien sur le développement humain insiste bien plus sur telle ou telle tension politique *exogène* pour justifier tel ou tel retard socio-économique, [5] que sur l’absence *effective* des libertés de penser, de rendre justice, de partager et d’entreprendre dans tel ou tel pays.

Ainsi, le fait de décrire une situation en la ventilant par ratio, audience et CSP, ne peut se substituer à l’analyse de ce qu’elle signifie, en tant que telle, c’est-à-dire ce qu’elle implique comme rapports de force (politique, symbolique…) dans les systèmes de référence *et* dans les rapports sociaux.

Dans ces conditions, il ne s’agit pas d’étudier seulement l’explicite d’une syntaxe, ou seulement la résonance de sa répercussion sur les systèmes de représentations par lesquels des êtres humains donnés vont agir dans le réel, mais, aussi, d’analyser comment ils le font comme agents xyz et, aussi, comme acteurs politiques, c’est-à-dire, comment vont-ils le traduire en termes de comportements multiformes. Car on ne voit pas pourquoi la saisie de cette complexité ne concernerait pas *aussi* la sociologie, sauf à réduire celle-ci à de l’enquête sociale, qui décrit, mais n’analyse pas. Le fait de savoir quelle méthode d’investigation choisir pour cerner les populations porteuses de tel ou tel *pattern* s’avère être dans ce cas sinon secondaire du moins distinct de cette discussion spécifique sur la nature des à priori qui guide chacune des démarches allant au phénomène.

En résumé, il s’agira dans ce numéro de se demander si les divers courants qui traversent la sociologie n’opposent pas divers angles d’approche et différentes méthodes alors que tout est objectivement indispensable puisque cela dépend plutôt du sujet étudié : ainsi, dans tel cas tel *type* d’influence est patent, dans un autre non : la motivation de départ semble y être sinon imperméable du moins résiliente ; dans un troisième cas, il s’agira plutôt d’un mixte des deux, par exemple selon certaines périodes temporelles du *vécu*.

Aussi, « la » sociologie, du moins ce qui, dans son angle d’analyse, situe par exemple ce qui renforce ou amoindrit le sentiment de faire pleinement partie de tel ou tel groupe, n’a pas à filtrer plus qu’il ne faut en amont ce qui serait à priori de son champ et ce qui n’en serait pas : il lui faut en effet tout autant étudier les intentions des acteurs, leur comportement comme agents, le contexte politique et social historiquement et spatialement situé ; tout en tentant de percevoir l’ensemble dans un contexte donné de vie. Or, toute cette démarche non seulement fait bel et bien partie de « la » sociologie, mais semble bien être sa colonne vertébrale, avant même de savoir s’il s’agit de quantifier ou de qualifier tel ou tel nuage de points qui forme courbe.

On ne voit donc pas pourquoi l’analyse explicative serait réservée à la philosophie, au journalisme essayiste, tandis que la sociologie serait dorénavant circonscrite à diverses méthodes quantitatives ou ethno/démo/géo/*graphiques* ; à moins de réduire l’animal, politique, qu’est l’humain à son langage et à ses influences endogènes et exogènes, c’est-à-dire précisément à lui refuser d’emblée cet à priori là : celui de pouvoir peser sur son environnement au lieu de le subir ou d’en n’être que le produit. De plus, la quantification et la description n’expliquent pas le *sens* de son comportement, c’est-à-dire de ses actions comme de ses passions et raisons qu’aucun à priori ne peut prétendre écarter d’emblée ; autrement dit, il s’agit aussi d’étudier ce qui le *pousse* à réaliser sa « propre » histoire, tout en sachant qu’elle peut lui échapper, sans, là non plus, préjuger que cette poussée serait conditionnée d’avance…

[6]

Où en est *« la » sociologie aujourd’hui ?* C’est ce que ce numéro tente d’analyser, de synthétiser, et pas seulement de décrire…

Qu’est-ce que la sociologie aujourd’hui ? Une discipline ? Une science ? Un appendice de la géographie et/ou de la démographie ? Est-ce que la sociologie doit être seulement ou principalement descriptive ? Explicative ? Quantitative ? Qualitative ? Qu’en est-il des variables et disciplines autres que sociologiques ? La politique, la théologie, la psychologie par exemple. Et quelles sont les variables privilégiées par la sociologie ? L’acteur ? L’agent ? L’institution ? Le processus social historique ? La configuration spatiale et la réalité du lieu à un moment donné ? Quelles sont alors les théories les plus pertinentes en son sein ? Quelle place ou quelle combinaison ou croisement faut-il/peut-on envisager avec d’autres disciplines ?

Des éléments de réponses vous seront données dans ce dossier qui ne prétend pas à l’exhaustivité mais tente seulement d’indiquer quelques pistes et certaines impasses en ouvrant nos pages à des auteurs – sociologues – qui nous évoquent et analysent la/leur sociologie et terrain ou domaine de recherche. De la sociologie historique de J. Baechler à une définition de la sociologie, son identité, ses théories et changements par R. Boudon, le dossier aborde également les éventuels croisements de cette discipline avec la dimension politique (L.S. Oulahbib) ou journalistique (A. Kremer-Marietti) et la discipline relative aux Relations internationales en s’appuyant sur les travaux de Simmel (T. Meszaros) ou à la criminologie vue par Gabriel Tarde (L. Caillard). De même sont abordés des parcours particuliers ou originaux de sociologues (le doctorat canonique et la sociologie de l’institut catholique de Paris pour M. Ollagnon et le cheminement intellectuel de R. Vuarin – de la sociologie rurale vers celle de l’individu évoqué par S. Chiousse). Enfin sont aussi présentés dans ce numéro des démarches particulières (C. Fourage *et al.*) ou des contextes spécifiques (Sociologie et société algérienne par A. Bouhroum).

Un ensemble plus ou moins homogène de réflexions et expériences qui, au final, devrait permettre au lecteur de ‘creuser’ et poursuivre la réflexion sur… ce qui peut/pourrait être ou pas de la sociologie et se faire en quelque sorte « sa » sociologie…

[7]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

“Mais qu'est-ce que la sociologie ?”

par Jean Baechler

[Retour au sommaire](#sommaire)

Membre de l'Institut de France, Académie des sciences morales et politiques. A notamment publié *Les phénomènes révolutionnaires* (PUF, 1970), *Démocraties* (Calmann-Lévy, 1985), *Nature et Histoire - Éléments de sociologie historique* (PUF, 2000) et *Esquisse d'une Histoire universelle* (Fayard, 2002), *Agir, Faire, Connaître*, Paris, (Hermann 2008).

Résumé.

Je conçois la sociologie comme une discipline et non comme une science.

Elle partage ce statut avec la philosophie et l’histoire. Toutes trois sont à ranger dans une classe distincte de celle où l’on trouve les sciences économique, politique, religieuse, démographique et autres. Les deux classes peuvent se croiser, car elles ne se situent pas dans le même champ cognitif. On est justifié de parler de philosophie, d’histoire et de sociologie démographiques, religieuses, politiques, économiques et autres.

Mots clés : sociologie, discipline, classe.

Abstract

I conceive sociology like a discipline and not like a science. It divides this statute with philosophy and the history. All three are to be arranged in a class distinct from that where sciences are found economic, political, religious, demographic and different. The two classes can cross, because they are not located in the same cognitive field. One is justified of speaking about philosophy, history and sociology demographic, religious, political, economic and different.

Key words : sociology, discipline, class

Pour comprendre et peut-être justifier ces distinctions, sur lesquelles me paraît reposer l’exploration rationnelle du règne humain, il suffit d’admettre que les objets composant celui-ci se rangent de nature dans des ordres distincts et que chaque objet peut et doit être saisi à trois niveaux différents de réalité.

Prenons un exemple limpide dans le seul livre jamais écrit qui puisse prétendre être définitif, le *De la guerre* de Clausewitz. Il porte sur un objet distinct, la guerre, susceptible de fonder une science consacrée à son exploration rationnelle. Cette science, que l’on a proposé d’appeler « polémologie » [8] – pourquoi pas ? , est un département de la science politique, car la guerre est un phénomène politique. Dans ce livre, Clausewitz s’est livré à l’analyse la plus rigoureuse et la plus profonde, pour réussir à définir et à saisir l’objet de la guerre à son niveau conceptuel de réalité. La définition conceptuelle une fois posée sur des fondements solides, une masse immense et presque infinie d’événements et de phénomènes s’est offerte à son attention, dont il a choisi d’excepter les guerres napoléoniennes, celles de Frédéric II et, plus secondairement, celles de l’Antiquité grecque et romaine. Chacune de ces guerres a été un événement historique, qu’il a fallu reconstituer, tant bien que mal, dans sa singularité irréductible à l’aide de documents toujours lacunaires. Clausewitz ne s’est pas ou peu occupé de ce travail d’historien, du moins dans *De la guerre,* mais il s’est nourri des travaux des historiens militaires. Pour faire quoi ? Eh bien, de la sociologie ! En effet, après avoir construit en philosophe son objet dans sa réalité conceptuelle, il ne se lance dans le récit d’aucune guerre en particulier, mais se sert de son immense culture en histoire militaire pour mettre en évidence et expliquer des particularités, par exemple celles introduites par la Révolution et l’Empire dans l’art de la guerre en Europe. Car ces particularités, vécues par lui en tant que général prussien, lui sont apparues comme une question majeure, dont la réponse éventuelle ne pouvait être trouvée que par les efforts réunis de la philosophie, de l’histoire et d’une troisième discipline, dont le projet propre est de réunir un certain nombre de cas historiques et de les comparer entre eux, de manière à se donner les moyens de repérer et de peser les facteurs qui affectent la transition de l’Un au Multiple ou du Même à l’Autre.

J’aurais pu prendre un autre exemple dans *la Politique* d’Aristote, où l’on retrouve la même démarche triple : une analyse conceptuelle, une moisson de cas historiques, une comparaison entre les cas, pour réussir à expliquer leur diversité à la lumière du concept. Je tiens Aristote pour le fondateur de la sociologie, sans le mot. Si l’on généralise ces deux exemples glorieux, on parvient à une conception cohérente, dont je me contenterai de vous énoncer les propositions les plus générales. Dans tout objet du réel humain – et peut-être du réel en général, mais je ne suis pas compétent pour parler des règnes physique et vivant –, il existe un niveau de réalité universel, qui se retrouve identique dans tous les objets de la même classe. Au pôle opposé à celui de l’universalité, chaque objet a aussi son niveau de réalité singulier, qui le rend unique, incomparable et à jamais inconnaissable de manière exhaustive. Entre ces deux niveaux se trouve une succession de niveaux de particularité, qui ne peuvent être détectés que par la comparaison entre cas singuliers. Il y a la guerre, la révolution, le régime politique, comme il y a la guerre du Péloponnèse, la Révolution française et la république de Venise. Mais il y a aussi la guerre, la révolution, le régime politique dans les cités, où ils se présentent avec des caractères intelligiblement distincts de ceux que l’on rencontre dans le monde tribal, dans les empires ou dans le concert des nations européennes. La singularité exclusive de la guerre du Péloponnèse est, aussi et par ailleurs, une guerre du monde des cités grecques, dont on chercherait en vain un parallèle dans les histoires chinoise ou indienne, alors qu’il s’en présente un en Europe deux mille trois cents ans plus tard dans la seconde guerre de Trente Ans (1914-1945). Le rapprochement est justifié par la considération que, dans l’un et l’autre cas et pour des raisons qu’il est possible de repérer, les conditions ont été réunies, qui engagent la guerre dans sa destination conceptuelle de la montée aux extrêmes et de la lutte à mort ou guerre totale.

En quarante ans de travail soutenu, il m’a été jusqu’ici impossible de repérer un seul événement humain, qu’il s’agisse de suicides, de révolutions, de régimes politiques ou économiques, de castes, de civilisations, qui n’exigeât l’effort d’une démarche conjointement philosophique, historiographique et sociologique. De quelque point de vue que l’on parte, la nature des choses et la logique de la connaissance scientifique impose, si l’on creuse assez loin et profond, de rejoindre les deux autres. Mais, me direz-vous, comment expliquez-vous que la sociologie n’apparaisse qu’au XIXe siècle, alors que la philosophie et l’histoire existent depuis deux mille cinq cents ans au moins ? L’objection n’est que partiellement vraie. L’analyse des révolutions dans les cités par Aristote est de la sociologie impeccable. Ibn Khaldun a produit, dès le XIVe siècle, un monument de la sociologie politique. En [9] cherchant bien, on trouverait d’autres précurseurs un peu partout, Sima Qian en Chine, Nizam al-Mulk en Iran, Jean Bodin en Europe. Mais il demeure que le point de vue sociologique a été inauguré en tant que tel dans *De l’esprit des lois* de Montesquieu et que c’est une discipline reconnue depuis le XIXe siècle seulement.

La présente interprétation suggère une explication de ce décalage chronologique entre les trois disciplines. La philosophie et l’histoire naissent de développements néolithiques qui ont abouti à la mise en place des grandes aires culturelles, chinoise, indienne, asiatique antérieure, européenne, mésoaméricaine. Partout, la philosophie émerge de transformations avant tout religieuses, alors que l’histoire est plutôt dans la dépendance d’évolutions politiques. Ces développements néolithiques se sont étendus sur cinq à sept mille ans et ont abouti à la définition d’aires repliées chacune sur elle-même. Dans ce contexte, la comparaison ne va pas de soi, car le temps déborde la documentation et pousse l’historiographie dans le mythe, la légende et l’épopée, et l’espace est maintenu clos sur l’extérieur. Il a fallu l’émergence de la modernité en Europe, l’analogue de la mutation néolithique, pour que son caractère explosif et inflatoire et son extension quasi instantanée à la planète et à l’humanité entières imposassent l’urgence d’en proposer une explication plausible. Le choc de la modernité a ébranlé jusque dans ses fondements la philosophie dès le XVIIe siècle, a imposé à l’histoire une mue profonde à partir du XVIIIe siècle et donné l’occasion à la sociologie de se différencier au XIXe siècle.

En définissant la sociologie comme une discipline attachée à la particularité et distincte à la fois de la philosophie consacrée à l’universalité et de l’histoire appliquée à la singularité, et en rapportant sa naissance tardive à la modernisation, j’entrevois la possibilité d’expliquer trois développements contemporains notables. La sociologie s’est mise au pluriel, au risque de perdre son identité. Elle subit, du fait de sa date de naissance, l’attraction de l’idéologie. Tout ce qui parle et écrit fait à longueur de journée de la sociologie sans le savoir. Ces trois développements, probablement inévitables, ont brouillé l’identité de la discipline, terni sa réputation et valu à ses praticiens maintes avanies.

La sociologie s’est mise au pluriel par deux voies tout à fait distinctes.

La première est imposée par son statut disciplinaire. En tant que spécialiste de la particularité et de la particularisation, la sociologie a pour objectif de contribuer à l’explication des faits humains, en postulant qu’ils ne sont jamais les résultats exclusifs de développements spontanés et endogènes, qui feraient passer de l’unité de la nature humaine à la diversité de ses expressions culturelles. Le postulat a un corollaire : l’explication d’un fait humain ne peut pas être trouvée exhaustivement dans le segment du réel dont il est originaire, elle doit aussi repérer et peser les contributions de faits originaires de segments différents du réel. Un événement politique évoque nécessairement des développements économiques, religieux, démographiques ou autres, et réciproquement. La ou les clés du réel perçu sont toujours en partie ailleurs. Pour les trouver, il n’est pas d’autre piste d’enquête que la comparaison entre plusieurs cas. Si l’on prétend expliquer pourquoi le capitalisme est né en Europe, on ne voit pas comment il serait possible de procéder autrement que Max Weber : après avoir atteint une définition plausible de l’objet, ce qui n’est pas une mince affaire, il faut aller voir là où le capitalisme n’est pas né ou est né incomplètement et épisodiquement, en Chine, en Inde et ailleurs, dans l’espoir de repérer la ou les particularités européennes qui pourraient plausiblement en être responsables et dont le postulat sociologique stipule qu’elles ne sont pas économiques, sous peine de tautologie ou de pétition de principe, mais religieuses, éthiques, politiques, cognitives, démographiques ou autres. Le fait que la sociologie soit, de nature, tendue entre la philosophie et l’histoire impose un premier dédoublement de la discipline. Les uns, comme Durkheim et Pareto, inclinent par tempérament intellectuel à la mise en évidence systématique des corrélations et à la construction de modèles explicatifs du réel.

[10]

Logiquement, ils doivent prendre en compte la totalité de l’aventure humaine dans toutes ses expressions particulières, non pas au sens où ils devraient tout savoir, ce qui est absurde, mais en ce que les échantillons de cas doivent être représentatifs, qu’ils construisent pour élaborer leurs théories.

De là, le statut anecdotique et artificiel des partages de la matière historique entre l’archéologie préhistorique, l’ethnologie et l’ethnographie, l’orientalisme et d’autres rubriques administratives. Les autres, comme Tocqueville et Weber, inclinent plutôt vers l’histoire et ne s’imposent des détours comparatifs et théoriques que pour en appliquer les enseignements à l’événement historique qui les intéresse, l’égalisation des conditions en Europe ou la naissance du capitalisme. Les premiers sont plus volontiers théoriciens, les seconds plutôt des historiens sociologues.

Une seconde occasion, tout aussi inévitable et légitime, de mettre la sociologie au pluriel, naît de la distinction entre discipline et science. En tant que discipline, la sociologie n’a pas d’objet propre, pas plus que la philosophie ou l’histoire. L’aventure humaine tout entière est leur objet. Mais notre entendement est ainsi fait qu’il ne peut saisir avec une rigueur satisfaisante que des segments du réel humain. Chaque segment est pris en charge par une science, la démographie, la politologie, la criminologie, la suicidologie, la science économique, et ainsi de suite. De ce fait, la sociologie se spécialise inévitablement et risque d’y perdre son identité. La situation est, en fait, plus grave. De deux choses l’une. Ou bien les compétents dans chaque science, les économistes, les démographes, les politologues, recourent alternativement aux points de vue philosophique, historique et socio-logique selon les questions à résoudre, et ils courent un risque sérieux de le faire en amateurs. Le risque est le plus grand pour la sociologie, dont le point de vue propre et le postulat interdisent de s’en tenir à un segment du réel. Un économiste sociologue doit avoir plus que des idées vagues sur le politique, le religieux et le démographique, sinon il n’est pas sociologue du tout. Ou bien, on se forme en sociologie générale et on a toutes les chances de rester incompétent dans les diverses sciences qui pourraient en bénéficier.

Pour échapper à ce dilemme probablement insoluble, la sociologie a tenté une mutation, en développant des indications anciennes du caméralisme et de la statistique sociale et en posant que, après tout, la sociologie n’est pas une discipline, mais une science. De même que la science économique étudie l’économique et la science politique le politique, la socio-logie étudie le social. La solution n’est ni abusive ni dépourvue de sens. Il existe, de fait, dans la matière historique, des objets susceptibles d’être pris en charge par une ou des sciences distinctes et que l’on peut convenir d’appeler « sociaux ». L’humanité est distribuée en populations innombrables, dont les acteurs sont marqués par des traits culturels variés, sont stratifiés de manière non quelconque, forment des ensembles de consistance variable, sont réunis en réseaux plus ou moins intégrés, sont susceptibles de se mobiliser en certaines circonstances, produisent par agrégations non intentionnelles des objets inédits, et ainsi de suite. Cette solution, déjà esquissée, et même au-delà, par Durkheim, l’a emporté, dès lors que les Américains l’ont reçue et sont devenus guides d’opinion planétaires. Ils l’ont reçue peut-être parce qu’elle concourait à deux autres développements américains, la non-pertinence de l’histoire pour qui n’a pas de passé et se veut tout avenir et la réduction de la philosophie à une science particulière, consacrée à décider ce que parler veut dire. L’influence américaine, triomphante et incontestée, consacre la dissolution, provisoire, à n’en pas douter, des trois disciplines dans un foisonnement de sciences spécialisées. La solution trouvée est légitime, mais elle a le tort d’user du même mot de sociologie pour désigner une démarche cognitive radicalement différente de la précédente. La confusion est immédiatement dénoncée et dissipée, si l’on maintient la distinction entre discipline et science. Il y a une ou des sciences de réalités que l’on peut décider d’appeler « sociales », comme d’autres sont économiques, politiques ou religieuses, mais cette ou ces sciences du social doivent par nécessité cognitive recourir aux points de vue philosophique, historien et sociologique. Il doit y avoir, en parallèle rigoureux avec la démographie ou l’économie ou la politologie sociologiques, une sociologie sociologique ! Il aurait mieux valu changer la terminologie, parler peut-être de [11] « philosophie de l’histoire » à propos de la discipline et conserver « sociologie » pour la science, mais l’expression de philosophie de l’histoire a un passé si chargé et si mêlé qu’elle est devenue à peu près inutilisable. De toute façon, il est probablement trop tard.

Les liens de la sociologie avec l’idéologie sont notoires, dénoncés, déplorés. Je ne les crois pas incestueux. Je les vois plutôt comme des viols répétés. La sociologie, dans toutes ses acceptions légitimes, n’a, de soi, rien à dire sur la manière d’assurer le bonheur des gens sans leur demander leur avis. Sans doute, le propre du règne humain étant de se construire sur des efforts, toujours plus ou moins manqués, pour atteindre des fins et se conformer à des normes, les trois disciplines et toutes les sciences humaines doivent s’incliner devant les indications de leurs objets et tenir compte de leurs insuffisances objectives et de leurs défauts intrinsèques ; mais ce n’est pas parce que la tyrannie et la planification sont des régimes politique et économique dénaturés que l’on peut se dispenser de les étudier avec la même rigueur et le même soin que les bons régimes. On peut, sans doute, plaider que le détachement objectif est plus difficile et plus méritoire dans les sciences humaines que dans les sciences physiques, et constater que les économistes ont une tendance fâcheuse à confondre l’économie politique avec la politique économique. Le mouvement n’est pas de la socio-logie à l’idéologie mais de l’idéologie à la sociologie. Il se comprend de soi, si l’on définit l’idéologie comme un ensemble plus ou moins cohérent de représentations au service de l’action politique. Le propre de l’idéologie est de se nourrir, pour produire ces représentations, d’emprunts à des domaines étrangers au politique. Dans les mondes prémodernes, le domaine parasité avec prédilection était la religion. Elle a été mise au service du pouvoir politique partout, non parce que les religions auraient des affinités particulières avec le pouvoir, mais du fait que celui-ci a besoin de justifier idéologiquement une position fondée sur un coup de force originel et de donner au peuple de bonnes raisons de ne pas se révolter. « Dieu le veut, ou le Ciel, ou le *dharma* » est une solution plausible. Dans le monde moderne, la religion peut toujours servir à des fins idéologiques dans les intégrismes réactionnaires ; mais elle a cédé, pour l’essentiel, la place à la science comme référent et comme justificatif. Il n’est pas mystérieux que, de toutes les entreprises scientifiques disponibles, l’idéologie ait exprimé une préférence marquée pour la sociologie. En tant que discipline reposant sur le postulat de la relativité intelligible des choses et en tant que science portant sur le « social », la sociologie convient bien mieux aux idéologues que la philosophie, l’histoire et toutes les autres sciences du règne humain. Toutes sont sollicitées et contaminées, mais la sociologie plus que les autres. Ce ne sont pas les sociologues qui deviendraient par état des idéologues, mais les idéologues qui rejoignent de préférence la sociologie. Le sens du mouvement est déjà perceptible chez les pères fondateurs, à commencer par Karl Marx.

Les sociologues ne savent pas très bien ce qu’est la sociologie et beaucoup sont des idéologues. Pour le comprendre, il suffit d’observer le discrédit dans lequel la discipline et la science sociologiques sont tombées depuis les années soixante. C’est un plaisir très délicat pour les initiés de constater quotidiennement que les non-sociologues font à longueur de journée de la sociologie sans le savoir, à la manière dont monsieur Jourdain faisait de la prose et avec des résultats pires encore. Monsieur Jourdain produisait de la mauvaise prose. Les non-sociologues ne commettent pas de la mauvaise sociologie : le dommage serait sans conséquence. Ils répandent, sans s’en douter, de l’idéologie. La sociologie procure une explication simple.

Elle est née d’un besoin de comprendre la modernité. La modernité est un analogue de la mutation néolithique. Toutes deux sont marquées par des phénomènes simultanés de décomposition des héritages et de recomposition de patrimoines inédits. La néolithisation a duré plus de cinq mille ans, la modernisation moins d’un demi-millénaire. Le traumatisme est violent et a engendré une demande idéologique intense et universelle. La demande s’adresse, sans le savoir, à la sociologie, qui répond par une offre idéologique. Elle s’exprime dans les journaux, à la télévision, dans les livres, sur Internet, dans les conversations de café, au cinéma, dans les dîners en ville, dans les chansons, partout et de manière obsédante. Le seul recours pour les initiés, quand le spectacle ne les amuse plus, est de suivre [12] l’exemple de leurs prédécesseurs dans tous les mondes antérieurs : zapper et se réfugier dans la solitude et les cercles choisis, pour s’occuper sérieusement entre gens sérieux de questions sérieuses, par exemple de sociologie, mais aussi d’histoire et de philosophie.

[13]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

“À quoi sert la sociologie ?”

par Raymond BOUDON

[Retour au sommaire](#sommaire)

Membre de l’Académie des sciences morales et politiques, la British Academy, la Société royale du Canada, l’American Academy of Arts and Sciences, l’Academia europea. Quelques-uns de ses ouvrages : *L’inégalité des chances*, Paris, Hachette, 2000 (1973) ; *La logique du social*, Paris, Hachette, 2000 (1979) ; *Études sur les sociologues classiques*, Paris, PUF, 2000. *Déclin des valeurs ?* Québec/Paris, PUL, 2002, distr. Gallimard, *La rationalité*, Paris, PUF, 2002, *Renouveler la démocratie : Eloge du sens commun*, Paris, Odile Jacob, 2006 ; *Le relativisme*, Paris, Puf, Que sais-je ? 2008.

Résumé

Selon l’*Encyclopaedia Britannica,* la sociologie peut légitimement se considérer comme une science, mais comme une science qui ne peut faire état de réussites aussi spectaculaires que les autres et qui paraît incapable de produire un savoir cumulatif, sauf sur des sujets particuliers : « It is evident that sociology has not achieved triumphs comparable to those of the several older and more heavily supported sciences. A variety of interpretations have been offered to explain the difference – most frequently, that the growth of knowledge in the science of sociology is more random than cumulative. The true situation appears to be that in some parts of the discipline (...) there has in fact taken place a slow but accelerating accumulation of organized and tested knowledge. In some other fields the expansion of the volume of literature has not appeared to have had this property. Critics have attributed the slow pace to a variety of factors (...). » [[1]](#footnote-1)

Il est vrai que la sociologie connaît des hauts et des bas, qu’elle donne l’impression à la fois d’être et de ne pas être une science comme les autres. Dans le même temps, elle apparaît comme de plus en plus fermement installée de par le monde. Dans la troisième édition [[2]](#footnote-2) de cette référence planétaire qu’est l’*International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences,* elle est fort bien servie : plus de 200 articles lui sont consacrés, contre par exemple 100 à l’économie, 150 à l’histoire, 130 à la linguistique, 130 à la démographie, 100 à la philosophie ou 40 à l’archéologie. Comment expliquer ces contradictions ?

Mots clés : sociologie, science, littérature, finalité.

Abstract

According to Encyclopaedia Britannica, sociology can be legitimately regarded as a science, but as a science which can give a report on successes also spectacular only the others and which appears unable to produce a cumulative knowledge, except on particular subjects : “Obvious It is that sociology has [14] not achieved triumphs comparable to those off the several older and more heavily supported sciences. With variety off interpretations cuts been offered to explain the difference - most frequently, that the growth off knowledge in the cumulative science off sociology is more random than. The true situation appears to Be that in sum shares off the discipline (...) there has in fact taken place has slow fox trot drank accelerating accumulation off organized and tested knowledge. In nap other fields the expansion off the volume off literature has not appeared to cuts had this property. Critics cuts attributed the slow fox trot pace to has variety off factors (...).” [1] It is true that sociology knows tops and bottoms, that it at the same time gives the impression to be and not to be a science like the others. In same time, it seems more and more firmly installed all over the world. In the third edition [2] of this planetary reference that off the Social and Behavioral Sciences is International Encyclopedia, it is extremely well been useful : more than 200 articles are devoted to him, against for example 100 with the economy, 150 with the history, 130 with linguistics, 130 with demography, 100 with philosophy or 40 with archaeology. How to explain these contradictions ?

Key words : sociology, science, literature, finality.

LA SOCIOLOGIE :  
SCIENCE OU GENRE LITTÉRAIRE ?

Pour répondre à cette question, il est commode de partir d’un ouvrage de l’historien allemand de la sociologie W. Lepenies [[3]](#footnote-3). Les fondateurs de la sociologie se sont sentis d’emblée confrontés, avance-t-il, à un choix fondamental : peut-elle, comme les sciences de la nature, chercher en premier lieu à créer du savoir ? Ou bien doit-elle prendre acte de ce que la complexité des phénomènes sociaux les rend inaccessibles à l’analyse scientifique, et développer plutôt des analyses de caractère essayiste qui, à défaut de pouvoir être vraies ou fausses, soient surtout plus ou moins *séduisantes ?* Doit-elle se donner une finalité essentiellement *cognitive* ou viser un objectif qu’on peut qualifier, en prenant ce mot au sens étymologique, d’*esthétique* [[4]](#footnote-4) ?

Réponse de Lepenies : la sociologie témoigne d’une oscillation constante entre la science et la littérature, au point qu’elle peut être décrite comme une « troisième culture ». Les sociologues classiques, déclare-t-il, ont indûment affiché des prétentions scientifiques : leur production revêt un caractère esthétique ou idéologique ; ils sont des « intellectuels » et non des scientifiques ; les cénacles et les écoles sociologiques rappellent davantage les « mondes de l’art » ou de la littérature que ceux de la science. Bref, la sociologie serait un genre littéraire : le genre spécialisé dans l’essayisme social.

Il est vrai que, des origines à nos jours, la sociologie apparaît comme ballottée entre la science et la littérature. E. Goffman, qu’on n’hésita pas ici ou là, il y a quelques années, à présenter comme « le plus grand sociologue américain de sa génération », a surtout décliné avec talent des évidences, déclare Tom Burns dans la rubrique nécrologique qu’il lui consacre dans le *Times Literary Supplement,* sous le titre « Stating the obvious ». Goffman dut son succès à ce qu’il décrivit avec acuité l’hypocrisie de la vie sociale ; cela lui valut des tirages plus typiques des *best-sellers* littéraires que des ouvrages scientifiques ; en même temps, précise Burns, décidément peu respectueux du principe *de mortibus nihil nisi bene,* les sociologues d’orientation scientifique éprouvèrent de la difficulté à discerner quels étaient au juste les apports de Goffman à la connaissance. D. Riesman, peut-on ajouter, avait fait mieux encore que lui et réussi à dépasser le million d’exemplaires, car, en [15] décrivant brillamment dans sa *Foule solitaire* l’isolement de l’individu dans les sociétés de masse, il avait capté l’attention de tout un public souffrant de mal-être. Mais Goffman et Riesman ne sont pas des cas isolés. Dans les dernières années du XIXe siècle, Le Bon avait, de même, connu de considérables succès de librairie en agitant le spectre des « foules » à une époque où ce que nous appelons plutôt les « masses » paraissent devenir un acteur essentiel sur la scène de l’histoire. Aujourd’hui, d’autres sociologues sont parvenus à se tailler un certain succès en déclinant une fois de plus les thèmes inusables de l’« intellectualisme prolétaroïde » (pour reprendre l’expression de Max Weber) : dénonciation du pharisaïsme des « dominants » ou de la misère du monde. On peut qualifier d’*expressif* le genre sociologique illustré par Goffman, Riesman, Le Bon et les autres. Il est à la fois le plus visible et le moins scientifique.

Ce n’est pas celui qu’ont pratiqué les grands sociologues classiques. Ils n’ont pas seulement affirmé la vocation scientifique de la sociologie ; plusieurs d’entre eux ont aussi voulu la souligner de façon ostentatoire. C’est parce qu’il souhaitait exprimer sa foi dans le caractère scientifique de la sociologie que Durkheim a utilisé un style dépourvu de charme, alors qu’il possédait une solide culture littéraire. Selon l’historien F. Meinecke, Max Weber a carrément *décidé* de priver délibérément ses écrits de tout pouvoir de séduction, par la raison qu’un homme de science doit s’interdire, comme il le déclare expressément, d’influencer « psychologiquement » son lecteur. Tocqueville fut, lui, un admirable styliste. Mais il a aussi fustigé dans ses *Souvenirs,* en des termes cruels, ce qu’il appelle l’« esprit littéraire », indiquant par là qu’on ne saurait confondre l’émotion avec la connaissance, ni la rhétorique avec l’analyse. Mais l’important est qu’il ne s’agit pas là de simples prétentions. Tocqueville est un homme de science, au sens le plus irrécusable du terme, en ce qu’il a proposé des théories solides sur maints sujets énigmatiques. Ce qui est vrai de Tocqueville l’est aussi de Durkheim. Non sans raison, un Péguy l’a accusé d’idéologie. Mais s’il a pris la stature d’un classique, c’est qu’il est surtout l’auteur de découvertes incontestables à propos de phénomènes mystérieux : sur l’origine des croyances magiques, ou des croyances en l’immortalité de l’âme, sur les causes des variations statistiques des taux de suicide, et sur maints autres sujets.

Bref, le genre *cognitif* s’est non seulement imposé comme une évidence aux classiques des sciences sociales, mais ils ont bel et bien tenu leur pari sur ce point, même si leurs œuvres comprennent aussi des aspects impressionnistes, voire idéologiques. C’est pourquoi l’idée de ranger Tocqueville, Durkheim ou Weber dans la catégorie des « intellectuels » apparaît comme si saugrenue et sonne si faux aujourd’hui, où l’usage tend – malheureusement peut-être, mais non sans raison – à qualifier d’ « intellectuels » les artistes, écrivains, sociologues, philosophes ou scientifiques, dont la visibilité est due davantage aux messages publics qu’ils délivrent dans les médias « branchés » sur des sujets sociaux, moraux ou politiques sur lesquels ils n’ont pas toujours une compétence particulière, qu’à l’importance de leur œuvre dans le registre qui est le leur.

Lepenies occulte donc un aspect essentiel de la réalité historique. En outre, sa thèse est désespérément imprécise : qu’est-ce au juste qu’une culture *intermédiaire* entre la littérature et la science ? L’on peut en réalité se passer de cette notion confuse et relever plutôt que, si les sociologues classiques ont développé des considérations impressionnistes, esthétiques ou idéologiques, ils ont aussi et surtout – car c’est à cet aspect de leur œuvre qu’ils doivent leur qualité de « classiques » – proposé des théories d’une incontestable validité sur des sujets divers. Mais le fait que Weber et Durkheim, d’un côté, le comte de Saint-Simon, Proudhon ou Le Bon, de l’autre, soient indistinctement perçus comme des « sociologues » indique suffisamment que, depuis les origines, la sociologie a des allures d’auberge espagnole.

[16]

LE GENRE COGNITIF

J’illustrerai le genre *cognitif* à partir d’échantillons empruntés à trois des pionniers que je viens de mentionner [[5]](#footnote-5). Je les présenterai de façon quelque peu détaillée, afin que le lecteur – le lecteur non sociologue en particulier – puisse juger sur pièces de mon assertion selon laquelle les démonstrations sociologiques sont rigoureusement de même nature que celles de n’importe quelle discipline scientifique. J’aurais pu facilement choisir mes exemples dans la sociologie moderne. Mais, vu l’importance quantitative de la production moderne, un tel choix aurait présenté l’inconvénient de ne pouvoir éviter l’arbitraire.

Tocqueville

C’est peut-être la toute première phrase de l’Avant-propos du grand livre de Tocqueville, *L’Ancien Régime et la révolution*, qui permet de mieux saisir son programme scientifique*:* « CECI N’EST PAS UN LIVRE D’HISTOIRE. » Après avoir claironné que son livre n’était pas un livre d’histoire, Tocqueville ne fait aucun effort pour identifier la discipline à laquelle, dans son esprit, il se rattache. Mais nous n’avons pas aujourd’hui la moindre hésitation à ce sujet : *L’Ancien Régime* est un chef-d’œuvre de la sociologie comparative. Car il vise non à proposer un nouveau récit de la Révolution française, mais à expliquer toute une série de différences entre la France et l’Angleterre de la fin du XVIIIe siècle. Pourquoi les Français du XVIIIe siècle ne jurent-ils que par la Raison avec un grand R, mais non les Anglais ? Pourquoi l’agriculture anglaise connaît-elle une modernisation beaucoup plus spectaculaire que la française à la fin du XVIIIe siècle ? Pourquoi la France de l’époque ne compte-t-elle qu’une grande ville et des villes de taille médiocre, alors que l’Angleterre compte plusieurs villes importantes en dehors de Londres ? Et, bien sûr, pourquoi l’Angleterre a-t-elle pu faire l’économie d’une révolution à une époque où la modernisation de la France s’effectue dans les convulsions ?

C’est exactement le même type d’entreprise que Tocqueville avait conduit dans *La* *démocratie en Amérique* et notamment dans sa seconde *Démocratie,* celle de 1845 : il y repère toute une liste de différences entre la société française et la société américaine. Pourquoi, se demande-t-il par exemple, les Américains demeurent-ils beaucoup plus religieux que les Français, malgré le matérialisme qui imprègne leur société ? Pourquoi pratiquent-ils souvent leur religion avec une « exaltation » qu’on observe beaucoup plus rarement en France ? De ces phénomènes, Tocqueville propose une explication si efficace qu’elle nous permet de comprendre pourquoi, de nos jours encore, les Américains apparaissent, au vu de toutes les enquêtes, comme beaucoup plus religieux que les Européens, ou pourquoi le phénomène des télé-évangélistes paraît n’avoir guère de chances de traverser l’Atlantique.

Le strident « ceci n’est pas un livre d’histoire » indique donc que Tocqueville était parfaitement conscient d’avoir créé une discipline scientifique nouvelle. Il ne lui avait certainement pas échappé que Montesquieu avait pratiqué le comparatisme avant lui. Mais il savait qu’il mettait en œuvre une méthodologie beaucoup plus efficace. S’il ne pouvait guère identifier l’originalité de son entreprise en parlant de « sociologie », c’est que ce mot hybride, mi-grec mi-latin, n’était pas encore installé du temps du Second Empire. De plus, il avait été mis sur le marché par Auguste Comte, un personnage socialement et intellectuellement aussi éloigné que possible de Tocqueville.

La sociologie de Tocqueville (mais c’est aussi le cas de celle de Weber) se caractérise par le fait qu’elle pose à la matière historique et sociale des questions librement formulées de type « pourquoi ?... » et qu’elle tente d’apporter à ces questions des réponses obéissant à une méthodologie qui est celle de toute discipline scientifique. Les explications de Tocqueville sont bâties de la même manière que celles, disons, de Huygens : elles rendent transparents des phénomènes opaques pour l’esprit en les interprétant comme la conséquence d’un ensemble articulé de propositions dont chacune est suffisamment fondée pour apparaître comme facilement acceptable. C’est pourquoi ses analyses [17] apparaissent souvent comme définitives. Ce qui démontre que, pour Tocqueville, comme pour Weber ou Durkheim, et généralement pour tous les sociologues qui croient que leur discipline peut, comme n’importe quelle autre, produire des connaissances solides, le raisonnement sociologique n’a aucune spécificité.

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT  
DE L’AGRICULTURE FRANÇAISE

Ainsi, Tocqueville s’interroge dans *L’Ancien* *Régime* sur le contraste saisissant entre la France et l’Angleterre du XVIIIe siècle, s’agissant du développement de l’agriculture. Bien que les physiocrates soient alors fort influents à Versailles, l’agriculture française stagne, alors que l’agriculture anglaise se modernise rapidement. Pourquoi ? En raison de l’absentéisme des propriétaires fonciers français. Pourquoi cet absentéisme ? Parce que la centralisation administrative fait qu’en France occuper une charge royale est plus facile et socialement plus rémunérateur qu’en Angleterre : ces charges y sont plus nombreuses et par suite plus accessibles, et elles donnent à ceux qui les occupent un pouvoir, une influence et un prestige plus grands qu’en Angleterre. Les propriétés foncières tendent donc en France à être gérées par des métayers dépourvus de capacité d’innovation. En Angleterre, le tableau est très différent : les charges officielles sont moins nombreuses ; de surcroît, le pouvoir local y étant beaucoup plus indépendant du pouvoir central qu’en France, la vie locale offre toutes sortes d’opportunités aux ambitieux. Le propriétaire foncier anglais est donc beaucoup moins incité à quitter ses terres pour aller à la capitale servir le roi que ne l’est son homologue français. Moderniser ses domaines est pour lui une bonne stratégie : elle peut lui attirer une reconnaissance et une popularité éventuellement convertibles en influence politique.

LA RELIGIOSITÉ AMÉRICAINE

L’« exception religieuse américaine » a été considérée par plusieurs grands sociologues comme profondément énigmatique. En effet, cette « exception » représente un défi à la « loi » évolutive énoncée par Comte, par Tocqueville lui-même, par Durkheim, par Weber, selon laquelle la modernité entraînerait le « désenchantement du monde ». Elle est d’autant plus énigmatique que les États-Unis sont la société occidentale où, selon la loi en question, le « désenchantement » aurait dû être le plus prononcé. Comment expliquer que la société la plus moderne, la plus matérialiste aussi, demeure du temps de Tocqueville et reste aujourd’hui la plus religieuse des nations occidentales [[6]](#footnote-6) ? L’énigme est suffisamment déconcertante pour avoir été explorée par Adam Smith, par Tocqueville, par Max Weber et par plusieurs auteurs modernes [[7]](#footnote-7). Mais ces derniers n’ont pas apporté d’éléments vraiment nouveaux par rapport à ces trois auteurs classiques : un peu comme la théorie du pendule est close depuis Huygens, on a l’impression que la théorie polycéphale de Smith-Tocqueville-Weber épuise largement le sujet de l’exception religieuse américaine.

Je m’en tiendrai à la contribution de Tocqueville dans la seconde *Démocratie en Amérique*. Le caractère explosé des institutions religieuses américaines (une multitude de sectes, pas d’Église dominante) a interdit la concurrence entre le spirituel et le politique qui apparaît par exemple en France pendant la Révolution de 1789. Par voie de conséquence, les sectes américaines ont conservé des fonctions sociales essentielles (le trio *Health,* *Education,* *Welfare*) qui sont passées aux mains de l’État dans les nations européennes. Le caractère fédéral de l’État américain, la limitation sévère des zones [18] de compétence du fédéral ont joué dans le même sens. Il en résulte que, dans sa vie de tous les jours, le citoyen américain a recours aux services d’institutions gérées par les clergés et/ou financées par les Églises. Il lui est difficile, dans ces conditions, de développer des sentiments négatifs à leur endroit.

De surcroît, la multiplicité des sectes a fait qu’aux États-Unis une grande tolérance s’est développée à l’égard des « croyances dogmatiques ». Comme ces croyances varient d’une secte à l’autre, on en est vite arrivé à l’idée que les vérités dogmatiques relèvent dans une très large mesure de l’appréciation personnelle. Cette valorisation de l’interprétation personnelle du dogme est latente dans le protestantisme. Elle est renforcée dans une situation où les sectes sont multiples. Cette donnée a engendré à son tour un effet crucial : les croyances dogmatiques étant très diverses, le fond commun du protestantisme américain est de nature beaucoup plus « morale » que « dogmatique ». En Amérique, les chrétiens et les protestants en particulier se reconnaissent donc plutôt dans les valeurs morales dont le christianisme est porteur que dans les articles du dogme. Il en résulte que la religiosité américaine a eu beaucoup moins à souffrir que la religiosité française de la contestation opposée au dogme par les progrès des sciences.

En suivant le droit fil de la pensée de Tocqueville, on peut forger des conjectures plausibles permettant d’expliquer des différences qui, aujourd’hui encore, sautent aux yeux entre la « culture » américaine et les « cultures » européennes : la morale étant davantage détachée de tout dogme religieux aux États-Unis, elle est plus puissante et davantage partagée ; on s’explique alors plus facilement que celui qui, dans sa vie privée, s’écarte des règles admises s’expose à être montré du doigt aux États-Unis, là où en France il est au contraire protégé au nom du respect des libertés individuelles et de la vie privée. Cet exemple illustre une leçon de méthode essentielle : même les différences « culturelles » entre nations doivent s’expliquer par le sens qu’elles ont dans l’esprit des individus.

Si l’on résume le programme de Tocqueville, tel qu’on peut le reconstruire à partir de ses analyses, il se définit par les principes suivants : 1 / l’objectif de la sociologie est d’expliquer des phénomènes opaques pour l’esprit ; 2 / expliquer un phénomène, c’est, en sociologie comme dans toute discipline scientifique, en retrouver les causes ; 3 / les causes des phénomènes sociaux sont à rechercher du côté des attitudes, des choix et des représentations des individus ; 4 / les attitudes, les choix et les représentations des individus sont par principe *compréhensibles* : leur sens pour l’individu en est la cause ; 5 / étant entendu que les attitudes, les choix et les représentations des individus ne sont compréhensibles que si l’on tient compte du contexte auquel appartient l’individu.

Max Weber

Weber voit, lui aussi, dans la sociologie une science comme les autres. Comme toute science, elle doit donc, selon Weber, ramener les phénomènes macroscopiques auxquels elle s’intéresse à leurs causes microscopiques. « La sociologie compréhensive (telle que nous la concevons) considère l’individu isolé et son activité comme étant son unité de base, je dirai : son “atome”. » « Si je suis devenu sociologue, c’est surtout pour mettre fin à cette industrie à base de concepts collectifs dont le spectre rôde toujours. En d’autres termes, la sociologie, elle aussi, ne peut partir que de l’action des individus, qu’ils soient nombreux ou non : bref, elle doit opérer de façon strictement “individualiste” s’agissant de la méthode. » [[8]](#footnote-8) Ainsi, toute la sociologie de la religion de Weber est fondée sur le principe de méthode que les *causes* des croyances religieuses résident dans le sens que leur prêtent les sujets sociaux et, plus précisément, dans les raisons qu’ils ont de les endosser. Il y a sur ce point convergence parfaite entre les considérations théoriques des *Essais sur la théorie de la science* et les analyses empiriques des *Essais de sociologie de la religion* [[9]](#footnote-9).

[19]

ATTIRANCE ET RÉPULSION  
POUR LE MONOTHÉISME

Pourquoi, dans la Rome antique ou dans la Prusse moderne, les fonctionnaires, les militaires et les politiques sont-ils attirés par les cultes qui, comme le mithraïsme ou la franc-maçonnerie, proposent une vision désincarnée de la transcendance, la voient comme soumise à des règles qui la dépassent et conçoivent la communauté des fidèles comme hiérarchisée sous l’effet de rituels initiatiques ? Parce que les articles de foi de ces religions sont congruents avec la philosophie sociale et politique de ces catégories sociales. Leurs membres croient qu’un système social ne peut fonctionner que sous le contrôle d’une autorité centrale légitime ; que celle-ci doit être mue par des règles impersonnelles ; ils adhèrent à une vision fonctionnelle et hiérarchisée de la société ; ils pensent que cette hiérarchisation doit être fondée, comme c’est effectivement le cas dans l’État romain ou prussien, sur des compétences déterminées à partir de procédures formalisées. Les principes d’organisation politique de l’État « bureaucratique » leur semblent au total traduire une philosophie politique juste ; quant aux rituels initiatiques du mithraïsme ou de la franc-maçonnerie, ils les perçoivent comme exprimant les mêmes principes sur un mode métaphysico-religieux.

En revanche, les paysans romains acceptent difficilement le monothéisme qui séduit les centurions et les fonctionnaires, nous dit Weber, parce que l’incertitude caractéristique des phénomènes naturels leur paraît difficilement compatible avec l’idée que l’ordre des choses puisse être soumis à une volonté unique, celle-ci impliquant un minimum de cohérence et de prévisibilité ; ils sont attirés par le polythéisme ou l’animisme plutôt que vers le monothéisme, parce que ces « théories » leur paraissent davantage congruentes avec le caractère aléatoire des phénomènes naturels.

ATTRAIT ET INFLUENCE  
DU PURITANISME

Weber revient à maintes reprises sur le sujet de la théodicée, dans *Economie et société* et dans ses *Essais de sociologie de la religion*. Tant que le monde est conçu comme régi par des dieux en compétition ou en conflit les uns avec les autres, l’explication des imperfections du monde ne fait guère difficulté. Les dieux ont leurs partisans : ceux-ci se battent entre eux au nom de leur dieu, pour leur dieu, ou sous son influence ; les phénomènes sont vus comme soumis à des influences contraires et comme desservant des intérêts opposés entre eux. Dès lors que le monde est conçu comme soumis à une volonté unique, la théodicée est par contre perçue par le croyant comme un problème central.

À cet égard, les religions historiques ont proposé, nous dit Weber, un petit nombre de solutions. Le dualisme manichéen, la doctrine de la transmigration des âmes et la théorie de la prédestination représentent les trois solutions principales que les religions historiques proposent de l’imperfection du monde. Zoroastrisme, bouddhisme et christianisme illustrent respectivement ces trois solutions.

Arrêtons-nous à la troisième solution, celle que propose notamment le puritanisme : Dieu étant tout-puissant, ses décisions ne sauraient être affectées par les actions des hommes. Il a pris ses décisions de toute éternité. Si elles apparaissent parfois difficilement compréhensibles, si le bon est souvent frappé par la vie et le méchant comblé, c’est que les décrets de Dieu sont insondables. La solution calviniste, puis puritaine, du *deus absconditus* est celle qui apparaît à Weber comme la plus remarquable. Elle est plus simple que la solution indienne, moins « facile » que la solution manichéenne, et davantage compatible avec la notion de la toute-puissance de Dieu.

[20]

C’est parce qu’elle a une force logique intrinsèque, si l’on peut dire, que cette troisième solution apparaît, à l’instar des deux autres, non seulement comme une composante du calvinisme et de beaucoup des mouvements religieux qu’il a inspirés, mais comme un élément latent dans beaucoup d’autres. L’idée de la prédestination est présente chez saint Augustin, mais aussi, nous dit Weber, dans le judaïsme antique. C’est le sens du livre de Job : il témoigne de l’omnipotence du créateur. Dieu impose au juste des épreuves incompréhensibles. Pourquoi Job se plaindrait-il ? « Les animaux pourraient déplorer tout autant de ne pas avoir été créés hommes que les damnés pourraient se lamenter que leur peccabilité ait été fixée par la prédestination (le calvinisme le déclare expressément). » On décèle une ébauche de l’idée du caractère insondable des décrets divins dans plusieurs autres passages de l’Ancien Testament. Le calvinisme n’a donc fait que rendre centrale une idée présente dans le judaïsme antique, et qui apparaît très tôt parce qu’elle est comme un corollaire de la notion de la toute-puissance de Dieu, et qu’elle offre au problème de la théodicée la solution qui préserve le mieux les droits de Dieu et de l’éthique [[10]](#footnote-10).

Comme les autres solutions au problème de la théodicée, celle du *deus absconditus* est riche de conséquences inattendues : Dieu étant inaccessible pour le croyant, celui-ci ne peut plus chercher à rentrer en contact avec lui. En dehors des « virtuoses », le croyant moyen renonce à approcher Dieu, il se contente d’accomplir avec application et méthode son rôle en ce monde. S’il réussit dans ses entreprises, il aura tendance à penser qu’il appartient à la cohorte des élus. Quand Dieu est tout-puissant, on ne peut plus le posséder, on peut seulement en être l’instrument. Avec la solution du *deus absconditus,* la magie est disqualifiée : aucune « technique » ne saurait en effet influencer un Dieu tout-puissant. La solution puritaine au problème de la théodicée devait finalement contribuer puissamment à la disqualification de la magie et, par là, au développement de la science, à la substitution de l’éthique au ritualisme, à la rationalisation capitaliste de l’économie et, sur le long terme, à la laïcisation des sociétés.

On retrouve bien chez Weber, comme ces exemples suffisent à le montrer, le même objectif que chez Tocqueville : identifier, comme le fait couramment le biologiste par exemple, les causes microscopiques des phénomènes macroscopiques qu’on cherche à expliquer. Ici : analyser des croyances collectives et leurs effets macroscopiques (non intentionnels) en montrant que les individus, dans tel ou tel contexte, ont des raisons fortes de croire ce qu’ils croient.

Durkheim

Le programme de Durkheim est moins lisible si l’on s’en tient à l’exposé doctrinal qu’il en donne dans les *Règles de la méthode sociologique*. Mais, dès lors qu’on examine ses analyses, il n’est pas difficile de retrouver chez lui le même programme que chez Tocqueville ou Weber.

THÉORIE DE LA MAGIE

À côté de la théorie de l’âme, la théorie proposée par Durkheim de la magie est l’une des théories les plus remarquables contenues dans [*Les* *formes élémentaires de la vie religieuse*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.for2). On peut la résumer de la façon suivante.

Selon cette théorie, il faut d’abord reconnaître que le savoir du « primitif » n’est pas celui de l’Occidental. Il n’a pas, comme lui, été initié à la méthodologie de l’inférence causale et il n’a aucune raison de maîtriser les principes de la biologie ou de la physique. La conduite de la vie quotidienne, mais aussi la production agricole, la pêche ou l’élevage supposent toutes sortes de savoir-faire. Pour [21] une part, ceux-ci sont tirés de l’expérience. Mais les données de l’expérience ne peuvent prendre sens que sur le fond de représentations générales ou « théoriques » de la vie, de la croissance, de la mort, de la nutrition et, de manière générale, des processus vitaux. Ces représentations ne pouvant pas être directement tirées de l’expérience, le « primitif » les tire normalement du corpus de savoir disponible et tenu pour légitime dont il dispose. Dans le cas des sociétés qu’envisage Durkheim, ce sont les doctrines religieuses qui fournissent des explications du monde permettant de coordonner les données de l’expérience sensible. Ces doctrines jouent donc dans les sociétés traditionnelles le rôle de la science dans nos propres sociétés, au sens où elles représentent le corpus de savoir légitime : « Le grand service que les religions ont rendu à la pensée est d’avoir construit une première représentation de ce que pouvaient être ces rapports de parenté entre les choses (...) entre la logique de la pensée religieuse et la logique de la pensée scientifique, il n’y a pas un abîme. L’une et l’autre sont faites des mêmes éléments essentiels (...). » Quant aux croyances magiques, elles ne sont autres que les recettes que le « primitif » tire de la « biologie » qu’il construit à partir des doctrines religieuses en vigueur dans sa société. « Nous pouvons maintenant comprendre d’où vient qu’elle [la magie] est ainsi toute pleine d’éléments religieux : c’est qu’elle est née de la religion. »

Une question se pose alors : les recettes magiques manquent d’efficacité ; les croyances et les attentes auxquelles elles donnent naissance tendent en d’autres termes à être contredites par le réel une fois sur deux. Comment se fait-il alors que leur crédibilité se maintienne ? Conscient de cette objection, Durkheim explique le fait que les croyances magiques ne soient pas remises en cause par le verdict négatif de l’expérience par une série d’arguments efficaces.

Anticipant sur des développements importants de la sociologie moderne des sciences, il avance que les hommes de science ont de bonnes raisons de ne pas abandonner une théorie contredite par les faits : ne pouvant identifier les éléments de la théorie responsables de la contradiction, ils peuvent en effet toujours espérer qu’elle résulte d’un élément secondaire et, par suite, qu’une modification mineure de la théorie se révélera capable de la réconcilier avec les faits : « Quand une loi scientifique a pour elle l’autorité d’expériences nombreuses et variées, il est contraire à toute méthode d’y renoncer trop facilement sur la découverte d’un fait qui paraît la contredire. Encore faut-il être sûr que ce fait ne comporte qu’une seule interprétation et qu’il n’est pas possible d’en rendre compte sans abandonner la proposition qu’il semble infirmer. Or l’Australien ne procède pas autrement quand il attribue l’insuccès d’un Intichiuma à quelque maléfice... » Exactement comme les hommes de science, nous dit Durkheim, les magiciens imaginent sans difficulté des *hypothèses auxiliaires* pour expliquer pourquoi leur théorie a échoué : les rituels n’ont pas été accomplis comme il le fallait ; les dieux étaient de mauvaise humeur ce jour-là ; des facteurs non identifiés ont perturbé l’expérience, etc.

Pour que la foi en une théorie s’estompe, il faut encore que celle-ci soit remplacée par une théorie concurrente. Or les sociétés traditionnelles sont caractérisées par le fait que les interprétations du monde qu’elles endossent sont faiblement évolutives. Le marché de la construction des théories y est peu actif, et il est normalement moins concurrentiel s’agissant des théories religieuses que des théories scientifiques.

De surcroît, la réalité peut confirmer des croyances fausses. C’est un argument d’une remarquable subtilité que Durkheim développe ici : les rituels destinés à faire tomber la pluie (ou à faciliter la reproduction des troupeaux) sont effectués à l’époque où la pluie a plus de chances de tomber (ou les animaux de s’accoupler). Ainsi, la croyance en une relation de causalité fausse peut être confirmée par l’existence de corrélations qui, bien que fallacieuses, sont réelles : « De plus, l’efficacité physique elle-même [des rituels magiques] n’est pas sans trouver dans les données de l’observation objective une confirmation au moins apparente. Il est normal, en effet, que l’espèce totémique se reproduise régulièrement ; tout se passe donc, dans la très grande généralité des cas, comme si les gestes rituels avaient réellement produit les effets qu’on en attendait. Les échecs sont l’exception. Comme les rites, [22] surtout ceux qui sont périodiques, ne demandent rien d’autre à la nature que de suivre son cours régulier, il n’est pas surprenant que, le plus souvent, elle ait l’air de leur obéir. Ainsi, s’il arrive au croyant de se montrer indocile à certaines leçons de l’expérience, c’est en se fondant sur d’autres expériences qui lui paraissent plus démonstratives. Le savant ne fait pas autrement ; il y met plus de méthode. »

Durkheim suggère au total que les croyances collectives que l’on observe dans les sociétés traditionnelles et que l’on perçoit comme « magiques » ne sont pas d’une essence autre que les croyances collectives qu’on observe dans les nôtres. Mais, comme le développement de la science a frappé d’une obsolescence définitive un certain nombre de ces croyances, quand nous constatons que quelqu’un continue d’y souscrire, nous avons tendance à le considérer comme irrationnel.

En fait, suggère Durkheim, ces croyances magiques sont des conjectures que le « primitif » forge à partir du savoir qu’il considère légitime, exactement comme nous adhérons nous-mêmes, à partir du savoir qui est le nôtre, à toutes sortes de relations causales dont les unes sont fondées, mais dont les autres sont tout aussi fragiles ou illusoires que celles des « primitifs ».

Ces croyances s’expliquent exactement de la même façon que les croyances des primitifs, par le fait qu’elles font sens pour nous ; en d’autres termes, que nous avons des raisons d’y adhérer.

Les réussites du programme  
Tocqueville-Weber-Durkheim

Bref, il n’est pas difficile d’identifier dans la sociologie classique des réussites scientifiques irrécusables. Dans tous les exemples précédents, des phénomènes sociaux à première vue opaques pour l’esprit sont ramenés à leurs causes premières, lesquelles résident dans des actions ou des croyances individuelles compréhensibles. Ces explications sont si efficaces qu’elles se sont imposées de façon irréversible et ont pris le statut de vérités scientifiques. Bien d’autres exemples tout aussi spectaculaires par l’efficacité des explications proposées pourraient être facilement empruntés aux mêmes auteurs. Il n’est pas facile d’expliquer pourquoi les Français du XVIIIe siècle vouent à la Raison un culte qui fait sourire les Anglais. Tocqueville l’a fait. Il n’est pas facile d’expliquer pourquoi le couple ciel-enfer ne se cristallise que tardivement dans l’histoire du christianisme ; ou pourquoi les pharisiens du temps de Tibère croient à la résurrection des morts, alors que les sadducéens n’y croient pas. La réponse à ces questions est – à l’évidence – tout sauf évidente. Max Weber l’a donnée. Il n’est pas facile d’expliquer pourquoi les taux de suicide baissent en période de crise politique nationale ou internationale. Durkheim a proposé une réponse à cette question.

Il serait tout aussi facile de donner des exemples empruntés à la sociologie moderne. Elle aussi offre de très nombreuses contributions obéissant au programme TWD (je désigne ainsi le programme illustré par Tocqueville, Weber ou Durkheim). De nombreuses études, appliquant les principes du programme TWD, contribuent à expliquer efficacement des phénomènes opaques relevant de multiples chapitres de la sociologie : ceux traitant du crime, de la mobilité et de la stratification sociale, de l’éducation, du changement social, des organisations, de l’action collective, des normes et des valeurs ; des phénomènes de mobilisation, d’innovation, de diffusion ; des croyances collectives, de l’opinion publique, des institutions, etc. Mises bout à bout, ces recherches non seulement présentent un caractère cumulatif, mais elles ont dans bien des cas modifié en profondeur la perception que nous avons de ces phénomènes [[11]](#footnote-11).

Cela ne veut pas dire que les productions de la sociologie qui relèvent du programme cognitif TWD soient les plus populaires. Au contraire, le public préfère les productions sociologiques relevant du type *expressif* ou *critique* ou les « grandes » théories à base de ces « concepts collectifs » qui hérissaient tant Weber. Comme l’indique Pareto, on préfère souvent une théorie *simple* et/ou *utile* à [23] une théorie *vraie*. Non sous l’effet d’on ne sait quelle perversion, mais parce qu’une théorie simple – comme l’eût dit M. de la Palice – se comprend facilement et que l’ « utilité » d’une théorie est immédiatement perceptible, alors qu’il peut être difficile d’en déterminer la justesse. S’agissant des sciences humaines, chacun a facilement l’impression de pouvoir juger de la validité d’une théorie : il suffit, pour qu’on la ressente comme vraie ou comme fausse, qu’elle évoque des observations familières ou qu’elle provoque une sympathie ou une antipathie immédiate, pour des raisons affectives, idéologiques ou politiques. Ainsi, la théorie nietzschéenne des origines du christianisme est devenue instantanément célèbre : elle est simple et « utile ». La critique sévère et définitive que Weber en a proposée est en revanche peu connue, même des étudiants de sociologie, car elle est complexe et « inutile », au sens où elle ne légitime aucune idéologie en particulier. De même, la théorie du bouc émissaire est facilement mobilisée pour expliquer toutes sortes de phénomènes, dont l’antisémitisme : peu importe qu’elle soit inacceptable ; elle est simple et « utile » [[12]](#footnote-12). On peut même aller plus loin : le critère *utile/inutile* tend à dominer le critère *vrai/faux*. On le voit à ce qu’une théorie fausse et *utile* passe souvent pour vraie, dès lors que sa fausseté n’est pas trop apparente. Si elle est *obscure* mais se donne pour *complexe,* elle passera même facilement pour *profonde*. Une théorie simple *et* vraie a, de son côté, des chances d’être perçue comme *naïve,* si elle est vue comme *inutile* ou *a fortiori* comme *nuisible*.

Il en va des *médiateurs* comme du public général : devant traiter des sujets les plus divers, on ne peut attendre d’eux qu’ils aient le loisir ou les moyens de déterminer le degré de validité d’une théorie. En revanche, il leur est facile de voir si elle est « utile » (en particulier : de voir si elle conforte les passions générales et dominantes ou les idéologies en vigueur). De surcroît, étant inévitablement soumis à la loi de la recherche de l’audience, ils sont normalement portés à ne servir à leur public que ce que celui-ci, à leur sens du moins, veut entendre. C’est pourquoi, sous couleur d’être des découvreurs, les médiateurs apparaissent plutôt comme des vecteurs du conformisme et de l’incommunication. Ce type de mécanisme explique par exemple que la presse « éclairée » ait attendu des années, voire des décennies, avant de révéler au lecteur français l’existence de K. Popper ou de J. Rawls : le critère de falsification du premier était trop « simple » ; les courbes d’indifférence du second étaient par contre trop « techniques » ; surtout, ils n’étaient pas en harmonie avec la sensibilité des années 1960-1990 : ils n’étaient pas suffisamment bien-pensants.

L’ORIGINE DE LA SINGULARITÉ  
DE LA SOCIOLOGIE

Je peux revenir maintenant aux doutes de l’*Encyclopaedia Britannica* que j’évoquais au début. L’*institutionnalisation* de la sociologie s’explique par les succès du programme cognitif. Sa *singularité* par rapport aux autres sciences s’explique par le fait que le programme cognitif illustré avec éclat par Tocqueville, Durkheim ou Weber, s’il continue d’inspirer certains sociologues contemporains, n’est pas exclusif. L’étiquette *sociologie* abrite aussi d’autres programmes. Lepenies a raison de souligner que, dès les débuts, la sociologie oscille entre science et essayisme social. Mais l’on peut être plus précis.

Il est en effet possible de discerner au moins quatre types idéaux majeurs et permanents de productions sociologiques. On peut les qualifier de *cognitif* (ou de *scientifique*), d’*esthétique* (ou d’*expressif*), de *caméraliste* (ou de *descriptif*) et de *critique* (ou d’*engagé*).

[24]

LE GENRE CAMÉRALISTE  
ET LE GENRE CRITIQUE

Ayant longuement présenté le genre *cognitif* (ou *scientifique*) et évoqué le genre *expressif* (ou *esthétique*), j’en viens maintenant aux deux autres genres.

Schumpeter a qualifié de *caméraliste* l’activité qui vise à *renseigner* des commanditaires réels ou supposés sur les phénomènes sociaux plutôt qu’à les *expliquer*. Cette distinction est importante, car on constate facilement qu’une grande partie de l’activité des sciences sociales relève effectivement de ce type. Ainsi, bien des travaux sociologiques ont pour objectif principal de rendre visibles des milieux et des phénomènes sociaux plus ou moins transparents et familiers pour les acteurs concernés, mais qui demeurent méconnus du public et des « décideurs ». C’est le cas par exemple des travaux de la sociologie urbaine qui, en leur temps, attirèrent l’attention sur les conditions d’existence caractéristiques des grands ensembles, lesquelles sont bien connues des habitants eux-mêmes ou, aujourd’hui, des travaux sur l’« exclusion ».

Cette *information* peut prendre une forme surtout qualitative : ainsi, lorsqu’il s’agit de décrire ce qui se passe *vraiment* dans une école, une usine ou une banlieue « chaude ». Mais elle peut prendre aussi une forme principalement quantitative et viser plutôt à répondre à des questions de type « combien ? » : bien des enquêtes quantitatives sur la consommation des ménages, les effectifs scolaires, l’évolution du crime, les fluctuations de l’opinion et d’autres sujets ont effectivement une finalité surtout descriptive.

La sociologie caméraliste répond, concurremment avec d’autres sources d’information – les reportages journalistiques, les enquêtes produites par les instituts statistiques administratifs ou les instituts de sondage, par exemple –, à une demande pressante des sociétés modernes. Elle se développe beaucoup aujourd’hui, car cette demande publique et privée de *données sociales* tend à croître rapidement : elle intéresse non seulement l’État, mais les partis politiques, les « mouvements sociaux » ou les divers « groupes de pression ». Ces données ont en effet pour eux un intérêt non seulement pratique, mais rhétorique : on ne conçoit plus aujourd’hui un combat ou un débat politique qui ne s’appuie sur des chiffres et des données sociales.

À partir du moment où ces activités *caméralistes* deviennent dominantes, la sociologie perd de sa continuité et de sa cumulativité. Surtout introdéterminée lorsque la dimension cognitive règne, elle tend à devenir extrodéterminée lorsque la dimension caméraliste est prééminente. Là où Durkheim et Weber s’occupaient de questions sans portée pratique mais d’un intérêt considérable, comme l’origine de la notion d’âme, le sociologue moderne des religions tend plutôt à se rendre utile aux responsables des Églises, par exemple en enregistrant l’évolution du nombre de pratiquants, en mesurant les progrès du protestantisme en Amérique latine, etc. Car le chercheur d’orientation caméraliste détermine ses objectifs à partir des problèmes sociaux du moment. C’est pourquoi l’étude de Vexliard sur les clochards passa pour une curiosité de l’époque du plein emploi, alors que le thème de la « galère », brillamment traité par Dubet, est perçu comme naturel dans la conjoncture de sous-emploi des années 1980 [[13]](#footnote-13). De même, l’explosion de la sociologie de l’éducation a coïncidé avec celle de la demande d’éducation elle-même, tout comme le regain d’intérêt des sociologues pour les phénomènes de violence a accompagné la montée de la violence. Ce qui est vrai des études monographiques l’est bien sûr aussi des travaux de style statistique. La création des appareils d’enregistrement statistique a suivi l’apparition des grands « problèmes » sociaux : les statistiques du crime s’organisent dès le début du XIXe siècle ; celles de l’éducation, seulement avec l’explosion scolaire qui se déclenche une quinzaine d’années après la fin de la seconde guerre mondiale.

Bien entendu, la sociologie caméraliste est affectée non seulement par les problèmes, mais aussi par les idéologies du moment. Mais on ne le voit guère qu’*a posteriori,* car, sur le moment même, les [25] idéologies dominantes tendent à être perçues sur le mode de l’évidence. C’est pourquoi la démographie des années 1930 se soucie surtout, à la surprise de l’observateur d’aujourd’hui, d’un problème perçu alors comme *allant de soi* : la détérioration du potentiel génétique de l’espèce humaine. En revanche, aucun démographe de cette époque ne perçoit la surpopulation comme un « problème ».

Le fait que la sociologie caméraliste épouse les méandres de la conjoncture sociale et idéologique n’a rien de surprenant, mais lui confère inévitablement un côté rhapsodique. Et l’observateur qui identifie la sociologie à sa production caméraliste aura tendance à la percevoir comme dépourvue de continuité et comme peu susceptible de progrès.

Comme ces exemples le suggèrent, la notion même de sociologie descriptive est plus équivoque qu’il ne paraît. Car, quelquefois, une ambition missionnaire se profile derrière la description : il s’agit alors non seulement de présenter les grands ensembles ou de décrire le travail en usine, mais d’attirer l’attention sur le caractère insupportable des « machines à habiter » ou du « travail en miettes ». L’« exclusion » d’aujourd’hui se distingue de la « pauvreté » d’hier, surtout du point de vue sémantique : on peut *constater* la « pauvreté » ; on doit *condamner* l’ « exclusion ». Certaines études contemporaines de sociologie de la famille visent plus ou moins explicitement à légitimer – ou à combattre – l’évolution des mœurs dans le domaine des relations familiales. L’on peut parler, dans le cas où cette ambition missionnaire est dominante, et selon la forme qu’elle prend, de sociologie *critique,* au sens (politique) où l’école de Francfort utilisa cet adjectif, de sociologie *engagée* (en écho au sens sartrien de ce mot), ou encore de sociologie *militante*. Cette dimension critique est plus ou moins visible selon les sujets et les conjonctures.

LA RAISON DU SCEPTICISME ACTUEL  
SUR LES SCIENCES SOCIALES

On peut maintenant revenir à la question soulevée par la *Britannica*. D’où provient cette contradiction entre, d’une part, le fait que l’objectif naturel des sciences sociales soit de nature *cognitive,* qu’il consiste à produire des explications solides des phénomènes sociaux, que les sociologues classiques aient lourdement insisté sur cet objectif et qu’ils se soient révélés à la hauteur de leurs ambitions et, d’autre part, le fait que les sciences sociales continuent d’être vues comme des sciences un peu particulières ?

Je vois en résumé une raison principale à cet état de choses. Si la sociologie classique adopte surtout un objectif de nature cognitive et si les genres *expressif* et *caméraliste* sont alors relativement secondaires, des rééquilibrages se sont produits ensuite, pour des raisons qui tiennent d’abord à l’augmentation de la demande publique et privée de *données sociales,* laquelle a contribué à gonfler l’offre sociologique de type caméraliste. Par ailleurs, l’importance sociale croissante des médias a provoqué une augmentation de la production de caractère *expressif*. Ces évolutions ont entraîné un déclin relatif de la sociologie à finalité cognitive. Il faut d’ailleurs noter que ces distinctions et ces processus ne sont pas propres à la sociologie, mais tendent à caractériser toutes les sciences humaines. Les productions de la psychologie qui promettent d’apaiser le mal-être de l’individu sont plus visibles que celles qui nous permettent de mieux comprendre le fonctionnement de la pensée humaine, même lorsqu’elles sont beaucoup plus fragiles. Derechef, une théorie peut être *utile* sans être *vraie,* et les théories utiles, qu’elles soient vraies ou fausses, sont généralement plus visibles que les théories vraies dont l’utilité est incertaine.

J’ajouterai que, si les types de sociologie que j’ai distingués, du *cognitif* au *critique* et au *caméraliste* en passant par l’*expressif,* persistent depuis les origines des sciences sociales jusqu’à nos jours, [26] quoique en des proportions variables, tous ont leur légitimité et leur intérêt, l’objectif cognitif étant toutefois le plus « naturel », pour la sociologie comme pour toute discipline s’affichant comme scientifique. Ce côté « naturel » se décèle à ce que les sociologues classiques classés en haut de l’échelle de prestige – Tocqueville, Durkheim, Weber et quelques autres – sont responsables de théories explicatives puissantes, rendant transparents des phénomènes énigmatiques. Par contraste, l’œuvre d’un Le Play, si elle est d’une importance indéniable, n’est généralement pas considérée comme atteignant à la même hauteur. La raison en est qu’elle relève surtout de l’ordre du descriptif et répond à un objectif *caméraliste* (rationaliser la politique sociale en faisant remonter des informations du niveau local au niveau central). La visibilité sociale d’un Proudhon a été incomparablement plus grande que celle de Weber ou de Durkheim, mais l’on a quelque peine à identifier son apport au savoir.

Ces distinctions comportent un avantage que je n’ai pas encore souligné : lorsqu’elles sont prises en considération, bien des confusions s’évanouissent. Ainsi, le programme défini par le postulat de l’ « individualisme méthodologique » est essentiel dès lors qu’il s’agit d’*expliquer* un phénomène social : tant qu’on se donne l’objectif de retrouver les causes dudit phénomène. Car on a du mal à imaginer qu’un phénomène social puisse provenir d’autre chose que des représentations, desseins, croyances, etc., des individus, et, sauf à admettre que les individus soient des choses, à accepter l’idée que ces représentations, desseins, etc., puissent être mis sur le compte exclusif de *forces* psychologiques, biologiques ou sociales occultes. Comme Weber l’a bien vu, il faut choisir entre une conception individualiste *scientifique* de l’explication sociologique et une conception non individualiste *métaphysique*. C’est pourquoi il fait de ce postulat *la* condition de la scientificité de la sociologie, pourquoi Tocqueville le met instinctivement et régulièrement en pratique et pourquoi Durkheim lui-même y vient généralement – en opposition avec ses principes déclarés – dans la plupart de ses analyses. Mais ce postulat n’a clairement pas grand-chose à faire dans les productions à finalité critique, descriptive ou expressive. Aussi n’y a-t-il pas lieu de s’étonner que les sociologues qui n’accordent pas une attention particulière à la fonction cognitive de la sociologie n’en aperçoivent pas l’importance.

Ces distinctions sont également cruciales s’agissant d’évaluer la portée des productions des sciences sociales. Ainsi, le *Surveiller et punir* de Foucault a été justement salué : cet ouvrage manifeste au plus haut degré des vertus *expressives* et *critiques*. Mais que la théorie qu’il propose soit *utile* n’implique pas qu’elle soit *vraie*. On peut même avancer, sans prendre de grands risques de démenti, que la critique en a abondamment démontré le caractère fantaisiste.

Bref, la vocation de la sociologie, comme celle de toute science, est de produire du savoir, plus précisément : d’expliquer les phénomènes de son ressort, c’est-à-dire d’en identifier les causes. Elle l’a fait et continue de le faire. Contrairement à ce qu’affirme la *Britannica,* elle a remporté à cet égard des succès remarquables, ainsi que j’ai essayé de le montrer en développant en détail certains exemples empruntés aux grands sociologues classiques. Mais l’étiquette « sociologie » recouvre aussi des écrits – de plus en plus nombreux en proportion – dont la fonction latente est plutôt d’accompagner ou de légitimer des mouvements sociaux, des combats politiques ou des mouvements d’idées, cela n’excluant pas que, par application d’une stratégie élémentaire de recherche de l’efficacité, ces écrits se présentent, parfois avec ostentation, comme « scientifiques », car l’idéologie s’abrite toujours derrière des « experts » et des « scientifiques ». C’est pourquoi la sociologie est parfois perçue de l’extérieur comme surtout vouée – tel le sabre de Joseph Prud’homme – « à défendre les institutions, et au besoin à les combattre ».

Cette conception discrètement militante de la sociologie a même fini par coller si étroitement à son image qu’une expression comme « les explications *sociologiques* de la délinquance » désigne normalement, pour le public, les théories qui font de la délinquance un pur effet du milieu social, exonérant le délinquant de toute responsabilité. De telles théories sont à juste titre jugées inacceptables [27] par le public : le sociologue respectueux du réel n’a aucune peine à comprendre cette réaction, car il relève immédiatement que, nonobstant la corrélation entre conditions de vie et/ou origines sociales et délinquance, sur 100 personnes élevées dans les conditions les plus « criminogènes » possibles, seule une toute petite minorité se rend coupable d’exactions. De même, les « explications *sociologiques* de l’échec scolaire » sont perçues comme celles qui veulent que ledit échec soit dû exclusivement à l’institution scolaire et à la « société » ou, en termes plus pesants, aux « structures sociales » ; qu’il soit par suite injuste et inacceptable, et qu’en conséquence l’objectif premier de toute politique scolaire soit moins d’équiper le futur citoyen de savoirs et de savoir-faire à partir desquels il puisse construire un projet professionnel viable, que d’assurer l’ « égalité des chances » à tout prix : en allongeant indéfiniment le tronc commun, en supprimant toute évaluation réelle, en poussant l’ensemble de la population scolaire vers un enseignement général de plus en plus vidé de substance, en cherchant à faire de l’école un « lieu de vie ». Ce type de théorie a produit des effets calamiteux : progrès de l’illettrisme, marginalisation socioprofessionnelle d’une proportion significative des adolescents, violence scolaire, etc. Ces effets sont devenus si évidents qu’on ne peut désormais plus les dissimuler.

Force est en résumé de reconnaître qu’on observe bien une submersion relative du genre *cognitif* TWD par le genre *expressif-engagé* dans les années 1970-1990, et par le genre *descriptif-engagé* dans les dernières années.

On comprend que cette submersion puisse donner au public, mais aussi à certains sociologues et non des moindres, l’impression d’une discipline en voie de « décomposition » [[14]](#footnote-14).

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[28]

[29]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

“Mais où sont les théories  
générales d’antan ?”

par Raymond BOUDON

[Retour au sommaire](#sommaire)

Membre de l’Académie des sciences morales et politiques, la British Academy, la Société royale du Canada, l’American Academy of Arts and Sciences, l’Academia europea. Quelques-uns de ses ouvrages : *L’inégalité des chances*, Paris, Hachette, 2000 (1973) ; *La logique du social*, Paris, Hachette, 2000 (1979) ; *Études sur les sociologues classiques*, Paris, PUF, 2000. *Déclin des valeurs ?* Québec/Paris, PUL, 2002, distr. Gallimard, *La rationalité*, Paris, PUF, 2002, *Renouveler la démocratie : Eloge du sens commun*, Paris, Odile Jacob, 2006 ; *Le relativisme*, Paris, Puf, Que sais-je ? 2008.

Résumé

Les cadres théoriques généraux développés dans les sciences sociales dans la deuxième moitié du XXe siècle sont tous frappés d’obsolescence. Quant à ceux qui subsistent, ils sont l’objet de scepticisme. La raison principale en est que tous reposent sur une conception discutable du comportement humain, qu’ils veulent ramener à des principes trop simples ou à des causes conjecturales. Quand ils le voient comme rationnel, ils adoptent une théorie indûment étroite de la rationalité. Ces divers réductionnismes ont été légitimés par une conception inadéquate de la notion de science et des relations entre sciences sociales et sciences de la nature. Précisément, cette conception repose sur une confusion entre réalisme et matérialisme, ainsi que sur la méconnaissance du fait qu’il n’y a de connaissance que par rapport à un « programme ». Proprement explicité, le programme faisant des phénomènes sociaux l’effet de comportements vus comme résultant de motivations et de raisons est le plus général et le plus fécond qui ait été développé par les sciences sociales. Il est du côté des sciences sociales le seul qui puisse revendiquer un degré de généralité comparable à celui des neurosciences ou de la sociobiologie du côté des sciences de la vie.

Mots clés : raison, rationalité, motivation

Abstract

The general theoretical executives developed in social sciences in second half of the XXe century all are struck of obsolescence. As for those which remain, they are the object of skepticism. The primary reason is that all rest on a debatable design of the human behavior, that they want to bring back to too simple principles or conjectural causes. When they see it like rational, they adopt an unduly narrow theory of rationality. These various reductionnisms were legitimated by an inadequate design of the concept of science and relations between social sciences and sciences of nature. Precisely, this design rests on a confusion between realism and materialism, as on the ignorance owing to the fact that there is knowledge only compared to one “program”. Properly clarified, the program making of the social phenomena the effect of behaviors seen like resulting from motivations and reasons is more the most fertile general and who was developed by social sciences. It is side of social sciences the only one which can assert a degree of general information comparable with that of the neurosciences or sociobiology on the side of the life sciences.

[30]

Key words : reason, rationality, motivation

L’effacement dans les sciences sociales  
des cadres théoriques généraux

Les cadres théoriques généraux qui ont inspiré les sciences sociales et généralement les sciences humaines de la seconde moitié du XXe siècle et suscité l’espoir d’un renouvellement en profondeur de la connaissance de l’humain se sont tous écroulés les uns après les autres. Le structuro-fonctionnalisme, le structuralisme, le marxisme, le freudisme sont largement perçus aujourd’hui comme des impasses. Ils appartiennent désormais à l’histoire des idées plutôt qu’au monde des idées vivantes. Ils ne guident plus guère la recherche. Le prestigieux hebdomadaire britannique *The Economist* écrivait naguère que, des trois grands noms du XIXe siècle qui ont été tenus jusqu’à la fin du XXe pour ayant profondément renouvelé la connaissance de l’humain, Charles Darwin, Karl Marx et Sigmund Freud, seul le premier restait vivant au début du XXIe. Les innombrables théories inspirées au XXe siècle par Marx et Freud se dirigent, elles aussi, vers le musée des idées quand elles ne glissent pas dans l’oubli. Il en va de même du structuralisme (Parodi 2003).

Certes, d’autres cadres théoriques sont aujourd’hui présents sur le marché des idées qui affichent, eux aussi, une prétention à la généralité. Ils n’ont ni l’ampleur ni les ambitions du marxisme ou du freudisme ni même celles, plus modestes, du structuralisme d’antan. Et, loin de faire l’objet d’un consensus, ils ne sont considérés comme de vocation générale que par leurs partisans. À titre d’exemple, on peut évoquer la théorie des *mèmes*. Elle se présente comme une application des idées du darwinisme aux phénomènes culturels. Son créateur, Richard Dawkins (1976), veut que nous soyons des « machines créées par nos gènes », lesquels n’ont d’autre but que de survivre dans un monde compétitif. La sélection culturelle privilégierait la diffusion de certains *mèmes* culturels comme la sélection naturelle privilégie certains gènes. Cette théorie a donné lieu à une littérature abondante, car elle comporte une promesse de théorie générale (Guillo 2004). Mais il n’est pas sûr qu’elle ait contribué à éclairer un seul phénomène socio-culturel. En réalité, le décalque du vocabulaire darwinien sur lequel elle repose dissimule le postulat simple selon lequel un instinct d’imitation habitant l’être humain serait le moteur de la diffusion des nouveautés culturelles.

Le culturalisme est un autre cadre général largement utilisé par les sciences sociales. Cette étiquette désigne le modèle qui veut que les principes de comportement, les valeurs et les représentations de l’être humain lui soient essentiellement transmis par la socialisation. Il fait [31] l’objet d’un large consensus parmi les anthropologues. Sensibles par profession à la diversité des cultures, ils acceptent facilement l’idée que, si les mœurs et les croyances demeurent différentes d’une société à l’autre, c’est que, de génération en génération, elles sont transmises aux individus par la socialisation. Le sociologisme est une variante du culturalisme. Il veut que les principes de comportement, les valeurs et les représentations des hommes soient l’effet de leur immersion dans leur milieu social de naissance et de vie. Ce modèle simple doit sa popularité à ce qu’il est facilement confirmé par toutes sortes de données. Ainsi, on a observé que la délinquance est plus fréquente chez les individus élevés dans un milieu défavorisé. Mais la plupart des individus en provenance de milieux défavorisés ne commettent aucun acte de délinquance. Et la socialisation a toujours connu bien des ratés. Comme l’a noté Max Weber, le christianisme s’est déployé dans l’Empire romain en raison de la séduction qu’il a exercé sur les militaires et les fonctionnaires, lesquels avaient pourtant été « socialisés » dans la vieille religion polythéiste.

Je laisse de côté d’autres théories qui affichent, elles aussi, une prétention à la généralité, comme le constructivisme (Keucheyan 2005). Selon cette théorie, toute représentation collective et toute institution sont les produits d’une construction sociale. Il s’agit d’une banalité si l’on s’en tient à cette proposition ou d’une contre-vérité si on y lit un message relativiste. Le principe d’Archimède et le théorème de Pythagore ne sont pas des données de fait immédiatement appréhensibles. Ils sont bien des « constructions ». Mais cela n’implique pas qu’ils soient dépourvus d’objectivité. Il est vrai que toute institution est construite. Mais certaines sont objectivement meilleures que d’autres et sont sélectionnées pour cette raison.

Je laisse aussi de côté des théories plus modestes mais visant, elles aussi, à la généralité, comme la théorie du capital social. À l’origine, la théorie dite « du capital humain » a été développée par l’économiste Edward Denison pour rendre compte du fait que l’accumulation du capital physique ne suffisait pas, au vu des données statistiques, à expliquer la croissance économique américaine entre 1929 et 1969. Il a montré que celle-ci résultait, non seulement de l’accroissement du capital physique, mais de l’élévation du niveau d’instruction. Cela lui a inspiré la notion de « capital humain » (Denison 1974), qui désigne chez lui le niveau des connaissances mesuré par le niveau scolaire moyen atteint par une nation. La notion a été ensuite utilisée au niveau, non plus collectif, mais individuel. Puis, l’on s’est mis à parler de « capital social » pour désigner la densité des relations sociales que l’individu a la capacité de mobiliser et de « capital culturel » pour désigner les compétences d’origine scolaire ou familiale facilitant son adaptation à l’environnement social. L’identification de ces différentes formes de [32] « capital » jointe à l’idée qu’elles peuvent se convertir les unes dans les autres a donné l’impression qu’une théorie générale était née. Mais, comme l’a montré Alessandro Portes (1998), il s’agit moins d’une théorie *stricto sensu* que de métaphores exprimant des phénomènes familiers dans le vocabulaire de l’économie, celle des sciences humaines qui paraît la plus solide. À l’instar de la théorie des *mèmes*, qui a réussi à faire retomber sur les sciences humaines une partie du prestige du darwinisme, la théorie du capital social donnait l’impression d’assurer aux sciences sociales la solidité généralement concédée à l’économie.

Certains, comme James Coleman (1990) ou Gary Becker (1996), ont proposé d’aller plus loin dans cette direction et d’étendre à l’ensemble des comportements l’axiomatique de la théorie économique. Cas unique dans l’univers des sciences humaines, cette axiomatique avait permis de développer un corpus de connaissances intégrées s’agissant des phénomènes économiques et une théorie cohérente aux ramifications multiples. Ne pouvait-on l’appliquer à l’ensemble des phénomènes sociaux ? Cette proposition semblait d’autant plus séduisante que la « Théorie du Choix Rationnel » (TCR), encore appelé « Modèle de l’Utilité Espérée », à savoir la théorie du comportement sur laquelle est fondée l’économie néo-classique, avait été dans les années 1950 appliquée avec succès à toutes sortes de phénomènes non économiques : politiques notamment. La TCR paraît effectivement représenter dans les années récentes la seule tentative sérieuse pour offrir un cadre théorique général aux sciences sociales.

Mais, selon une boutade d’Amartya Sen, la Théorie du Choix Rationnel traite l’*homo œconomicus* comme un *rational fool :* c’est en effet parce qu’il est un calculateur rationnel qu’il produit dans certaines circonstances des résultats indésirables, non seulement d’un point de vue collectif, mais même de son propre point de vue, comme le montre le cas d’école des acteurs sociaux qui se laissent prendre au piège du dilemme du prisonnier. On peut même aller plus loin que Sen et préciser que la TCR traite le sujet humain comme un imbécileà la fois rationnelet irrationnel, puisqu’elle ne le voit comme capable de calcul que s’agissant des moyens qu’il choisit pour atteindre ses objectifs. Quant à ces objectifs eux-mêmes, n’ayant pas grand-chose à en dire, elle les traite comme résultant de déterminismes sociaux passivement subis par l’être humain. Il en va de même des représentations et des valeurs endossées par l’individu. N’ayant rien à en dire, la TCR suppose qu’elles résultent de déterminismes sociaux et les voit comme des effets de la socialisation et généralement de forces socio-culturelles conjecturales qui seraient émises par les différents types d’environnement traversés par l’individu. Comme le soutiennent ses promoteurs, la TCR a bien un intérêt scientifique qui transcende largement l’économie. Cela permet de comprendre qu’elle se soit solidement installée. Mais elle est [33] incapable d’expliquer d’innombrables phénomènes, puisqu’elle se condamne à traiter les objectifs des individus, leurs représentations et leurs valeurs comme des données de fait pour lesquelles elle n’a aucune explication à offrir (Boudon 2003).

En fin de compte, les sciences sociales se caractérisent aujourd’hui par une absence de cadre théorique vraiment général. C’est pourquoi elles sont marquées par le descriptivisme. Elles accumulent les études particulières, souvent instructives, sur les sujets les plus variés. Mais elles donnent aussi l’impression d’un irrémédiable éclatement et d’une perte d’identité. Le sommaire d’une revue contemporaine de sociologie évoque facilement l’image d’un catalogue à la Prévert.

La conjecture que je souhaite esquisser maintenant, c’est que l’échec des sciences sociales contemporaines dans leur tentative pour élaborer un cadre général susceptible de leur assurer identité et fécondité, est due à ce qu’elles s’attachent à une théorie contestable du comportement humain et à une conception étroite de la rationalité. Cela les condamne à proposer des explications fragiles des phénomènes sociaux.

Les motivations et les raisons individuelles  
comme causes de tout phénomène social

Tout phénomène social résulte à l’évidence de croyances, d’attitudes et d’actions individuelles. Aussi faut-il, pour l’expliquer, déchiffrer de manière convaincante le pourquoi de ces croyances, attitudes et actions individuelles. Une question essentielle se pose alors : comment identifier leurs causes avec une certitude raisonnable ?

Une chose est sûre. Comme le démontre la vie sociale courante, il est très souvent possible d’identifier avec certitude les causes des croyances, des actions ou des attitudes d’un individu, bien qu’elles ne puissent faire l’objet d’une observation directe. Cette opération ne se réduit pas à la mise en œuvre de la capacité humaine d’empathie. L’identification des raisons et des motivations du comportement d’autrui repose plutôt sur la construction de théories élaborées selon les principes et les critères qui s’appliquent à la construction de toute théorie : des théories que nous formulons dans la vie sociale ordinaire ou des théories scientifiques. Nous ne déterminons pas les causes du comportement humain par des procédures différentes de celles qui nous servent à établir les causes des phénomènes naturels.

Max Weber a justement indiqué que l’opération qu’il qualifie de « compréhension » (*Verstehen*) met en œuvre les procédures couramment utilisées pour la construction de toute théorie. Si j’observe qu’un homme coupe du bois dans sa cour par une température de 40 degrés [34] à l’ombre, il y peu de chances qu’il ait l’intention de le faire brûler pour se chauffer. Dans le langage de Karl Popper, cette explication est « falsifiée ». Il me faudra donc trouver d’autres explications du comportement du coupeur de bois, jusqu’à ce que je parvienne à en imaginer une qui soit compatible avec l’ensemble des données que j’aurai pu recueillir. Ainsi, expliquer un phénomène social impose de retrouver les causes des actions, des croyances ou des attitudes individuelles responsables du phénomène en question à l’aide d’une théorie robuste. Ces causes résident dans les raisons et les motivations expliquant ces actions, ces croyances ou ces attitudes. Si l’on veut que la reconstruction soit solide, il faut qu’elle repose sur une psychologie acceptable. Or cela ne peut être le cas que de la psychologie qui a fait ses preuves depuis toujours : celle qui est utilisée dans la vie sociale courante.

Cette psychologie invite à tenir compte du contexte caractérisant les acteurs concernés, au sens large du mot contexte. Comment par exemple expliquer les énigmatiques danses de pluie ? Une phrase de Max Weber suffit à indiquer la direction que doit prendre l’explication : « pour le primitif, l’acte du faiseur de feu est tout aussi magique que l’acte du faiseur de pluie » (Max Weber 1971 [1922], pp.429-430). L’observateur qui entend expliquer l’existence des rituels de pluie doit mettre entre parenthèses son propre savoir. Il a appris les lois de la transformation de l’énergie sur les bancs de l’école ; pour cette raison, il voit l’acte du faiseur de feu comme rationnel ; et comme aucune loi établie par la science ne garantit l’efficacité des danses de pluie, il les perçoit comme irrationnelles. Quant au « primitif », n’ayant pas étudié les lois de la transformation de l’énergie, il n’a aucune raison de faire cette différence. Sans doute l’acte du faiseur de feu est-il fondé dans l’esprit du sujet observé sur une théorie. Mais cette théorie est certainement tout aussi inacceptable pour l’observateur occidental que la théorie qui fonde dans l’esprit du même « primitif » l’acte du faiseur de pluie.

Ainsi, l’existence des mystérieuses danses de pluie s’explique à partir 1) de l’identification de données pertinentes relatives aux différences entre le contexte de l’observateur et le contexte de l’observé, 2) de la mobilisation d’hypothèses empruntées à la psychologie ordinaire : le primitif attache du prix à ce que ses récoltes viennent bien ; il est convaincu que la chute des pluies est l’effet de la volonté des esprits ; la Tradition lui indique les moyens de se les concilier. Il y croit parce qu’il n’a pas de raisons de ne pas y croire. Il y croit pour les mêmes raisons que nous croyons à toutes sortes de choses sur la foi de la Science.

Le rejet de la psychologie ordinaire  
par les sciences sociales

[35]

Or il se trouve que la psychologie ordinaire n’est pas du tout celle qui est préconisée dans les modèles théoriques généraux en vigueur dans les sciences sociales [[15]](#footnote-15).

La Théorie du Choix Rationnel repose sur la psychologie réductionniste qui veut que l’acteur social soit toujours motivé par les conséquences, telles qu’il les voit, de ses actions sur son bien-être. De très nombreuses actions humaines s’expliquent de cette manière. C’est pourquoi la TCR a pu s’appliquer avec succès à de nombreux phénomènes ne relevant pas nécessairement de l’économie. Mais cela n’est pas vrai de toutes les actions. Ainsi, la TCR est incapable d’expliquer que les électeurs votent dès lors qu’elle entend rester cohérente avec ses principes. Pourquoi voteraient-ils en effet, puisqu’aucun vote individuel n’a la moindre chance de faire la différence dans le résultat d’un scrutin ? L’acteur social peut aussi se sentir profondément engagé dans des actions visant par exemple à modifier un état de choses qui ne le concerne pas personnellement. C’est le cas du militant qui combat contre la peine de mort. Elle ne la menace pas. Pourtant, il se sent impliqué par son combat au point d’en faire l’axe de son existence.

D’autres théories postulent que l’être humain serait motivé par l’envie, par la volonté de puissance, par ses intérêts de classe, par ses pulsions sexuelles, ou encore par un instinct d’imitation. Ces divers instincts et pulsions existent, mais aucun n’a vocation à expliquer l’ensemble des actions humaines. On a donc quelque peine à comprendre qu’on ait cherché à construire des schémas explicatifs généraux à partir de visions aussi particulières des mécanismes psychologiques auxquels obéit l’être humain.

Pourtant, ces divers postulats sont les uns et les autres à la racine de mouvements d’idées qui ont connu leur heure de gloire. En raison du caractère réductionniste de ces postulats, aucun des schémas théoriques autour desquels ces mouvements se sont cristallisés ne peut prétendre ni expliquer l’ensemble des phénomènes sociaux, ni produire un consensus dans la communauté des chercheurs. Tous ces postulats ont un trait en commun : ils proposent d’assigner tout [36] comportement à une *force psychologique* dominante s’imposant au sujet. Ils divergent les uns des autres sur la nature de cette force.

D’autres théories veulent que les motivations et les raisons des acteurs sociaux telles que l’observateur peut les reconstruire et telles que les sujets les voient plus ou moins confusément n’aient rien à faire dans les sciences sociales. C’est qu’elles conçoivent l’être humain comme fondamentalement mû par des *forces sociales, culturelles ou biologiques* échappant elles aussi au contrôle, voire à la conscience du sujet. S’il en est ainsi, les causes des croyances, des attitudes, des goûts ou des objectifs que le sujet se donne ne sauraient être recherchées du côté des raisons et des motivations que lui-même leur attribue plus ou moins confusément et que l’observateur de bon sens tend à leur imputer. Ce postulat déporte ainsi l’être humain en dehors de lui-même. Il croit obéir à certaines raisons et motivations. En réalité, il est mû par des forces invisibles.

Toutes ces théories peuvent être qualifiées de *holistes*, dans la mesure où elles voient le comportement comme explicable par des forces extérieures à l’individu [[16]](#footnote-16). Relèvent par contraste de l’*individualisme* les théories qui refusent qu’un phénomène social puisse avoir sa source ailleurs que dans les motivations et les raisons en principe compréhensibles des acteurs sociaux responsables du phénomène. Elles reconnaissent que les acteurs sociaux appartiennent à des contextes dont les paramètres sont variables. Ainsi, le « primitif » australien de Durkheim ne connaît pas les lois de la transformation de l’énergie, à la différence de l’anthropologue qui l’observe. Mais ces théories refusent la représentation selon laquelle l’individu serait une simple cible à laquelle viendraient s’appliquer des forces extérieures à lui.

La TCR elle-même ne cherche en aucune façon, je l’ai dit, à expliquer les objectifs, ou les valeurs de l’individu à partir de raisons et de motivations. Elle les voit comme des données de fait qu’elle impute à l’action de forces psychologiques, biologiques, sociales ou culturelles extérieures à lui. Elle traite l’être humain comme rationnel s’agissant du choix de ses moyens, et comme habité par des forces irrationnelles s’agissant des objectifs qu’il poursuit ou des valeurs en lesquelles il croit, que ces forces prennent la forme d’instincts, de représentations [37] sociales s’imposant au sujet sous l’action du milieu ou de cadres mentaux -de *frames*-s’insinuant dans son esprit sous l’action de telle ou telle influence extérieure[[17]](#footnote-17).

De façon générale, aucun des grands schémas théoriques généraux actuellement proposés par les sciences sociales ne parvient à éviter un double écueil.

1) Entretenir la bizarrerie qui veut que l*’homo sociologicus* choisisse rationnellement les moyens qu’il utilise, mais qu’il adhère à telle valeur ou à telle représentation sous l’effet de forces occultes.

2) Se condamner à l’hypothèse de la « fausse conscience », puisque les motivations et les raisons qui lui semblent l’animer sont tenues par principe comme n’étant pas les véritables causes de ses actions, de ses attitudes ou de ses croyances.

Il importe de préciser que cette discussion n’est pas seulement spéculative. Elle a au contraire une incidence pratique. Ainsi, on peut en présence de données quantitatives se borner à leur appliquer des méthodes statistiques de routine. Comme ces méthodes consistent à rechercher le poids de *facteurs* patents ou latents [[18]](#footnote-18) sur les comportements ou les croyances, elles sontporteuses d’une tentation d’interprétation holiste. Le chercheur qui s’y laisse prendre peut alors négliger de considérer que les facteurs en question sont le produit des motivations et des raisons des acteurs, dont ils proposent une image brouillée. C’est la raison pour laquelle les commentaires accompagnant ces analyses statistiques témoignent souvent d’une platitude remarquable.

Un exemple. Une analyse factorielle appliquée à une enquête concernant les attitudes face au risque révèle –à la suite de Monsieur de la Palisse- que les répondants perçoivent le risque selon deux dimensions : l’intensité du risque, plus grande dans le cas de la dynamite que du four à micro-ondes et la probabilité d’être exposé au risque, plus grande dans le cas d’une attaque nucléaire que de l’absorption de caféine (Slovic 1987). Bref, l’analyse factorielle a permis de découvrir que le sujet perçoit le risque à partir des deux paramètres qu’a depuis toujours retenus la théorie des probabilités, au moins depuis le célèbre pari de Pascal.

[38]

Il serait plus instructif de voir le sujet confronté à un risque potentiel comme recherchant par un tâtonnement cognitif à adopter une attitude raisonnable que de chercher à identifier par l’analyse factorielle les *frames* ou cadres mentaux conjecturaux qui s’imposeraient à lui. Il s’agirait ici comme sur tout sujet de formuler des hypothèses microscopiques précises sur les raisons et les motivations inspirant le comportement des individus ; puis de montrer qu’elles expliquent effectivement les données dont on dispose [[19]](#footnote-19). J’ai montré par exemple que les erreurs commises par les répondants dans les expériences de psychologie cognitive peuvent s’expliquer comme résultant de tâtonnements cognitifs compréhensibles [[20]](#footnote-20). Ces tâtonnements sont guidés par les ressources cognitives dont dispose l’acteur. Dans d’autres cas, le tâtonnement face au risque est piloté par les enjeux. Ainsi, les délinquants sont, selon les enquêtes disponibles, beaucoup plus attentifs à la probabilité d’être arrêtés qu’à la peine théorique qu’ils encourent (Cusson 2005).

Pour revenir aux comportements face au risque alimentaire, les enquêtes montrent que les consommateurs français ont rapidement retrouvé leurs habitudes alimentaires au moment de la « crise de la vache folle ». Cela provient sans doute de ce qu’ils ont pour beaucoup, à l’instar de Montaigne lors de son voyage en Italie, constaté à l’expérience qu’un changement dans leurs habitudes alimentaires leur valait toutes sortes de désagréments et tiré des informations médiatiques l’impression que les scientifiques n’étaient guère en mesure d’apprécier la nature réelle et la sévérité du risque.

Quant au fait que les effets de la crise sur la consommation de viande de bœuf aient été nettement plus marqués en Allemagne qu’en France, il s’explique par le fait que ce produit tient beaucoup moins de place dans la consommation des Allemands. Il leur était donc plus facile de modifier leurs habitudes (Raude 2006). Bref, les données macroscopiques relatives à cette crise peuvent être analysées comme résultant de raisons et de motivations compréhensibles.

Finalement, le culturalisme, le structuralisme, la RCT et les autres théories générales actuellement en vigueur dans les sciences sociales donnent une impression d’étrangeté : les unes, parce qu’elles attribuent à l’être humain un instinct dominant, les autres parce qu’elles le voient comme soumis à des forces socioculturelles ou biologiques conjecturales dont l’existence ne pourrait être éventuellement confirmée que par les sciences de la vie. Le marxisme, le freudisme, le structuralisme, le sociologisme, le culturalisme ou même la Théorie [39] du Choix Rationnel, ainsi que les interprétations naturalistes des facteurs mis en évidence par les méthodes statistiques d’« analyse des données », ont en commun de véhiculer une vue irréaliste de l’être humain. La synthèse de Coleman (1990) n’échappe pas davantage à cette objection que n’y avait échappé celle de Parsons (1949 [1937]) [[21]](#footnote-21).

Les relations entre sciences sociales  
et sciences de la nature

Pourquoi ces modèles théoriques généraux ont-ils proposé d’imputer aux actions, aux attitudes ou aux croyances des hommes des causes incertaines ? Cela provient de ce que toute connaissance est simplificatrice, mais surtout de ce que les sciences sociales acceptent couramment une conception contestable à la fois de la science et des relations entre les sciences de l’homme et les sciences de la nature. C’est du moins la conjecture que je chercherai à défendre.

Albert Einstein (1936) a écrit que la science ne fait que prolonger le sens commun : « science is nothing more than a refinement of our everyday thinking ». Pour cet éminente figure de la science, il n’y a donc pas de discontinuité entre la connaissance ordinaire et la connaissance scientifique. Cette vision continuiste est largement confirmée par les analyses les mieux informées de la vie scientifique (Haack 2003).

On peut affirmer dans la même veine qu’il n’y a pas de discontinuité entre la connaissance de la nature et la connaissance de l’homme. L’objectif fondamental des sciences de la nature et des sciences humaines est l’explication des phénomènes dont on ne perçoit pas immédiatement les raisons d’être. Et les règles de l’inférence mises en œuvre dans les deux cas sont les mêmes. Car les voies de la connaissance sont indépendantes des objets auxquels la connaissance s’applique.

La structure de toute explication peut être résumée par une formule : {S} → P. Elle indique qu’expliquer un phénomène P revient à en faire la conséquence d’un ensemble de propositions S1, S2, …, Sn mutuellement compatibles et pouvant être considérées individuellement comme [40] acceptables. À partir du moment où P peut être considéré comme la conséquence d’un ensemble de propositions non énigmatiques, son opacité initiale se trouve en effet dissipée : il est alors « expliqué ».

Ainsi, Torricelli et Pascal ont expliqué le phénomène du baromètre en supposant qu’on pouvait rendre compte de son comportement à partir de quelques propositions toutes acceptables, telles que : « l’atmosphère a un certain poids », « le poids de l’atmosphère est plus faible au sommet qu’au pied d’une montagne ou d’une tour », etc. De la même façon, on explique que certains peuples se livrent à des danses de pluie parce qu’ils croient que la chute des pluies est commandée par des esprits sensibles à la sollicitation et aussi parce que, comme les rituels sont pratiqués dans les périodes de l’année où la pluie a des chances de tomber, il y a une corrélation, fallacieuse bien sûr, mais dont on comprend qu’elle puisse fonder dans l’esprit du « primitif » une présomption de causalité entre la pratique des rituels et la chute des pluies. Pascal Sanchez (2005) a bien montré l’importance du modèle proposé tant par Durkheim (1979 [1912]) que par Weber (1971[1922]) selon lequel des croyances prétendument irrationnelles peuvent être efficacement expliquées à partir de motivations et de raisons compréhensibles.

Dès lors qu’on a identifié de manière satisfaisante les raisons et les motivations individuelles responsables d’un phénomène social, on a le sentiment d’en avoir saisi les causes ultimes.

Ainsi, Tocqueville (2004 [1856]) a expliqué que l’agriculture française a connu au XVIIIe siècle un rythme de développement moins rapide que l’agriculture anglaise parce que, en France, les propriétaires fonciers nantis avaient des raisons compréhensibles d’acheter une charge royale et de faire exploiter leurs domaines plutôt que de s’en charger directement. Or les exploitants n’avaient pas -dans le contexte analysé par Tocqueville- la capacité d’innovation des propriétaires. En raison de l’organisation politique de l’Angleterre, les propriétaires anglais n’étaient pas exposés à la même tentation. Dans le cas où ils désiraient se faire élire à Westminster, ils avaient avantage à passer auprès de leurs électeurs pour des entrepreneurs dynamiques. Dans cet exemple classique, une différence macroscopique énigmatique est expliquée par des motivations et des raisons individuelles compréhensibles.

Le même Tocqueville a expliqué par des théories convaincantes la persistance de la religiosité américaine ou encore les raisons pour lesquelles les Français de la fin du XVIIIe siècle mais non les Anglais ne jurent que par la Raison (Boudon 2005).

On peut remarquer que les sciences sociales bénéficient ici d’un avantage sur les sciences naturelles. Le biologiste qui a identifié un virus doit passer à l’étape suivante : observer son [41] comportement, puis étudier les processus chimiques qui se déploient sous son action. Il a donc facilement l’impression d’en être toujours à l’avant-dernière étape de sa recherche. Dès lors qu’il a mis en évidence les motivations et les raisons des acteurs responsables d’un phénomène social, le sociologue a au contraire l’impression qu’il en a atteint les causes ultimes [[22]](#footnote-22).

Pour revenir au cas des danses de pluie, l’explication wébérienne évoquée ci-dessus est complète. Elle ne soulève pas de questions supplémentaires. On pourrait s’intéresser à ce qui se passe dans le cerveau du magicien au moment où il pratique une danse de pluie ou entreprendre de vérifier sa pression sanguine. Mais ces recherches apporteraient des informations qui ne concurrenceraient ni ne compléteraient l’explication du sociologue [[23]](#footnote-23).

Sciences sociales et neurosciences

Ces observations m’amènent à évoquer les relations ambiguës que les sciences sociales entretiennent avec les neurosciences. On ne peut que reconnaître les développements spectaculaires des sciences cognitives dans leur dimension neurologique. Deux exemples.

1) On est impressionné par le cas de ce sujet observé par Antonio Damasio (1999) qui ne voit que les bons côtés de la vie et est préservé de toute émotion négative : qui ignore des sentiments comme la peur ou la colère. La cause en est révélée par le scanner, lequel a détecté chez le sujet une calcification de ses amygdales cérébrales.

2) Des chercheurs de l’université de Zurich ont montré que les réactions au *jeu de l’ultimatum* sont modifiées lorsqu’une partie du cerveau -le cortex frontal dorsolatéral- est neutralisée par une stimulation magnétique transcraniale (Henderson 2006). Dans le jeu de l’ultimatum, un sujet A a la capacité de proposer à B le partage d’une certaine somme entre lui-même et B. B a seulement la possibilité d’accepter la proposition de A ou de la refuser. Si B accepte la proposition de A, le partage se fait selon les termes indiqués par A. Si B refuse la proposition de A, il ne reçoit rien. Lorsque le cerveau de B fonctionne normalement, il repousse les [42] propositions de A qu’il estime trop injustes, comme : « 80€ pour A, 20€ pour B », bien que cela le condamne à ne rien recevoir du tout. Lorsque la partie en question du cerveau est neutralisée, B perçoit toujours une telle proposition comme injuste, mais il l’accepte.

Ce type de résultats n’est pas sans intérêt pour les sciences sociales. Le résultat de Damasio peut expliquer le comportement de tel responsable politique. Celui des chercheurs de Zurich se présente comme un défi à la Théorie du Choix Rationnel, puisqu’elle fait apparaître que le sujet B ne se comporte selon les canons de l’*homo œconomicus* que si l’activité normale de son cerveau est partiellement neutralisée [[24]](#footnote-24).On comprend donc que certains aillent parfois jusqu’à proposer de remplacer les modèles classiques de l’*homo œconomicus* ou de l’*homo sociologicus* par celui de l’*homme neuronal*.

Mais les progrès des neurosciences n’entament en aucune façon l’autonomie du programme fondé sur le postulat que les causes ultimes d’un phénomène social sont à rechercher du côté des motivations et des raisons en principe compréhensibles auxquelles ont obéi les acteurs responsables du phénomène en question. Le sociologue suppose que les sujets sociaux dont il traite ont un cerveau normal, dont les amygdales cérébrales ne sont pas calcifiées et dont le cortex frontal dorso-latéral fonctionne correctement.

Ces précisions clarifient les discussions qui réapparaissent aujourd’hui en marge de l’essor des neurosciences sur la vénérable question de savoir s’il faut adopter une conception moniste ou dualiste de la relation entre l’âme et le corps. Traduite en termes modernes, la question revient à se demander si un programme d’explication des comportements humains s’affirmant comme autonome par rapport aux neurosciences est légitime [[25]](#footnote-25).

La mode est aujourd’hui au monisme : elle veut que les actions, les croyances et les attitudes de l’être humain soient *expliquées* par les processus qui relèvent de la compétence des neurosciences et sous-estime l’importance du fait qu’elles puissent être aussi *comprises*, c’est-à-dire expliquées par des raisons et des motivations à l’exclusion d’autres catégories de causes.

Cette vogue du monisme s’accompagne d’une célébration de certains courants philosophiques, comme le pragmatisme américain de William James, de Charles Peirce ou de John Dewey (Johnson 2006). Selon ce monisme, l’esprit humain doit être traité comme une émanation des échanges de l’organisme humain avec son environnement. La conjecture que je [43] proposerais ici est que son attrait provient de sa congruence avec le postulat du matérialisme. Le bon sens veut que le spectacle de la vieille dame agressée par un jeune homme vigoureux provoque en moi un sentiment d’indignation, que ce sentiment soit source d’émotion et que celle-ci soit la cause de ma pâleur subite. Pour le tenant du pragmatisme, ce sont à l’inverse les modifications que le spectacle auquel j’assiste entraîne dans mon corps qui seraient la source de l’émotion que je ressens, celle-ci étant à son tour responsable du sentiment d’indignation qui m’envahit. Je transpose ici l’analyse de William James selon laquelle on serait triste parce qu’on pleure et non l’inverse. L’attention accordée aujourd’hui à cette théorie paradoxale témoigne vraisemblablement surtout de l’influence latente du postulat du matérialisme : de l’idée selon laquelle les causes matérielles seraient les seules dignes d’être admises dans le discours scientifique.

Or, s’il est certain que les processus mentaux conscients ou à demi conscients correspondent à des séquences d’événements neurologiques et généralement biologiques, il est également vrai qu’on peut expliquer tel phénomène social ou politique de façon complète, donnant le sentiment d’en atteindre les causes ultimes, à partir des motivations et des raisons des individus responsables dudit phénomène[[26]](#footnote-26). Le refus du sujet normal B à qui, dans le jeu de l’ultimatum, A propose « 80€ pour moi, 20€ pour toi » s’explique par le fait que B prend en compte, non seulement son intérêt matériel, mais les catégories du juste et de l’injuste. Il a des raisons de refuser, mais ce ne sont pas celles qu’envisage la Théorie du Choix Rationnel. Plus précisément, les raisons utilitaires apparaissent comme dominées ici par des raisons morales.

Il faut encore souligner deux points. Le premier a trait à une différence cruciale entre les neurosciences, d’une part, et des mouvements comme le culturalisme ou le structuralisme. Les unes et les autres veulent expliquer le comportement par des causes « matérielles » : état du cerveau dans le cas des neurosciences, action de l’environnement dans le cas du culturalisme, de structures conjecturales dans celui du structuralisme. Mais, conformément à l’ethos scientifique, les neurosciences n’acceptent de considérer une cause du comportement comme réelle que si elles en ont démontré l’existence. En revanche, le culturalisme et l’ensemble des mouvements de ce type se satisfont d’explications du comportement faisant appel à des causes [44] définitivement conjecturales, voire verbales. La calcification affectant les amygdales cérébrales du sujet de Damasio a été constatée. La relation de causalité entre la neutralisation d’une partie du cerveau du sujet et le changement de son comportement dans le jeu de l’ultimatum a été vérifiée empiriquement. En revanche, les *frames*, *frameworks*, *biais cognitifs*, *habitus* et autres pseudo-facteurs *ejusdem farinae* sont inférés, de manière circulaire, à partir du comportement qu’ils prétendent expliquer.

Second point. Il est vraisemblable que certaines questions continuent d’être considérées comme relevant du domaine des sciences sociales, alors que seules les sciences de la vie seront en mesure de les traiter de façon convaincante. Comme elles ne le sont pas encore, les sciences sociales leur tiennent lieu de salle d’attente préscientifique [[27]](#footnote-27).

Ainsi, l’explication du tabou de l’inceste suppose des avancées significatives à la fois des neurosciences et de la sociobiologie. C’est en tout cas l’impression qu’on retire de l’abondante littérature sur ce sujet, par exemple de Shepher (1983). L’avantage biologique du tabou est certainement un élément de l’explication. Effet de l’évolution biologique ? Mais alors pourquoi le tabou, si l’évolution a donné naissance au dégoût ? Il semble bien que les réponses à ces questions relèvent de la sociobiologie et des neurosciences et que les apports des sciences sociales soient surtout des conjectures fragiles. Nous ne savons pas non plus grand-chose du pourquoi de l’attirance sexuelle. Mais ici le bon sens indique que la réponse est du ressort des sciences de la vie.

De façon générale, il indique que *seuls sont par principe susceptibles de recevoir une réponse scientifique dans le cadre des sciences sociales les comportements pouvant être ramenés à des motivations et à des raisons compréhensibles*, les autres relevant en principe des sciences de la vie.

[45]

La science est-elle  
obligatoirement matérialiste ?

À ce point, il faut évoquer la question importante de la validité du postulat du matérialisme s’agissant des sciences sociales et généralement humaines.

Les sciences de la nature, la physique, la chimie, les sciences de la vie, se sont institutionnalisées les unes après les autres dès lors qu’elles ont pu montrer qu’il était possible de substituer une explication des phénomènes relevant de leur juridiction par des causes matérielles aux explications par des causes finales antérieurement utilisées. Le génie d’Auguste Comte est d’avoir cherché à tirer toutes les conséquences de cette idée simple. La théorie darwinienne de l’évolution est l’exemple canonique de l’efficacité du postulat matérialiste. Mais il en va de même de toutes les sciences de la nature. La météorologie est devenue scientifique du jour où elle a attribué la chute des pluies, non plus à la volonté de puissances spirituelles, mais à des causes matérielles.

Cela dit, ni le prestige du darwinisme ni la loi comtienne des trois états ne justifient l’extrapolation selon laquelle le matérialisme serait la condition de *toute* science. Car les raisons, les motivations et les intentions humaines sont les briques du monde humain tel qu’il est. Or, à partir du moment où elles prétendent poursuivre un programme matérialiste sous prétexte qu’il est responsable du succès des sciences de la nature, les sciences humaines doivent faire comme si ces briques n’existaient pas. Elles doivent *naturaliser* le sujet humain : le concevoir comme le point d’application de forces matérielles.

Je crois que cette extrapolation non fondée explique que les théories générales qui ont exercé une influence dans l’histoire des sciences sociales et humaines aient toutes en commun, qu’il s’agisse du freudisme, du marxisme, du structuralisme, de la théorie des *mèmes*, du culturalisme, du sociologisme, de la TCR, du behaviorisme ou de l’instrumentalisme des économistes [[28]](#footnote-28), de rejeter en dehors de l’univers des faits scientifiquement significatifs les états subjectifs de l’individu, ses intentions, ses raisons et ses motivations. Par delà leurs différences, toutes ces théories ont en commun de s’être accordé le droit de négliger l’univers des faits subjectifs en se fondant sur une généralisation indue du postulat matérialiste. Il faudrait ajouter [46] à cette liste la théorisation du comportement comme étant l’effet de facteurs latents ou patents induite par l’usage courant des méthodes statistiques d’« analyse des données ».

Toute science obéit au postulat du *réalisme*. Elle se donne l’objectif de décrire la réalité qu’elle explore *telle qu’elle est*. Mais il faut prendre soin de ne pas faire dire à ce postulat plus qu’il ne dit. Le réalisme n’implique pas que la science propose une *copie* du monde tel qu’il est, ni que la connaissance soit, pour parodier Richard Rorty, un « miroir » du réel. Il implique que toutes les propositions Si d’une explication {S} → P correspondent à une réalité attestée ou attestable. En ce qui concerne les sciences de la nature, le postulat du réalisme et le postulat du matérialisme ne font qu’un. En revanche, s’agissant du monde humain, les deux postulats ne coïncident en aucune façon, puisque les intentions, les raisons et les motivations des hommes font aussi partie du monde en question [[29]](#footnote-29).

L’influence et les échecs répétés des divers schémas généraux qui ont occupé le devant de la scène des sciences sociales, voire humaines, s’expliquent pour une large part parce qu’ils ont cherché à naturaliser le sujet humain, et sont ainsi passés à côté de la réalité qu’ils cherchaient à explorer. Bien sûr, d’autres facteurs, d’ordre extrascientifique, expliquent aussi la popularité du freudisme, du marxisme ou du structuralisme. Mais ces mouvements ont exercé leur influence sur une toile de fond qui apparaît aussi derrière des mouvements d’idées plus modestes, comme la théorie des *mèmes* ou le culturalisme.

Tous ont effectivement en commun d’avoir cherché à naturaliser le sujet humain. Le postulat du matérialisme représentant le secret de fabrication des sciences de la nature, il devait aussi s’appliquer, pensait-on, aux sciences de l’homme. Le marxisme a naturalisé le sujet humain en déclarant la conscience humaine « fausse » par essence, le freudisme en traitant les motivations vues par le sujet de « rationalisations » illusoires, le culturalisme et le sociologisme en abandonnant l’individu aux forces de la socialisation, le structuralisme en imputant les comportements et les contenus mentaux à de mystérieuses structures.

Cette confusion entre matérialisme et réalisme explique à la fois l’échec de ces mouvements et l’éternel retour de schémas généraux dont la seule vertu est de proposer de nouveaux procédés de naturalisation du sujet et de satisfaire par là le postulat du matérialisme.

[47]

Revenons un instant à la théorie criminologique selon laquelle, les taux de délinquance étant, disons, de 6% chez les individus provenant de milieux défavorisés et de 3% dans la population générale, l’environnement social devrait être tenu pour responsable de la délinquance. Cette théorie néglige de considérer que 94% de ceux qui ont été élevés dans des milieux défavorisés ne deviennent pas délinquants (Cusson 1983, 2005, Wilson 1975, 1993). Il est difficile de comprendre qu’une erreur aussi grossière soit couramment méconnue si l’on ne voit pas qu’elle est neutralisée par la révérence dont bénéficie le paradigme selon lequel les comportements seraient essentiellement un effet de l’environnement [[30]](#footnote-30). Quant à la force de ce paradigme, elle dérive elle-même de l’idée que les sciences sociales se doivent de naturaliser le sujet humain afin de satisfaire le postulat du matérialisme.

J’ai montré ailleurs que la force des analyses d’Alexis de Tocqueville, de Max Weber ou d’Emile Durkheim lui-même, pour me limiter à ces quelques géants des sciences sociales, provient de ce qu’ils ont vu clairement que les postulats du matérialisme et du réalisme coïncidaient dans le cas des sciences de la nature, mais non des sciences sociales (Boudon 2004, 2006). Ils ont bien vu que l’explication d’un phénomène social vise à montrer que ce phénomène est, sauf preuve du contraire, l’effet de raisons et de motivations compréhensibles[[31]](#footnote-31).

De façon générale, on peut résumer les relations entre les sciences de l’homme et les sciences de la nature de la façon suivante :

1) Les procédures mises en œuvre par les sciences humaines, par les sciences de la nature ou par la connaissance ordinaire sont les mêmes. Ces trois registres de la connaissance utilisent des règles identiques, par exemple celle qui exige de chercher à éliminer les contradictions qui surgissent entre la théorie et l’observation et invite à les résoudre par des procédures communes aux trois registres. Ou celle qui invite à tenter d’atteindre les causes ultimes d’un phénomène.

2) Le matérialisme est un postulat valide s’agissant des sciences de la nature, mais non des sciences de l’homme, pour la raison qu’il est réaliste dans le premier cas, mais non dans le second. Il est réaliste de voir le monde naturel comme l’effet de causes matérielles et [48] superstitieux de le voir comme l’effet de causes finales. S’agissant des sciences de l’homme, les termes de cette relation s’inversent [[32]](#footnote-32).

La rationalité est-elle  
obligatoirement instrumentale ?

En dehors de l’équation matérialisme = réalisme, une autre équation, tout aussi douteuse, explique l’état peu satisfaisant des sciences sociales et la difficulté qu’elles éprouvent à imaginer un schéma théorique qu’elles puissent partager : l’équation rationalité = rationalité instrumentale.

Une intuition de Weber, essentielle pour l’ensemble des sciences humaines, énonce que l’on ne peut s’en tenir à une conception instrumentale de la rationalité, celle qui est pourtant couramment admise aujourd’hui. Cette proposition découle immédiatement de sa distinction entre rationalité instrumentale (*Zweckrationalität*) et rationalité axiologique (*Wertrationalität*).

J’ai proposé pour ma part d’interpréter la rationalité axiologique comme une déclinaison normative de la *rationalité cognitive*. On peut donner de cette dernière notion la définition suivante : soit un système d’arguments {S} → P expliquant le phénomène P. La rationalité cognitive reconnaît {S} comme une explication valide de P si toutes les composantes de {S} sont acceptables et compatibles et si aucune alternative {S}’ disponible ne lui est préférable. Quant à la rationalité axiologique, elle peut se définir comme suit : soit un système d’arguments {Q} → N contenant au moins une proposition normative ou appréciative et concluant à la norme N, toutes les composantes de {Q} étant acceptables et compatibles, la rationalité axiologique veut qu’on accepte N si aucun système d’arguments {Q}’ préférable à {Q} et conduisant à préférer N’ à N n’est disponible.

[49]

La rationalité cognitive, c’est en d’autres termes celle qui nous fait préférer telle théorie à telle autre, par exemple l’explication pascalienne à l’explication aristotélicienne du baromètre. C’est parce qu’il y a de raisons irrécusables de préférer la première qu’elle s’est imposée. De même, nous préférons une conclusion normative à une autre parce que nous avons des raisons de le faire. À quoi il faut ajouter que nous ne percevons une raison comme valide que si nous avons l’impression qu’elle a vocation à être partagée.

Cette théorie de la rationalité est fort éloignée des théories qui assimilent indûment rationalité et rationalité instrumentale (Boudon 2004). La vue aujourd’hui courante qui voudrait que les représentations et les croyances des hommes s’expliquent par des causes matérielles et les moyens qu’ils utilisent par des raisons pèche non seulement par éclectisme, elle introduit de surcroît une distinction inacceptable, puisqu’elle suppose que le choix des moyens ne mette jamais en jeu des croyances.

Plus satisfaisante est la théorie qui veut que les croyances, les représentations et les valeurs des individus soient, elles aussi, compréhensibles. Elle est sous-jacente aux travaux de Weber. Ainsi, ses études de sociologie de la religion montrent que les croyances religieuses et les rituels de telle catégorie sociale, à tel moment et dans tel contexte, sont explicables par des motivations et des raisons qu’il est possible d’identifier avec une certitude raisonnable.

J’ai proposé pour ma part de développer les intuitions de Max Weber en une théorie analytique de la rationalité permettant d’échapper aux impasses des théories en vigueur : le « Modèle de Rationalité Général » (Boudon 2003). On a objecté que, à la différence de la théorie de la rationalité incluse dans la TCR, cette théorie ne permettrait pas la prédiction. Il n’en est rien, comme le montrent des exemples précis : celui de l’avenir de la peine de mort, du mariage homosexuel, du droit à l’adoption des couples homosexuels ou de l’évolution des sentiments moraux (Boudon 2002, 2007).

On a aussi objecté que cette théorie impliquait une vision délibérative de l’action. Or c’est ignorer l’existence du phénomène de l’intuition. N’est-ce pas en l’absence de délibération, mais non de raisons, que nous avons une réaction spontanée d’indignation au spectacle de l’agression du faible par le fort ? Ne pouvant m’étendre sur ces questions ici, je me contenterai de relever encore deux points.

[50]

*En premier lieu*, la théorie de la rationalité que m’a inspirée l’œuvre de Max Weber peut être vue comme proposant une définition analytique de la notion de sens commun (Boudon 2006) [[33]](#footnote-33).

*En second lieu*, cette théorie permet de rendre compte du sens qu’éprouve tout individu d’appartenir à une collectivité. La théorie en question affirme en effet que l’individu perçoit ses croyances et ses valeurs comme fondées sur des raisons. Or il ne peut estimer ces raisons valides que s’il les voit comme ayant vocation à être partagées ou du moins non rejetées par autrui [[34]](#footnote-34). Cette théorie de la rationalité permet en d’autres termes de comprendre le sens qu’a l’individu d’être lié à autrui. Elle permet de restituer une dimension majeure de la cohésion sociale. Elle évite le solipsisme de l’*homo œconomicus* et rend mieux compte des conduites témoignant de désintéressement que d’autres théories du lien social [[35]](#footnote-35). De Platon à Einstein en passant par Descartes ou Leibniz, le sens commun a toujours été considéré comme décrivant une dimension essentielle de l’homme et comme identifiant une composante primordiale de la cohésion sociale. En lui tournant le dos par révérence au postulat du matérialisme qui leur imposait de naturaliser l’être humain, les sciences sociales se sont engagées dans une série d’impasses (Boudon 2006).

L’identité de la sociologie

À défaut de disposer d’un cadre théorique général, d’un « programme » lui conférant une constitution solide, la sociologie donne aujourd’hui l’impression d’être dépourvue d’identité. Elle se distingue mal d’autres activités intellectuelles, comme l’histoire ou le journalisme. Elle se voit tantôt comme une saisie du social à finalité compassionnelle, tantôt comme une activité caractérisée par un mode d’observation ou d’analyse privilégié -étude « de terrain » limitée à quelques interviews, analyse log-linéaire ou factorielle-, tantôt comme une discipline vouée à l’étude des corrélations entre l’origine sociale et le comportement ou aux petits aléas de la vie de couple.

Les raisons de cette perte d’identité résident en grande partie dans le fait qu’on discerne facilement, derrière les différents mouvements de pensée auxquels elle a donné naissance, des visions particularistes du comportement humain dont aucune ne peut prétendre à proposer un cadre théorique général. Cet éclatement est dû à ce que ces mouvements acceptent deux [51] équations en forme d’idées reçues. Elles confondent, l’une les postulats du réalisme et du matérialisme, l’autre la rationalité et la rationalité instrumentale. Les sciences sociales ont réalisé d’indéniables progrès depuis la seconde moitié du XXe siècle s’agissant des méthodes d’observation et d’analyse des *données* d’enquête, beaucoup moins s’agissant de l’analyse des *phénomènes* sociaux. Peut-être même n’est-il pas exagéré de parler d’une régression à cet égard de la sociologie classique à la sociologie moderne.

Un autre point se dégage des remarques précédentes, à savoir que, proprement explicité, le programme individualiste assorti d’une théorie ouverte de la rationalité est le plus général et le plus fécond qui ait été développé par les sciences sociales. Il est le seul qui puisse revendiquer un degré de généralité comparable à celui des neurosciences ou du néo-darwinisme du côté des sciences de la vie. C’est en l’appliquant que Tocqueville a expliqué de façon convaincante la montée de l’égalité, Durkheim l’existence des croyances magiques ou l’atténuation séculaire de la sévérité des peines, Weber la christianisation de l’Empire romain, l’installation de la notion de citoyenneté ou le « désenchantement du monde ». C’est en l’appliquant –pour évoquer quelques exemples entre mille- que l’on a pu rendre transparents des phénomènes aussi disparates que l’évolution de la fiscalité dans les sociétés démocratiques contemporaines (Ringen 2007), l’évolution de la sensibilité morale sur le moyen et le long terme, la création ininterrompue de nouveaux droits, l’inertie de la mobilité sociale ou la persistance de l’inégalité des chances scolaires (Boudon 2002, 2006[1973]). Seule une sociologie reposant sur des propositions microsociologiques solides peut expliquer de façon convaincante les phénomènes macroscopiques [[36]](#footnote-36).

Ce programme permet, par la distinction et les articulations qu’il propose entre rationalité instrumentale, rationalité cognitive et rationalité axiologique, d’éviter l’éclectisme bancal qui voit l’*homo sociologicus* comme choisissant rationnellement ses moyens et subissant ses fins, ses valeurs et ses croyances sous l’action de forces occultes.

Ce même programme permet enfin de préciser le sens de la vénérable notion philosophique de *raison*. Il invite à une confrontation -devenue inexistante- entre les données aveugles car sans concepts de la sociologie d’aujourd’hui et les concepts vides car sans données de la philosophie dite « analytique ». Entre les neurosciences et la tradition philosophique, le divorce n’a par contre pas été prononcé. Selon Antonio Damasio, les neurosciences permettent d’arbitrer en [52] faveur de Spinoza contre Descartes. La grande sociologie classique autorise l’arbitrage inverse, comme j’ai tenté de le montrer ici.

[Une première version de ce texte est paru in *La sociologie en quête d’une théorie générale* (sous la direction de François Chazel et Jacques Coenen-Huther), *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XLVI, 2008, N°140, 31-50]

Références

Becker G. (1996), *Accounting for Tastes*, Cambridge, Harvard U. Press.

Boudon R. (1979), Generating models as a research strategy, in Robert K. Merton, James S. Coleman, Peter H. Rossi (eds), *Qualitative and* *Quantitative Social Research*, New York, The Free Press/Londres, Collier Macmillan, 51-64.

\_\_\_\_\_ (2002), *Déclin de la morale ? Déclin des valeurs ?* Paris, Presses Universitaires de France et Québec, Nota Bene.

\_\_\_\_\_ (2003), *Raison, bonnes raisons*, Paris, Presses Universitaires de France et Beyond Rational Choice Theory, *Annual Review of Sociology*, 2003, 29.

\_\_\_\_\_ (2004), *Quelle théorie du comportement pour les sciences sociales ?* Conférence Eugène Fleischmann III, Paris, Société d’ethnologie.

\_\_\_\_\_ (2005), *Tocqueville aujourd’hui*, Paris, Odile Jacob. En anglais : *Tocqueville for Today*, Oxford, Bardwell, 2006.

\_\_\_\_\_ (2006), *Renouveler la démocratie : Éloge du sens commun*, Paris, Odile Jacob et *Renouveler la démocratie. Mode d’emploi*, Conférence, Fondation pour l’innovation politique : [www.fondapol.fr](http://www.fondapol.fr), 2007.

\_\_\_\_\_ (2006 [1973]), *L’Inégalité des chances*, Paris, Hachette.

Bunge M. (1999), *The Sociology-Philosophy Connection*, Londres/New Brunswick (USA), Transaction.

\_\_\_\_\_ (2006), *Chasing Reality. Strife over Realism*, Toronto, The University of Toronto Press.

Chazel F. (2000), *Aux fondements de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France.

[53]

Cherkaoui M. (2006), *Le Paradoxe des conséquences. Essai sur une théorie wébérienne des effets inattendus et non voulus des actions*, Genève-Paris, Droz.

Coleman J. (1990), *Foundations of Social Theory*, Cambridge, Mass., Belknap Press of Harvard University Press.

Cusson M. (1983), [*Le contrôle social du crime*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.cum.con), Paris, Presses Universitaires de France.

\_\_\_\_\_ (2005), [*La Délinquance, une vie choisie*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/cusson_maurice/Delinquance_une_vie_choisie_livre/Delinquance_une_vie_choisie_livre.html), Montréal, Hurtubise.

Damasio A. (1999), *The Feeling of what Happens : Body and Emotion in the Making of Consciousness*, New York, Harcourt Brace.

Dawkins R. (1976), *The Selfish Gene*, Oxford, Oxford University Press. Tr. fr.  : *Le gène égoïste* Paris, Odile Jacob, 1996.

Denison E. (1974), *Accounting for United States Economic Growth, 1929-1969*, Washington DC, The Brookings Institution. Voir aussi Denison E. (1985), *Trends in American Economic Growth*, *1929-1982*, Washington, DC, Brookings Institution.

Durkheim E. (1979[1912]), [*Les Formes élémentaires de la vie religieuse*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.for2), Paris, Presses Universitaires de France.

Einstein A. (1936), Physics and Reality, *The Journal of the Franklin Institute*, vol. 221, n°3. Reproduit in Bargmann S. (ed.), *Ideas and Opinions of Albert Einstein*, New York, Crown.

Godbout J. (2006), [Le don au-delà de la dette](https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2006-1-page-91.htm), *Revue du Mauss*, 27, 91-104.

Guillo D. (2004)*,* La théorie des mèmes : une explication néo-darwinienne de la propagation des idées*,* in Y. Michaud (dir.), *Qu’est-ce que la globalisation ?* Paris, Odile Jacob, coll. Université de tous les savoirs, 173-203.

Haack S. (2003), *Defending* *Science within Reason. Between Scientism and Cynicism*, Amherst, NY, Prometheus Books.

Henderson M. (2006), Why say no to free money ? *Times online,* 7 October.

Johnson M. (2006), Mind incarnate : from Dewey to Damasio, *Daedalus*, Summer 2006, 46-54.

Keucheyan R. (2005), *Les Limites de la construction sociale : les théories constructivistes en question*, Thèse de doctorat, Université de Paris-Sorbonne.

Parodi M. (2003), *La Modernité manquée du structuralisme : une dynamique intellectuelle et sociale en France de 1945 à 1975*, Paris, Presses Universitaires de France.

[54]

Parsons T. (1949 [1937]), *The Structure of Social Action : A Study in Social Theory with Special Reference to a Group of Recent European Writers*, McGraw-Hill, 1937. Nouvelle édition, The Free Press, Glencoe, Ill.1949.

Portes A. (1998), Social Capital : its Origins and Applications in Modern Sociology. *Annu. Rev. Sociol*. 24 : 1-24.

Raude J. (2006), *Les consommateurs français face à l’épreuve de la crise de la « vache folle », une approche sociologique et transdisciplinaire des comportements alimentaires face au risque*, thèse EHESS, Paris.

Raynaud D. (2006), *La Sociologie et sa vocation scientifique*, Paris, Hermann.

Ringen S. (2007), *What Democracy is for*, Princeton, Princeton University Press.

Sanchez P. (2005), *Les théories explicatives de la magie : les sciences sociales à l’épreuve d’une croyance collective*, thèse de doctorat, Université de Paris-Sorbonne.

Shepher J. (1983), *Incest : A Biosocial View*, New York, Academic Press.

Slovic P. (1987), Perception of risk, *Science*, 236, 280-285.

Tocqueville A. de (2004 [1856]), [*L’Ancien Régime et la Révolution*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.anc). *In* Tocqueville, *Œuvres*, III, Paris, Gallimard, La Pléiade.

Weber M. (1971[1922]), *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, Mohr. Tr. fr. partielle : *Economie et société*, Paris, Plon, 1971.

Wilson J. Q. (1975), *Thinking about crime*, New York, Basic Books.

\_\_\_\_\_ (1993), *The Moral Sense*, New York, Macmillan/The Free Press.

[55]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

“La sous-estimation  
de la dimension politique  
dans les sciences sociales  
contemporaines.”

par Lucien Samir Oulahbib

[Retour au sommaire](#sommaire)

Résumé

L'on réduit souvent dans certaines études sociologiques et géopolitiques les dimensions politiques de l'acteur aux facteurs psychologiques, par exemple la théorie de « l’humiliation » alors que cette dernière peut ne pas être en soi injuste ; et l’on surdétermine les facteurs socio-économiques comme s’il n’y avait dans les rapports de pouvoir, ni sujet ni acteur, mais seulement l'agent « dominé » alors que la position atteinte dans les réseaux de production et de reproduction appréhendés au sens wébérien et baechlerien, (i.e non réductible à la puissance) répond aussi à des stratégies et à des motivations personnelles qui font que les humains ne sont pas seulement les « produits des circonstances » comme le soulignait Marx à l’encontre de Feuerbach. On ne comprendrait rien sinon à ce qui se passe dans les quartiers dits en difficulté, mais aussi au Zimbabwe, en Algérie, à Bombay…

**Mots clés**: sentiment d’appartenance, serment, motivation, affiliation, morphologie, cohésion, symbolique, imaginaire, normes, valeurs, occultation, dimension politique.

Abstract

Anyone often reduces in certain sociological and geopolitical studies, political dimensions of actor with the psychological factors, for example theories of humiliation whereas the latter can not be in oneself unfair, and socio-economic like the fact that there would be neither subject nor actor but only “dominated” agent whereas the position reached in the networks of production and reproduction apprehended with the weberien and baechlerien way, (i.e nonreducible with the very power) also aims strategies and personal objectives which mean that the human are not just the « products of circonstances » as critized Marx against Feuerbach. We understand nothing if not to what occurs in the districts called in difficulty, but also in Zimbabwe, in Algeria, in Mumbay….

**Key words**: feeling of membership, oath, motivation, affiliation, morphology, cohesion, symbolic system, imaginary, standards, values, forgetness, political dimension.

La dimension politique sera tout d’abord définie dans son sens morphologique général comme régime [[37]](#footnote-37) d’organisation de la vie humaine en société, au-delà [56] des formes sociales et culturelles historiquement situées qui l’actualisent. On la posera également dans son sens morphologique restreint (ou particulier s’affichant singulièrement) comme issue des sens grec (politeia) et européen (conjuratio [[38]](#footnote-38)), tout en étant marquée par une Polemos permanente pour un juste partage (Delsol et Bauzon, 2007, p.3) qui concernerait le plus grand nombre (Bentham, 1834, p.16).

Il semble bien que cela soit cette forme qui aujourd’hui s’universalise sous le vocable de bonne gouvernance ; ce qui ne veut pas dire que cette universalisation s’actualise mécaniquement, voire soit souhaitée (ce qui permet de dépasser les tensions suscitées par les travaux de Fukuyama et Huntington). On peut alors constater que sa constitution (ou nature) au sens de ce qui ne peut pas ne pas être – quiddité [[39]](#footnote-39) – possède un facteur évolutif qui continue à intégrer pour le moment les différences apportées expérimentalement par l’Histoire. Par exemple autrui (personne, structure) n’est pas seulement un autre mais aussi mon autre comme on le sait depuis Hegel (1979, p.357 dans La théorie de l’Être) : les problèmes qui s’y posent en termes d’organisation et de limitation des motivations humaines ne sont pas propres, seulement, à tel individu, telle classe, telle structure, telle époque, et ce au-delà des variantes de diffusion et des manières linguistiques de les représenter [[40]](#footnote-40).

Quelle est la nature [[41]](#footnote-41) de cet autrui ? On peut y repérer, d’un côté, un sujet (personne, structure) qui appartient en tant qu’agent [[42]](#footnote-42) interdépendant à divers réseaux de relations d’affiliation régissant son statut de personne morale au sens juridique et aussi benthamien de déontologie (Bentham, 1834) ; de l’autre côté, il sera question d’une appartenance d’interaction [[43]](#footnote-43), i.e d’un sujet étant aussi un acteur à même de pouvoir [[44]](#footnote-44) agir, connaître et faire [[45]](#footnote-45) dans le cadre d’un groupe (du couple à l’État) comme a pu le définir le modèle parsonien de l’individualisme institutionnel (voir Bourricaud, 1977) et comme l’appréhende par exemple aujourd’hui l’épistémologie sociale, lorsqu’elle y étudie le degré de naturalité (Bouvier et Conein, 2007).

Ce contour épistémologique s’établira de la façon suivante : ainsi va-t-on ici jauger, à la lumière de divers exemples, de la pertinence à analyser telle ou telle gestuelle ou comportement (personne, structure) non pas via la seule description d’un devoir être normatif mais déjà en tant que telle, autrement dit, comme signe morphologique d’une motivation politique à modeler un réel afin d’y sceller une appartenance et y déceler un statut donné ; et ce au-delà de savoir si la forme sociale historique dans laquelle elle s’affiche diffère selon les individus et les sociétés.

L’APPARTENANCE DONNÉE AU POLITIQUE  
FORMALISE L’AFFILIATION STATUTAIRE

Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer ont utilisé le « concept clé » de « désaffiliation » (2001, p.217, concept confectionné par Robert Castel, 1995, p.17) afin d’étudier des « anciennes villes ouvrières de la région parisienne » en particulier St Denis et Aubervilliers (2001). Ces deux auteurs constatent que ces quartiers ne doivent pas être étudiés sous le seul prisme de l’exclusion – dont le binôme intégration / exclusion se serait en quelque sorte substitué au « conflit de classe » (p.217) – parce que les populations étudiées apparaissent moins en position de « mise en exil » (p.218) qu’en processus de fragilisation de l’affiliation, elle-même appréhendée comme un « pacte social garanti par l’État » (p.218).

[57]

Ainsi, ils remarquent que l’affiliation de l’ancienne banlieue rouge « à la société salariale transita par une affiliation à la ville ouvrière » (p.220), et ils ajoutent (pp.220-221) que cette affiliation :

« ne renvoie pas seulement ici à la part statistiquement importante des ouvriers dans la population, mais implique l’existence d’une identité collective fondée sur des rapports au travail, des modes de sociabilité et un réseau organisationnel spécifiques, charpentée par une politique municipale en symbiose relative avec la population et renforcée par de forts liens d’appartenance locale. […] La force du PCF à partir de l’entre-deux-guerres consista à retourner le stigmate social attaché aux ouvriers et aux banlieusards en revendication positive […] Dans ses réalisations positives comme dans ses impasses, le communisme municipal constituait une structure matérielle étayant l’organisation de pans entiers de la vie des habitants en une contre-société et une source d’identification symbolique permettant d’affronter les misères du quotidien, donnant sens aux contradictions du présent et censée préfigurer un autre avenir ».

Observons que « l’existence d’une identité collective » renvoie en tout premier lieu à un tenir ensemble i.e en tant que le sentiment d’affiliation se scelle ici, se socle, se sédimente par et dans un sentiment d’appartenance, ici celui d’une « contre-société » animée par un « esprit de scission » (p.221). Là est l’essentiel.

Dans ces conditions, lorsque les auteurs parlent d’affiliation au salariat via l’affiliation à la ville ouvrière, cette « double affiliation » (p.236) se doit d’être certes épistémologiquement distinguée en affiliation statutaire d’une part et en appartenance politique d’autre part, mais en tant que celle-ci a le primat sur celle-là puisque c’est par l’adhésion à ce que représente la ville ouvrière comme contre-société et esprit de scission, que l’affiliation statutaire se trouve appropriée.

Les auteurs soulignent, quoique en partie, cette réalité politique en constatant (2001, p.222) que :

« dans ce contexte, l’affiliation comportait une dimension politique. Il ne s’agit certes pas de réduire la politique au système politique officiel et l’affiliation politique à l’affiliation à ce système : si une mise en forme par le biais de représentants est nécessaire pour qu’une demande sociale pèse réellement sur le champ politique et si cette mise en forme a sa logique propre, elle n’est souvent qu’une rationalisation de pratiques et de représentations qui s’établissent de façon largement autonome par rapport à elle ».

Mais lorsque les auteurs font ensuite le constat que cette désaffiliation (induite selon eux par la précarité et la perte de crédibilité de l’esprit de scission, p.222), n’engendre certes pas l’anomie mais le conflit de normes (p.234). Ils semblent néanmoins poser ce dernier uniquement en terme de rapports de force entre normes « majoritaires » et « déviantes », alors qu’il s’agit aussi et surtout selon les cas d’un conflit entre normes constitutives incarnant des valeurs axiologiques et déontologiques nécessaires pour la morphologie d’une socialité d’un côté, et normes scissionnistes : i.e symbolisant une exigence de reconnaissance statutaire qui découlerait d’une reconnaissance politique ; autrement dit, la demande politique scissionniste n’est pas simplement « citoyenne » (par exemple en demande de « démocratie participative », p.240) puisqu’elle peut aller jusqu’à l’imposition violente d’une contre-société dans ses consonances idéocratiques/utopiques voire théologiques/politiques qui peut devenir un pôle attractif rendant instable à terme la socialité de la morphologie considérée, ne serait-ce au niveau micro, tel quartier, rue, bâtiment.

[58]

Ainsi lorsque les auteurs posent par exemple les questions suivantes :

« Comment expliquer que quelques perturbateurs "mettent sous leur coupe" un bâtiment, voire un quartier ? Pourquoi le voisinage n’est-il pas capable de mettre fin spontanément à de tels comportements ? » (p.233),

les auteurs écartent l’idée que « l’explication » d’une telle incapacité reposerait « sur une structuration illégale de type mafieux, où la population serait tenue par la peur et le clientélisme dans les mailles d’une criminalité organisée » et mettent plutôt en avant que :

« la peur latente d’une partie des locataires n’est compréhensible que si l’on perçoit que la poignée d’individus commettant les actes de vandalisme les plus graves n’est que la pointe extrême d’un groupe plus large de jeunes qui partagent en partie leurs valeurs et leurs attitudes. Le problème que posent certains jeunes en général (ou du moins la majorité d’entre eux, et pas simplement les plus "durs") aux autres habitants n’est pas qu’ils agissent hors normes, mais selon d’autres normes, qui prennent parfois à tel point le contre-pied des normes dominantes qu’elles sont insupportables et incompréhensibles pour ceux qui respectent ces dernières. Plus que d’anomie, il faut alors parler de norme déviante et de conflits de normes. Poussée à l’extrême, la norme déviante rend presque impossible une insertion non conflictuelle dans le reste de la société » (p.234).

Mais une telle explication des auteurs se délimite dans le seul cadre nomologique du paradigme constructiviste des normes sociales, c’est-à-dire avançant l’idée de normes déviantes non par rapport à la loi morale du devoir être qu’incarne aussi par certains biais la loi commune, mais par rapport à la seule idée de conflit posée en normes déviantes et normes majoritaires encore une fois ; ce qui réduit dans ce cas la nécessité morphologique de celles-ci à un rapport de force, une convention dominante liée à une conception donnée de « l’ordre social », et non pas comme étant autant de conditions nomologiques du point de vue morphologique [[46]](#footnote-46). Ainsi les auteurs vont s’appuyer sur le travail de Howard S. Becker qui dans Outsiders met en avant que :

« la déviance, loin d’être une qualité inhérente aux déviants, est une construction sociale impliquant l’établissement d’une norme majoritaire et la labellisation négative des comportements propres à une sous-culture minoritaire étiquetée comme déviante. Une telle dynamique implique l’action d’individus (les "entrepreneurs de morale") décidés, pour une raison ou une autre, à agir en ce sens et à faire appliquer la norme une fois proclamée, c’est-à-dire à exercer pressions et sanctions à l’encontre de ceux qui ne la respectent pas » (2001, p.234).

Et lorsqu’ils exposent la fonction de ces « entrepreneurs de morale » les deux auteurs indiquent comment les normes se transmettent et s’incarnent ; ainsi dans les cités étudiées (Allende et Cochennec) :

« le groupe anciennement dominant – schématiquement, le groupe ouvrier est de moins en moins capable de rétribuer symboliquement et matériellement et de légitimer le comportement "normal". De surcroît, l’organisation interne du groupe dominant est une condition clé de sa domination, or le groupe ouvrier est trop désintégré pour imposer ses normes. L’inefficacité de son pouvoir se marque dans le fait que les comportements autrefois stigmatisés prolifèrent et représentent désormais un modèle qui fascine (ou, pour le moins, ne révulse pas) une bonne partie de la jeunesse ».

[59]

Là est l’essentiel. Car les auteurs analysent la transmission des normes en subordonnant leur acceptation à la pression du groupe hégémonique [[47]](#footnote-47), au sens où ils ne l'analysent déjà pas en tant que décision individuelle d’obéissance (Baechler, 2001, p.129) alors que cette donnée est décelable dans l’analyse empirique [[48]](#footnote-48), du moins s’agissant du rapport aux institutions légales qui portent les normes et ne font pas seulement que les défendre par le contrôle et la répression (« spirale infernale, celle de l’État policier », p.237) comme le laisse croire les auteurs lorsqu’ils s’appuient sur les travaux de Loïs Wacquant quand ce dernier avance la notion de « l’État carcéral » (voir Bacqué et Sintomer, 2001, p.237), stipulant ainsi que le but sinon unique du moins principal de l’État serait d’incarcérer, tranchant ainsi dans le vif le dipôle répression / prévention ou encore le binôme transgression / sanction dont la réalité se pose à toute structure politique, aussi loin que remonte l’analyse historique des formes sociales.

Cette réduction de la dimension politique et morale à l’adhésion constructiviste aux normes sociales, est perceptible également dans un autre travail de l’un des auteurs, Marie-Hélène Bacqué, lorsqu’elle explique le sens d’un témoignage, celui d’un « chef de gang » (2008), Lamence Madzou. Ainsi, la nature de sa révolte est circonscrite à la question de la stigmatisation de ses racines « noires » (2008, p.194). Et si Bacqué insiste beaucoup sur les aspects identitaires, ceux-ci sont perçus seulement au sens réactif (p.202 sqq) et non pas revendicatif i.e dans le but de s’approprier un mode de vie plus attractif et surtout correspondant à une certaine analyse des relations interhumaines basée sur une volonté d’émancipation et donc d’autodétermination (p.33).

Pourtant, le témoignage même de cet ex-chef de bande, fils d’enseignant congolais attaché à l’ambassade de son pays à Paris (p.13), bon en français, très bon en histoire (spécialement la mythologie, p.22), mais pas bon en maths, montre déjà que c’est dans la bagarre qu’il s’est senti « accepté », il a même trouvé cela « génial » (p.33). C’est ce que l’on a nommé une surdétermination de la motivation politique qui va précéder sa modulation statutaire : il prend en effet comme modèle d’appartenance (ceci l’a « marqué », p.45) l’histoire du vainqueur zulu, Shaka Zulu, qui battit l’armée anglaise en Afrique du sud ; Lamence Madzou (qui a vu le film) s’identifie ainsi politiquement à ce « jeune homme, prince illégitime » qui peu à peu se forge une réputation, avant de battre les Anglais. Et s’inspirant au plus haut point de cet univers symbolique Madzou devient statutairement membre d’un gang. Il le constate comme un détail technique :

« Nous sommes devenus un gang parce que nous étions plus organisés, plus nombreux, avec une hiérarchie, un commandement » (2008, p.47).

Le fait d’être plus organisé avec un commandement nécessite de basculer en gang alors qu’ils auraient pu devenir une association ; ce choix ne peut pas s’expliquer par effet mécanique, mais politique : c’est en vue d’atteindre l’objectif politique d’être reconnu comme vecteur de pouvoir que ce gang émerge statutairement. Et comme Lamence Madzou semble doué pour l’action et la stratégie, il devient « chef » (p.48 sqq) :

« un chef doit être à même d’apporter des solutions. S’il n’est pas capable d’apporter des réponses, il paralyse le groupe […] Le leader et les gens qui l’entourent représentent le noyau dur qui réfléchit et agit, la tête de pont. Ils connaissent très bien la portée d’une défaite : les troupes ne sont plus motivées, ça ne les intéresse plus, elles s’en vont. Il nous fallait des victoires pour qu’elles suivent, qu’elles ne s’endorment pas. Il fallait être imaginatif : celui qui gagne, c’est celui qui sait le mieux gérer ses hommes, leur moral, leur stress ».

[60]

Puis il relate son premier séjour en prison lorsqu’il avait quinze ans en 1987 (2008, pp.60-61) :

« Chez les mineurs, je l’ai appris plus tard, c’était plus agréable que chez les majeurs. Mais ça ne m’intéressait pas du tout d’aller jouer au baby-foot, au flipper. J’étais là avec une bande de mineurs que je trouvais inutiles, ils ne servaient à rien. À quinze ans, j’avais déjà le mental d’un mec qui s’est pris des coups durs. J’étais quelqu’un qui commandait déjà un minimum de cinquante à cent personnes ; nous n’avions pas le même parcours ».

Enfin, s’agissant de la situation post incarcération, lors d’un passage en foyer il explique qu’il y est :

« resté dix jours et je me suis cassé. Je trouvais que c’était pour les cas sociaux et je ne me sentais pas à ma place. Je voyais des jeunes que je trouvais cons. On nous donnait des places de cinéma, un peu d’argent de poche. Je m’attendais à autre chose. Et puis, j’étais bien dans mon monde, dans la rue, j’arrivais à me débrouiller, très bien. Je crois que ça doit faire partie de mon caractère : je veux me débrouiller, me battre, gagner et me montrer à moi-même que je peux le faire et y arriver, sans l’aide de personne. On a toujours besoin de l’aide des gens mais pas de cette manière-là. Je trouvais qu’être assisté de cette façon, ça faisait faible ».

Il y a, en définitive, là dans ces propos de cet ex « chef de gang » tout un ensemble de réflexions qui font office de déontologie pour l’action (au sens benthamien). On est loin en effet d’une perte de repères, mais tout autant d’un désir manqué d’insertion dans un métier donné compensé par ce type d’échappatoire : le gang, faute de mieux. D’ailleurs, une des possibilités d’insertion aurait été de lui proposer d’intégrer une école militaire (comme d’autres ont pu accéder à Sciences Po avec un certain succès) ; il avait d’ailleurs eu comme projet (lorsqu’il avait voulu tourner la page en travaillant dans le monde associatif) l’idée d’organiser quelque chose avec l’armée avant de se faire expulser vers le Congo :

« La dernière de mes initiatives a été un projet avec l’armée. On a organisé trois jours de présentation des métiers dans une base militaire. En prison, j’avais fait un stage à la base 110 à Creil, une base aérienne, et, suite à ce stage, on avait passé une ou deux semaines à Saint-Cyr. J’avais rencontré l’initiateur du stage, un amiral avec qui j’avais repris contact. Le but de cette journée citoyenne était d’informer des jeunes qui pouvaient être intéressés par les métiers de l’armée » (pp.133-134).

Plusieurs questions se posent. Qui est cet ex chef de gang qui ne se considère pas comme un « cas social » (p.61) et est attiré par les métiers militaires (p.133) ? Rappelons qu’il est fils d’enseignant. Pourtant alors qu’il dit qu’il a fait de la prison en 1987 (p.60), Marie-Hélène Bacqué, qui a été rappelons-le, à l’initiative de cette autobiographie, parle de « dégringolade sociale » avec son père au chômage (p.189), or, cela se passe seulement à partir de 1992, ce qui implique bien que la seconde n’est pas la cause de la première situation ; elle le concède (p.190) mais elle raisonne plutôt en terme de crise d’adolescence et d’exclusion. Ainsi, autant peut-elle être « horrifiée » par la violence, (pp.173-174) et peut-elle parler par exemple de « valeurs guerrières » (p.186), autant son analyse des bandes (p.184) reste constructiviste surtout lorsqu’elle associe ce parcours au déclin du PC (p.189) alors qu’il n’est pas sûr que celui-ci aurait quelque chose à proposer aux motivations de Lamence Madzou dont la construction identitaire n’est pas ethnique (il ne se reconnaît d’ailleurs pas dans la culture africaine, p.32) mais politique puisqu’il s’identifie déjà à un prince zulu on l’a dit (p.45) et de par son statut de chef, son attrait pour la stratégie militaire, son désir d’organiser des choses.

[61]

Marie-Hélène Bacqué semble parler ici en général alors qu’elle concède qu’elle n’a étudié qu’un chef de bande, « noir », (qui en plus ne considère pas comme tel [[49]](#footnote-49), et non pas nord africain (p.197). D’ailleurs, elle explique (2008, p.197) que l’histoire

« des jeunes Maghrébins s’inscrit dans un enracinement local plus long alors qu’une partie importante des familles subsahariennes n’arrivent en France que dans les années 1980 […] L’héritage politique et postcolonial n’est pas non plus le même : les jeunes Maghrébins bénéficient déjà d’une expérience politique en France et ce n’est pas par hasard si la marche pour l’égalité et contre le racisme de l’automne 1983 est souvent présentée comme "marche des Beurs" ».

Pourtant, les jeunes issus de cette histoire, là, ne sont pas moins « stigmatisés » si l’on s’en tient à ce critère pour comprendre leur vécu ici et maintenant. Alors qu’en réalité leur rapport à l’identité est bien plus induit par une interaction concurrentielle complexe avec l’identité française du fait du passé historique. Il serait alors faux de dire que ces individus ne deviennent que le miroir d’un « rapport social ». Il y a déjà là des présupposés infondés, au sens où leurs motivations de « scission » ne seraient que subies.

Étudions-en quelques exemples.

Il est ainsi pour le moins étrange que certains chercheurs ont été jusqu’à caractériser la loi contre les signes ostensibles, dont le voile islamique, mais aussi des protestations devant le fait de refuser de vendre du porc et de l’alcool, comme relevant d’une « islamophobie », ou d’un « cliché orientaliste » ; ainsi Vincent Geisser épingle (au sens des tableaux naturalistes) d’« islamophobie » (2003, p.16)

Manuel Valls, maire socialiste d’Évry, parce qu’il se serait élevé en décembre 2002

« contre la décision du nouveau propriétaire d’une supérette Franprix, Mohamed Djaziri, de choisir de ne vendre ni porc ni alcool dans ses rayons. Sur le plan légal, rien n’empêche cette pratique de sélection dans la commercialisation des produits ».

Pour ce chercheur, un tel choix de vente incarne, purement et simplement, le « fait musulman » (2003, p.17) :

« Ces tensions locales paraissent significatives d’un rapport profondément ambivalent des élus et des pouvoirs publics français au fait musulman »,

ce qui est réducteur : en quoi un tel refus de vente exprimerait le « fait musulman » ? Sauf à adopter l’idée que s’en fait l’islam radical qui en effet prône une pratique intégrale c’est-à-dire littérale des principes. Observons par ailleurs que la revendication de ce commerçant n’est pas seulement sociétale, circonscrite dans le concept d’affiliation cultuelle et culturelle, elle est, d’abord, politique, au sens de se constituer comme espace physique et symbolique dans lequel ne pourraient à terme que déambuler non pas « les » musulmans en général, mais celles et ceux d’entre eux qui refusent précisément tout dit pluriculturalisme qui verrait indifféremment la vente de tout objet comme le font nombre d’épiceries marocaines…

De plus, et ce sera ici le contre argument essentiel, retenons que ce genre de réductionnisme en vient à expliquer le manque d’intégration par le refus d’admettre ce dit « fait musulman » alors que d’autres travaux tels ceux de Daniel Lefeuvre (2006, p.199 ; 2008, p.155) montrent bien [62] par exemple que le rejet des Italiens et des Belges et des Polonais à la fin du XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle a été autrement plus virulent dans leur gestuelle par ailleurs bien plus xénophobe que raciste en ce sens qu’il n’était pas question de suprématie raciale mais du refus de voir l’autre prendre (de) la place. Néanmoins, il manque dans les travaux de Lefeuvre la spécificité des motivations immigrées (leur spéciation) en particulier leur acceptation ou non à faire évoluer certaines de leurs traditions (comme ce fut le cas pour les traditions chrétiennes et juives) pour mieux s’insérer dans une autre histoire commune, surtout lorsqu’elle est laïque et républicaine.

Revenons pour ce faire aux travaux de Vincent Geisser. Ce chercheur réitère son réductionnisme du « fait musulman » avec la question dite du voile islamique. Ainsi il épingle cette fois la protestation de certains intellectuels dits « médiatiques » ; il se sert pour ce faire du concept de « rappel à l’ordre » forgé par Daniel Lindenberg, (2002), pour caractériser un certain type de rappel aux valeurs de la République qui relèverait, selon Lindenberg, d’une nouvelle réaction (2002, p.13-14). Geisser peut-il écrire ceci à propos de la polémique autour du voile islamique ayant débuté en 1989 (2003, p.18) :

« À l’époque, un certain nombre d’intellectuels médiatiques, parmi lesquels Élisabeth Badinter, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Elisabeth de Fontenay ou Catherine Kintzler, avaient tenté de rappeler à l’ordre le gouvernement socialiste en jouant sur la peur de l’islam et en reprenant à leur compte tous les clichés orientalistes sur l’asservissement de la femme musulmane ».

Observons que l’auteur omet de préciser que cette requête qu’il taxe d’emblée d’islamophobie s’est basée sur un rapport des plus incontestés, celui de la commission Stasi, qui dénotait que la demande ostensible du port du signe voile dit musulman à l’école était en réalité de portée politique, et non pas seulement religieuse ; or, ce dernier aspect se situe en contradiction, totale, avec l’esprit laïc (et non laïciste…) de l’école républicaine qui s’appuie, pour résumer, sur une neutralité axiologique, du moins formellement, ce qui ne peut pas être ignoré dans toute évaluation.

Observons ensuite, et ce, encore une fois, que l’auteur reconnaît à nouveau le « fait musulman » au port du voile, ce qui est hautement contestable (on peut être musulmane sans être voilée) ; de plus, ce symbole est posé, systématiquement par l’auteur comme ne pouvant pas être assimilé à « la soumission féminine » (2003, p.31) ; ce qui serait recevable s’il n’y avait pas la systématicité de l’emploi de cette négative par l’auteur, ce qui revient à empêcher de considérer que dans un certain nombre de cas, relevés par la commission Stasi, ce port a été assimilé par ces membres à de l’oppression parce qu’il était imposé dans certains endroits ; observons d’ailleurs que Bernard Stasi et Alain Touraine, au départ, hostiles à la perspective d’une loi, ont changé d’avis à l’écoute des témoignages. Mais de cela l’auteur n’en parle pas, niant ou réduisant la spécificité de l’islam politique à la construction imaginaire, fantasmatique, d’une « idéologie de repli, dont la peur de l’islam constitue le principal moteur » (2003, p.22).

On le voit, et ceci focalisera de plus en plus l’attention ici, l’analyse anti-islamophobe cache mal en réalité un anthropocentrisme de type sociologiste qui n’étudie pas les motivations des acteurs quand elles sont hostiles au système démocratique puisque celles-ci sont posées, d’emblée (de façon apriorique, paradigmatique, et condescendante en réalité), comme autant de réactions victimaires liées à un rejet spécifique (alors que les immigrations précédentes l’ont connu), et non pas comme autant d’éléments stratégiques d’une volonté politique et tactique de refus de la modernité dans ce qu’elle comprend comme modifications des rapports traditionnels entre les sexes et les statuts.

[63]

Retenons pour le moment et de façon plus générale que s’agissant de l’analyse des problèmes d’intégration, leur aspect proprement politique, en particulier autour de certaines revendications, cet aspect spécifiquement politique est absent dans beaucoup d’analyses sociologiques. Pourtant, certaines études de terrain, i.e. souvent commanditées par des institutionnels et/ou municipalités, donnent quelques pistes très intéressantes. Ainsi, dans une étude réalisée par Elisabeth Dugué et Barbara Rist intitulée « Les frontières de la cité. Des jeunes entre pays d’origine et société dite "d’accueil" » [[50]](#footnote-50) il est souligné ceci par les professionnels de l’insertion intervenant dans le cadre d’une cité de logement social située au cœur d’une ZUS (zone urbaine sensible) de la Seine Saint Denis (2005, p.4) :

« Les jeunes issus d’anciennes colonies encore marquées par la culture française développent une relation particulièrement complexe entre pays d’origine et pays d’accueil. Aux dires des travailleurs sociaux, ils s’installent dans une sorte de flou sans plus trop savoir de quel côté de la Méditerranée ils se trouvent. Un coordonnateur de la Mission insertion de l’Éducation nationale décrit ainsi cette position : "Par exemple un gamin de 3ème… tunisien né en France qui retournait tous les deux ans, un ou deux mois en Tunisie… je lui avais demandé s’il retournait au pays pour les vacances. Et il avait inversé, il avait compris que je lui demandais s’il retournait en France quand il était là-bas… Il avait inversé la proposition…il était tunisien en France, le chez lui, c’était là-bas ! Ce n’était pas ici ! C’est le mythe du retour... Le problème c’est plutôt qu’ils sont de passage ici, qu’ils vont rentrer au pays. Ils sont de là-bas, émigrés ici. Donc ils ne peuvent pas construire puisqu’ils sont de là-bas et que tout se situe là bas" ».

Cette ambivalence même, qui échappe à une quelconque causalité sociale (surtout en terme de conditions déterministes), interroge d’abord on le voit la dimension politique comme sentiment d’appartenance ; elle peut alors aussi expliquer en quoi des erreurs de méthode en matière d’enseignement historique peuvent aggraver cette ambivalence jusqu’à induire quelques crispations identitaires d’une part (on le verra un peu plus dans l’exemple suivant, mais cela ne sera pas abordé ici dans son détail [[51]](#footnote-51)), d’autre part elle peut s’expliquer aussi par le sens politique donné à la venue en France. C’est ce qui intéressera plus particulièrement l’analyse ici. Ainsi, il sera avancé que la venue de beaucoup d’immigrés en France ne s’avère pas seulement économique mais aussi politique au sens où il n’est pas seulement question de niveau de vie, il est question aussi d’atmosphère (Geistzeit) i.e. de liberté dans sa dimension la plus qualitativement politique au sens de se sentir non seulement exister mais être à même de peser sur sa propre vie et celles de ses proches, bien plus en tout cas que dans le pays d’origine dont la situation ne peut être déductible des dégâts du colonialisme : ainsi nombre de Kabyles vinrent en France pour améliorer leur condition de vie et nourrir la famille rester au « bled » et préférèrent rester en France après 1962 pour échapper à l’arabisation via l’islamisation (le programme des dix mille mosquées sous Boumedienne – voir Oulahbib, 2007), durant les années 1970-80. Or, il a toujours été coutumier d’avancer que :

« la France les avait fait venir dans l’après-guerre pour occuper, dans l’industrie et le bâtiment, les emplois sans qualification dont ne voulaient plus les Français de souche. Ils avaient été ainsi les premiers sacrifiés sur l’autel de la désindustrialisation, et leurs enfants privés, en retour, des repères positifs nécessaires pour entrer dans la société » (Donzelot, 2008, p.11),

ce qui est là réduire le processus d’immigration à une unicausalité en sous-estimant la dimension proprement politique du désir d’un mieux vivre ensemble qui concernant par exemple la dite « Algérie » (pays inconnu avec cette appellation avant 1830) a été escamotée par l’équipe arrivée au pouvoir depuis 1962 et fortement influencée conjointement par le [64] nationalisme arabe et le communisme (tendance pabliste – tel Mohamed Harbi - du courant trotskiste concernant Ben Bella).

Par ailleurs et comme on l’a vu plus haut, il n’est pas possible de réduire la marginalisation des enfants au seul manque de repères lié de surcroît à la seule situation économique. Déjà parce qu’il ne s’agit pas d’un manque comme on l’a vu dans les deux derniers points et à l’instant dans le dernier témoignage, mais d’une ambivalence entre deux systèmes de repères. Ensuite, et s’agissant de l’immigration économique proprement dite, Daniel Lefeuvre montre bien (2006, p.158) que « contrairement à la légende, le patronat français n’est pas allé sur place enrôler la main-d’œuvre algérienne », Lefeubre parle d’ailleurs d’un réel marché de dupes orchestré par certains escrocs en Algérie faisant miroiter une vie meilleure à une main-d’œuvre jugée (par exemple de 1920 à 1962) par les employeurs « peu stable et d’un rendement insuffisant » alors qu’entre 1945 et 1953 les travailleurs marocains objet « d’appréciations élogieuses, constituent une main-d’œuvre estimée et recherchée » (p.159), ce qui écarte d’emblée l’argument du racisme, même s’il est repérable dans certains cas comme le souligne Lefeubre (p.159). Lefeubre pose alors la question :

« Comment expliquer d’ailleurs le paradoxe d’une main-d’œuvre qu’on aurait fait venir alors qu’elle est frappée par un chômage massif ? En 1953, 115 000 des 220 000 Algériens présents en France sont au chômage, à un moment où les statistiques officielles enregistrent au total 179 000 demandes non satisfaites » (2006, p.159).

Lefeubre donne comme explication essentielle (p.170 sqq) à l’immigration, l’explosion démographique et le peu de développement économique que connaît le pays « dès lors que le système colonial entrave les possibilités d’industrialisation de la colonie et d’une réforme agraire audacieuse » [[52]](#footnote-52).

Devenant ainsi pourvoyeuse de fonds pour la famille restée au pays, (Lefeubre développe aussi l’idée – p.174 - que cette immigration en France est vue par les politiques de l’époque comme le moyen de préserver le calme en Algérie), avançons que cette population reste alors en France, y compris après 1962, parce qu’elle y connaît un meilleur niveau de vie, mais ceci est vécu dans certains cas selon un certain esprit politique de non mixité, au sens de choisir la non intégration volontaire du fait d’un possible retour, ce qui implique de ne pas adopter, en attendant, de valeurs et surtout des comportements (comme la progressive émancipation féminine) considérées de toute façon comme contraires aux traditions, dont les valeurs islamiques…

Une autre hypothèse peut être aussi avancée : lorsque, après 1962 les autochtones prirent la nationalité algérienne tout en restant en France et lorsqu’ils s’aperçurent que leur nouveau pays était loin d’améliorer la situation, une dissonance multiforme (discrepancy) émergea (il en est de même d’ailleurs avec certains ressortissants africains) au sens d’un tiraillement de plus en plus douloureux entre deux systèmes de valeurs, comme on va l’aborder dans le point suivant.

LES ÉMEUTES DE NOVEMBRE 2005

Observons tout d’abord que les chiffres ne disent pas qu’une situation quantitativement décelable en termes de chômage et de misère produisent mécaniquement de la violence [[53]](#footnote-53) ; pourtant, la plupart des sociologues [[54]](#footnote-54), du fait d’un à priori non démontré, celui de la surdétermination mécanique des facteurs socioéconomiques sur les facteurs symboliques de [65] type politico culturel et cultuel, vont privilégier systématiquement ces facteurs et donc écarter d’emblée de la dimension politique (souvent réduite à une réaction de type émotionnel lié à un sentiment d’humiliation) ce sens précis de malaise identitaire indiqué ci-dessus ou de la crise d’appartenance à l’identité française (récemment incarnée par les sifflets envers la Marseillaise), items qui échappent aux enquêtes empiriques de toute façon orientées en amont pour les éviter. Autrement dit, les enquêtes vont, d’une part, réduire ces problèmes de malaise identitaire lié à cette ambivalence décrite plus haut à leurs aspects uniquement socio-économiques, d’autre part, elles les expliqueront par la réduction du rapport social à la « violence symbolique » institutionnelle suivant là le paradigme foucaldo-bourdieusien réduisant « aprioriquement » les notions de pouvoir et d’institution synthétisées à leur seul volet de conditionnement et de répression (oulahbib, 2002 ; 2003 ; 2006).

Ainsi, dans un livre collectif (2007) les divers auteurs réduisent, avec persistance et insistance, la motivation politique des acteurs à une réaction, une « émotion » (p.160), et non pas en tant que symptôme d’une dimension identitaire s’exprimant dans des tentatives d’appropriation de certains termes du pouvoir (autorité, puissance), jusqu’à vouloir les incarner en sus et place des mandataires légaux : par exemple en parlant de « leur » territoire lorsqu’il s’agit de « violence urbaine » dont on suivra ici la qualification apportée par la classification en « huit degrés » de Lucienne Bui Trong (2000, p.63) en tant qu’actes indiquant une capacité de mobilisation « collective, provocatrice, destructrice » (2000, p.73), bien distincts d'actes visant à « s’emparer des biens d’autrui, pour un usage personnel » (2000, p.73). Bui Trong y détaille au même endroit l’emploi de la notion de « territoire » lorsqu’elle indique d’une part que dans le cadre du premier degré le « vandalisme devient vite un moyen de marquer l’espace ou d’exprimer des ressentiments » et d’autre part que :

« [parmi] les violences collectives, signalons encore les attroupements vindicatifs contre toute personne étrangère au quartier, venue simplement récupérer un bien volé. Dès que surgit un propriétaire lésé, les responsables du délit ameutent le voisinage. Nul ne se pose alors la question. Le parti pris est immédiat, total, collectif, la solidarité de voisinage l’emportant sur toute autre considération : sans se soucier d’enquête ni de vérité, sans même tenir compte ni de la logique ni de la loi, le groupe tout entier se retourne contre ceux que la clameur désigne comme ennemis. Un pas de plus et ce sont des voyageurs égarés qui sont attaqués pour être simplement entrés sur le territoire, on force les voitures à s’arrêter, on dépouille les passagers avant de voler le véhicule ou le dégrader » (2000, p.65).

Ce marquage, violent, de territoire implique de ne pas seulement voir ces comportements comme l’impulsion victimaire d’une violence conditionnée, mais aussi comme l’expression d’une incivilité politique à la recherche scissionniste d’un autre système de référence brassant souvent plusieurs matrices culturelles (dont l’islam radical, mais pas seulement contrairement à certaines légendes urbaines). En un mot, le passage à l’acte dans la destruction d’un bus, d’une maternelle ou d’un gymnase flambant neuf ne peut plus être lu comme la seule résultante d’un mal être, mais aussi et surtout selon les cas, comme la volonté hic et nunc sinon d’imposer, du moins de vivre sous un autre ordre politique basé de façon parfois sous-jacente par une appropriation réelle du territoire. Ainsi, puisque l’organisation de ce dernier ne correspond pas à certaines attentes, pourquoi ne pas l’investir autrement ? Ce qui ne veut pas dire qu’il faille y lire des motivations stratégiques politiques longuement mûries, plutôt des demandes visant à se rapprocher le plus possible d’un monde imaginaire, comme celui magnifié des parents lorsque l’on vient d’Afrique du Nord dont la décrépitude actuelle est toujours mise sur le compte de l’ancienne puissance coloniale, surtout lorsqu’il fut raconté, depuis 1954, que celle-ci, pourtant [66] considérée comme inférieure du point de vue de la civilisation arabomusulmane (Meynier, 2002, pp.220-223), aurait détruit une « Algérie » qui était une « superpuissance » avant 1830 :

« Mouloud Kacem Naït Belkacem, cadre germanophone de la délégation FLN à Bonn, ne craint pas d’asséner dans ses conférences l’assertion qui lui est chère selon laquelle l’Algérie était, en 1830, une "superpuissance" » (Meynier, 2002, p.223).

Une telle assertion qui se répercute à la manière de la rumeur d’Orléans ne peut pas ne pas influer sur la perception de sa propre appartenance au sein de l’identité française, même si elle touche une minorité de personnes qui peuvent néanmoins jouer un rôle relais de cette dimension symbolique. On peut alors avancer que c’est parce que ces dernières cultivent cet état d’esprit qu’elles exacerbent leur exclusion, que l’on pense en premier social, alors qu’il s’agit, au regard des témoignages, d’un refus de s’insérer dans une identité que l’on rejette du fait de sa caractérisation indiquée ci-dessus. Une étude de Claude Dubar va également dans ce sens :

« L’indépendance de l’Algérie provoque une situation paradoxale : la grande majorité des algériens immigrés en France refusent la naturalisation et deviennent algériens, c’est-à-dire étrangers. La rupture initiale, inhérente à l’acte d’émigrer, est alors, pour eux, redoublée par ce choix : le sentiment de "défection de la communauté", de trahison, les conduit à renforcer ce qui apparaît comme spécifique à la première génération d’immigrés : le sentiment communautaire, la tendance à rester entre soi, les discours sur l’espoir du retour, le renforcement des solidarités familiales, le maintien des valeurs et traditions d’origine pour "rester fidèle à soi-même" et, par dessus tout, "le contrôle du mariage des femmes". L’immigré algérien, devenu étranger, est "écartelé entre deux mondes", c’est-à-dire "placé dans une situation impossible" » (Dubar, 2000, p.188).

Ce qui implique par exemple en compensation d’arracher à l’ancienne puissance coloniale que l’on se sait ainsi redevable toutes sortes de biens, y compris statutaires, du fait de cette histoire magnifiée ou à l’inverse exacerbée tel l’esclavage des noirs d’Afrique – alors que la traite arabo-musulmane est systématiquement minorée (N’Diaye, 2008). Dans ce contexte général, il n’est alors pas étonnant de vérifier la réalité de cet enchaînement dans le livre déjà cité de Lamence Madzou où il est indiqué que le rapport à la violence peut être instrumentalisé afin d’arracher certains subsides à la mairie (2008, p.129) :

« La violence montait. En 1996, il y a eu des émeutes, des bus brûlés, des affrontements avec la police. Les habitants de Corbeil avaient le sentiment qu’il n’y avait pas de vraie réaction malgré la recrudescence des voitures brûlées, des appartements cambriolés, des cassages en règle et des agressions en série. On avait presque l’impression que toute l’attention de la municipalité allait aux Tarterêts, que ce quartier était le seul qui avait des problèmes. Les jeunes des Tarterêts bénéficiaient de tous les avantages que pouvaient leur offrir la municipalité : vacances gratuites, projets à profusion, aides en tous genres. Ceux de Montconseil avaient l’impression que plus on cassait, plus on était récompensé. Alors, c’est ce qu’ils ont fait eux aussi ».

Ainsi, il ne faut pas voir seulement en ces affrontements l’effet outsider qui se positionne comme interlocuteur afin d’arracher un statut social, il s’agit aussi et parfois surtout d’y repérer la recherche d’une reconnaissance politique au sens d’établir un rapport de réciprocité imaginaire (au sens de Gilbert Durand, 1969, 2003), avec les éléments de l’ancienne puissance coloniale, ce qui implique de négocier avec eux de façon presque similaire à une guérilla de libération qui chercherait à rendre légitime son occupation territoriale. Or, le livre [67] collectif déjà cité, et relatif aux événements de 2005, n’établit pas ce genre de corrélation entre une telle construction identitaire et le rapport à la violence. Observons d’ailleurs comment les dits émeutiers sont décrits (Mucchielli et Le Gaziou, 2007, p.22 sqq) :

« Un profil des émeutiers se dégage des études menées sur dossiers judiciaires en Seine-Saint-Denis. Il s’agit exclusivement de garçons, âgés pour la plupart de 16 à 21 ans. Presque tous sont de nationalité française et nés en France, mais la plupart sont d’"origine étrangère", pour une bonne moitié d’entre eux des pays du Maghreb […] Les émeutiers fournissent deux séries de raisons pour expliquer leur colère. Les premières, qui n’apparaissent pas systématiquement, sont relatives aux événements qui ont déclenché les émeutes. Les secondes, récurrentes, abordent non pas le contexte de l’émeute mais l’expérience de vie quotidienne de ces jeunes.

Certains émeutiers évoquent d’abord les événements de Clichy-sous-Bois, surtout pour dire que la police en est responsable et que le ministre de l’Intérieur a tenté de le dissimuler. En réalité, à une exception près (un jeune ayant des amis à Clichy), le drame initial est évoqué sans plus d’émotion. Plusieurs insistent en revanche sur la grenade lacrymogène tirée en direction de la mosquée et, là encore, c’est moins la grenade elle-même qui les révolte que l’absence d’excuses de la part de la police. Dans les deux cas, c’est donc ce qui est considéré comme un déni et un mensonge de la part des autorités qui fonde l’indignation et le sentiment de légitimité morale de la colère émeutière ».

Ainsi est indiqué que plusieurs d’entre eux « insistent en revanche sur la grenade lacrymogène tirée en direction de la mosquée et, là encore, c’est moins la grenade elle-même qui les révolte que l’absence d’excuses de la part de la police », il s’agit semble-t-il moins de lire cette recherche absolue d’excuses comme expression d’une humiliation produite par une « violence policière » supplémentaire [[55]](#footnote-55) vis-à-vis de l’islam appréhendé comme religion, mais plutôt preuve que l’islam, incarnant symboliquement le rapport au pays des parents (la moitié est d’origine « maghrébine » est-il énoncé plus haut) est posé par les émeutiers comme limite politique à ne pas franchir entre eux (les Français) et un « nous » issu d’une histoire supérieure on l’a vu dans la description que fait Meynier d’un des discours du FLN ; autrement dit, il appert que dans ces strictes conditions imaginaires le sentiment supposé réactif s’avère politique au sens où l’identité d’appartenance à ce qui n’est pas seulement une religion se trouve bafouée. Ce n’est donc pas une humiliation psychologique mais politique au sens guerrier de ne pas pouvoir relever le gant puisqu’une grenade roulant sur son sol (celui de la mosquée) équivaut à un casus belli qui exige des excuses non pas de civilités mais diplomatiques en réalité puisque l’islam a cette spécificité d’articuler juridiquement religion et régime politique à la vie intime et sociale. Ce qui ne veut pas dire que tous les acteurs vivent ainsi leur rapport au religieux islamique, surtout s’il s’avère lointain, mais il représente tout de même un aspect identitaire renforcée par la doxa ambiante qui le survalorise au détriment de l’intégration à l’identité française ; ce qui se matérialise déjà par un non respect des institutions alors que, comme l’indique Lucienne Bui Trong on l’a vu (2003, p.37), des quartiers ayant le même taux de chômage, mais connaissant un taux d’immigration bien plus bas, vivent un rapport à la violence bien moindre envers les institutions. Mais pour les auteurs ici considérés, ce type d’observation est plutôt perçu comme relevant uniquement de la « stigmatisation » (2007, p.170) avant de lui substituer les dimensions sociologiques et psychosociologiques de « l’exclusion » (2007, p.164) et de « l’humiliation » posées comme primat/prisme explicatif (2007, p.163) :

« Tout se passe en réalité comme si le besoin de faire globalement reconnaître l’injustice de sa situation d’humilié l’emportait même sur la colère d’avoir subi telle ou telle exclusion, discrimination ou violence ».

[68]

Certes, il ne s’agit pas de minorer ici les réels problèmes d’intégration qui sont pour une part aussi liés au décalage des systèmes d’instruction, de formation, le tout baignant dans un environnement techno urbain et médiatique donné qui voit l’animateur radio « peser » bien plus symboliquement que le professeur ; ou encore l’émulation de la danse en boîte de nuit peser bien plus que des exercices sportifs scolaires sans enjeux, même tenus [[56]](#footnote-56). Et il ne s’agit pas non plus de « stigmatiser » en établissant des corrélations ad hoc entre culte, culture et violence ; cependant, il s’agit ici de mesurer un malaise identitaire issu d’un conflit d’appartenance pour lequel le problème n’est jamais également propre à soi mais toujours et seulement en l’autre (policier, chauffeur de bus, juif…).

Certes, certains d’entre eux parlent de difficultés scolaires, et elles peuvent être de plusieurs sortes :

1° n’oublions pas en effet qu’une confusion entre intelligence et instruction fera que tout individu non instruit (donc non diplômé) s’imaginera idiot ; ce qui ne peut qu’entretenir chez certains une « haine » envers celles et ceux qui réussissent, par exemple leurs examens pour commencer ; les violences proprement scolaires en sont le symptôme le plus criant ; elles se prolongent aujourd’hui jusqu’aux attaques de jeunes lycéens fêtant leur fin d’épreuves écrites du bac, par des jeunes issus des quartiers dits difficiles ;

2° de même on a vu qu’un certain type d’enseignement peut accentuer la crise identitaire en l’alimentant de mauvaises analyses sur la situation au Proche Orient, sur le caractère unidimensionnel magnifié de l’identité nord africaine (oubliant que l’Andalousie si magnifiée fut férocement colonisée) ; tandis que nombre d’études observent que l’accès à l’emploi nécessite des pré requis moins en matière d’instruction que de comportements, ne serait-ce que de se présenter à l’heure et avec une attitude adéquate aux demandes diverses.

Or, lorsque les 1° et 2° se combinent la crise d’appartenance identitaire surdétermine l’affiliation statutaire ; elle peut même atteindre son paroxysme chez certains, surtout si elle est relayée par des événements nationaux et étrangers.

Il faut donc être amené à considérer que le lien, mécanique, entre manque d’intégration et violence n’est pas pertinent ; l’on observe par exemple que les responsables de gangs, et surtout d’attentats, sont, eux, bien intégrés, formés, mais préfèrent la rupture par désir politique de briller parmi les leurs afin de renforcer leur sentiment d’appartenance basé sur ce socle imaginaire fait de défis divers à relever.

LA SPÉCIFICITÉ DE LA MOTIVATION POLITIQUE  
ET SON IMPACT SUR   
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Partons de cette autre violence autrement plus létale, celle des attentats dits « terroristes » Ils seront caractérisés par Bertrand Badie de « violence sociale » (2006, p.14-16) et non pas de violence politique. C’est aussi ainsi qu’il a caractérisé dans les médias grand public [[57]](#footnote-57) la vague d'attentats qui a secoué quelques hôtels au Pakistan durant le mois de septembre 2008 (avant de se répéter en Inde quelques mois plus tard). Quel fut son propos ? Le fait de mettre essentiellement en avant les désagrégations des modes de vie traditionnels en ce que ce serait elles qui auraient en quelque sorte produit une telle radicalisation. Pourtant historiquement la lutte, permanente, entre nouvelles et anciennes traditions a toujours cristallisé [69] non seulement les rapports sociaux de production mais également ces rapports politiques représentant à la fois des statuts liés à la division sociale du travail et aussi ces appartenances à l’ordre symbolique structurant le rapport au monde (via l’ordre imaginaire, théologique, politique). Cette lutte (au sens grec de Polemos) a toujours été le moteur de l’Histoire si l’on parachève la formule marxienne en la posant dans sa permanence ontologique et non pas seulement historicisée par la prégnance de la propriété privée ; celle-ci n’est en effet qu’un des aspects de ce facteur conflictuel repérable en permanence y compris aux confins de la préhistoire humaine (Baechler, 1985).

Il existe certes des conflits meurtriers en Afrique dont les aspects sociaux sont flagrants, il ne s’agit pas de le nier, sauf qu’ils n’ont pas nécessairement comme origine les seules conditions socio-économiques mais aussi la soif du pouvoir, le désir de vivre en guerrier plutôt qu’en paysan ou en ouvrier/employé, et aussi l'intégration symbolique de modèles considérés comme scientifiques tel que le modèle marxiste-léniniste ; d’où la nécessité de réintroduire la notion de passion humaine et de rappeler la centralité du politique. Or, il semble être quelque peu sous-estimé que l’on puisse être africain, nord africain, asiatique et que l’on veuille dominer autrui en lui imposant sa façon de voir. Refusant ce fait par ailleurs séculaire, i.e., dépassant une quelconque influence de la forme historique occidentale ; l’on exagère ou l’on réduit les facteurs aux seules dimensions sociohistoriques et psychologiques alors que les dimensions proprement politiques au sens d’appartenance à un projet d’appropriation sont écartées, au profit d’un unilatéralisme factoriel.

En réalité, et par un paradoxe étrange, les analyses censées être les plus compréhensives envers les ressentiments habitant diverses populations du Sud, n'arrivent pas à concevoir que des états de conscience peuvent aussi et sans doute surtout dans ce cas avoir comme origine des motivations politiques en propre qui s’appellent refus du changement, du mouvement, refus de l’étranger, refus de voir les femmes décider par elles-mêmes, refus que les unités d’action (personne, structure) décident par elles-mêmes, ou, plutôt, utilisent d'autres sources que la seule religion pour (se) construire.

Le fait que les attentats au Pakistan ne soient pas la simple réplique d'une misère sociale, ce fait, là, reste inaccessible pour certains experts. Ainsi Bertrand Badie peut-il écrire lorsqu’il s’interroge sur la crise institutionnelle endémique dans les pays postcoloniaux qu’elle révèle non pas la manière dont se traduit institutionnellement la notion universelle de l’État de droit, mais son « importation », ce qui pose alors et seulement comme un autre dysfonctionnement de la structure considérée, (2006, pp.14-16) :

« La crise de l’État est encore plus nette au Sud : l’échec de l’État importé et de l’universalisation de l’État occidental a ponctué le processus de décolonisation […] Elle prive surtout le jeu international d’un relais essentiel : l’effondrement des autorités politiques au Sud et la décomposition des institutions rendent inopérants les mécanismes de régulation internationale, y compris l’ancien jeu de clientèle, tandis qu’ils constituent une aubaine pour tout un ensemble d’acteurs de substitution, tribaux ou claniques, religieux, mais aussi mafieux, sans oublier les milices privées ».

Il est curieux d’analyser le statut, séculaire pourtant, d’acteurs tribaux, claniques, religieux, comme étant de « substitution » alors que ce sont les éléments permanents des structures politiques de type tribal, féodal ou seigneurial, (les USA s’en sont aperçus à leurs dépens en Irak…) ; c’est dans ce cas sous-estimer quelque peu le mode de fonctionnement encore tribal des sociétés africaines, nord africaines, proche orientales. Il est curieux de ne pas observer en [70] leur sein le conflit entre les structures politiques et sociales ancestrales et la structure du régime démocratique certes née en Occident, mais aujourd’hui diffusée dans le monde à la façon d’une technique de bonne gouvernance.

Il ne s’agit pas de confondre fond ontologique nécessaire et forme sociale historiquement située ; dans ces conditions la diversité culturelle n’est pas antinomique avec l’universalité fonctionnelle des éléments ontologiques permettant l’institutionnalisation par exemple de la séparation des pouvoirs qui est au fondement de la bonne gouvernance.

C’est ce que ne semble pas saisir Bertrand Badie qui oppose par exemple approche « multipolaire » et conception « classique » du géopolitique alors que le constat réaliste de l’existence oligopolaire de blocs de convergence, limitée en effet par des effets de puissance hobbesiens (mais pas seulement) n’est pas incompatible avec la recherche plurielle de valeurs communes permettant à ce que l’espèce humaine se perçoive comme une, au-delà des différences nécessaires ; par exemple en renforçant les relations inter-étatiques et transnationales en général. Mais Bertrand Badie écarte cette dialectique qui dépasse (au sens hégélien de l’Aufhebung) l’universalisme ancien en effet par trop scientiste et ethnocentriste, tout en refusant l’idéalisme. Badie avance plutôt un paradigme classiquement déterministe en insistant par exemple sur le fait que la violence politique classique de type inter-étatique serait (2006) :

« surclassée aujourd’hui par une violence internationale nouvelle qui est, cette fois, de nature sociale. Cette violence sociale internationale est la conséquence logique du défaut d’intégration sociale internationale, des échecs du développement, des insatisfactions matérielles qui en dérivent, comme des humiliations subies dans les zones de fracture de l’espace mondial. […] S’incarnant dans des formes émeutières, des guerres civiles, des actes de violence ciblée, et conduisant à une banalisation des attaques terroristes, cette violence sociale s’accompagne d’une énonciation internationale, prompte à localiser dans le jeu de puissance et en particulier dans celui de l’hegemon la cause de tous les maux et singulièrement des défauts d’intégration sociale. […] Aussi les conflits internationaux qui en dérivent sont-ils rebelles aux modes traditionnels de régulation : la violence sociale est rétive au partenariat, à la négociation, aux modèles classiques de résolution des conflits. Elle fait l’ordinaire des multiples guerres civiles qui affectent l’Afrique, comme elle vient se mêler aux conflits moyen-orientaux, profitant de leur impasse, en Palestine, en Irak, hier au Liban ».

Badie évacue ainsi la nature politique qu’il réduit à la puissance. Pourtant, il serait possible d’expliquer les actes de violence par l’agressivité de motivations politiques en ce qu’elles sont désireuses d’atteindre leur fin par tous les moyens tant le refus de voir évoluer certaines traditions est devenu structurant ; un tel refus a été pourtant caractérisé de réactionnaire lorsqu’il est venu du nationalisme allemand, italien, japonais, français….

Et si, en effet, ces motivations se voient contrecarrées dans leur volonté d’imposer leur propre interprétation de l’appartenance au monde, il ne faut pourtant pas voir là une humiliation subie comme l’analyse Dominique Moïsi (2008, p.128), mais plutôt le ressenti d’une appartenance à un projet politique (par exemple le Califat) qui se voit empêché d’atteindre son but par une coalition des nations démocratiques. Cette analyse, réaliste, est également rejetée par d’autres experts tel Didier Bigo (2005, pp.53-100, et 2008 [[58]](#footnote-58), qui y voit plutôt les répliques d’une idéologie sécuritaire mise en place depuis les attentats du 11 septembre, eux-mêmes mis en doute par ailleurs quant à leur cause véritable : ne seraient-ils pas en effet de la responsabilité de la politique occidentale en général et de l’administration américaine en particulier ? Ou encore [71] ne marqueraient-ils pas l’émergence d’un « champ d’(in)sécurité » dont l’institutionnalisation créerait en fait l’objet « terroriste » de toutes pièces pour uniquement satisfaire de sordides jeux de pouvoirs occultes ? Dominique Moïsi n’emboîte certes pas le pas d’une telle dérive bien plus idéologique que scientifique, mais il met essentiellement en avant le « sentiment d’agression » pour expliquer certaines réactions violentes dans le monde musulman, et ce jusque dans les banlieues parisiennes (2008, p.131), sans cependant poser une seule fois l’idée que ce sentiment pourrait aussi provenir d’un refus non pas de s’adapter à l’Occident mais de transformer à son profit la notion de bonne gouvernance comme cela commence à s’effectuer dans certains pays musulmans, sans parler de l’Inde, du Brésil, de la Chine, pourtant enclins eux aussi à l’époque des politiques dites « autocentrées » de toujours projeter sur un autre leurs propres inconséquences.

Conclusion

Ces divers exemples illustrent une sous-estimation pratique de la dimension politique au profit d’une surdétermination mécanique du milieu qui ne peut pourtant pas expliquer à lui seul les dérives de l’oligarchie en place lorsque celle-ci refuse toute bonne gouvernance posée d’ailleurs comme vision « occidentale ». Ainsi, les statistiques visant à mesurer le développement humain sont souvent orientées dans la hiérarchisation des variables à expliquer par la seule concomitance des indicateurs parcellaires sur la faim [[59]](#footnote-59), le niveau de vie, la santé, la prison, sans admettre que leur insuffisance, réelle, est bien plus liée à l’inexistence de ces causes premières, à savoir les libertés de penser et d’entreprendre, plutôt que le seul affaiblissement de l’effort public par ailleurs corrompu du fait de l’inexistence d’une séparation réelle des pouvoirs et d’une bonne gouvernance.

Autrement dit, la nature du régime politique est bien plus la cause première de la misère et, plus généralement du non développement humain, que les excès de puissance d’organismes comme la CIA, même si les réductions monétaristes des finances publiques en a plutôt aggravé les termes. Mais la réalité de celle-ci (dûe pour une part à la crise concomitante des modèles étatistes et libertariens comme on l’a vu avec la titrisation non maîtrisée des traites immobilières appartenant aux ménages modestes) est apparue comme la seule responsable des malheurs des peuples. Or, il n’est pas possible de ne pas expliquer que les sources de la misère sont historiquement générées par cette soif d’acquérir, que Max Weber distinguait du capitalisme [[60]](#footnote-60) et que le manque politique de bonne gouvernance amplifie.

Observons in fine que cette sous-estimation de la dimension politique subordonne toujours les sciences sociales au modèle de la physique, qu’elle soit newtonienne et quantique, parce qu’elle pose le mouvement, y compris vivant et humain, comme unique produit mécanique de circonstances données, i.e. fabriquant des réactions ou stimuli réflexes (fureur, humiliation) alors qu’il s’agit d’interactions qui impliquent un jeu relatif (et non pas relativiste) entre des fins, des moyens et des résultats. Autrement dit, toute motivation n’est pas surdéterminée mécaniquement dans son contenu par une structure a priori (le milieu) ; de ce fait, l’unité d’action concernée (individu/groupe), tout en étant intriquée dans un système d’interdépendance (agent) et dans un système relationnel d’interactions (acteur), peut se donner le pouvoir non seulement de s’adapter, mais aussi de transformer la structure qui le lie. Ce qui implique de caractériser cette transformation, là, de politique au sens de vouloir peser comme ce segment d’appartenance créateur d’Histoire et d’affiliation statutaire, i.e. précisément les termes du régime politique, surtout lorsqu’il n’est pas réduit à la seule notion de puissance.

[72]

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aristote, [Éthique de Nicomaque](https://philosophie.cegeptr.qc.ca/2020/03/aristote-ethique-a-nicomaque/), Paris, Flammarion, 1965.

- Aristote, La métaphysique, éditions Vrin, T1, 1981.

- Aristote, Les politiques, Paris, Flammarion, 1990.

- Bacqué Marie-Hélène et Yves Sintomer, Affiliations et désaffiliations en banlieue - réflexion à partir des exemples de Saint-Denis et d’Aubervilliers, Revue française de sociologie, avril-juin 2001, Vol 42-2, p.217-250.

- Bacqué Marie-Hélène et Yves Sintomer, « Voyage dans le monde des bandes » dans Lamence Madzou, J’étais un chef de gang, Paris éditions La découverte, 2008.

- Badie Bertrand, Qui a peur du XXIe siècle ? Le nouveau système international, Paris, éditions La Découverte, 2006.

- Baechler Jean, « L’acceptation des normes » dans Raymond Boudon, Pierre Demeulenaere, Riccardo Viale (dir), L’explication des normes sociales, Paris, PUF 2001.

- Baechler Jean, Démocraties, Paris, Calmann-Lévy, 1985.

- Baechler Jean, Le pouvoir pur, Paris, Calmann-Lévy, 1978.

- Baechler Jean, Les morphologie sociales, Paris, éditions PUF, coll. « Sociologies », 2005.

- Baechler Jean, Nature et histoire, Paris, PUF, 2000.

- Bentham Jérémie, Déontologie, ou Science de la morale. Tome I : Théorie. 1834. Disponible sur le site « Les classiques des sciences sociales » (<http://classiques.uqac.ca/classiques/bentham_jeremy/deontologie_tome_1/deontologie_t1.html>).

- Besançon Alain, Le malheur du siècle : sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah, Paris, Fayard, 1998.

- Bessis Sophie, L'Arme alimentaire, Paris, Maspero, 1981.

- Bigo Didier (dir), Au nom du 11 septembre, Paris, La découverte, 2008.

- Bigo Didier, « La mondialisation de l’(in)sécurité. Réflexions sur le champ des professionnels de la Gestion des Inquiétudes et Analytique de la Transnationalisation des Processus d’(in)-sécurisation », Cultures et Conflits, n°58, 2005

- Boudon Raymond, Le juste et le vrai, Paris, éditions Fayard, 1995.

- Boudon Raymond, La logique du social, Paris éditions Hachette, 1977.

[73]

- Boudon Raymond, « Mais où sont les théories générales d’antan ? », Revue européenne des sciences sociales, tome XLVI, 2008, n°140

- Boudon Raymond, Renouveler la démocratie : Éloge du sens commun, Paris, éditions Odile Jacob, 2006.

- Bourricaud François, L’individualisme institutionnel, Paris, Puf, 1977.

- Bouvier Alban et Conein Bernard (dir), L’épistémologie sociale, une théorie sociale de la connaissance, Paris, éditions de l’EHESS, 2007.

- Brenner Emmanuel (dir), Les territoires perdus de la République, Mille et une nuits, 2004

- Bui Trong Lucienne, Les racines de la violence, éditions Audibert, 2003.

- Bui Trong Lucienne, Violences urbaines ; des vérités qui dérangent, Bayard, 2000.

- Castel Robert, Les métamorphoses de la question sociale, Paris, (éditions Fayard, 1995), éditions Folio essais, 2007.

- Chazel François, « Retour sur l’"orientation normative de l’action" : éléments pour une appréciation tempérée » dans Raymond Boudon, Pierre Demeulenaere, Riccardo Viale (dir), L’explication des normes sociales, Paris, PUF 2001.

- Delsol Chantal et Bauzon Stéphane, Michel Villey (dir), Le Juste partage, Paris, éditions Dalloz, 2007.

- Donzelot Jacques, Quand la ville se défait : Quelle politique face à la crise des banlieues ? Paris, éditions Points, 2008.

- Dubar Claude, La crise des identités, Paris, PUF, 2000.

- Dugué Elisabeth et Barbara Rist, 2005, « Les frontières de la cité. Des jeunes entre pays d’origine et société dite "d’accueil" » », colloque Rencontres Jeunes & Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée, Marseille, 25 octobre 2005, <http://jeunes-et-societes.cereq.fr/PDF-RJS2/DUGUE.pdf>

- Durand Gilbert, L’imagination symbolique, Paris, (1964), éditions PUF, coll. Quadrige, 2003.

- Durand Gilbert, Les structures anthropologiques de l’imaginaire, Paris, Dunod, 1969.

- Freund Julien, Qu’est-ce que la politique, 1967, Paris, éditions Points/Seuil.

- Gesser Vincent, La nouvelle islamophobie, Paris, éditions La Découverte, 2003.

- Goinard Pierre, Algérie, Paris, éditions Jacques Gandini, 2001.

- Hegel, Science de la Logique, volume 1, Vrin, Bourgeois, 1979.

[74]

- Janet Pierre, [De l’Angoisse à l’extase. Étude sur les croyances et les sentiments](http://classiques.uqac.ca/classiques/janet_pierre/angoisse_extase_1/angoisse_1.html), (1926), Paris, L’Harmattan, 2009.

- Lefeuvre Daniel, Pour en finir avec la repentance coloniale, Paris, éditions Flammarion, 2006.

- Lefeuvre Daniel, Faut-il avoir honte de l’identité nationale ? Paris, éditions Larousse, 2008.

- Lefevbre Barbara et Bonnivard Eve, Des élèves sous influence, Paris, éditions Doc en stock et Audibert, 2005

- Lefort Claude, Essais sur le politique, Paris, Le Seuil, coll. essais/points, 1986.

- Lindenberg Daniel, Le Rappel à l’ordre, Seuil, 2002.

- Meynier Gilbert, Histoire intérieure du FLN (1954-1962), Fayard, 2002.

- Moïsi Dominique, La géopolitique de l'émotion : Comment les cultures de peur, d'humiliation et d'espoir façonnent le monde, Paris, Flammarion, 2008.

- Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique (dir), Quand les banlieues brûlent, Retour sur les émeutes de novembre 2005, Paris, éditions La Découverte, 2007.

- N’Diaye Tidiane, Le génocide voilé, Paris, éditions Gallimard, 2008.

- Olivier Anne, Haln Skiredj, Boissy le Cutté Catherine, Les jeunes usagers des transports et l’insécurité, éditions Tessiture, 2003.

- Oulahbib Lucien S.A, Le monde arabe existe-t-il ? Histoire paradoxale des Berbères, éditions de Paris, 2007.

- Oulahbib Lucien S.A, Éthique et épistémologie du nihilisme, les meurtriers du sens, opus d’une thèse universitaire (Paris IV), L’Harmattan, 2002.

- Oulahbib Lucien S.A, La condition néomoderne, Paris, L’Harmattan, 2006.

- Oulahbib Lucien S.A, La philosophie cannibale, La Table Ronde, 2006.

- Oulahbib Lucien S.A, Le nihilisme français contemporain, fondements et illustrations, étude, L’Harmattan 2003.

- Oulahbib Lucien S.A, Méthode d’évaluation du développement humain, Paris L’Harmattan, 2005.

- Oulahbib Lucien S.A, Nature et politique, Paris, L’Harmattan, 2008.

- Quine WV, Philosophie de la logique, traduction J. Largeault, Paris, Montaigne, 1975.

- Quine WV, Relativité de l’ontologie et autres essais, 1969, (traduction), Paris, éditions Flammarion, Département Aubier, 2008.

[75]

- Ravaisson Ernest, Essai sur la « Métaphysique » d’Aristote, éditions du Cerf, 2007.

- Weber Max, 1921. Économie et société, tome 1, les catégories de la sociologie, éditions Agora, 1995.

- Weber Max, Histoire économique, esquisse d’une histoire universelle de l’économie et de la société, (1923), Paris, Gallimard, 1991.

- Weber Max, [L’éthique protestante et l’esprit du capitalisme](file://localhost/utiliser%20cette%20adresse%20(DOI)%20%20pour%20citer%20ce%20document/%20http/::dx.doi.org:doi/10.1522:cla.wem.eth), Paris, Plon, 1964.

- Wieviorka Michel, La tentation antisémite, Paris, Robert Laffont, 2005.

- Winock M., Paris, « Années 60 : la poussée des jeunes » dans Winock M., L’Histoire. Études sur la France de 1939 à nos jours. Seuil, 1985.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[76]

[77]

[78]

[79]

[80]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

“À propos d’une notion aimable,  
le « socio-politique ».”

par Angèle Kremer-Marietti

[Retour au sommaire](#sommaire)

Angèle Kremer-Marietti est docteur d’État ès-lettres et sciences humaines. Maître de conférences honoraire, elle a enseigné la philosophie à l'université de Picardie Jules Verne à Amiens, et dirige les collections « Épistémologie et philosophie des sciences » et « Commentaires philosophiques » des éditions L'Harmattan ainsi que l'édition du site web Dogma. Elle a publié de nombreux ouvrages ou textes (articles et conférences ou colloques) abordant la morale, le positivisme, le symbolisme et surtout l'épistémologie (philosophie des connaissances). Angèle Kremer Marietti fait partie du Groupe d'études et de recherches épistémologiques de Paris.

Résumé

À la rencontre du sociologique et du politique, se tient le « socio-politique » que nos contemporains journalistes et chroniqueurs ne semblent pas connaître ; du moins ils semblent l’ignorer ou s’en passer sans difficulté.

Mots clés : discrédit, manipulation, social, sociologique, politique

Abstract

With the meeting of sociological and the policy, the “socio-policy is held” that our contemporaries journalists and chroniclers do not seem to know ; at least they seem to be unaware of it or to occur some without difficulty.

Key words : discredit, handling, social, sociological, political

À la rencontre du sociologique et du politique, se tient le « socio-politique » que nos contemporains journalistes et chroniqueurs ne semblent pas connaître ; du moins ils semblent l’ignorer ou s’en passer sans difficulté.

L’une des raisons en est que le « sociologique » tel qu’ils le pensent verse directement dans le « social », doté d’une couleur de misérabilisme moralisant ; l’autre raison vient de leur discrédit du « politique », assimilé à demi-mot aux manipulations et aux artifices de la « com » (en français : la communication). Oui, les mots dégénèrent rapidement comme le comestible pourrissant.

[81]

Moins de « ressenti » (authentique ou hypocrite), plus de simplicité dans la sémantique ne nuiraient pas à la vie « sociale » qu’est supposée entretenir la presse par ses informations, vite péjorées sous des grimaces stylistiques.

QU’EST-CE QUE LE « SOCIO-POLITIQUE » ?

C’est peut-être aussi un outil utilisable à l’endroit du public, mais c’est sûrement avant tout une réalité concrète exempte de perfidie. En tant que concept, c’est l’idée sise au croisement du sociologique et du politique : c’est-à-dire la rencontre d’un état de fait quantifiable et repérable et d’un mode de vie qualifiable et partageable.

C’est donc à la fois le descriptible en termes historico-géographiques et l’évocable en termes axiologiques.

Dans une prise en bonne part, le « vivre ensemble » politique est la référence de bon aloi qui s’impose, et vers laquelle le sociologique oriente ses garanties, compte tenu d’une adhésion raisonnable dans la perspective d’une vie en commun : famille ou nation.

Le politique implique l’estime réciproque, sans laquelle le « vivre ensemble » sociologique s’oriente vers un enfer. Le statut conflictuel de la démocratie comprise « à la française » finit par faire oublier l’estime politique fondamentale, nécessaire à la pratique des libertés citoyennes.

Sans que ce ne soit une utopie, on peut imaginer la possibilité effective de changer les arrière-fonds de l’ancienne « question sociale » toujours permanente, en acceptant de substituer, à la revendication syndicale de la redistribution des richesses, l’exigence d’une administration toujours plus équitable de leurs acquisitions légitimes, permettant, au-delà de la mauvaise foi, une saine attitude de reconnaissance entre eux des différents corps de métiers ou groupes d’activités en exercice.

La demande de justice n’aboutit pas mieux si elle se veut agressive que si elle se confirme dans la coopération socio-politique propre à la reconnaissance mutuelle dans les conditions d’une « sociocratie » fonctionnant selon des attributs qui peuvent se résumer à quatre verbes : aimer, savoir, vouloir, pouvoir.

En effet, l’altruisme risquerait d’être plus efficace que la lutte de classes dont nous nous sommes nourris durant tout le vingtième siècle. Plutôt que Marx, Comte peut nous conduire à une bonne compréhension du socio-politique :

« À la fois une métapsychologie (la théorie cérébrale) et une métasociologie (la théorie des forces sociales) conditionnent la théorie de la société dont le concept, original chez Comte, détermine l’appréhension de la sociocratie, forme politique résultant de la théorie scientifique de l’homme et du monde. Il revient à Comte l'honneur d'avoir pu formuler, grâce au point de vue anthropologique auquel il se plaçait, que l'unité humaine ne peut pas être "objective", c'est-à-dire rapportée à l'univers, mais qu'elle est "subjective", rapportée à l'humanité » (Kremer-Marietti A., 2007, p.21).

Notons qu’au Canada, le gouvernement de la province de la Saskatchewan a obtenu que l’Assemblée communautaire fransaskoise explore et adopte le concept de sociocratie, en tant que « prise de décision par consentement », pour s’en inspirer afin d’améliorer ses [82] mécanismes de gouvernance et de représentation. Les décisions sont communiquées au ministère du Patrimoine canadien, qui reconnaît les choix de gouvernance du secteur communautaire fransaskois.

Imaginer, de même, le pouvoir inhérent à un cercle de concertation au moins égal au pouvoir traditionnellement délégué au chef hiérarchique : comme d’orienter l'unité de travail, de mandater des comités aptes à l’élucidation des problèmes, sur la base de la reconnaissance réciproque des parties en présence.

RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIQUE

- Kremer-Marietti A., Le kaléidoscope épistémologique d’Auguste Comte, Paris, L’Harmattan, 2007.

[83]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

“Le concept de « société »  
au travers du prisme de la sociologie  
des relations internationales.

(L’apport marginal de Georg Simmel  
aux Relations internationales)”

par Thomas Meszaros

[Retour au sommaire](#sommaire)

Docteur en Droit/Science politique, Chercheur au Centre Lyonnais d’Etude de Sécurité Internationale et de Défense, Université Jean Moulin Lyon 3, post-doctorant à l’Institut des Hautes Etudes Internationales de Genève ( [thomas.meszaros@noos.fr](mailto:thomas.meszaros@noos.fr)).

Résumé

L’objet de cet article est de proposer une lecture du concept de « société internationale » à partir de l’apport que constitue la sociologie formelle de Georg Simmel. Une telle démarche tend ainsi à formuler une approche différente du concept de « société internationale » qui était jusque-là principalement marquée par l’influence de l’Ecole anglaise en Relation internationale. Par là même cet article propose d’explorer la voie de la microsociologie des relations internationales notamment au travers de l’étude des formes de l’action internationale. En définitive, cette réflexion sociologique, en insistant sur le rôle de la pensée « formelle » de Georg Simmel, propose une perspective susceptible d’enrichir la sociologie des relations internationales.

*Mots clés : sociologie, relations internationales, approche compréhensive*

Abstract

The aim of this article is to suggest a reading of the concept of “International Society” based on the bringing-in of the formal sociology of Georg Simmel. In this way, we will propose a different approach of the concept of “International Society” for the International Relations discipline ; witch was until then mainly marked by the influence of the English School. By the way, this article explores the possibility to formulate a microsociology of international relations by the study of the forms of the international action. This sociological reflection, focalised on the importance of Georg Simmel’s “formal” thought, propose a prospect witch may enrich international relations sociology.

Key words : sociology, international relations, understanding approach

[84]

« Quand il s’agit des relations entre les États, la science, au sens fort du terme, n’a pas encore remplacé le savoir des historiens ou des hommes d’État. Elle n’a pas encore construit, avec ses concepts et ses méthodes propres, un objet radicalement séparé des expériences vécues par ceux qui font ou subissent les guerres et les paix » (Aron, 1971, p.59).

Frédéric Ramel souligne dès l’introduction de son ouvrage *Les fondateurs oubliés : Durkheim, Simmel, Weber, Mauss et les relations internationales*, « les spécialistes contemporains des relations internationales ont un apport critiquable aux sociologies fondatrices » (Ramel, 2006, p.3). Cette constatation semble particulièrement adaptée au concept de « société internationale ». En effet, en Relations internationales [[61]](#footnote-61) il est traditionnellement accepté que ce concept renvoie à l’idée que s’en font les auteurs de l’Ecole anglaise qui considèrent qu’une société internationale est « un groupe d’États (ou plus généralement, un groupe de communautés politiques indépendantes) qui ne forment pas simplement un système, dans le sens où le comportement des uns est le facteur nécessaire au calcul des comportements des autres, mais qui ont aussi établi par le dialogue et le consentement sur des règles communes et des institutions pour la conduite de leurs relations, et reconnaissent leur intérêts commun à maintenir ces arrangements » (Bull, Watson, 1984, p.1). Le concept de « société internationale » est ainsi envisagé comme un ensemble d’États dont les comportements et les actions sont réglementées par des normes et des institutions reconnues et acceptées par ses membres. Il fait référence à un stade supérieur d’organisation, de « maturation » (Buzan, 1993) qui tend à limiter l’usage de la violence en permettant un règlement pacifique des différends et ainsi à favoriser les attitudes coopératives [[62]](#footnote-62). Fidèle à la tradition de la discipline qui utilise fréquemment la notion de « système international » pour sa souplesse plutôt qu’à des fins heuristiques (Devin, 2002, p.6), Barry Buzan précise que « la distinction entre système et société est centrale. Le système est logiquement la plus essentielle, et préalable, idée : « un système international peut exister sans une société, mais le contraire n’est pas vrai » (Buzan, 1993, p.331). Finalement, au travers du réalisme structurel Buzan réconcilie les deux concepts, jusque-là considérés comme opposés, en une typologie spécifique qui permet de prendre en considération l’évolution du système international vers la société internationale puis vers la société-monde [[63]](#footnote-63). Chacun des *états* définit par Barry Buzan sous-tend un objet d’étude spécifique. « De manière générale, on peut comprendre ces termes [système international, société internationale et société-monde] de la manière suivante : le système international est relatif à la politique de puissance entre les États ; la société internationale traite de l’institutionnalisation de l’identité partagée entre les États ; et la société-monde considère les individus, les organisations non gouvernementales et finalement la population globale dans son ensemble comme le centre des arrangements et identités de la société globale » (Buzan, 1996, p.261). En ce sens l’approche de Barry Buzan constitue une évolution intéressante quant aux logiques qui sont traditionnellement sous-entendues en ce qui concerne les concepts de « système » et de « société ». Elle possède de plus l’avantage de combler le vide théorique laissé par l’Ecole anglaise en ce qui concerne le concept de « société-monde » et son application. [85] Selon Buzan les travaux développés par l’Ecole anglaise s’inscrivent, tant pour ce qui est de Hedley Bull que de Martin Wight *et al*, dans une tradition analytique qui a pour principal objectif une lecture empirique de la société internationale européenne moderne. Le concept de « société internationale » est donc plus envisagé comme un concept historique que comme un concept théorique (Buzan, 1993, p.329) ce dont témoignent d’ailleurs les travaux de Martin Wight sur l’importance que possède le concept dans l’histoire du système international, travaux repris dans une large mesure par Adam Watson (Watson, 1990 ; 1992 ; Wight, 1977). Ils abordent les relations internationales de manière explicative en fonction de la totalité, de la globalité que constitue en dernier recours le système international. Cette approche méthodologique n’est pas sans rappeler celle développée par Emile Durkheim, holiste, dans son ouvrage les *Règles de la pensée sociologique* (Durkheim, 1999). Pourtant, le concept de « société » en Relations internationales semble pouvoir être employé d’une manière différente de celle proposée par l’Ecole anglaise. Celle-ci n’est alors pas holiste et explicative mais atomiste et compréhensive. Elle s’intéresse aux acteurs ou être sociaux­, à leurs actions ainsi qu’aux formes sociales qui autorisent ce type particulier de relation et qui constituent la « société ». Favorisée par la pensée marginale de Georg Simmel [[64]](#footnote-64) cette perspective permet de dégager de nouvelles voies de réflexion quant à la manière de penser sociologiquement les relations internationales. Pour définir les termes de cette approche sociologique de la vie internationale il est nécessaire de revenir sur la conception simmelienne de la société (I) pour ensuite la transposer dans le champ des relations internationales (II).

Le concept de « société » rediscuté

Le concept de « société » ne fait pas l’unanimité en sociologie parce qu’il renvoie à différentes approches de la socialité. La distinction proposée par Ferdinand Tönnies entre « communauté » et « société » définie deux types de rapports sociaux différents. Pourtant, une nuance supplémentaire pourrait être apportée à cette distinction logique. Elle permet ainsi de mettre en évidence la différence entre « société au sens large » et « société au sens strict ». Celle-ci s’inscrit dans la continuité de la sociologie formelle ou sociologie de la forme développée par Georg Simmel. Son apport peut se résumer d’une part à la méthode employée, qui s’intéresse à l’étude des formes sociales distinguées de leurs contenus (1), d’autre part aux constations issues de l’objet d’étude que constitue la « société » qui permettent de déterminer une différence entre le genre la « société » au sens *large* et les espèces que sont la « communauté » et la « société » au sens *strict* (2).

Formes et contenus de la société

[86]

La méthode employée par Georg Simmel est d’inspiration kantienne [[65]](#footnote-65). Il s’agit de la démarche employée par le philosophe allemand dans la *Critique de la raison pure* qui s’intéresse aux conditions de possibilité de la connaissance scientifique et développe une approche qui n’est ni déductive, c’est-à-dire qu’elle ne cherche pas à procéder par construction de concepts, ni psychologique, c’est-à-dire qu’elle ne cherche pas à éclairer la connaissance de certains objets particuliers, mais elle tend à appréhender les structures qui rendent la connaissance possible. « De même que la connaissance des phénomènes naturels n'est possible, selon Kant, que parce que l'esprit y projette des formes (par ex. l'espace et le temps), de même la connaissance de phénomènes sociaux n'est possible, selon Simmel, qu'à partir du moment où le sociologue organise le réel à l’aide de systèmes de catégories ou de modèles. Sans ces modèles, les faits sociaux constituent un univers chaotique sans signification pour l'esprit, exactement comme pour Kant l'expérience du réel se réduirait à une « rhapsodie de sensations », si elle n'était organisée par les « formes » de la connaissance » (Boudon, Bourricaud, 2004, p.522). La notion de forme apparaît donc dans la pensée simmelienne comme une construction mentale, un idéal-type au sens weberien, qui permet de comprendre et de donner du sens à la réalité sociale. Contrairement à la tradition sociologique organisée depuis Montesquieu, Tocqueville et concrétisée par Emile Durkheim [[66]](#footnote-66) autour de trois axes principaux, la définition d’un objet d’étude clair et pertinent, une méthode et des lois empiriques et universelles tirées de l’observation de la réalité sociale, Georg Simmel et Max Weber proposent des « modèles » idéaux et généraux. Le concept de « forme » *préfigure* ainsi, selon Raymond Boudon et François Bourricaud, « la notion moderne de modèle » (Boudon, Bourricaud, 2004, p.522) [[67]](#footnote-67).

Une forme est à la fois un outil théorique, un modèle qui s’apparente à l’idéal-type de Max Weber mais elle possède aussi une dimension ontologique. Avec le contenu elle constitue l’être même d’un fait social. L’abstraction tendrait donc à différencier « forme » (domination, conflit, « division du travail », etc.) et « contenu » (sentiments, pulsions, intérêts, objectifs, etc.) pour déterminer ce qu’est la socialité et comment se réalisent les processus de socialisation. Les actions réciproques, à l’origine des phénomènes sociaux, constituent les éléments dynamiques de la société parce que leurs « contenus » induisent les individus à des interactions individuelles. Ainsi, les formes sociales ou formes de socialisation sont les constructions produites par ces actions réciproques. Elles constituent les conditions de possibilité de l’existence de la société. Les formes sociales sont ainsi considérées comme « la cristallisation [87] *a posteriori* des actions réciproques dans des objets culturels et des institutions sociales » (Ramel, 2006, p.37 ; sur la notion de forme sociale voir aussi, Simmel, 1999, p.44 et ss ; Deroche-Gurcel, Patrick Watier, 2002, pp.19-30).

Panayis Papaligouras, à notre connaissance le premier et le seul auteur à avoir transposé la notion de forme et l’approche de Georg Simmel au domaine des Relations internationales (Papaligouras, 1941) [[68]](#footnote-68), précise à ce titre : « j'appelle forme sociale tout ordre imposé à l'être social et considéré par lui comme un ordre [...]. L'amitié, la famille, l'État sont des ensembles de formes sociales, pour autant qu'ils imposent une limite aux possibilités de l'existence sociale. Ils obligent non à leur donner son adhésion, mais à reconnaître leur réalité, ou, ce qui revient au même, à prendre position à leur égard, à se « comporter envers eux ». Dire de l'État qu'il est un ordre social, ou un ensemble de formes sociales, signifie que tout être social est obligé de reconnaître son existence sous peine de perdre sa socialité. Les formes ont pour l'existence sociale force d'une réalité » (Papaligouras, 1941, pp.69-70 ; Sur l’État comme forme voir, Meszaros, 2007, pp.92-93). Le formalisme, structure la réalité interhumaine et renvoie aux différents champs de l’existence dont celui de l'existence sociale. Il est le fruit de l’interaction social, mais il est aussi le « modèle » qui permet au sociologue d’appréhender la réalité sociale.

C’est précisément la transposition de la méthode transcendantale kantienne de la *Critique de la raison pure* à la « critique de la socialité » qui permet d’appréhender les formes sociales et ainsi de définir les processus de socialisation qui se réalisent et qui permettent à la société d’exister. « J’appelle société l’ensemble des possibilités de l’existence sociale. Kant s’est demandé comment la théorie est possible, plus exactement comment l’existence théorique est possible. Il a appelé nature tout ce qui peut devenir objet de théorie. Ici nous avons déterminé les conditions transcendantales de l’existence sociale. Nous pouvons donc appeler société l’ensemble des possibilités de cette existence » (Papaligouras, 1941, pp.72-73). La société est donc la résultante des formes sociales entendues comme produits des interactions individuelles.

Genre et espèces de la « société »

Georg Simmel définit le concept de « société » à partir de deux significations qui doivent être rigoureusement séparées. « Elle [la société] est d’abord l’ensemble complexe d’individus socialisés, le matériau humain qui a pris une forme sociale, tel que le constitue toute la réalité historique. Mais ensuite, la « société » est aussi la somme de ces formes relationnelles grâce auxquelles les individus deviennent justement la société au premier sens du terme » (Simmel, 1999, p.47).

[88]

Alain Caillé précise sur la question de la « sociologie sans société » dans la pensée de Georg Simmel : « La poursuite et l’approfondissement de cette discussion [l’existence de la « société » dès l’instant où deux personnes décident d’entrer en relation] supposeraient de revenir sur le célèbre texte de Simmel, « Le problème de la sociologie », qui forme le premier chapitre de sa *Sociologie* (1908) […]. Dans ce chapitre, Simmel écrit ainsi : « Il y a société là où il y a action réciproque de plusieurs individus » (p.43). Il identifie donc la société aux relations sociales, à ce que H. White range sous le nom de réseaux. On sait que pour Simmel, la sociologie est l’étude de la relation sociale considérée en tant que telle, dans sa forme, l’étude des contenus étant laissée à d’autres disciplines, économie, géographie, psychologie, etc. Mais, plus loin, il explique que « le concept de société recouvre deux significations qui doivent être tenues rigoureusement séparées » (p.47). Au sens strict (et Simmel écrit même « société *sensu strictissimo* »), le concept de société renvoie, on vient de le voir, « aux forces, aux relations et aux formes par lesquelles les hommes se socialisent ». Mais ensuite, la « société » est aussi la somme de ces formes relationnelles (*ibid*.) » (Caillé, 2004, p.17).

Pour Georg Simmel si l’on veut étudier la « société » il est essentiel de pouvoir déterminer quelles sont les formes de socialisation qui se produisent ce qui implique nécessairement de les détacher de leurs contenus pour parvenir à atteindre le fait social en lui-même comme réalité sociale et historique. « Si l'on veut donc qu'il y ait une science dont l'objet soit la société et rien d'autre, elle ne voudra pas étudier autre chose que les actions réciproques, les modes et les formes de la socialisation. Car tout ce qui peut encore se trouver d'autre à l'intérieur de la « société », réalisé par elle et dans son cadre, n'est pas la société en soi, mais seulement un contenu qui se constitue ou qui est constitué par cette forme de coexistence, et qui ne se produit évidemment qu'avec cette structure concrète que l'on nomme « société » au sens habituel, plus *large*. L'abstraction scientifique sépare ces deux éléments indissolublement liés dans la réalité : les formes de l'action réciproque ou de la socialisation ne peuvent être réunies et soumises au point de vue scientifique unitaire que si la pensée les détache des contenus, qui ne deviennent contenus sociaux que par elles – voilà me semble-t-il le seul fondement qui rende pleinement possible une science spécifique de la société en tant que telle. Ce n'est qu'avec celle-ci que les faits que nous désignons comme réalités socio-historiques seraient véritablement projetés sur le plan du pur social » (Simmel, 1999, pp.44-45).

Les formes de l’action réciproque constituent ainsi la « société » autant que les contenus. L’un sans l’autre ne peuvent exister, soit que les contenus sociaux ne pourraient plus être considérés comme tels parce qu’il revient à la forme de leur conférer cette propriété (relations de dominations, subordinations, conflit, solidarité, etc.), soit que la forme, vidée de son contenu (sentiments, motifs ou intérêts, etc.), n’aurait plus aucun sens. Georg Simmel souligne aussi qu’il serait erroné de penser que les formes ne sont en définitive que des faits nouveaux dans des sociétés déjà existantes. En réalité les formes sont la société dans le sens où elles sont la socialisation elle-même [[69]](#footnote-69). Le concept de « société » renvoie ainsi soit à un « concept général abstrait de ces formes, le genre dont elles sont le mode, soit l’addition de ces formes actives » (Simmel, 1999, p.48). Georg Simmel ajoute : « Une autre conséquence de ce concept, c’est qu’un nombre donné d’individus peut constituer une société à un degré plus ou moins grand : [89] à chaque fois que surgit une structure de façon synthétique, chaque fois que se constituent des groupes de partis, chaque fois que l’on rassemble en vue d’une œuvre collective ou dans une sensibilité ou une pensée commune, chaque fois qu’on répartit assez nettement les tâches de service et de commandement, chaque fois qu’on prend un repas en commun, chaque fois qu’on se pare pour les autres, alors le même groupe devient plus une société qu’il ne l’était auparavant » (Simmel, 1999, p.48).

Tout comme Georg Simmel, Ferdinand Tönnies considère la société comme une interrelation d’individus. Ces derniers ne sont pas conditionnés par des impulsions organiques mais ils sont conscients de leur nature et opèrent des choix qui définissent leurs caractères. La distinction formulée par Ferdinand Tönnies entre « communauté » et « société » présente cependant un risque d’incompréhension et d’amalgame entre le genre et l’espèce envisagés (Tönnies, 1977) [[70]](#footnote-70). En ce sens, la distinction entre « société » au sens *strict* et « société » au sens *large* que propose Georg Simmel est fondamentale parce qu’elle insiste sur la différence entre deux objets d’étude distincts, les contenus de la société et les formes de la société ou formes de socialisation. La distinction entre ces deux objets d’étude constitue le *problème de la sociologie*. Celle-ci devrait selon Simmel étudier principalement les formes de la société, les actions réciproques, « les modes et les formes de socialisation ». Lyliane Deroche-Gurcelle précise à ce titre deux éléments essentiels de la pensée de Georg Simmel : « cette sociologie formelle est simultanément une étude de l'action sociale. C'est pourquoi elle convoque l'idée de socialisation (*Vergesellschaftung*) qui exprime, par la différence avec le terme statique de société (distinction radicale qui eut tôt fait d’opposer Durkheim à Simmel), la notion d'un développement continu, d’une mutabilité sans fin, que donne à entendre le phénomène de la réciprocité d'action. Le terme d'action réciproque apparaît des 1890 chez Simmel, avant la notion de forme, et sera utilisé constamment : “Il y a société, au sens large du mot, partout où il y a action réciproque des individus” » (Simmel, 1999, p.15). La distinction entre « société » au sens *large* et « société » au sens *strict*, produite par Georg Simmel, fonde en quelque sorte sa sociologie formelle puisqu’elle insiste sur la nécessité de s’intéresser aux phénomènes microsociologiques, par la reconstruction des actions et réactions des individus dans une certaine situation.

Dans le sillage de Georg Simmel, très vraisemblablement inspiré par ce dernier, Panayis Papaligouras établit sur cette base une distinction essentielle quant aux idéaux typiques développés par Tönnies afin précisément d’éviter toute forme d’amalgame et d’incompréhension entre le genre et les espèces relatifs à la « société ». Pour lui, la distinction entre « société » et « communauté » est *superficielle* car elle n’introduit pas une rupture assez affirmée entre les différents éléments de la proposition qui permette de les définir individuellement et de lever toute forme d’ambiguïté conceptuelle les concernant. Il est donc nécessaire de différencier la « société » au sens *large* et la « société » au sens *strict* qui se distinguent par là même de la « communauté » (Papaligouras, 1941, p.124 et ss). La « société » entendue dans son sens *large* constitue le genre et la « société » comprise dans son sens *strict* ainsi que la « communauté » en sont les espèces. En définitive, Ferdinand Tönnies met en exergue deux espèces de sociétés-types, la « société » au sens *strict* et la « communauté ». Ces [90] deux espèces types appartiennent à un genre identique qui est la « société »au sens *large* [[71]](#footnote-71). La différence qui est introduite appartient à un ordre nouveau puisqu’elle concerne principalement le genre, la « société » définie comme l’ensemble des possibilités de l’existence sociale et les espèces que sont certaines formes de la société ou de socialisation particulières. Afin de confirmer cette rupture, pour qu’elle ne soit plus uniquement une différence symbolique entre genre et espèce, purement formelle ou logique, il faudrait mettre en perspective des types de relations sociales par rapport aux conditions de possibilité de l’existence sociale, c’est-à-dire par rapport à la socialité elle-même. Il est nécessaire de souligner cette distinction entre la « société » entendue dans son sens *large* (en tant que genre) qui est différente de la « société » en son sens *strict* et de la « communauté » (en tant qu’espèces) [[72]](#footnote-72) parce que considérer la « société » comme le produit de la réciprocité de l’action en revient à modifier l’objet d’étude sociologique. Il ne s’agit plus de la société entendue comme une totalité, figée, mais de l’action sociale et des formes de la socialisation, c’est-à-dire un genre singulier qui se décline selon différentes espèces particulières.

L’amalgame entre le genre que constitue la « société » au sens *large* et les espèces que sont la « société » au sens *strict* et la « communauté » est, selon nous, à l’origine d’une incompréhension en ce qui concerne le concept de « société internationale » accepté traditionnellement dans la discipline Relations internationale, présenté notamment par l’Ecole anglaise et repris par Barry Buzan.

Le concept de « société internationale » :  
les formes de l’action internationale

Quelles conséquences ces constatations tirées de l’interprétation du concept de « société » peuvent-elles avoir dans le champ des Relations internationales ? Permettent-elles de lever l’ambiguïté relative au concept de « société internationale » et son emploi ? Les conséquences qui s’imposent à partir de la définition que propose Georg Simmel de la notion de « société » ainsi que la distinction entre le genre auquel elle renvoie et les espèces qui en découlent ne sont pas sans incidences sur la manière dont il est possible de considérer le concept de « société internationale ». En effet, ces constatations permettent de formuler une définition différente de celle traditionnelle proposée par l’Ecole anglaise. Cet objet d’étude singulier, la « société internationale » entendue comme structure synthétique, renverrait ainsi à l’étude des formes de [91] socialisation spécifiquement internationales c’est-à-dire à l’analyse du produit des actions et réactions entre les États (1). Finalement, dans le sillage de Georg Simmel qui s’est intéressé aux formes — ou conditions — *a priori* de la socialisation, il s’agit d’étudier les conditions de possibilité de l’existence des relations sociales entre États, c’est-à-dire les formes *a priori* de l’action internationale (2).

La « société internationale »  
comme objet d’étude de la sociologie formelle

Il convient avant toute chose de définir l’objet d’étude qui nous intéresse. Une « société internationale peut être sociologiquement envisagée soit comme l'ensemble des formes réalisant, organisant le pouvoir international, soit comme l'ensemble des relations internationales (qui sont aussi, les relations interétatiques, des liens de force, des liens de contrainte, des liens politiques) » (Papaligouras, 1941, p.131) [[73]](#footnote-73). Le concept de « société internationale » renvoie au genre que constitue la « société » au sens *large*, c’est-à-dire aux formes de socialisation qui créent la société. Deux ou plusieurs individus peuvent constituer une « société » en fonction des formes actives, des formes de socialisation qui constituent immédiatement la « société ». Les relations internationales parce qu’elles sont des relations de type sociales obéissent aux mêmes propriétés que celles énoncées par Georg Simmel. Il est possible de considérer que les formes sociales y occupent aussi une place essentielle en tant que produits des actions réciproques entre États.

Nous choisissons de nommer « société internationale » le produit des actions réciproques entretenues entre deux ou plusieurs États [[74]](#footnote-74). Ainsi, la conséquence que Georg Simmel souligne quant au lien entre « société » et forme de socialisation peut être adaptée aux relations sociales spécifiquement internationales entendues comme des modes particuliers d’actions réciproques. Dès l’instant où les « contenus » de la société (buts, intérêts, normes, sentiments, etc.) incitent les États à des relations réciproques, leurs interactions individuelles produisent des phénomènes sociaux, des formes sociales (domination, conflit, guerre ou paix, coopération, solidarité, etc.), spécifiquement internationales. Par conséquent, il existe des sociétés de types internationales a chaque fois que les États manifestent des modes d’action réciproques.

Ces actions réciproques entre États produisent une structure synthétique qui est une « société internationale ». Cette structure synthétique peut-être d’un degré plus ou moins important (en nombre), plus ou moins durable dans le temps, plus ou moins fréquente, etc. En bref, cette structure synthétique apparaît à chaque fois qu’il y a action réciproque. La nature de cette structure synthétique est alors conditionnée par le rapport qu’ont les États avec les formes de la société [[75]](#footnote-75). Ces formes limitent leurs comportements et encadrent leurs attitudes, elles influencent [92] directement leurs relations individuelles. Les actions réciproques à leur tour influencent la structure synthétique qu’est la société internationale favorisant ainsi soit la conservation de l’ordre, sa stabilité, soit sa transformation [[76]](#footnote-76).

En effet, les normes ou principes qui émergent des rapports entre États sont la conséquence de certaines formes sociales qui sont acceptées et reconnues par ces derniers qui s’engagent, ou non, à les respecter. Cette constatation renvoie à l’idée avancée par Georg Simmel selon laquelle les formes de la « société », en tant que résultats des interactions individuelles, progressivement s’institutionnalisent et, à leur tour, réagissent sur les individus et les actions réciproques. En ce sens elles constituent des contraintes parce qu’elles limitent la liberté, et par voie de conséquence, l’action des individus. Il y a donc interrelation entre la société et les individus parce que non seulement ces derniers sont influencés par des modèles sociaux préformés mais aussi parce qu’au travers de leurs interactions les individus recréent des formes sociales, identiques ou nouvelles, qui transforment la « société » [[77]](#footnote-77). Les phénomènes sociaux, que sont les formes de la société ou formes de la socialisation, générés par les interactions entre les États se produisent d’abord à un niveau microsociologique puis macrosociologique.

En conséquence, le concept de « société internationale » abordé à partir de la perspective qu’offre la sociologie formelle permet de s’intéresser à certaines relations spécifiques, qu’elles soient coopératives ou conflictuelles [[78]](#footnote-78).

Les formes de l’action internationale

La question des formes de l’action internationale renvoie à un problème central en sociologie, celui de la socialisation. En effet, les processus de socialisation concernent la manière dont les acteurs entrent en relation sociale. Malgré l’anarchie qui caractérise le système international, toute « société internationale », c’est-à-dire toute relation réciproque qui implique un ou plusieurs États, impose la reconnaissance de certaines formes sociales qui permettent à la socialité de se produire. Ces formes sociales *minimales* constituent la limite à partir de laquelle la socialité est possible [[79]](#footnote-79). Elles constituent les conditions de possibilité de l’existence de la [93] socialité internationale [[80]](#footnote-80). Georg Simmel définit trois « conditions ou formes *a priori* de la socialisation » qui déterminent, pour reprendre la terminologie kantienne, les catégories de la socialité (Simmel, 1999, p.67) [[81]](#footnote-81).

La première forme que relève Simmel concerne le principe selon lequel il existe dans toute « société », c’est-à-dire dans toute action réciproque, dans toute relation, un *a priori* qui renvoie à la représentation que nous avons de l’autre. Malgré son individualité l’autre est perçu comme le « résultat d’une généralisation », qui lui confère son unité, son universalité. Cette idéalité ne dessine en réalité que les contours de la personne et il appartient à la reconstruction que nous faisons de l’autre de lui conférer une image qui n’est pas identique à sa réalité. « […] la conséquence en est en tout cas une généralisation de l’image psychique de l’autre, une imprécision des contours qui complète cette image unique en la mettant en relation avec d’autres images » (Simmel, 1999, p.68). La reconstruction de l’image de l’autre dépend, dans une certaine mesure, de celles que nous avons de nous-même, de celles que nous avons de ce que nous connaissons. L’image que nous nous faisons de l’autre est le fruit d’une généralisation et de sa singularité, d’ajouts et de modifications qui empêchent une connaissance idéale de l’homme. L’image de l’autre va ainsi déterminer notre comportement envers lui, en fonction notamment de la virtualité, en bien ou en mal, que possède « idéalement tout être humain » (Simmel, 1999, p.69). L’*a priori* des actions réciproques que présente Georg Simmel renvoie en définitive aux conditions même de la socialité. Il constitue une première *catégorie* de la socialité, nécessaire pour que la relation entre deux êtres puisse être qualifiée de relation sociale. « Ainsi, l’homme trouve dans la représentation de l'homme des gauchissements, des suppressions et des ajouts —puisque la généralisation est toujours à la fois plus et moins que l'individualité — dus à toutes ces catégories *a priori* : son type humain, l'idée de sa propre perfection, du groupe social général auquel il appartient. Sur tout cela plane, comme principe heuristique de connaissance, l’idée de sa détermination concrète, entièrement individuelle ; mais alors que, apparemment, c'est seulement en appréhendant cette détermination individuelle que l'on peut établir une relation vraiment fondée à l'homme, ces modifications et ces transformations, qui empêchent sa connaissance idéale, sont justement les conditions qui rendent possibles les seules relations que nous connaissons comme sociales — à peu près comme, chez Kant, seules les catégories de l'entendement, qui modèles le donné immédiat pour constituer des objets tout à fait nouveaux, font du monde donné un monde connaissable » (Simmel, 1999, p.70).

Ce principe, l’*a priori* des actions réciproques, conditionne ainsi la manière que nous avons d’appréhender l’autre. « À l’intérieur d’un cercle fondé sur un métier ou des intérêts communs, [94] chacun des membres voit les autres en fonction non pas de façon purement empirique, mais en fonction d’un *a priori* que ce cercle impose à chacune des conscience qui en font partie ».(Simmel, 1999, p.69). Georg Simmel précise que ces constatations valent pour ce qui est d’un cercle particulier mais aussi pour des cercles distincts, pour des relations dont les intérêts, les objectifs ou les valeurs ne sont pas identiques.

Transposées au champ de la « société internationale », entendue comme type d’action réciproque spécifiquement internationale, ces considérations possèdent une importance majeure. L’image qu’un État se fait d’un autre État n’échappe pas au principe de l’*a priori* des actions réciproques soulevé par Georg Simmel. Celui-ci concerne tout type de relation sociale quelque soit la nature des acteurs. Les relations internationales sont des relations de type sociales. Ainsi, la représentation d’un État par rapport à un autre, de son gouvernement, de son régime, déterminera le comportement qu’il aura. La reconstruction de l’image de l’autre occupe à ce titre la même place que dans une relation entre deux individus. Dès lors que deux États entrent en relation, qu’ils créent une société internationale, le processus de socialisation implique une reconstruction de l’autre en fonction d’images connues. Elle prend en considération les virtualités positives ou négatives inhérente à tout État. Cette reproduction imparfaite, avec ses ajouts et ses transformations, possède des conséquences capitales sur la nature même des actions réciproques. En fonction des images qu’ils possèdent d’eux-mêmes, et des autres, les États se considèrent soit comme appartenant à un même « cercle », partageant des intérêts communs, des valeurs communes, un régime politique identique, etc., soit comme étant différents, c’est-à-dire appartenant à des univers, à des « cercles » distincts. Malgré leur appartenance à un type identique, celui d’être des États, des détenteurs du pouvoir international, ils s’envisagent en fonction de leurs individualités, ils se voient mutuellement comme appartenant ou non à des « cercles » communs ou distincts. Georg Simmel précise « Nous ne voyons pas l’autre simplement comme un individu, mais comme un collègue, un camarade de régiment ou de parti, bref comme un habitant du même univers particulier que nous, et cette condition inévitable, tout à fait automatique, est, dans notre représentation de l'autre, l'un des moyens de donner à sa personnalité et à sa réalité la qualité et la forme requise par sa sociabilité » (Simmel, 1999, p.70). Ces considérations sont valables en ce qui concerne les relations interétatiques.

Le processus de socialisation renvoie donc à la fois à un principe de généralisation et de différenciation qui permet à la relation sociale de se produire. Les États se conçoivent de la même manière non pas uniquement comme des États, comme des types universels, mais ils se considèrent dans leurs singularités propres ce qui leur permet de développer des actions réciproques [[82]](#footnote-82). La qualité et la forme qu’impliquent ces interactions sont de natures différentes puisque les États s’ils appartiennent à un même univers peuvent se considérer comme des amis et partager une certaine solidarité, ou bien s’ils appartiennent à des « cercles » distincts peuvent se considérer comme des ennemis [[83]](#footnote-83).

[95]

La seconde forme *a priori* de la socialité, ou catégorie, que relève Georg Simmel concerne la formulation suivante : « chaque élément d’un groupe n’est pas seulement une partie de la société mais aussi autre chose en plus. Ce fait agit comme un *a priori* social, dans la mesure où la partie qui n’est pas orientée vers la société ou qui ne se confond pas avec elle n’est pas simplement posée à côté de la partie qui a un sens social, sans lien avec elle, dans la mesure où ce n'est pas seulement une chose extérieure à la société à laquelle, bon gré mal gré, celle-ci fait une place ; que l'individu ne soit pas par certains aspects un élément de la société, c'est au contraire la condition positive pour qu’il le soit par d'autres aspects de sa nature : sa manière d'être socialisé est déterminée ou codéterminée par sa manière de ne pas être socialisé » (Simmel, 1999, pp.70-71).

La forme *a priori* sociologique que soulève Simmel renvoie finalement aux dimensions sociales et extrasociales de chaque individu, à leurs causes et à leurs effets (qui possèdent des contenus différents), synthétisés en une seule et unique « catégorie formelle fondamentale ». L’une et l’autre dimension sont nécessaires afin que le processus de socialisation puisse se réaliser. Cette catégorie insiste sur le *dehors* et le *dedans*, sur la société et l’individualité. Cette catégorie rejoint la première catégorie définie par Simmel, qui déjà soulignait le lien entre généralisation et différentiation nécessaire au processus de socialisation. Il s’agit la aussi d’un paradoxe, celui de deux déterminations qui se produisent en même temps et qui sont pourtant opposées. D’une part, l’individu est le produit de la société, il y est plongé, alors même qu’il possède une autre détermination « opposée », puisqu’il la vit à partir d’un centre propre et pour ce centre propre, son individualité. La catégorie synthétique dont il est alors question renvoie à l’unité de ces deux aspects qui créent l’être social (Simmel, 1999, p.75).

Si l’on considère maintenant un État, il épouse les mêmes caractéristiques que celles énoncées par Georg Simmel. Il participe à la fois à la société empirique, la société internationale, mais il possède aussi son individualité (il s’agit de la forme *a priori* définie au préalable). Le paradoxe soulevé par Georg Simmel en ce qui concerne l’individu est valable pour l’État. Ce dernier possède une dimension sociale et une dimension extrasociale. L’État est donc soumis à deux déterminations opposées et simultanées. D’une part il est le fruit des actions réciproques, des relations sociales, il y est impliqué, d’autre part, il vit ces relations depuis son centre propre et pour celui-ci. Cette catégorie formelle synthétique insiste sur le lien qui existe entre le milieu interne et le milieu externe. Ces deux aspects liés, créent l’unité que constitue l’État comme être social. C’est à partir de cette unité (entre les causes et les effets) que les contenus (intérêts, buts, sentiments, etc.) sont formalisés par les actions réciproques.

Enfin, la troisième forme *a priori* de la socialité trouve son origine dans l’inégalité caractéristique de la société. Georg Simmel précise d’emblée que « la société est constituée d’éléments inégaux » (Simmel, 1999, p.75). La société est inégale comme en témoignent les caractères des individus, les contenus de leurs existences et de leurs destinées. Cette constatation possède une incidence directe sur les actions réciproques qui ne peuvent pas être, comme les différentes destinées, existences intérieures ou sociales, identiques. Chacune est unique parce qu’elle dépend de certaines caractéristiques, de certaines qualités singulières. La société, « si on la considère comme un entrelacs de phénomènes déterminés qualitativement » [96] (Simmel, 1999, p.76), apparaît donc comme un ensemble organisé et la transformation de l’un des éléments peut avoir des conséquences sur la structure globale. Elle oblige ainsi chaque individu à prendre conscience de sa particularité qui est nécessaire à la totalité. Elle confère à l’individu la conscience de son appartenance comme « élément social » à la vie de la totalité. Cette forme *a priori* est ainsi une des conditions nécessaires à la socialité parce qu’elle détermine dans une large mesure les finalités des individualités particulières et les comportements des individus.

Deux conséquences peuvent être tirées de cette forme *a priori* pour ce qui concerne les relations entre États. D’une part les sociétés internationales sont inégales par nature. Comme les individus, les États sont conditionnés par différentes caractéristiques qui autorisent ou contraignent leurs actions réciproques. Leurs destinées et leurs existences sociales sont déterminées pour ainsi dire directement par cet *a priori*, par certains aspects qualitatifs (leur taille, leur démographie, leur situation, etc.). Ces aspects pèsent sur les contenus de leurs actions réciproques, leurs valeurs, leurs régimes politiques, leurs intérêts, leurs buts. D’autre part, les États par le processus de socialisation se situent dans un ensemble plus large comme éléments sociaux. Ils prennent ainsi conscience de leurs particularités. Ils s’insèrent dans cette totalité comme en étant un élément particulier qui tend à la soumettre à leurs desseins téléologiques individuels. Ces deux constatations posent les bases d’une forme *a priori* de l’action internationale. Elle concerne le principe d’égalité des États qui tend à réduire l’inégalité naturelle de la société. Ce principe est complémentaire à celui du respect de la souveraineté et à celui de la reconnaissance mutuelle des États. Ils confèrent à un État le statut d’être social et pose les *règles du jeu* qui lui permettent d’agir en tant que tel. En ce sens, le principe d’égalité constitue une forme *a priori* de la socialité des États. Elle permet d’engager des actions réciproques, de tisser des relations de solidarité (alliances) ou conflictuelles. Elle se situe au fondement même de la socialité des États parce qu’elle leur confère la possibilité de se réaliser en tant qu’êtres sociaux, de participer à la totalité à laquelle ils appartiennent.

L’approche microsociologique que propose Georg Simmel permet en définitive de proposer une approche compréhensive des relations internationales qui tente de rendre compte des processus de socialisation des États. L’apport de cette sociologie fondatrice, formelle, au champ des Relations internationales porte un intérêt manifeste, celui de conférer au concept de « société internationale » un sens spécifique, différent de celui que l’on ont octroyé la tradition de l’Ecole anglaise et plus généralement de la discipline. Certes, il existe un vif intérêt pour la sociologie des relations internationales, courant qui s’intéresse en particulier aux processus de socialisation et à la socialité des États [[84]](#footnote-84). D’autres aspects en revanche, abordés de manière transversale au cours de cette présentation, ont déjà fait l’objet, ou font actuellement débat au sein de la discipline (comme le rapport agent/structure, ou encore l’importance des acteurs non-étatiques dans un monde « multicentré »). Notre démarche tendait en premier lieu à souligner l’apport marginal que constitue la sociologie formelle de Georg Simmel à la sociologie des relations internationales. Il semble que cet apport soit fructueux car il permet de mettre en évidence différents aspects spécifiques à la socialité des États en fonction d’une perspective singulière, microsociologique et d’une méthode particulière. Il n’en demeure pas moins que [97] l’approche microsociologique tendrait, comme le suppose Georg Simmel, à éclairer les questions macrosociologiques puisque les phénomènes globaux ne sont en réalité compréhensibles que par l’analyse des particularités [[85]](#footnote-85). Ce sont donc les actions et réactions des États dans la situation qui est la leur qu’il convient d’analyser afin de comprendre comment s’organise la totalité que constitue le système international. La démarche qui a motivée notre réflexion tendait ainsi à partir des constatations développées par Georg Simmel pour parvenir à les transposer aux Relations internationales et mettre en exergue la possibilité de penser les formes de l’action internationales à partir de catégories particulières. Lors de sa leçon inaugurale au Collège de France, le 1er décembre 1970, Raymond Aron soulignait : « Il n’existe pas, à notre époque, une sociologie que l’on enseignerait à la manière dont on enseigne (ou peut-être dont j’imagine que l’on enseigne) les mathématiques ou la physique, il y a, d’une part, des sociologies, du travail, de l’éducation, de la religion et, d’autre part, une pensée, une manière de penser sociologique qui s’exprime aussi bien dans les enquêtes parcellaires que dans les tentatives d’interprétation globale, dans la micro et la macrosociologie » (Aron, 1971, p.30). Il y a fort à croire que les relations internationales constituent un aspect des sociologies sectorielles dont parle Raymond Aron et que l’approche microsociologique de Georg Simmel exprime une manière de pensée sociologique qui peut être adaptée à cet objet d’étude spécifique. Ce projet sociologique tend ainsi à s’intéresser aux actions réciproques des États, aux différents modes de coopération et du conflit, aux formes spécifiques de leur socialisation, aux singularités de leurs interactions individuelles mais aussi aux interrelations qu’ils possèdent avec la structure globale à laquelle ils appartiennent. Aux vues de l’ampleur et de l’ambition que pourrait revêtir un tel programme de recherche il semble bien que l’héritage de Georg Simmel ne cesse de donner des fruits parce qu’il permet de porter un regard toujours renouvelé sur l’individu et l’humanité.

Bibliographie

Ouvrages

Aron Raymond, *De la condition historique du sociologue,* Paris, Gallimard, 1971.

Badie Bertrand, Smouts Marie-Claude (dir.), *L’international sans territoire*, Paris, L’Harmattan, *Cultures et Conflits*, n°21-22, 1996.

Badie Bertrand, Smouts Marie-Claude., *Le retournement du monde*, Paris, Presses de Science Po, 3e éd, 1999.

[98]

Boudon Raymond, Bourricaud François, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 7e éd, 2004.

Bull Hedley, The Anarchical Society, Colombia, Colombia University Press, 1977.

Bull Hedley, Watson Adam (dir.), *The Expansion of International Society*, Oxford, Oxford University Press, 1984.

Deroche-Grucel Lilyane, Watier Patrick (dir.), *La sociologie de Simmel (1908). Eléments actuels de modélisation sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002.

Devin Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, 2002.

Durkheim émile, [*Les règles de la méthode sociologique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.reg1), Paris, Presses Universitaires de France, 1999.

Laroche Josepha, *Politique internationale*, Paris, LDLJ, 2e éd, 2000.

Levine Donald Nathan, *The Flight from Ambiguity,* Chicago, The University of Chicago Press, 1985.

Papaligouras Panayis, *Théorie de la société internationale*, Genève, Kundig, 1941.

Ramel Frédéric, *Les fondateurs oubliés : Durkheim, Simmel, Weber, Mauss et les relations internationales,* Paris, Presses Universitaires de France, 2006.

Simmel Georg, *Philosophie de la modernité*, Paris, Payot, 1989.

Simmel Georg, *Sociologies*, trad. Lilyane Deroche-Gurcel, Sibylle Muller, Paris, Presses Universitaires de France, 1999.

Simmel Georg, *Philosophie de l’argent*, trad. Sabine Cornille, Philippe Ivernel, Paris, Presses Universitaires de France, 2007.

Tönnies Ferdinand,[*Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*](http://classiques.uqac.ca/classiques/tonnies_ferdinand/communaute_societe/communaute_et_societe.doc), Introduction et traduction de J. Leif, Paris, Presses universitaires de France, 1977.

Vandenberghe Frédéric, *La sociologie de Georg Simmel*, Paris, La découverte, 2001.

Watson Adam, *The Evolution of International Society*, Londres, Routledge, 1992.

Wight Martin, *Systems of States*, Leicester, Leicester University Press, 1977.

Articles

Backhaus Gary, “Georg Simmel as an Eidetic Social Scientist”, *Sociological Theory*, 16, 3, 1998, pp.260-281.

Buzan Barry, « From International System to International Society : Structural Realism and Regime Theory Meet English School », *International organization*, 47, 3, 1993, pp.327-352.

Caillé Alain, “Présentation”, Une théorie sociologique générale est-elle possible, *Revue du Mauss*, 24, 2004, pp.7-44.

Coser Lewis Alfred, “Georg Simmel's Style of Work : A Contribution to the Sociology of the Sociologist”, *The American Journal of Sociology*, 63, 6, *Emile Durkheim-Georg Simmel, 1858-1958*, 1958, pp.635-641.

[99]

Faught Jim**,** “Neglected Affinities  : Max Weber and Georg Simmel”,*The British Journal of Sociology*, 36, 2, 1985, pp.155-174.

Habermas Jürgen, Deflem Mathieu, “Georg Simmel on Philosophy and Culture : Postscript to a Collection of Essays”,*Critical Inquiry*, 22, 3, 1996, pp.403-414.

Levine Donald Nathan, « Simmel as a Resource for Sociological Metatheory**»,** *Sociological Theory*, 7, 2, 1989, pp.161-174.

Levine Donald Nathan, « Simmel and Parsons Reconsidered**»,** *The American Journal of Sociology*, 96, 5, 1991, pp.1097-1116.

Levine Donald Nathan, Carter Ellwood B., Gorman Eleanor Miller,“Simmel's Influence on American Sociology. II”,*The American Journal of Sociology*, 81, 5, 1976, pp. 1112-1132.

Levine Donald Nathan, Carter Ellwood B., Gorman Eleanor Miller, “Simmel's Influence on American Sociology. I”,*The American Journal of Sociology*, 81, 4, 1976, pp. 813-845.

Meszaros Thomas, « Un apport philosophique marginalisé. Le concept de société internationales chez Panayis Papaligouras », *Etudes Internationales*, XXXVIII, 1, 2007, pp.92-93.

Nisbet Robert Alexander, “The Contribution of Georg Simmel : Comment”, *American Sociological Review*, 24, 4, 1959, pp. 479-481.

Rawls Anne Warfield, “Simmel, Parsons and the Interaction Order”, *Sociological Theory*, 7, 1, 1989, pp. 124-129.

Rosenau James, « Global Changes and Theoretical Challenges : Toward a Postinternational Politics for the 1990s », dans Czempiel Ernst-Otto, Rosenau James (dir.), *Global Changes and Theoretical Challenges*, Lexington Books, 1989, pp.291-304.

Watson Adam, “System of States”, *Review of International Studies*, 16, 1990, pp.99-109.

Wolff Kurt H., “The Challenge of Durkheim and Simmel”**,** *The American Journal of Sociology*, 63, 6, 1958, pp. 590-596.

[100]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

“« Faire de la sociologie »  
dans les démarches participatives  
de gestion des ressources naturelles.”

par Christine Fourage, Alassane Bah  
et Ibrahima Diop Gaye

**Christine Fourage**[[86]](#footnote-86), CERIPSA-UMR 6590 « Espaces et Sociétés », **Alassane Bah**[[87]](#footnote-87), ESP-Université Cheikh Anta Diop Dakar ; **Ibrahima Diop Gaye** ENEA[[88]](#footnote-88), Dakar

[Retour au sommaire](#sommaire)

Résumé

Dans le champ du développement durable, des recherches valorisent, dans le souci de servir un projet social et de promouvoir une démarche « participative », des approches mêlant innovation technologique et sciences sociales, modélisation et analyse sociologique des collectivités humaines. Elles proposent d'instituer un processus de médiation pour une prise en charge de l'incertitude des processus de décision portant sur la gestion des ressources renouvelables, en facilitant la compréhension du système écologique et social. Elles s’appuient sur une démarche d’accompagnement des acteurs sociaux leur permettant une meilleure lecture de leur territoire afin de répondre aux problèmes concrets de gestion des ressources renouvelables qui leurs sont posés. Les acteurs associés au projet scientifique dès l'initialisation de la démarche, sont formés aux outils d’aide à la décision. Ils sont partie prenante de l’élaboration problématique et des solutions les concernant. Ces recherches font appel à des équipes pluridisciplinaires de chercheurs dans lesquelles interviennent des sociologues. En rupture avec les approches classiques, ils sont sollicités pour s’engager auprès d’un collectif, ayant des obligations de moyens et de résultats. Dès lors, la neutralité « axiologique » se doit d’être revisitée tout comme la posture sociologique, puisque qu’ils sont placés dans le cadre d'un échange de savoirs et de réalisation d'outils visant la satisfaction des utilisateurs pour leurs besoins propres. Ils ont à porter leur analyse sur la « transférabilité » des méthodes et apports des chercheurs et à évaluer les objectifs de renforcement des capacités des acteurs de la gestion des territoires.

[101]

**Mots Clés**

Gestion participative, ressources naturelles, appropriation de la recherche, co-construction, interdisciplinarité, transfert scientifique, accompagnement, développement durable, société civile, modélisation, posture sociologique.

Introduction : des expériences innovantes  
pour accompagner le développement durable

L’accès, la gestion et l’appropriation des ressources naturelles sont le support d’une littérature scientifique pluridisciplinaire foisonnante, qui s’ancre dans une réflexion plus globale portant sur le développement durable. Les interrogations fortes sur les capacités de la planète à nourrir l’humanité et les inégalités d’accès aux ressources ont conduit les États, les organisations internationales, la société civile à prendre en considération la préservation des écosystèmes et de la biodiversité à l’échelle planétaire [[89]](#footnote-89). La mondialisation des échanges humains, le réchauffement climatique, la pollution, la crise alimentaire et celle du pétrole montrent la nécessité de repenser les équilibres géostratégiques, politiques et sociaux. La résolution de ces problèmes ne peut plus se penser d’une manière verticale et descendante. En effet, l’échec répété des politiques prescriptives non concertées avec la société civile en matière de sécurisation des populations fragilisées par ces différentes crises, implique un changement radical dans l’appréhension de la gestion des ressources naturelles (Binot, Joiris-Daou, 2006) [[90]](#footnote-90). C’est pourquoi l’heure est à la mobilisation et à la participation-implication des acteurs locaux dans les projets de gestion des ressources renouvelables. Trop souvent, il s’agit d’un simple affichage tant les modalités pratiques de telles démarches est complexes et coûteuses et tant les méthodes prescriptives de régulation, où les acteurs « locaux » ne sont que des faire-valoir ou [102] des alibis, ont montré leurs limites.

En rupture avec de telles approches, des collectifs de chercheurs alliant sciences sociales et sciences de la modélisation promeuvent des démarches dites participatives. Il s’agit, dès lors, d’effectuer une mise à plat des hypothèses scientifiques de travail et de partager « *la conviction (sans cesse à affirmer et à retravailler) du bien-fondé de tous les éclairages des participants (experts et acteurs) à la démarche, sans qu’aucun n’ait a priori la prééminence. L’enjeu est la coopération, librement consentie, des bénéficiaires du projet scientifique à ses attendus, et leur appropriation afin de « sécuriser » leur devenir au moindre coût social. Il s’agit de mettre en place des espaces d’élaboration, de discussion, et de négociation du projet réduisant, autant que faire se peut, les effets d’imposition et de violence symbolique. Cette coopération repose sur un façonnage d’un lien social dense, horizontal permettant la communication et l’échange en minimisant les effets de la suprématie des savoirs et des discours sur ou autour* [[91]](#footnote-91)*».* (Dare, Fourage, Diop Gaye, 2007).

Ces recherches valorisent, dans le souci de servir un projet social et de promouvoir une démarche « participative », des approches mêlant innovation technologique et sciences sociales, modélisation et analyse sociologique des collectivités humaines. Elles se réfèrent explicitement aux théories de la complexité [[92]](#footnote-92) (Morin, Le Moigne, 2004) puisqu’elles se focalisent sur les interactions homme-nature considérées comme un système complexe où l’anthropisation du milieu naturel est au centre des préoccupations. Elles sont conscientes de la nécessité de mobiliser l’analyse sociologique tout au long de la construction et de la mise en place des projets de développement qu’elles portent ; que ce soit pour caractériser le contexte social de leurs interventions, pour révéler les jeux d’acteurs et leurs réseaux sociaux, pour évaluer la légitimité des chercheurs à accompagner les promoteurs du développement ou pour évaluer la pertinence de telles expériences au regard de l’objectif de la gestion durable des ressources renouvelables.

Le présent article a pour ambition de décrire et analyser la place et le rôle que joue le sociologue lorsqu’il s’embarque à bord de collectifs d’accompagnement des projets participatifs de développement durable. C’est à partir de notre expérience de plusieurs années dans des équipes de chercheurs et des groupes de réflexion pratiquant « la modélisation d’accompagnement » [103] que nous exposerons les questions qui se posent à cette sociologie impliquée dans les changements de société. Elles sont tout à la fois méthodologiques et théoriques et revisitent la posture sociologique.

Le groupe et la Charte ComMod [[93]](#footnote-93)   
comme références

Un groupe de chercheurs d’horizons divers, baptisé groupe ComMod [[94]](#footnote-94) pratique « la modélisation d’accompagnement » et la co-construction d’outils d’aide à la gestion des ressources naturelles avec des acteurs non scientifiques (représentants des collectivités territoriales et de l’État, techniciens, élus, acteurs de la société civile). Leurs terrains de recherche et d’application, s’ils sont souvent mais pas exclusivement localisés dans les pays du Sud, ont tous comme point d’ancrage la gestion des ressources naturelles ou le développement durable. C’est une démarche de conception participative, d’échanges de savoirs scientifiques et pratiques qui est promue. Les membres de ce groupe de chercheurs [[95]](#footnote-95) travaillent *« dans le domaine de la gestion des ressources renouvelables, en utilisant divers outils, et en particulier la simulation multi-agents* [[96]](#footnote-96) *et les jeux de rôles* [[97]](#footnote-97)*»* mais aussi la cartographie participative ou le recours à des focus group [[98]](#footnote-98). Ils se réfèrent explicitement et implicitement à des choix [104] théoriques ou méthodologiques énoncés en tant que tels et parfois à des options éthiques (la démocratie participative, le développement durable et sa promotion, « la capacitation [[99]](#footnote-99) » des acteurs..), « *afin d'aborder les thèmes scientifiques concernant la propriété commune, les processus de coordination entre acteurs, les processus de décision collective, etc. Le recours à des modèles et à des jeux a été un moyen de franchir les frontières disciplinaires, et de prendre en considération la nature complexe des systèmes étudiés. Ce choix a conduit à formaliser le rapport à la modélisation en une approche qualifiée de « modélisation d'accompagnement »*. Elle fait l’objet d’une charte qui a déjà connu deux rédactions et qui est toujours en cours de réflexion, et de la production d’un ouvrage collectif ayant pour vocation de couvrir à la fois les bases théoriques et les aspects méthodologiques de la démarche d’accompagnement [[100]](#footnote-100) dans le cadre d’un projet fédérateur « agriculture et développement durable » financé par l’ANR (ADD ComMod : la modélisation d’accompagnement : une pratique de recherche en appui au développement durable).

Les signataires de la Charte ComMod [[101]](#footnote-101) présentent leur démarche de la façon suivante : « *Les recherches que nous menons portent sur la gestion des ressources renouvelables et de l'environnement. Elles nous mettent donc face à des objets d'étude complexes et dynamiques, qui sont aussi objets d'enjeux et d'actions multiples. D'où notre choix de faire des recherches dites "impliquées", c'est-à-dire qui reposent sur une double contrainte librement consentie : d'une part, des investissements théoriques et méthodologiques jugés par les pairs, mais issus de questions de terrain ; d'autre part, des terrains choisis à la fois en fonction de leur intérêt méthodologique et de leur pertinence pour les usagers et les décideurs avec qui nous travaillons. Cette implication est utilisée comme moyen privilégié de tester et de remettre en cause les principes sur lesquels reposent les actions de terrain. Nous sommes donc aux prises avec un questionnement à la fois pragmatique et théorique. Cela implique la reconnaissance de l'incertitude dans la situation de décision et de l'existence de multiples points de vue légitimes, expertises scientifiques comprises. Ces différents points de vue méritent d'être pris en compte dans un processus itératif de compréhension, de confrontation et d'analyse* ». On le voit la démarche tente de dépasser les clivages entre recherche fondamentale et recherche [105] finalisée. D’une part, le collectif ComMod rassemble une communauté internationale de chercheurs de disciplines diverses qui dépendent d’un champ spécifique dans lequel ils sont tenus de rechercher la reconnaissance par les pairs. D’autre part, la mise en œuvre de la démarche vise l’obtention de résultats pratiques dont ils sont redevables auprès des divers interlocuteurs de la société civile, il leur est nécessaire de s’impliquer auprès d’eux en engageant leur responsabilité « citoyenne ».

Accompagner le changement social

La démarche ComMod répond aux exigences de la recherche pour le développement durable : à la croisée de la recherche et de l’action, elle favorise le développement d’une dimension systémique, mobilise et croise les compétences entre les sciences de la nature et les sciences humaines et sociales. Elle vise l’accroissement des capacités personnelles et collectives des parties prenantes de la démarche en promouvant la participation citoyenne aux décisions de politiques publiques.

Les recherches, s’inscrivant dans le cadre du développement, ont vocation à modifier les comportements sociaux, à les rationaliser et éventuellement à en induire de nouveaux. Penser le développement durable, c’est nécessairement s’inscrire dans la problématique du changement social [[102]](#footnote-102). Qu’il s’agisse de simulations d’impact des transformations techniques, de la gestion rationnelle des énergies renouvelables, des effets induits par un changement organisationnel, juridique, politique…, de la rationalisation de techniques de production etc. Autant de domaines où le regard se porte sur l’acteur. « *L'anthropologie du changement social et du développement est "actor-oriented" (Long). Elle privilégie les points de vue et les pratiques des acteurs de base et des "consommateurs" de développement. En ce sens elle tend à mettre en évidence leurs stratégies, aussi contraintes soient-elles, leurs marges de manœuvre, aussi faibles soient-elles, leur "agencéité" (agency). Elle souligne les logiques et les rationalités qui sous‑tendent représentations et comportements. Elle met l'accent sur l'existence de réels "niveaux de décision" à tous les échelons, et de choix opérés par les individus en leur nom ou* [106] *au nom des institutions dont ils se considèrent comme les mandants* [[103]](#footnote-103) ». Autant de domaines ou l’analyse sociologique peut et doit être mobilisée en tant qu’elle explique, qu’elle restitue les logiques humaines, qu’elle contribue à donner sens aux actions de l’homme sur son environnement et son histoire, qu’elle expose des réalités multiples, des mondes pluriels.

Dans cet ensemble, le chercheur en sciences sociales est sollicité pour contribuer à l’élaboration d’une grille de lecture des dynamiques sociales en relation avec les dynamiques écologiques qui seront ensuite modélisées. À partir des données contextuelles sociales (culturelles, politiques, économiques) et environnementales, le sociologue esquisse une première analyse de l’activité humaine au sein d’un territoire d’intervention. Plus particulièrement dans la modélisation d’accompagnement, il se concentre sur la construction par une communauté qui réunit des chercheurs de différentes disciplines, des acteurs producteurs d’information et des utilisateurs (gestionnaires et décideurs), d’un modèle rendant compte de la complexité du problème social à traiter. Chacun participe au processus de modélisation en y apportant son propre point de vue sur le système socio-écologique étudié.

Très souvent, cette élaboration est illustrée par l’utilisation du formalisme UML (Roques, Vallée 2007) [[104]](#footnote-104) et donne lieu à des représentations graphiques qui sont discutées par les chercheurs et les acteurs de la gestion du territoire. Il s’agit de pouvoir échanger à partir d’une représentation commune des systèmes sociaux écologiques et sociaux et de leur fonctionnement simplifié. Le modèle prend en compte les éléments naturels ou induits par l’homme susceptibles de transformer les rapports socio-économiques et les modes de production par l’introduction d’une innovation technique, d’une évolution juridique, d’une perturbation climatique, etc. L’objectif est la maîtrise par les populations du changement (et ce au moindre coût), sans bouleverser les dynamiques sociales sur lesquelles elles ont fondé leur organisation.

Pour ce faire, le sociologue ne sait pas mieux que les acteurs sociaux qui ont été mobilisés par ses travaux, ce qui est « juste » ou « bon » pour eux. Mais, appuyé sur ses options méthodologiques, acceptant son engagement dans la situation, il souhaite contribuer à la fabrication d’un matériau susceptible de constituer une aide pour ses interlocuteurs [[105]](#footnote-105). En cela, [107] le sociologue est responsable des théories qu'il produit, il est nécessairement engagé dans la vie sociale et ne peut se désintéresser de l'utilisation de son travail scientifique. Il est également engagé dans la production et la structuration du monde qu’il étudie. Il est en conversation permanente avec les acteurs qui le composent. Il construit la société en même temps qu’il essaye de la comprendre. Il ne peut donc pas être neutre.

En effet, lors de l’élaboration des objectifs de recherche ou à propos du recueil des données, la démarche s’appuie sur des informateurs privilégiés, choisis en raison de leur capacité à être des relais auprès des populations concernées, de leur statut à l’intérieur des communautés humaines (fonction économique, politique ou symbolique). Il est nécessaire d’analyser ces positions, les rapports sociaux qu’elles impliquent afin de s’assurer de la recevabilité et du bien fondé des procédures mises en place. Faute de se pencher sur de tels aspects, le chercheur risque de ne servir qu’une des parties concernées au détriment de ceux qui auront à modifier durablement leur comportement [[106]](#footnote-106). On saisit alors l’une des limites de tels projets : le chercheur à la recherche d’interlocuteurs « compétents » sera perçu comme étant « au service de ». Son implication le range « tout naturellement » aux côtés des puissants. La volonté politique, la volonté réformatrice ou encore le projet social à l'origine de la recherche-développement sont aussi à questionner. C'est donc l'adéquation entre l'offre (le projet de développement) et ses usages sociaux qu’il s’agit d’examiner. Et lorsque l’on se réfère explicitement à l’accompagnement et à la co-construction des savoirs-être et faire, il y a nécessairement à porter son regard sur les effets induits par la participation des acteurs sociaux que l’on sollicite.

Les retombées de la recherche,  
son appropriation et sa valorisation

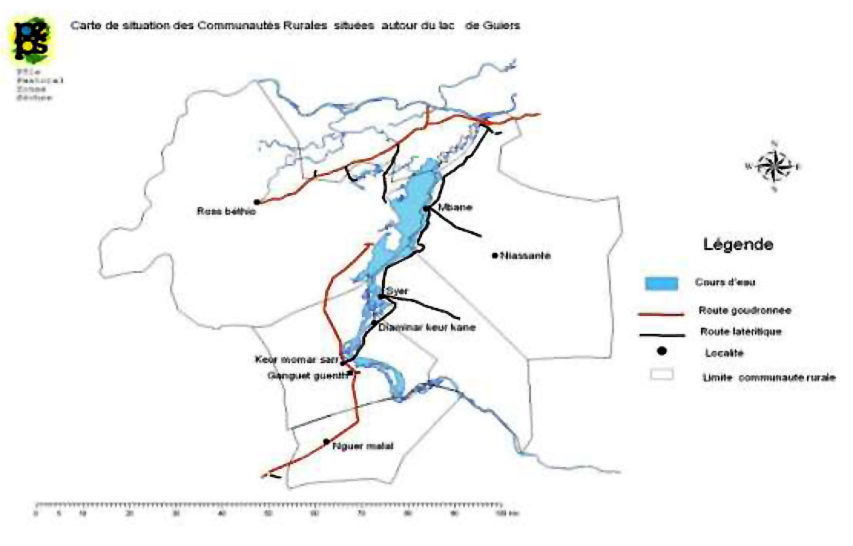
Le transfert de la démarche

Dans la démarche d’accompagnement et de gestion participative des ressources naturelles à l’échelle d’un territoire (quelle que soit son ampleur), les intérêts scientifiques ne doivent pas guider le déroulement de l’action mais se plier aux orientations voulues par les collectivités [108] humaines qui y vivent. Il ne s’agit pas de se mettre au service de ces groupes sociaux en oubliant les exigences heuristiques, mais de les concilier en ne cédant ni sur le terrain théorique et disciplinaire ni sur la rigueur méthodologique (Dare et al 2006). Ceci demande d’expliciter le contexte de l’intervention scientifique et d’intégrer les demandes des acteurs appelés à gérer, vivre ou survivre sur l’espace de cette intervention.

Une des questions essentielles est celle des retombées de la recherche sur les populations définies comme bénéficiaires. Ne servent-elles pas essentiellement de faire-valoir aux espoirs des chercheurs ? On peut valablement se demander si des telles méthodes d’intervention ne comportent pas des risques d’imposition peu propices à l’expression non stéréotypée des acteurs sociaux répondant à des injonctions fortes. Une recherche surtout lorsqu’elle est appliquée, lorsque « les questions qu’elle pose, s’ancrent dans la réalité la plus immédiate [[107]](#footnote-107) », ne doit pas être naïve sur ses implications. Elle sert un projet social qui comme tout projet comporte des postulats théoriques et/ou politiques ou sociaux. C’est pourquoi, la restitution et la validation des résultats de la recherche par les acteurs sociaux qui y ont contribué, sont des conditions sine qua none.

Il est nécessaire de penser les modalités endogènes du transfert de la démarche auprès de l’ensemble des participants, et ce, en mobilisant des acteurs que l’on peut qualifier de « relais »

Dans l’une des expériences à laquelle nous participons, le projet « Domino-Sénégal [[108]](#footnote-108) » consacré à la gestion concertée du foncier dans la région du Lac de Guiers (voir Carte 1), qui a débuté il y a quatre ans, il a été constitué dès le départ de la recherche, un comité d’utilisateurs avec des représentants des organisations professionnelles agricoles, des représentants de l’État, des élus des Communautés rurales, des techniciens en charge de la gestion du territoire et des [109] chercheurs de disciplines diverses (géographie, économie, sociologie, écologie, informatique), et ce dans l’objectif de contribuer, « *grâce à la recherche interactive de modes de gouvernance adaptés à des situations concrètes et à un effort de transparence, à la responsabilisation d’un nombre croissant d’acteurs face aux enjeux et aux moyens du Développement Durable »* [[109]](#footnote-109).



Carte 1 : les Communautés Rurales bordant le lac de Guiers

On a proposé aux participants d’instituer un processus de médiation pour une meilleure prise en charge de l’incertitude des processus de décision portant sur la gestion des ressources renouvelables (dans notre exemple l’affectation des terres) et facilitant leur compréhension du système écologique et social dont ils dépendent. Pas à pas, durant toutes ces années et au moyen d’ateliers que l’on peut qualifier de « temps forts collectifs », une problématique s’est dessinée, des formations pour permettre au comité d’utilisateurs d’avoir une lecture de territoire, se sont déroulées (atelier de cartographie participative, jeux de rôles, focus group, atelier d’information), les besoins des participants se sont affinés, les conflits ont été exposés et discutés, les tensions sociales prises en compte. Cette lente et patiente approche, faite d’allers-retours sur le terrain en vue de l’élaboration d’un projet porté par tous, a débouché sur l’élaboration d’outils informatiques d’**Ai**de à la **D**écision pour l’**A**ffectation des terres [110] (**AIDA**) (Bah, Fourage et al 2007 [[110]](#footnote-110)). Outils qui ont été testés et validés par les membres du comité d’utilisateurs destinés à s’en servir au quotidien. La validation a eu lieu lors d’un atelier de formation-validation en novembre 2008.

Après une présentation des fonctionnalités de AIDA, une phase d’appropriation-évaluation a permis de discuter l’adéquation de l’outil aux besoins des utilisateurs.

Chaque participant a pu commenter, amender, proposer des améliorations, s’exprimer sur la maniabilité des outils (photo 1). Les acteurs associés à la conception des outils dès l’initialisation de la démarche, sont ainsi formés à leur utilisation, prêts à les intégrer dans leurs pratiques de gestion du foncier, à les promouvoir et les valoriser auprès de l’ensemble du Comité d’utilisateurs. Le regard sociologique s’est porté sur les modalités de l’évaluation en définissant des grilles standardisées portant sur la pertinence des informations transmises, le déroulement de l’atelier, la capacité des chercheurs formateurs à transmettre un savoir technico-scientifique et celle des acteurs-relais à s’approprier et utiliser l’outil. Il était important, puisque nous plaçons dans le cadre d’un échange de savoirs et de réalisation d’outils visant la satisfaction des utilisateurs pour leurs besoins propres, de recueillir ces appréciations croisées destinées à parfaire la « transférabilité » des méthodes et apports des chercheurs et à répondre au plus près aux objectifs de renforcement des capacités de gestion des acteurs du territoire.



Photo 1 : Discussion sur les fonctionnalités  
de l’Outil. Atelier Aida, Novembre 2008

L’évaluation a eu lieu tout au long de l’atelier à l’issue de chaque séquence [[111]](#footnote-111) d’échanges (photo 2). Son enregistrement constitue un moyen fiable d’objectiver la réalisation des buts de l’atelier [111] et montre que l’objectif touchant à l’utilité sociale et l’appropriation par les acteurs est réalisé comme en témoignent les propos suivants : « *C’est important pour les acteurs qui sont confrontés au problème de l’affectation des terres. C’est un soulagement pour les acteurs et les communautés rurales, cela va éviter les dérapages et les bagarres. Surtout quand il n'y a pas de données ou que les données ne sont pas fiables* (Responsable comité d’aide au développement local de Syer). « *L'outil sert à contourner les problèmes d'affectation des terres. Il aide les responsables sur la faisabilité et l'accessibilité des terres. Complète le POAS sur les zones à vocation sylvo-pastorales* (Président de la filière Patate Douce). *« L'outil vient à son heure parce que la création d'une base de données permet de réduire les secousses aberrantes : double affectation. Cela évite l'improvisation, l'amateurisme, parce qu'il faut que les Communautés Rurales puisse développer des systèmes de gestion. »* (Responsable comité d’aide au développement local de Keur Momar Sarr). *« Les secrétaires communautaires sont les principaux bénéficiaires ; il est important d'avoir une base de données fiables, de pouvoir faire l'état des lieux des affectations, cela va aider la commission domaniale »* (Secrétaire Communautaire, Keur Momar Sarr).



Photo2  : Évaluation finale, Atelier Aida Novembre 2008

L’adhésion et la forte implication de ces acteurs-relais, sont renforcées par le sentiment de posséder avec les chercheurs la pleine propriété intellectuelle des produits de la recherche et de faire partie d’une communauté de « projet », mobilisée pour des objectifs communs [[112]](#footnote-112). C’est notamment ce qui ressort de l’évaluation finale de l’atelier de Novembre 2008.

[112]

Alors que le projet « Domino » touche à sa fin, les chercheurs à travers ce souci du transfert de la recherche-action auprès des acteurs qui y ont participé montrent qu’ils ne se désengagent de l’utilisation qui sera faite de la démarche une fois leur intervention terminée. Ils tentent de définir les modalités d’une appropriation critique par les participants des solutions et actions définies au travers du processus. En ce sens, ils font directement référence aux présupposés du développement durable qui vise à la capacitation des populations en matière de gestion des ressources naturelles renouvelables et la lutte contre les inégalités et la vulnérabilité sociales.

Les tiraillements de l’interdisciplinarité

L’analyse sociologique mise au service du collectif permet de prendre en compte les effets sociaux induits par l’intervention participative. Elle se penche également sur les difficultés et potentialité de l’activité scientifique interdisciplinaire.

Si l’implication du chercheur mobilise une forme d’intelligence théorique et pratique, articulée sur différents paradigmes, l’implication croisée est un engagement mutuel qui suppose une remise en cause constante des « vérités » disciplinaires donc des habitudes de travail qu’on ne questionne plus. La collaboration scientifique, dans ce cas, est empreinte de modestie et de relativisme. Ce relativisme ne sous-entend pas que tout est possible mais que tout peut être remis en cause pour une meilleure compréhension du terrain, des acteurs sociaux, et des finalités d’un projet de développement qui se veut durable. Dès, lors on est également conduit à abandonner les querelles disciplinaires au profit de l’adéquation aux objectifs de développement et à la « valeur ajoutée sociale » dont on prétend faire bénéficier les populations concernées. De fait, c’est à cette aune que doit être visitée la pertinence de la recherche dans le double souci de la qualité scientifique et de la qualité « sociale » de la démarche.

Ainsi, dans une démarche interdisciplinaire participative associant sociologues et « développeurs », on ne peut pas faire l’économie d’une réflexion sur l’implication croisée des chercheurs au sein de leur équipe de travail. Il leur faut confronter leurs approches et développer une culture de l’approche de l’autre par une « interpénétration » de leurs disciplines. Celle-ci passe par une bonne compréhension conceptuelle et méthodologique des disciplines mobilisées malgré les obstacles liés à la possession de cultures scientifiques diversifiées. Ici, l’exigence problématique du sociologue est requise par les autres chercheurs avec les ambigüités inhérentes à cette posture : il faut à la fois « accoucher » d’un objet commun faisant consensus et satisfaire les attentes diversifiées de chacun.

[113]

En matière d’innovation scientifique [[113]](#footnote-113), l’investissement du chercheur est fort. Il doit prouver que ses méthodes sont efficaces et utiles. C’est tout l’enjeu de la reconnaissance de sa discipline. Il ne peut perdre de vue qu’il assoit sa légitimité professionnelle et oublier que son activité le classe au sein du champ scientifique. Lorsqu’on défriche un nouveau terrain, lorsque l’enjeu est exaltant et « éthiquement » valorisant, le risque est grand de faire passer au second plan les exigences de la reconnaissance par les pairs ainsi que celles des réalités de terrain et de la satisfaction des besoins des acteurs du développement.

Conclusion

Nous concevons la participation du chercheur en sciences sociales, à des actions collectives et participatives de promotion du développement durable et de gestion concertée du territoire, comme étant au carrefour de multiples influences. Elle est ouverte et adaptative, elle prend appui sur une posture heuristique d’intervention dont les principales caractéristiques peuvent être présentées de la manière suivante :

\* Posture d’accompagnement et de co-construction raisonnée au profit des besoins réels des populations concernées, qui soit respectueuse de leurs pratiques et valeurs (de leurs représentations), au service de leur devenir et ayant pour ambition de participer à les rendre actrices du changement

\* Posture « d’humilité » méthodologique et d’élaboration théorique par la confrontation et la validation des dispositifs d’investigation et de problématisation avec les différents partenaires engagés dans des actions de développement (acteurs locaux, chercheurs, décideurs, partenaires institutionnels…)

\* Posture ouverte à l’innovation et l’enrichissement pluridisciplinaires.

Elle est une contribution à une sociologie engagée, qui loin de se désintéresser de l’utilisation sociale des produits de la recherche, tente de la réfléchir, de l’accompagner, de la parfaire et de la mettre au service des collectivités humaines.

[114]

Nous considérons que notre responsabilité « citoyenne » doit être mobilisée dès la phase de conception de la démarche participative jusqu’à l’examen de ses retombées. En cela, nous participons à une redéfinition du principe de précaution énoncé dans la Loi Barnier en 1995 et qui stipule que *« l’absence de certitude, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l’adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l’environnement à un coût économique acceptable »*, en soulignant qu’à eux seuls les volets environnementaux et économiques ne sauraient suffire, ils doivent être complétés par une attention toute particulière portée à l’acceptation sociale de l’innovation scientifique qui ne peut se faire sans l’appropriation et l’adhésion des citoyens à des projets de changement qui les concernent en tout premier lieu.

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient l’ensemble des participants du projet Domino au Sénégal, à la Réunion et en France Métropolitaine, sans qui ce travail n’aurait pu être réalisé, et les membres du collectif ComMod pour leurs questionnements qui ont permis d’avoir un retour réflexif sur notre démarche de recherche impliquée. Cette recherche a été soutenue par le Cirad, la Région Réunion, l'Europe et le programme ANR "Agricultures et Développement Durable" (projet COMMOD « La modélisation d'accompagnement : une pratique de recherche en appui au développement durable, ANR-05-PADD-007 » et TRANS « Transformations de l'élevage et dynamiques des espaces, ANR-05-PADD-003 »).

BIBLIOGRAPHIE

Bah Alassane, Estay Jean-Max, Fourage Christine, Conception et développement d’un outil de modélisation et de simulation orienté agents dédié à l’étude de la gestion participative de ressources renouvelables, Ankh : plate-forme participative, Cari 2004, pp484-503

*Bah, Fourage et Al, Etude des* impacts des décisions d’affectation de terres à l’aide du modèle AIDA (Analyse des Impacts des Décisions d’Affectation), Congrès « Méthodes [115] Computationnelles pour Modèles et Apprentissages, en Sciences Humaines et Sociales » *(MASHS), 10-11 mai 2007, ENST-UBO, Brest*

Binot Aurélie et Joiris Daou Véronique, Règles d’accès et gestion des ressources pour les acteurs des périphéries d’aires protégées : foncier et conservation de la faune en Afrique subtropicale, *Vertigo*, hors série n°4, 2006

Collectif ComMod in Amblard F.et Phan D. (eds) Modélisation d'accompagnement. Modélisation et simulation multi-agents  : applications aux sciences de l'homme et de la société. Londres, *Hermès sciences*, 217-228, 2006

Daré William's, *Comportements des acteurs dans le jeu et dans la réalité : indépendance ou correspondance ? Analyse sociologique de l’utilisation de jeux de rôles en aide à la concertation',* PhD thesis, ENGREF, sciences de l'environnement. 2005

Daré (William’s), Diop Gaye (Ibrahima), Fourage (Christine) 2007, « Positionnement des sociologues dans la démarche de modélisation Domino », Nouvelles Perspectives en Sciences Sociales, *Revue Internationale de Systémique complexe et d'études relationnelles,* vol. 2, 2007.

Daré W., Aubert S., Bah A., Botta A., Diop Gaye I., Fourage C., Lajoie G., Leclerc G., 2008. Difficultés de la participation en recherche-action : retour d'expériences de modélisation d'accompagnement en appui à l'aménagement du territoire. *Vertigo*, 8 (1), 22.

Doran J., Palmer M., Gilbert N., Mellars P., 1994, The EOS project : modelling Upper Paleolithic social change, Simulating societies. The computer simulation of social phenomena.

Herreros G., *Pour une sociologie d'intervention* Ed Érès, 2002.

Lenay C., 1994, Intelligence Artificielle Distribuée : modèle ou métaphore des phénomènes sociaux, *Revue Internationale de systémique,* vol 8, no 1*.* pp l -11.

Morin Edar, Le Moigne Jean-Louis, *L’intelligence de la complexité*, Ed L’Harmatta, coll Cognition et Formation, 2004, 332 p

Mucchielli A, PUF, *Les jeux de rôles*, Paris. ed. (1983)

Olivier de Sardan Jean-Pierre, « [L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique](https://www.semanticscholar.org/paper/L%27anthropologie-du-changement-social-et-du-comme-Sardan/dccce0ce80c2e91415c17b736c039825ea340293)? », *Le bulletin de l'APAD*, n° 1, *Numéro 1* , [En ligne], mis en ligne le : 23 juin 2006. URL : http://apad.revues.org/document296.html. Consulté le 27 février 2008

Olivier de Sardan, Jean-Pierre, [Anthropologie Anciennes méthodes, nouveaux objets](http://archives.courrierdelaplanete.org/58/article1.html). *Courrier de la Planète*, n°58, gouvernance locale.

[116]

Ouvrage ComMod, *La modélisation d’accompagnement : une démarche participative en appui au développement durable*, à paraître aux éditions Quae.

Roques Pascal, Vallée Fanck, *UML en action 2*, Ed Eyrolles, coll Architecte Logiciel, 2007

Van Campehoudt Luc, et al Dunod, *La méthode d’analyse en groupe*. éd. (2005)

Weber, J., *gestion des ressources renouvelables : fondements théoriques d'un programme de recherche*. juin 95,  
<http://cormas.cirad.fr/pdf/green.pdf>

Zuppinger Bernard, 2005, « Un regard sur le quotidien », Articulo.ch - *revue de sciences humaines*, n° 1 consulté le 27 février 2008.

[117]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

“Sociologie et société algérienne  
ou les paradoxes d’une relation  
cognitive problématique.”

par Abdelhakim Bouhroum

[Retour au sommaire](#sommaire)

Résumé

Le présent essai tente une interpellation de la relation cognitive sociologie/société algérienne à travers une déconstruction/reconstruction des conditions d’émergence épistémologique de la connaissance scientifique de la société, en tant que catégorie et réalité sociale-historique, et des présuppositions pluridimensionnelles que celle-ci exige.

Introduction

Il n’est pas superfétatoire d’afficher d’emblée la nature problématique de la relation cognitive qui relie une discipline scientifique au caractère aussi affirmée que la sociologie à un objet de connaissance, la matrice spatio-temporelle Algérienne, sur lequel on projetterait, sans aucune vigilance épistémologique, les catégories, les concepts et autres méthodes scientifiques qui furent le fruit d’une confrontation multidimensionnelle entre un objet de connaissance historiquement déterminé : la SOCIÉTÉ ; et une RAISON SOCIALE [[114]](#footnote-114) dont la configuration est dominée par un mode de connaissance : la SCIENCE qui, dorénavant, structure l’ordre de la connaissance en le subdivisant en deux ordres :

1- l’ordre de la connaissance scientifique qui se renforce, en sus des sciences de la nature qui s’approprient l’ordre naturel, par les sciences de la société qui s’approprient un objet nouveau : l’ordre sociétal.

2- l’ordre de la connaissance idéologique : qui rassemble en son sein tous les modes de connaissances qui ne se soumettent pas dans le procès de production de leur discours cognitif au dictat de la méthode scientifique.

La vigilance épistémologique est justifiée par la nécessité du recours à des critères discriminatoires, de nature socio-historique, politique, économique et cognitif pour distinguer les différents modes d’agrégation humaine tels que la horde primitive, la tribu, la [118] communauté,… de la Société comme mode et ordre social particulier déterminé par ses attributs : industrielle, capitaliste, agrégeant en son sein, sous l’autorité centralisatrice et monopolisatrice de l’État, une nouvelle entité historique : l’Individu Social. Elle permet aussi de repérer sa spécificité cognitive comme objet d’un mode de connaissance : la Sociologie rendue possible par le même processus qui produit les présupposés idéologiques de la société industrielle capitaliste de liberté de pensée, de liberté d’expression et de liberté de mouvement. Somme de libertés qui génèrent dans le même processus logico- historique, et qui en sont le produit dialectique, les présupposés du mode de production capitaliste d’universalisation du marché et de la marchandise, de libération du travail et de la force de travail de toutes les entraves qui la gelaient spatialement et temporellement. L’ensemble de ces présupposés se cristallise dans l’individu réifié dans un rapport social où la marchandise et le marché s’inscrivent et s’imposent comme médiateurs universels des relations sociales : de consommation, de production et de reproduction.

Aussi est-il nécessaire d’interpeller le rapport sociologie / matrice spatio-temporelle Algérienne à partir de lieux présupposés acquis, non sujets à questionnement et utilisés dans les énoncés de la pratique sociologique en Algérie comme des données quasi –naturelles qui trouvent leurs justifications dans cette même pratique ; c'est-à-dire questionner l’objet - Société Algérienne, dans ses attributs de société telle qu’est sociologiquement définie la société.

Les paradoxes cognitifs  
du rapport Sociologie – Société

Beaucoup de chercheurs, ayant pratiqué le terrain algérien, notamment rural avec ses différentes facettes, expriment leurs doutes quant à la capacité des chercheurs et enseignants d’apporter des réponses à ses problèmes. F.Colonna affirme même, dans un essai sur la paysannerie Algérienne, que « tout au plus ceux-ci peuvent-ils aider à formuler des questions » [[115]](#footnote-115). Bien souvent, sont mis en exergue dans cette préoccupation les difficultés liées au terrain en termes d’insuffisance d’études monographiques, de données statistiques…etc. Par contre les problèmes inhérents à la communication avec les populations concernées par l’étude, du fait du black-out auquel sont soumises les langues vernaculaires, sont peu valorisés. Ce dernier fait est suffisamment important dans ses conséquences pour être signalé comme obstacle cognitif dont la permanence au niveau de la matrice spatio-temporelle algérienne traverse toute son histoire. Les langues locales qui dominèrent à un moment ou un autre eurent toujours à négocier leur place de langues dominées en partant du berbère sous ses différentes manifestations avec le [119] latin puis l’arabe et le turc ; puis l’arabe face au turc et au français et enfin le berbère et l’arabe dialectal, sous ses différentes manifestations régionales, avec l’arabe littéraire moyen-oriental et le français. Son effet essentiel se traduit par l’absence d’une plate forme communicationnelle commune et rationnelle : c’est-à-dire soumise dans son fonctionnement concret à une mise en adéquation de ses termes et de leurs référents, notamment symboliques. Au contraire, celle mise à disposition, par l’Histoire et la matrice spatio-temporelle, parasite non seulement la communication scientifique mais aussi sociale dans la mesure où elle meuble l’imaginaire social d’éléments disparates antagoniques et souvent conflictuels dans les conséquences sur la délimitation et la définition de l’objet, objet du discours, scientifique ou autre, sont tragiques. Et ce dans la mesure où, au lieu de mettre à la disposition des différents agents sociaux un capital commun de référents cognitifs en terme d’images, de mythes, de symboles, les langues, qui se disputent l’espace et les pratiques sociales, parcellisent la symbolique sociale et ses configurations matérielles. La réalité sociale devient inintelligible et les discours qui la prennent en charge ne font que participer à son obscurcissement et son voilement. Ce problème, qui traverse l’histoire du Maghreb en général, a connu une amplification inégalée avec la colonisation de l’Algérie. Il n’est qu’à se remémorer tout le débat sur la nature des modes de productions en action durant les périodes précoloniale ,coloniale et postindépendance ; le statut de la terre, la nature de la propriété et les différentes qualifications qu’elle dut supporter durant toute la deuxième moitié du XIXe siècle, tout le long du XXe siècle et encore aujourd’hui ; On y repéra des formes et expressions de la communauté agraire, de paysannerie , de propriété parcellaire ,de propriété tribale… quand le rapport social fondamental à la terre n’inscrivait ni l’appropriation collective ni individuelle de celle-ci parmi les conditions nécessaires à son exploitation et à son utilisation, soumise aux rapports de force entre les tribus, agro-pastorales et nomades, qu’elles traduisaient par une organisation de la répartition et de l’utilisation de l’espace plus ou moins stable .

La possibilité de questionner l’objet, en tant qu’il est objet de connaissance, est conditionnée pour sa réalisation scientifique, par une mise à plat, préalable, des présupposés épistémologiques de la configuration cognitive instrumentée dans cette opération. Or cette démarche est fort peu sollicitée, pour ne pas dire point du tout, du fait même de la structure du rapport de force cognitif qui la domine, à dominante acritique et qui n’inscrit pas le questionnement de la réalité sociale parmi ses attendus et objectif : elle est un donné naturel. Ce faisant, cette absence s’institue dans le procès de production des connaissances comme obstacle épistémologique à la production de la connaissance scientifique. Elle est aussi perçue [120] comme inutile et non nécessaire car la confrontation, continue avec l’objet (ou les objets) de recherche, aboutirait à confirmer l’inanité des instruments cognitifs, théories, méthodes et disciplines scientifiques mises en œuvre pour leur appropriation scientifique. Le sujet épistémique (celui qui cherche à connaître) encourt le risque de voir remis en cause le statut social lié à l’emploi de ses instruments et la reconnaissance sociale qui lui est afférente. Ce procès cognitif surajoute, en dernier lieu, de la méconnaissance au capital, du même ordre, existant.

Cette position ne procède d’aucune forme de nihilisme qui traduirait les difficultés inhérentes à la confrontation avec l’objet de connaissance ou une forme de désespérance quant à la possibilité de le connaître scientifiquement. Au contraire elle laisse entrevoir les conditions cognitives à mettre en place, les présupposés épistémologiques à mettre en exergue et la configuration sociale-historique que celles-ci exigent et qui ne sont pas nécessairement disponibles ni présentes dans la configuration sociale Algérienne.

La première, qui historiquement s’est imposée dans la matrice spatiotemporelle occidentale est matérialisée par la séparation / rupture entre l’ordre de la connaissance scientifique et l’ordre de la connaissance non scientifique, sans que cette séparation ne recoupe l’ancienne coupure sacré/profane, licite/illicite ; mais plutôt celle que la modernité a institué, une fois cette dernière, scientifique/non scientifique, intériorisée socialement comme ségrégation/rupture entre la science et l’idéologie. La science est soumise à un protocole de production déterminé par la confrontation entre un objet de connaissance et un sujet épistémique, médiatisée et prise en charge dans sa concrétisation par une méthode scientifique. Le présupposé épistémologique qui fonde cette mise en relation tient dans le postulat cognitif que la vérité de l’objet de connaissance lui est immanente et que la tâche du sujet épistémique - c'est-à-dire de l’agent qui a la charge d’atteindre cette vérité objective, en tant qu’elle est propre à l’objet de recherche, de l’extraire et de la révéler - est de produire et d’adapter les méthodes, moyens et techniques de recherche appropriés à cette fin. Il a la tâche aussi de les objectiver dans un discours cognitif qui autorise leur réutilisation et permet d’aboutir aux mêmes résultats obtenus par ce faire. Ceux-ci constituent ce qui se définit comme connaissance scientifique. La conséquence historique de l’aboutissement de cette objectivation des conditions de production de la connaissance scientifique par la mise en relation objective, c'est-à-dire par le recours à la médiation objectivée de la méthode, d’un sujet et d’un objet de connaissance, est la monopolisation de l’attribut scientifique par les seules disciplines cognitives qui se soumettent à ce protocole triangulaire et se regroupent sous l’ordre de la connaissance scientifique :

[121]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Sujet de connaissance | → | | Méthode de connaissance | → | | Objet de connaissance |
| Scientifique | | scientifique | | | scientifique | |

Les termes sont objectifs en ce qu’ils sont repérables, observables, quantifiables, appréciables qualitativement et rendus tels par des procédures d’objectivation. Tout autre mode de connaissance qui ne reconnaît pas, ne se soumet pas à ce protocole discriminatoire est dit non scientifique. Ainsi en est-il de la connaissance religieuse, populaire, mystique, magique…qui, d’une manière ou une autre, transgressent ou occultent ces règles de production de la connaissance scientifique. La connaissance religieuse fonde l’autorité de sa vérité sur la puissance transcendantale qui la révèle et la transmet et, à l’opposé de la vérité scientifique, n’est pas produite mais transcende son objet duquel elle reste indépendante. L’autorité qui produit la révélation et l’objet de celle-ci ne sont en aucune manière susceptibles du jugement critique de la Raison dans la mesure où toute non correspondance entre l’objet et son explication n’est significative que des limites et faiblesses de la raison humaine à les saisir dans leur plénitude (l’objet de la révélation et son explication).

Le procès historique de production de l’Occident trouve cette ségrégation et séparation entre ordre de la connaissance scientifique et ordre de la connaissance non scientifique dite idéologique, à son fondement. Plus que la révolution industrielle, plus que le capitalisme, qui en sont la conséquence sociale-historique logique et objective comme expression de la maturation des potentialités dont est porteur tout agrégat humain, c’est cette rupture avec la connaissance non produite mais transmise et/ou révélée selon des processus et des procédures, non connaissables, non maîtrisables et non généralisables, qui est à la base de la singularisation de l’Occident par rapport au reste du monde et particulièrement au monde Arabo-Musulman. Alors que ce dernier possédait les potentialités qui auraient pu « l’occidentaliser », c’est à dire produire les attributs qui créeront l’Occident Historique enclenché par cette séparation, il ne peut faire le saut/rupture nécessaire à cette métamorphose : le passage de la communauté, prédéterminée dans son fonctionnement et son évolution par une force et une puissance métaphysique et/ou méta sociale, à la société qui se produit et reproduit les conditions de sa continuité et de sa perpétuation historique. Une société qui s’appuie sur la raison connaissante, scientifique et l’instrumente pour objectiver et rationaliser son rapport à elle-même et à l’univers. Dans ce processus, le développement des sciences de la nature et leurs différentes applications sociales, artistiques, agricoles, manufacturières et enfin industrielles ont joué un rôle essentiel dans l’autonomisation de la raison scientifique dans la pensée sociale au sein de laquelle elle se surajoute dans un rapport antagonique, souvent conflictuel (Galilée, Copernic, [122] Descartes, Spinoza…) puis rééquilibre le rapport de force en son sein grâce à l’effet dialectique des différentes transformations que connaît la société capitaliste et industrielle en voie de constitution.

La révolution industrielle, en tant qu’application sociale des produits de la connaissance scientifique de la nature, ouvre, dans le même processus, un champ nouveau à la pensée sociale : celui de la production sociale. Jusqu’alors l’humanité n’avait fait qu’exploiter les processus biologiques et naturels dont le travail et la production agricole sont la parfaite expression : l’homme se limite à réunir les conditions nécessaires à ce processus. Sa non connaissance et sa non maîtrise des processus à l’œuvre est à l’origine de la confusion entre conditions naturelles (semences, terre, eau…) et conditions surnaturelles et métaphysiques ; d’où le recours continu aux forces naturelles, dans le cadre du paganisme, et supranaturelles, dans le cadre des religions monothéistes, pour en assurer la réussite et la pérennité par sa soumission socialisée dans des rapports communautaires articulés à des rapports sociaux fondés sur l’unité ethnique et/ou religieuse. Dorénavant les conditions de leur dépassement et du mode d’agrégation sociale qui leur est corollaire émergent et s’épanouissent. La société, comme expression de la sociation, vocable proposée par M. Weber pour désigner un ensemble de relations sociales « dont l’activité sociale se fonde sur un compromis d’intérêts motivés rationnellement ou sur une coordination d’intérêts motivés de la même manière », se met en place ; et cela en lieu et place de la communauté, fondée sur la communalisation c'est-à-dire « un ensemble de relations sociales dont l’activité sociale se fonde sur le sentiment subjectif (traditionnel ou affectif) d’appartenir à une même communauté ». [[116]](#footnote-116)

La rationalisation des relations sociales et des conditions d’agrégations sociales est corollaire à différents processus sociétaux dont le plus important est celui de l’Accumulation Primitive du Capital qui - associée à la pré-condition historique et politique d’émergence de l’État Absolutiste Monarchique lequel réalise les deux conditions nécessaires à la pérennisation de l’État que sont les monopoles de la violence et de la levée des impôts - va mettre en place tous les termes et attributs de la première forme historique de société : la société capitaliste industrielle. L’individu universel, le marché universel et les différentes libertés toutes aussi universelles de conviction, de pensée, d’expression et de mouvement s’imposent socialement comme conséquences du processus de désagrégation des formes d’existence sociale antérieures portées à leurs extrêmes conséquences par les deux processus, signalés plus haut. Cette qualité universelle, des catégories sociales et cognitives mises en place dans le procès de production de la société capitaliste, est l’expression de la réification des rapports sociaux et de toutes les [123] pratiques sociales dans lesquels elle se matérialise et qui sont dorénavant des rapports entre choses objectivées, désenchantées car rationalisées et délimitées dans le temps et l’espace, donc parfaitement connaissables. Leur universalité et leur réification/chosification les rendent éligibles à la connaissance et permettent leur appropriation par la raison scientifique et la pensée sociale.

Les conditions d’émergence et d’épanouissement de la science sociale, qui prend pour objet la société des individus, sont en place. Dorénavant aucune autorité métaphysique ou méta-sociale n’intervient pour fixer l’ordre social. L’ordre social ne repose plus sur la loi divine. Les deux solutions apportées contradictoirement à l’Ordre Divin et la Protosociété qui en fut longtemps le support : l’État d’un coté, comme réponse Politique et de l’autre le Marché, comme réponse économique, vont prendre en charge l’Etre Social et son devenir à travers l’institution du social et sa régulation. Cet être est la société capitaliste. « Ce n’est pas un hasard si l’avènement de la science (sociale et aussi naturelle) au sens moderne du terme est contemporain à l’avènement du capitalisme. Si le savant peut objectiver les phénomènes sociaux, c’est que, dans une certaine mesure, ceux-ci sont ses complices ; les rapports sociaux sont réifiés ou chosifiés » [[117]](#footnote-117). Et c’est cette condition qui permet de les objectiver, au sens Kantien du terme, c'est-à-dire de les considérer comme existant de manière indépendante de la volonté et du caprice de chacun, et de les « poser comme étant extérieurs au sujet épistémique » [[118]](#footnote-118). Car le Capital s’impose comme rapport social [[119]](#footnote-119).

Le postulat de l’identité, métaphysique, de l’humanité et de l’individu, est à la base de cette identité postulée entre la société capitaliste - qui est une configuration sociale historique où la réification des relations sociales des individus et leur chosification sociale est assurée par l’universalisation du marché, à travers le règne de ces trois composantes fondamentales que sont la marchandise, l’argent et la valeur d’échange - et les autres configurations sociales, non capitalistes désignées comme société. Ce glissement est lourd de conséquence. Il autorise et légitime l’emploi de disciplines, dialectiquement liées à leur objet qu’est la société capitaliste et seulement elle, pour aborder des objets, sociaux, certes, mais non sociétaux car n’appartenant pas à une configuration de type sociétal. Il est justifié de limiter l’usage du substantif « société » et de l’attribut « sociétal » à la seule configuration sociale capitaliste. Les autres configurations sont sociales en tant qu’elles sont l’expression de relations sociales produites par un sujet de type communautaire, tribal, familiale où la personne humaine, l’agent social, ethnique ou religieux, n’est pas individualisé autonomisé par la chosification/réification à laquelle conduit le capital en tant que rapport social dans la société capitaliste. C’est le groupe, communauté [124] ethnique et ou religieuse qui détermine et acte la personne qui n’a aucune forme d’existence ni de pertinence cognitive en dehors de ce lien d’appartenance que le lien nodal de définition et de caractérisation du groupe ainsi désigné : lien religieux et ou ethnique = communauté religieuse et/ou ethnique.

La société comme objet sociologique

La reconnaissance de la société comme objet de connaissance de la sociologie est l’objet d’un consensus qui transcende les divergences méthodologiques d’approche holiste et individualiste et idéologiques accordées à l’ordre ou à sa révolution. Nonobstant cette unanimité, il est pertinent de s’interroger sur la nature de la société qui est objet de la sociologie. Quelle société ? C’est la société qui agrège en son sein la somme des individus qui la composent et desquels elle diffère.

Cet énoncé, à l’apparence neutre, consensuel, n’est pas sans conséquences cognitives quand il est transposé hors de l’espace social-historique qui l’a généré, à savoir l’espace capitaliste-industriel occidental. En effet l’usage immodéré qui est fait de la notion de société fonde la confusion à l’origine de sa transposition et généralisation à des espaces spatio-temporels socio-économiques et politico culturels différents, pour designer des configurations sociales, résultantes d’évolution socio-historique particulière, où les catégories sociales, politiques et cognitives ont leur identité épistémologique propre et qu’il s’agit d’interroger et d’interpréter scientifiquement. Elle est aussi à l’origine de la transposition mécanique du mode de connaissance qui la prend et la désigne comme objet propre de connaissance : la sociologie. Or les sociétés non occidentales sont-elles capitalistes ? Sont-elles industrielles ? Justifient-elles des attributs qui caractérisent la société ? Les agrégats humains qui la composent rassemblent-ils des individus produits historiques de la désagrégation, prise en charge par le procès d’accumulation primitive du capital, des structures sociales dans lesquelles se matérialisait la configuration socio-historique de la personne ? Horde, tribu, communauté villageoise, communauté religieuse, société féodale,…etc. On ne peut faire l’économie de ces interrogations ; Car cela reviendrait à rejeter l’historicité de toute configuration sociale, à privilégier le caractère anhistorique des formes de communauté humaine et à postuler l’univocité et de l’espace social-historique et de son évolution. Cela justifierait, certes, l’usage immodéré des sciences sociales et surtout le recours à une sociologie émasculée par les conditions même de son utilisation. Mais elle s’érigera aussi comme obstacle épistémologique [125] à la connaissance de la réalité sociale qu’elle prétend éclairer. Et ce au fur et à mesure de son appropriation, idéologique, de son objet de connaissance, qu’elle a déjà obscurci dans le procès même de son appropriation et dans sa désignation et par la projection sur lui d’attributs fantasmatiques. Ainsi verra-t-elle, cette sociologie, une culture d’entreprise là où se manifestent les résidus d’une culture tribale ; L’émergence d’une paysannerie individualiste là où se développe une appropriation urbaine de l’espace rural par des citadins absentéistes, et où persiste une appropriation collective familiale ou tribale sous le masque de l’indivision ; Un procès d’industrialisation dans une économie où la notion de rationalité économique trouve des difficultés à s’imposer au milieu d’une pensée sociale dominée par un fatalisme qu’aucune révolution agricole n’est venue restructurer par la stabilisation du produit agricole, fruit d’une connaissance scientifique des processus biologiques organisant dame nature ; À voir dans des excroissances sociales sur le plan comportemental, des signes de refondation culturelle vers une assimilation du sens social de la modernité….Cette modernité, qui est une condition historique d’émergence de la société, organise la restructuration du rapport de force cognitif, au profit de la domination de la pensée scientifique Cette opération est prise en charge historiquement par l’État capitaliste qui réorganise la structure cognitive de la société au travers de multiples opérations telles que la généralisation de l’enseignement scientifique par le biais de la structure scolaire, le développement de l’appareil statistique de recensement des données socio-économiques et démographiques…etc. Par ce faire, il favorise, en corrélation avec la métamorphose multidimensionnelle que subit la société, l’émergence de la société comme objet de connaissance et les conditions de son appropriation intellectuelle scientifique, et non plus idéologique, puisque la société y apparaît comme le produit socio-historique de l’activité humaine et sociale.

L’individu comme objet sociologique

La catégorie sociologique d’individu social postule aussi son historicité comme produit social du même processus qui propulse la société capitaliste comme matrice des relations humaines : le procès d’accumulation primitive du capital. C’est ce procès, par la désagrégation des formes précapitalistes d’agrégation sociale, qui propulse sur le devant de la scène sociale cette nouvelle entité socio-historique qu’est l’individu social, structure basique de la nouvelle organisation sociale qu’est la société. Les attributs sociétaux, qui le déterminent et le qualifient, sont ceux-la même que présuppose la domination du capital en tant que rapport social : universalisation du marché et de la marchandise, généralisation de la forme marchande et des rapports [126] marchands, libération de la force de travail de toute entrave à son exploitation dans le procès de production capitaliste industriel et généralisation des libertés formelles d’expression, de pensée et de mouvement qui favorisent, au niveau de la pensée sociale, l’hégémonie de la raison scientifique aux dépens des autres formes historiques de raison, religieuse, magique, populaire, désormais dépassées et n’ayant plus droit de cité dans la gestion de la cité. La connaissance scientifique devient un élément du fonctionnement social, qui ne se limite plus aux applications productives économiques dans l’agriculture et l’industrie mais se soumet le nouvel objet de connaissance qu’est la société des individus : elle participe au procès de production des conditions de reproduction de son objet. L’individu, défini et déterminé par la division sociale du travail qui le distribue socialement en fonction de son savoir-faire technique et du savoir-être qui lui est corollaire, se manifeste sous des figures sociales spécifiques à l’organisation sociétale capitaliste : ouvrier prolétaire, bourgeois ; capitaliste industriel, paysan ,propriétaire foncier….Il n’est plus une entité universelle unifiée sous une catégorie ethnique, religieuse, mais une entité objective définie et déterminée par la distribution sociale de la division sociale et technique du travail. La sociologie, comme mode de connaissance objective de cette distribution et de ses effets, est née.

La matrice spatio-temporelle algérienne  
est-elle objet de connaissance sociologique ?

La pertinence de ce questionnement sociologique tient à la nécessité de produire de manière objective les facteurs de ségrégation qui distinguent une société d’une structure sociale en voie de sociétisation, c'est-à-dire qui voit se mettre en place, d’une manière plus ou moins altérée, plus ou moins mature, les éléments constitutifs d’une société sur la base de la désagrégation des éléments pré-sociétaux tels que l’appartenance tribale, et surtout par le renforcement de l’État dans son contrôle de l’espace social sous sa domination et par la monopolisation, à son profit, de l’exercice de la violence et du recueil des impôts. À un autre niveau il s’agit de ne point occulter les obstacles à la maturation du processus d’individualisation de la personne et qui ne se limitent pas, loin s’en faut, aux seules conditions objectives d’existence mais subissent les effets néfastes de conceptions du monde qui obstruent les voies de sortie du sous-développement et dont la principale victime reste la femme.

Interroger la capacité sociologique de la matrice spatio-temporelle c’est aussi interroger les possibilités d’objectivation du rapport à l’objet de connaissance par la disponibilité ou non de données statistiques. Cet aspect est fondamental. Il détermine la capacité objective du sujet de [127] connaissance à objectiver son rapport à son objet de connaissance et à le dépouiller de tous les oripeaux idéologiques qui non seulement obscurcissent son observation et analyse mais aussi sédimentent négativement la raison sociale, par la méconnaissance scientifique qu’elle perpétue. Repérer et qualifier objectivement, c'est-à-dire postuler l’immanence de la vérité de l’objet, par un questionnement systématique de tous les concepts et catégories sociologiques dans leur capacité à rendre compte de la réalité et par là même à se l’approprier scientifiquement. Cela dépend aussi de la capacité du sujet à réaliser et prendre en charge les ruptures épistémologiques que nécessite ce questionnement. Cette capacité est le produit de déterminations historiques et sociales qui fixent le champ de possibilités auxquelles peut, ou ne peut pas, accéder une configuration sociale donnée. À moins d’un acte rationnel qui, par le désenchantement du monde, qu’il présuppose, ouvre la voie aux potentialités que la raison moderne permet d’entrevoir.

La matrice spatio-temporelle est une configuration théorique de l'espace social, perçu comme la matérialisation des rapports de forces multidimensionnels, non seulement économiques mais aussi politiques, culturels sans que l'adéquation des niveaux ne soit toujours assurée, ou l'identité des formes sociales réalisée. C'est à dire qu'à un État bourgeois peut correspondre une base économique où persistent des formes non ou précapitalistes de production, sans qu'elles ne soient seulement des survivances. Elles peuvent exprimer la combinaison qu'impose et produit le rapport de force social dominant pour la période prise en considération. En l'occurrence le cas français, au XIXème siècle d'une bourgeoisie politiquement en avance sur sa structure économique, constitue un cas d'école [[120]](#footnote-120).

Le cas algérien, en l’occurrence, constitue, aussi, un cas d’espèce ; Voila une configuration sociale produit d’un long processus de dislocation de communautés agro-pastorales et nomades qui réalisent leur unité et fondent le lien social sur la commune appartenance religieuse à l’islam, qui se trouve prise en charge par un État dont les fondements identitaires dépassent les limites géographiques et politiques pour la constitution desquels il a usé de violence anticoloniale. Ce faisant il renouvelle, à ses dépens, le piège dans lequel s’est enferrée la colonisation, de ne pouvoir rationaliser son rapport à la colonie et à ses habitants qui, rejetés au nom de la civilisation, s’arc-bouteront sur le lien qu’aucune rationalité ne peut s’approprier ni dissoudre : le lien religieux et ethnique. L’État algérien, du fait même qu’il n’est pas l’émanation du passage du Religieux au Politique, produit du procès du désenchantement du monde et de sa rationalisation, voire même perçu comme un butin, ne peut saisir la nécessité de [128] se fonder sur des catégories rationnelles : il n’est pas le produit d’une mise en marche de la rationalité.

La configuration sociale-historique Algérienne :  
l’échec du procès de sociétisation

La configuration se définit « comme une formation de taille variable (les joueurs d’une partie de cartes, la société d’un café, une classe scolaire, un village, une ville, une nation) où les individus sont liés les uns aux autres par un mode spécifique de dépendance réciproque et dont la reproduction suppose un équilibre mobile de tension. » [[121]](#footnote-121). N. ELIAS recourt à l’exemple des joueurs de cartes pour préciser sa pensée : « Quatre hommes assis autour d’une table pour jouer aux cartes forment une configuration. Leurs actes sont interdépendants » [[122]](#footnote-122) ; L’emploi, analytique, de cette notion dans cette étude, se distingue de l’usage proposé par Elias du fait de l’absence d’une plateforme communicationnelle qui assurerait l’interdépendance des acteurs du jeu et l’inter communication entre eux.

En effet dans la configuration proposée par la matrice spatio-temporelle coloniale, l’interdépendance des acteurs est illusoire. Elle est perçue seulement par le regard occidental qui se conçoit comme un acteur actant la réalité, coloniale et la soumettant à sa rationalité. Le colonisé ne se conçoit pas comme acteur mais comme instrument d’une puissance omnisciente et omnipotente. Et cela a des conséquences sur le fonctionnement médiat et immédiat de la matrice spatio-temporelle. Les parties en « jeu » ne fonctionnent pas sur le même registre et ne recourent pas à la même rationalité. Les un jouent le jeu, dans la partie. Les autres, colonisés, sont en rupture avec le jeu, et ne se conçoivent pas comme producteurs de jeu, ni partenaires du jeu. Néanmoins, ils actent une réalité, et par leur rupture, participent à la configuration d’une matrice spatio-temporelle où les tensions s’entrechoquent et se confrontent notamment, en sus de la pratique, au niveau de l’imaginaire. Là où la colonisation voit propriété privée, le colonisé ne voit qu’une parcelle de la possession tribale. Mais celle-ci, dont l’usufruit est historiquement soumis à un rapport de force intertribal, se trouve spoliée par une entité extérieure au jeu historiquement dominant et établi. La partie en jeu est figurée par la mise en contact de deux jeux aux logiques de fonctionnement différentes et qui font appel à des stratégies mise en œuvre par des joueurs issues de configurations historiques que, par souci de simplification temporaire, nous appellerons, l’une capitaliste, et l’autre non capitaliste et qui se trouvent configurés dans une nouvelle configuration que nous désignerons sous la catégorie de matrice spatio-temporelle coloniale.

[129]

Le regard porté sur cette matrice est déterminant, selon qu’il intègre et utilise l’imaginaire cognitif occidental, dont les sciences sociales sont partie prenantes et qui se fondent sur un certain nombre de postulats dont celui de la société ensemble d’individus ; ou recourt à celui du colonisé qui reste à ce jour à déblayer car la posture intellectuelle dominante, même quand elle s’appuie sur lui ou cherche à la valoriser par sa reconnaissance et la reconnaissance de sa différence et de sa particularité, l’interprète selon les normes et les catégories de l’imaginaire cognitif occidental et, par là, leur prête des contenus qui ne sont nullement les siens.

Et là, l’impuissante inquiétude de N. Elias, qui rapporte son rêve récurrent « où une voix au bout du fil lui répond invariablement : parlez plus fort, je ne vous entends pas » [[123]](#footnote-123) se fait présente doublement :

- *Premièrement*, au niveau de la société colonisée, qui n’a d’autre ressource pour se faire entendre et intégrer le jeu que le recours à la violence. Et même cette violence est tue par le silence de l’autisme colonial.

- Et *deuxièmement*, au niveau des lecteurs de ces lignes dont la posture intellectuelle est en rupture totale avec celle qu’exigent ces propositions analytiques, de rupture préalable avec les discipline cognitives, sociologie, économie, anthropologie, pour accéder aux champs d’investigation proposés par ces propositions.

En effet comment interroger la réalité sociale dans ce qu’elle a de plus manifeste, comment oser l’interroger par ce dont elle se définit.

La société algérienne est-elle une société au sens sociologique ? Pour ce faire faut-il qu’elle soit un ensemble d’individus c'est-à-dire que les unités, qui la composent et qu’elle renferme, aient émergé en tant qu’individus.

La matrice spatio-temporelle fondée sur un équilibre instable de mise en rapport de deux logiques sociales différentielles, la logique capitaliste dont le vecteur logico-historique est l’accumulation primitive du capital, qui produit tous les attributs de la formation capitaliste, et la logique sociale tribale portée par la communauté religieuse.

La logique de mise en rapport, est une logique coloniale, qui va se substituer aux deux logiques, signalées précédemment, pour imposer ses anachronismes. La rupture de l’Indépendance n’en tarira point les sources. La configuration sociale colonisée, puis indépendante, va se structurer sur la base des contradictions générées par cette mise en rapport et dont la plus manifeste sera [130] celle configurée par l’antagonisme entre culture et structure. Les structures sociales sont alors en porte à faux avec la culture dominante et dominée :

1) La configuration sociale traditionnelle est dans un rapport antagonique déclarée avec la modernité et donc avec les présupposées constitutifs de la société ;

2) La configuration sociale moderne, portée par la nouvelle division sociale du travail, mise en place par le procès du développement socioéconomique, est pervertie par les modes de pensée dominants investis par la logique communautaire et religieuse.

Notre mode de pensée, intellectuelle notamment, nos moyens linguistiques sont ainsi faits, car ainsi acquis qu’il est difficile, voire impossible de concevoir notre rapport à l’entité dans laquelle nous vivons, à l’ensemble qui nous inclus en dehors du rapport individu-société. Aussi ce rapport n’est il point interrogé alors même qu’il est une fiction, un élucubration : suis-je un individu, c'est-à-dire libéré de tout sentiment d’appartenance religieuse, ethnique, social. Est-ce que je me définis socialement, dans ma pratique sociale, à partir de ma position sociale dans la division technique du travail ou fais-je référence aux déterminations de la solidarité mécanique, la Assabiya tribale ?

Le premier obstacle est énoncé par l’exigence d’homogénéité que dicte la conception religieuse de la communauté qui rejette l’hétérogénéité propre à toute société moderne. Les facteurs et critères de différenciation sociale sont exposés au profit de la valorisation de l’égalité par la « Taqwa », la puissance de la croyance en DIEU, qui distingue le croyant du non-croyant. La prégnance de la structure religieuse, historiquement constituée, s’appuie sur une profondeur historique et une omniprésence sociale qui ne peut être dédaignée. Quand l’État algérien promulgue la Révolution Agraire (1971), plus qu’à toute autre réaction sociale, il bute contre la structure religieuse qui déclare tout le processus de restructuration du rapport de forces sociopolitiques et économiques, illicites et blasphématoires. La restitution des terres agricoles nationalisées, avec la Loi d’Orientation Foncière de 1990, est à lire à travers ce rétablissement des valeurs et catégories religieuses et de mise en adéquation du processus social avec les processus cognitifs par évacuation des éléments contradictoires avec la pensée sociale historique, d’essence religieuse.

L’hétérogénéité sociale, fixée par les ressources financières, les métiers, les modes de vie, est factice et temporaire. Ne perdure que l’homogénéité éternelle des croyants d’autant plus accessible que le dépouillement ici-bas est accentué. En effet l’excès de biens est un facteur attentatoire à la préservation du statut de croyant dans la mesure où s’accroît la tentation de [131] jouir des biens terrestres et d’oublier ses obligations pour l’au-delà. Le caractère social et collectif des inégalités sociales, observables, est opposé à l’égalité universelle des croyants. Car si dans la société moderne il ne semble pas démontré que chaque membre ait conscience d’appartenir à un groupe nettement défini, interne à la société globale [[124]](#footnote-124), dans les configurations sociales antérieures, par contre, c’est la conscience d’appartenir à un groupe, appartenance essentiellement religieuse, et accessoirement ethnique, qui définit le groupe et ses composants qui sont tels car ne pouvant aspirer à aucune forme d’existence autonome en dehors de ce lien substantiel. Et là le Khammès constitue une figure exemplaire, par sa marginalité dans le fonctionnement social du groupe : tribu, confédération de tribus.

La mise en œuvre d’une recherche ne peut faire l’économie de son intellection sociale, c'est-à-dire de la configuration des modes de pensée, sociales, idéologiques, et scientifique, des paradigmes dominants ainsi que le rapport de force qui les relie. La question du type de société en voie de constitution s’est toujours arrêtée à qualifier l’objectif à attendre, mais jamais ne s’est interrogé sur le type de processus qui configure la société. Ce problème occultée par la Sociologie algérienne, victime qu’elle est de l’hétéronomie des catégories conceptuelles et des référents théoriques qu’elle utilise.

La fonction de dévoilement de la sociologie  
est-elle transhistorique ?

« La sociologie peut révéler qu’une certaine organisation de la vie sociale, léguée par des siècles, est vouée à disparaître, faute d’adaptation aux exigences économiques ou intellectuelles » [[125]](#footnote-125). Cette fonction fondatrice de la sociologie est à l’origine d’un certain nombre de méprises quand, bien sur, elle n’est pas escamotée sur le lit des compromissions qui n’accordent à la science que la tâche de décrire ce qui est. L’historicité de tout processus social n’est alors reconnue que pour être le support de desiderata métaphysiques.

Cette fonction de dévoilement, propre à la sociologie et notamment à l’interpellation sociologique, démasque ce que le fonctionnement social, notamment au niveau des formes pré-sociétales d’existence, s’ingénie à occulter par mythification et mystification des processus naturels et sociaux. Cette fonction est mise à mal, doublement par la structure du rapport de force cognitif et par la structure sociale qui détermine ce rapport de force.

R. Aron affirme, dans son analyse des rapports entre société et sociologie, que cette dernière pouvait être « destructrice pour la société dont elle était ou prétendait être la connaissance » et [132] « qu’elle pouvait contribuer au renforcement ou à l’affaiblissement du Régime en place » [[126]](#footnote-126). Ce faisant il s’inscrit, par ses propositions dans une hypothèse ou la société et la structure sociale de la pensée cognitive a tranché de manière définitive et résolue le statut de la science et de la connaissance scientifique dans le processus de production des connaissances. Celui-ci est articulé et déterminé par la science et les protocoles de production de la connaissance qui lui sont afférents. Cet acquis historique de la matrice spatio-temporelle Occidentale auquel ont concouru une multitude de processus dont le plus important est le procès de l’accumulation primitive du capital qui restructure la société autour de la catégorie de reproduction sociale ; La société étant désormais, un produit historique de l’activité sociale, il est possible, dorénavant, d’assurer sa pérennité en produisant les conditions et facteurs de sa reproduction continue et élargie, et ce, par l’intégration de la science dans le procès de fonctionnement de la société et fondamentalement dans le procès de production. La science s’approprie la conscience de la société et la restructure en fonction de ses attendus.

Le statut de la science change : d’instrument de domination sociale, que les élites traditionnelles accumulaient et « thésaurisaient » pour l’instrumenter dans le procès de domination sociale, il se socialise.

La première dimension est particulièrement visible dans nos sociétés Arabo-Musulmanes où le statut de SAVANT (ALEM) est reconnu à une élite dont le seul mérite tient à son appropriation privative de la connaissance religieuse et de sa capacité à y puiser une argumentation appropriée et adaptée aux angoisses et interrogations du présent. Le pouvoir des élites traditionnelles procède du même processus.

Dans la société occidentale, la science se socialise et devient particulièrement, et prioritairement, un instrument de domination et de soumission de la nature aux besoins de la société. Elle devient un facteur de production de la société et de sa reproduction qui est dorénavant prise en charge par la société elle-même et non dévolue à des entités métaphysiques ou méta sociales. Se produit conséquemment à cette socialisation de la science et de la connaissance scientifique un rééquilibrage du rapport de force cognitif au profit de leur domination exclusive ; elle sera accélérée par la généralisation de l’école sous la pressions de la division sociale et technique du travail qui nécessite la mise en place des moyens et instruments et de répartition sociale des produits de la science.

Un deuxième niveau de cette restructuration se manifeste par le biais de l’articulation de la société autour de la division sociale du travail [133] et son corollaire, la division technique du travail, qui structure la société et devient, ainsi, l’instrument de ventilation des agents sociaux. Elle est aussi le facteur déterminant de leur autonomisation, par leur différenciation technique et sociale, et de leur individuation. Ce procès social accentue la restructuration sociale et contribue historiquement, dans la matrice spatio-temporelle occidentale, à la dissolution des structures sociales pré-sociétales telles que tribu, clan, communauté. Il assure la déliquescence surtout de tous les liens personnalisés qui immobilisent la personne dans un cadre social donné.

L’émergence historique de l’individu est concomitante à la structure sociale qui le définit et avec lequel elle se définit : la société. L’un et l’autre sont d’apparition récente dans l’histoire. Aussi l’historicité de l’individu implique-t-elle celle de la société et inversement, même si « les définitions réalistes de l’individu (que ce soit le réalisme biologique ou le réalisme-entité) empêchent de saisir ce qui semble devoir l’être : l’inséparabilité et l’irréductibilité de ces deux ordres symboliques que sont le sujet individuel et la société » [[127]](#footnote-127).

Si, dans la société capitaliste il est possible de suivre le processus d’intériorisation des contraintes, pour la plupart sociales, induites qu’elles sont par la rationalisation du rapport à soi, aux autres, à la société et finalement à la nature ; on peut oser l’hypothèse suivante : si les conditions de cette rationalisation ne sont pas arrivées à maturité dans certains espaces socio-historiques, étant entendu que la condition de cette maturation est fondamentalement liée au renversement du rapport de force au sein de la structure cognitive ; c’est-à-dire un repositionnement de la connaissance religieuse (tribu, communauté) et une redéfinition de son rapport à la connaissance scientifique (société, individu) ; et s’il est délicat de prétendre reconstituer le processus précis qui conduirait ce renversement du rapport de force dans la structure cognitive et au niveau de la raison sociale et assurerait le passage de la communauté à la société ; il est par contre loisible de puiser dans la batterie des hypothèses, expérimentées pour comprendre le processus socio-historique de production de la société Occidentale et de constater qu’elles brillent par leur absence. J’en isolerai deux qui me semblent résumer les plus pertinentes : l’une Marxienne, et l’autre Freudo-Durkheimienne.

La première hypothèse - celle de l’accumulation primitive du capital, ce processus logico-historique tel que défini dans cet essai - n’a nulle part, ailleurs qu’en Occident, connu son accomplissement.

La deuxième hypothèse - de renforcement du surmoi par le contrôle des pulsions naturelles et leur socialisation, nécessité par les principes de réalité et de rendement qui sont au fondement de la division sociale du travail - reste tributaire pour sa matérialisation de l’accomplissement [134] des conditions de prise en considération de ces deux principes : substitution de l’État monopoliste au pouvoir tribal ethnico-religieux et hégémonie de la rationalité scientifique au sein de la configuration cognitive sociale.

Dans la protosociété Algérienne, le mode de colonisation, les forces sociales, qui ont pris en charge le processus de décolonisation, ne pouvaient, de par leur position dans le procès de travail colonial, favoriser une rationalisation de leur rapport à l’histoire, à leur présent et à eux-mêmes. La pensée religieuse va trouver dans la confrontation contre le colonialisme, de manière diversifiée, les conditions objectives de son renforcement et de celui des structures sociales qui lui sont attenantes : tribales et familiales. C’est une pensée et une raison méta-sociale qui vont s’approprier la psyché sociale et l’imaginaire collectif pour assurer la reconduction, la reproduction voire la pérennité des entités sociales et des schèmes de pensée.

Les postulats, qui sont derrière l’émergence des présuppositions de l’accumulation primitive du capital, et des principes de réalité et de rendement :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1. | contrôle de la nature | → | contrôle social | → | contrôle du procèsd’individuation/individualisation |
| 2. | Science | → | Société | → | Individu |

ne trouvent pas d’appuis et de stimulants à leur maturation. Bien au contraire l’histoire réelle condamne à jamais le terreau nécessaire à leur bourgeonnement. La colonisation de peuplement et les mesures d’accompagnement qu’elle met en œuvre, qui se résument à la négation du colonisé par son anéantissement ou la production des facteurs de son anéantissement, contraignent ce dernier à s’accrocher avec l’énergie du désespoir à la seule force que, par définition, le colonialisme ne peut contrôler, étant immatérielle : la religion et les structures socio-historiques qui ont servi de base à son expansion et qu’elle a renforcé, tribu, famille élargie...etc.

La Sociologie est-elle à même de prendre en charge ce questionnement ? Les conditions objectives peuvent-elles contribuer à cette prise en charge ? Peut-elle signifier l’inéluctable dissolution d’un ordre social qui bloque sa propre métamorphose en société ?

[135]

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[136]

[137]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

“Robert Vuarin et *L’Homme invisible.  
Contribution à une sociologie  
du social individuel.*

PUP, Aix-En-Provence, 2009”

par Sylvie CHIOUSSE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les PUP, Publications de l’université de Provence viennent d’éditer un ouvrage hommage à Robert Vuarin, intitulé *L’homme indivisible, Contribution à une sociologie du social individuel* (Aix-en-Provence, 2009).

Robert Vuarin a longtemps été enseignant et chercheur au département de sociologie de l’université de Provence, chercheur au LAMES (Laboratoire méditerranéen de sociologie, MMSH, Aix-en-Provence) et au LPED (Laboratoire Population, Environnement, Société). Il est décédé en 2004, alors qu’il rédigeait une habilitation à diriger des recherches.

Cet ouvrage publié aujourd’hui par les PUP évoque rapidement ici son métier d’enseignant et surtout, par la publication d’une partie de son HDR, propose en quelque sorte un bilan de son itinéraire intellectuel, de ses avancées, constructions et déconstructions, à partir des divers terrains d’enquêtes et questionnements qui ont jalonnés sa carrière et sa vie.

À l’aune de la question *Où en est « la » sociologie ?* peut aussi pointer celle de « Et maintenant comment l’enseigner ? ». Un extrait d’une interview réalisée par Philippe Vitale en postface nous donne alors une idée sur la façon dont Robert Vuarin a « appris » la sociologie, l’a envisagée et transmise en qualité d’enseignant :

« Je fais ce cours avec une préoccupation qui est de donner aux étudiants quelques armes devant une gigantesque difficulté qui est celle de la divergence théorique, de la multiplicité théorique. Bon, ce n'est pas la peine de rentrer dans les détails sur cette diversité mais, bon, quand j'étais étudiant, ici, le choix était entre le structuralisme et le marxisme ou le fonctionnalisme ; y'avait le fonctionnalisme aussi mais tout ça a été très déconsidéré. Faire des études en socio, c'était choisir son camp. Ce n’était d'ailleurs pas une chose très consciente, très réfléchie ; et approfondir, participer à des débats critiques à ce courant auquel on s'identifiait et extérieur…

[138]

Aujourd'hui, c'est plus du tout comme ça que ça se passe. Le champ théorique de la sociologie a complètement éclaté. Donc, ça a perdu ce côté pratique. Mais en même temps c'est certain que ça a gagné en débats, en scientificité. Mais il reste quand même un gigantesque problème qui, à mon avis, se pose aux étudiants, enfin, qui doit leur poser un sérieux problème : quoi choisir ? Faut-il choisir ? »

Son parcours de chercheur nous livre aussi quelques éléments de compréhension sur la façon dont on peut appréhender « la » sociologie, son évolution et ses transformations.

Les premiers travaux de Robert Vuarin s’attachaient à la sociologie du monde rural, puis ses enseignements à l’université de Provence ont porté sur la sociologie du développement et du tiers monde, et ses derniers enseignements ainsi que ses ultimes travaux de recherche portaient – rapidement dit – sur l’individualisation.

Au regard de ses diverses publications et de cette énumération, il semble au préalable difficile de trouver un véritable fil conducteur entre la sociologie du monde rural, la sociologie du développement et la protection sociale en Afrique et la sociologie de l’individu… ce fil conducteur existe pourtant et l’auteur, dans la perspective de la rédaction de son habilitation à diriger des recherches, tire en quelque sorte le bilan de ses activités, implications, bifurcations et déplacements thématiques successifs et nous livre dans cet ouvrage, avec autant de pudeur que de pertinence, son cheminement intellectuel et la cohérence – à postériori – de celui-ci.

Et finalement, du travail initial sur les procès d’individualisation dans les sociétés africaines, des sociétés holistes en quelque sorte à la sociologie des théories de l’individualisation et l’individualisation du social, il n’y a – presque – qu’un pas, qui, à la fin de la lecture semble naturel et allant de soi. On baigne simultanément et/ou successivement dans le domaine du holisme et de l’individualisme, des questionnements sur la société et l’individu en sociologie. L’auteur explique ainsi le principe adopté pour organiser son HDR :

« Le but est de rechercher, au-delà d'une succession sinon hasardeuse du moins conjoncturelle de thèmes de travail sur une vingtaine d'années, une cohérence imposée par un des sous-systèmes de la transformation sociale de cette période, qui associe trois "domaines" ou "champs de la vie sociale" : le processus d'individualisation, la "fonction" de protection et l'appropriation sociale des procédures de transmission naturelles (l'hérédité) et sociales (l'héritage) ».

On doit à Francis de Chassey la préface retraçant l’itinéraire intellectuel de Robert Vuarin et intitulée très justement *Robert Vuarin, un sociologue en son temps. D’une sociologie des collectifs paysans ou africains à une sociologie de l’individu contemporain*.

[139]

Très modestement et avec beaucoup d’humour, Francis de Chassey soupçonne d’avoir été invité à participer à cet ouvrage hommage, parce qu’il était retraité et « censé avoir du temps » …

La lecture de cette préface montre pourtant combien ce choix a été judicieux. Car même si Francis de Chassey n’a connu que tardivement Robert Vuarin et son engagement citoyen, intégrant un même groupe de réflexion et d’analyse politique et sociale appelé alors « Espace sans nom » ou ESN, il est sans doute un de ceux qui a pu le mieux saisir, apprécier et donc valoriser son cheminement intellectuel – ayant mené lui-même des recherches sur les questions de solidarité en Afrique, puis plus tard travaillé sur « l’histoire de la tension paradigmatique entre holisme et individualisme méthodologique comme matrice disciplinaire des sciences sociales ».

Ayant côtoyé Robert Vuarin alors que celui-ci était en pleine rédaction de son habilitation, il évoque ainsi les quelques versions et parties de chapitres qu’il a eu en main, approfondissant dans son article les réflexions pointées par l’auteur et le requestionnant à son tour.

Faisant le pendant « à la préface amicale, pudique et heuristique de Francis de Chassey », Philippe Vitale n’a pas démérité en rédigeant quant à lui la postface de cet ouvrage. Il a, pour sa part, plus longuement connu Robert Vuarin. Il en a en quelque sorte les deux faces d’un même miroir, ayant été l’étudiant de Robert Vuarin avant d’en être le collègue enseignant-chercheur au département de sociologie de l’université de Provence et au Laboratoire méditerranéen de sociologie (LAMES) à la Maison méditerranéenne des sciences de l’homme d’Aix-en-Provence. Il nous explique ainsi :

« Étudiant, j'avais […] été très intéressé par ses cours, alors labellisés *Sociologie du tiers monde* où nous étaient présentés successivement les pensées de Louis Dumont, Maurice Godelier, Rosa Luxemburg, Karl Marx, de l'École de Francfort… J'avais retrouvé le même plaisir lorsque, quelques années plus tard […] j'eus la chance de participer à son enseignement *Le processus d'individualisation*. Ma contribution à ce cours fut l'occasion d'échanger avec Robert Vuarin, de connaître un peu plus précisément le chemin parcouru depuis la *Sociologie du tiers monde* jusqu'à cet enseignement sur l'*Individualisation* qui conjuguait, curieusement à mes yeux, les œuvres de Raymond Boudon, Emile Durkheim, Alain Ehrenberg, Norbert Elias, Sigmund Freud, Michel Maffesoli… ».

Philippe Vitale évoque ainsi la pédagogie de l’enseignement de la sociologie vue par Robert Vuarin. Travaillant sur les *curricula*, Philippe Vitale avait d’ailleurs eu l’occasion de l’interviewer notamment sur un projet de DESS, devenu depuis un master professionnel de [140] l’université de Provence. Dans les dernières lignes de son article de postface, il laisse ainsi la parole à Robert Vuarin expliquant alors proposer à ses étudiants « une archéologie des paradigmes qui agissent dans la diversité du paysage sociologique actuel mais qui ont une signification politique au moment où ils apparaissent », tentant « de reconstruire une espèce d'unité historique des traditions culturelles auxquelles s'inscrit la socio ou les sociologies ». Á eux ensuite d’y trouver leur miel et de faire leur chemin.

« Y'a toujours une chose qui m'a fait terriblement suer : c'est l'académisme. Une sorte de compilation des idées, des théories, des concepts, etc. C'est peut-être une question d'origine sociale mais, moi, je fonctionne plutôt, j'intègre plutôt ce que la vie me demande d'intégrer. Faire un bilan théorique, c'est pas tellement comme ça que je fonctionne. Ce qui veut dire que j'ai de gigantesques trous de culture, y compris sociologique. Mais l'avantage, c'est que là où y'a pas de vide, y'a du plein, du plein intégré. Ca s'harmonisait avec ce que je faisais… »

disait alors Robert Vuarin !!

Les trois longs textes recueillis qui sont au cœur de cet ouvrage posthume ne montrent pas de vide, loin s’en faut et font bien état d’un plein, plein intégré… qui aurait dû, si la vie lui en avait laissé le temps, aller beaucoup plus loin encore, et nous ouvre en tout cas les portes pour avancer à sa suite.

De manière pour le moins ironique, le premier texte présenté en chapitre préliminaire a été intitulé par son auteur « *Ma vie, mon œuvre* »… Robert Vuarin expose alors son parcours, sa fascination première pour l’archéologie, avant de transférer sa curiosité « vers des ancêtres contemporains ou des fossiles vivants », obligé alors de se tourner en quelque sorte vers la sociologie pour pouvoir étudier l’ethnologie, un premier travail académique sur le Népal [[128]](#footnote-128), avant de s’engager finalement plus durablement sur la sociologie rurale [[129]](#footnote-129) – « l’ethnologie elle-même, à cette époque, tournait son regard vers les terrains français, ruraux d’abord puis citadins ».

Sa rencontre dans les années 1980 avec Yves Goussault l’a ensuite amené « vers cette discipline synthétique de la sociologie, de l’anthropologie, de l’économie et de la politique, mais aussi de la théorie sociologique et de la pratique sociale d’accompagnement du changement, qu’est la sociologie du développement ». C’est ainsi que pendant près d’une quinzaine d’années, Robert Vuarin a travaillé sur le terrain africain des solidarités et de la protection sociale [[130]](#footnote-130).

[141]

Participant finalement d’une recherche collective sur l’individualisation en Afrique, ses dernières recherches l’ont conduit à se préoccuper plus précisément de l’objet sociologique « individu » et questionner « la sociologie de l’individu » et tous les travaux plus ou moins récents sur ce thème.

Partant de ces éléments, Robert Vuarin nous invite alors à :

« re-parcourir à l'inverse ma biographie intellectuelle, de comprendre comment ce trajet approximatif reflète le mouvement historique, sachant que tout reflet signifie inconscience et déformation. J'essaierai donc de retrouver une logique de changement social dans une mixture de logiques personnelles et collectives investies sans système dans mon travail sociologique ».

Et il reprend ainsi ses premiers travaux pour les actualiser au regard de ces nouveaux enjeux.

De la question du développement ou de l’opposition développement / sous-développement, on passe ainsi à un « nouveau sous-système de transformation » « articulant les trois pôles de l’individualisation, de la protection et de la transmission, dans un cadre d'observation qui peut être schématiquement signalé par le terme de "mondialisation" ».

Pour légitimer la mise en relation de ces trois pôles, l’auteur va en montrer leur interdépendance en abordant successivement, deux à deux, protection et individualisation (avec l’institutionnalisation et l’autonomisation de la protection mais aussi l’individualisation de la protection institutionnelle), procès d’individualisation et de transmission (« individu de la sociologie » et « sociologie de l’individu »), transmission et protection.

Le document suivant intitulé *Globalisation, protection, « humanitation »* date de 2002 et s’attache par exemple à la forme que va prendre la solidarité dans une société individualiste en voie de mondialisation.

Internationalisation, globalisation, mondialisation, les termes s’entrechoquent pour signifier que le processus en question se ramène à « un déplacement (en cours) des espaces de régulation, du niveau national vers des niveaux plus larges (plurinational ou mondial), variable selon les domaines concernés et donc actuellement hétérogènes ou "pluriel" » ; étant désormais dans la supranationalité – sur la scène du planétaire – Robert Vuarin en vient alors à parler d’*humanitation* des cadres sociaux, considérant ainsi une sorte d’unification des peuples et d’extension de chacune de leur société globale à l'humanité toute entière, rappelant l’anthropo-nationalisation ou le passage à l’humanité-nation d’Elias.

[142]

« L'*humanitation* serait cette double dynamique contradictoire d'extension du collectif et de densification de l'individu, totalisation à un niveau supérieur d'une part et individualisation plus accentuée de l'autre ».

Les *Apports récents de « la sociologie de l’individu »* est le troisième document qui constitue cet ouvrage. Robert Vuarin s’attache alors à une comparaison des travaux sociologiques sur l’individu à partir des années 1980 avec ceux de leurs prédécesseurs [[131]](#footnote-131).

Il reprend ainsi et schématise toute l’histoire de la pensée du social entre holisme méthodologique et individualisme méthodologique. Et nous voyageons simultanément et successivement dans les temps de l’individualisme possessif de Locke et de l’utilitarisme de Hume à l’évolutionnisme de Comte et de Spencer ; nous passons de Mauss et Durkheim aux théories de l’action de l’école de Chicago ou de Touraine, de l’individualisme méthodologique de Boudon aux effets de composition, aux réseaux et à l’interactionnisme de Goffmann et à la détermination réciproque d’Elias… L’étude développe largement le modèle durkheimien de la modernisation individualisante.

J’avoue avoir attendu à un moment ou à un autre, au détour d’une page, une référence aussi à Roger Bastide et son principe de coupure par exemple. De manière sans doute bien plus pertinente, Robert Vuarin prolonge son raisonnement en évoquant Louis Dumont – séparation et autonomisation des champs du social. Il opère une transition avec Elias, après en avoir préalablement conclu que le concept d’individu désigne pour la sociologie un objet relationnel et que la modernisation substituerait à la prédominance de la relation d’identité le renforcement réciproque des relations d’ipséité et d’altérité (selon le *ipse, idem, alter* de Ricoeur). La dernière partie du document approfondit et analyse les travaux des sociologues de cette fin de XXe siècle que sont, entre autres dans le domaine, Robert Castel et Christine Haroche, Alain Erhenberg, Michel Wieviorka et son triangle de la différence, Jean-Claude Kaufmann…

Et puis…

« Là il se fait tard, on est fatigué et on va dormir… » …

et on n’a pas de conclusion plus aboutie qu’une note que reprend Francis De Chassey où Robert Vuarin lui expliquait :

« Il manque enfin la conclusion, l’examen sérieux de la solution ; il n’y a pas à opposer individu et société parce que ce sont deux échelles différentes d’un phénomène unifié, mais il y a à construire l’opération du changement d’échelle et à définir les concepts susceptibles de [143] fonctionner sur ces deux échelles et de rendre compte de leur articulation (concepts "commutatifs") ».

Cet ouvrage posthume en hommage à Robert Vuarin invite ainsi à poursuivre la voie tracée et comme l’a terminé Francis de Chassey dans sa préface :

« Livrer ce qu’il a écrit et le vivifier par la lecture est bien une des meilleures manières de lui rendre hommage et cette transmission me paraît, avec la mémoire affective, une des victoires limitées mais possibles de l’individu sur la mort […] car les problèmes qu’il traite sont au cœur non seulement de la sociologie mais de toute la pensée contemporaine. Je voudrais encore dire que son style a cette vertu particulière qu’il abonde en larges citations des auteurs qu’il étudie et entre lesquelles son propre texte établit un tissu conjonctif. De la sorte, la lecture et relecture attentive et respectueuse qu’il a faite lui-même, vous avez l’impression de la faire à votre tour, pour ainsi dire par-dessus son épaule, et d’accéder déjà, grâce à lui, à l’auteur même, ce qui vous donne envie d’y aller voir effectivement. Quand ensuite vous ouvrez vous-même le livre de cet auteur – ce que j’ai fait pour presque tous ceux qu’il cite et que j’étais pourtant censé avoir lu – vous allez plus vite et avec plaisir à l’essentiel. Enfin, arrivé au terme du chemin qu’il a parcouru sans pouvoir le tracer jusqu’au bout comme il aurait voulu, libre à vous de le faire et de le faire vôtre ».

L’invite tient et se maintient, c’est une porte ouverte. Et comme le disait Robert Vuarin lui-même à ses étudiants :

« Vous n'êtes pas sur les gradins, vous êtes sur la pelouse… ».

Á chacun donc d’aller à sa suite, pour comprendre, cerner, saisir où en est la sociologie et jusqu’où encore nous pouvons avancer.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[144]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

“Réflexion sur les conditions  
d’une sociologie en bonne santé.”

par Matthieu Ollagnon

[Retour au sommaire](#sommaire)

**L’auteur :** Matthieu Ollagnon est titulaire d’un doctorat canonique en sciences sociales et économiques (mention sociologie des religions) de l’Institut Catholique de Paris. Il travaille dans un petit groupe de recherche privé spécialisé sur la gouvernance des risques et les enjeux démocratiques.

**Résumé** :À partir d’une réflexion sur trois dimensions de la pratique sociologique (production de connaissance objectivée, démarche personnelle et intime et participation à la vie sociale), cet article explore les conditions et possibilités d’une sociologie en bonne santé en contexte français, c’est à dire qui soit à la fois créative et pérenne. L’accent est particulièrement mis sur la nécessité de maintenir et nourrir une liberté de recherche et d’enseignement appuyée sur une forte pluralité institutionnelle et une diversité des pratiques. Cette pluralité ne pouvant être mise en œuvre par les pouvoirs publics, l’expérimentation concrète de nouvelles formes de prise en charge de l’autonomie des sociologues est alors identifiée comme un enjeu majeur.

*From a thought on three dimensions of social practice (production of knowledge objectified, personal and intimate process, involvement in social life), this article explores the conditions and possibilities of a creative and sustainable sociology in the french context. Emphasis is placed on the need to maintain and nurture freedom of research and education based on a strong institutional plurality and a diversity of practices. This plurality cannot be implemented by governments. Concrete testing new forms of support for the autonomy of sociologists is then identified as a major issue.*

[145]

**Mots clés :** métier de sociologue, autonomie, vocation, utilité sociale.

Peu de formations et de métiers suscitent en France autant de polémiques et de méfiance que celui de sociologue. Etre sociologue y conduit à s’exposer à deux attitudes contradictoires : d’un coté une méfiance, voire une défiance à l’égard des prétentions supposées de la profession ; de l’autre une attente immodérée pour des solutions ou des diagnostics généraux sur les problématiques sociales [[132]](#footnote-132).

Le cursus, également, est ardu et presque entièrement tourné vers un secteur public de l’enseignement et de la recherche (Chenu 2002) [[133]](#footnote-133) dont les places sont rares et les codes bien établis. Perçus comme tournés vers la description ou la production de discours politique, les sociologues font aussi, à l’exception de quelques grandes organisations, l’objet d’une large défiance de la part du monde de l’entreprise et de celui des communautés locales (Durand et Weil, 1997) [[134]](#footnote-134). Et c’est sans compter les nombreux jeunes qui font des années de thèse de doctorat sans pouvoir clairement évaluer l’apport de celles-ci dans leurs parcours de vie et pour la société.

Quel est le sens de la vocation de sociologue ? Qu’apporte-elle à la société ? Comment et pourquoi en vivre ? Quels sont, en fait, les conditions de la bonne santé d’une pratique de la sociologie ? Voici des questions auxquels chaque aspirant sociologue doit apporter une réponse singulière. À travers ces interrogations personnelles, la question est de savoir comment peuvent être réunies en France les conditions d’une sociologie vivante.

La première façon d’y répondre est de comprendre ce que mobilise la sociologie. Celle-ci, comme science de l’interaction et de la société, a émergé au long de l’histoire dans des conditions fort différentes de celles d’aujourd’hui, de sorte qu’il est déraisonnable de réduire ce qui fait sa spécificité à ses modalités d’adaptation aux conditions actuelles. Son statut même de science est d’acquisition récente.

Les dimensions de la sociologie

Rien de commun entre les conditions d’écriture d’un Max Weber, celle d’un Tocqueville ou d’un Auguste Comte. Et s’il est possible de remonter aux sources de la démarche sociologique, rien de commun non plus entre la situation d’un Saint Augustin développant la séparation entre réalité [146] sociale et téléologie dans la *Cité de Dieu* [[135]](#footnote-135) et celle de ses successeurs modernes. Pourtant, cette généalogie, ou toute autre généalogie qu’on voudra bien envisager, témoigne bien d’une continuité visible de la démarche. Celle-ci, en dernier ressort, semble fondée sur la légitimité d’une autonomie du sujet face à la société, lui permettant d’entrer dans une démarche de connaissance sur celle-ci.

Ces processus de connaissance sur la société mobilisent alors plusieurs dimensions que l’on retrouve à des degrés divers tout au long de l’histoire :

\* *une production de connaissance objectivée* : de la *Cité de Dieu* aux plus récents auteurs, la caractéristique de la sociologie est d’être une production de discours objectivé [[136]](#footnote-136), partageable et à vocation universelle [[137]](#footnote-137) ; en ce sens, elle diffère de la contemplation pure ou de la méditation, même si elle peut en procéder ; la sociologie est une démarche de connaissance partagée et soumise à la discussion ;

\* *un processus personnel de recherche :* pour les éléments biographiques dont on dispose, cette démarche se double souvent d’un processus personnel de recherche, beaucoup moins formalisé et visible [[138]](#footnote-138) : ainsi saint Augustin écrit sous la double impulsion d’une tension mystique et du choc intime causé par la perte de Rome ; ainsi Max Weber définissant en dernier ressort le moteur ultime de la pratique de la sociologie comme le désir de la sociologie *elle-même* (Weber, 1919) [[139]](#footnote-139) ; il est probable, au-delà, que la démarche sociologique soit une des multiples variantes d’une réflexion de l’individu sur sa condition humaine ; dans la majorité des cas, elle s’inscrit dans une configuration personnelle qui l’alimente et la configure en retour ; elle est souvent un désir avant d’être une utilité ;

\* *une participation aux processus sociaux* : la sociologie, comme discours public et comme pratique, participe de quelque façon aux processus sociaux ; ceci en premier lieu dans la mesure où les sociologues, comme individus, sont socialisés et que leur configuration mentale est déjà porteuse de conséquences pour la société ; au-delà, cette participation peut prendre des formes multiples et spécifiques : l’enseignement, le partage de réflexion, la participation à des processus de maïeutique, le conseil stratégique, etc … ; cette participation peut être discrète, mais comme la sociologie ne se conçoit pas sans interaction et que toute interaction est participation, elle est forcément présente.

La pratique sociologique mobilise donc trois dimensions : connaissance partageable, processus personnel, participation sociale. On les retrouve à des degrés divers, diversement traduites et mises en œuvre dans toute démarche. Ainsi telle démarche d’engagement visera en priorité la participation aux processus sociaux, mais sera animée par des impératifs personnels [[140]](#footnote-140) et devra cependant [147] engager des processus de connaissance objectivables. Ainsi également, telle démarche personnelle de réflexion sur la condition humaine – à travers par exemple un sujet à forte résonance intime – qui devra passer sous les fourches caudines de la connaissance objectivable et qui ne pourra faire l’économie de la question de la participation aux processus sociaux.

Une fois posées, on proposera que la présence et l’équilibre de ces trois dimensions sont constitutifs d’une pratique de la sociologie en bonne santé, c’est-à-dire créative, pérenne, contribuant à accomplir ceux qui s’y adonnent et à faire progresser la pensée humaine. Bien sûr, leurs rapports et proportions respectifs au sein d’une démarche de sociologie, et plus largement de sciences sociales, ne sont pas figés. Toute la question est alors d’identifier les conditions d’équilibre de ces trois dimensions.

Quelles conditions  
pour une sociologie en bonne santé ?

On objectera que le premier élément pour une sociologie en bonne santé est d’abord l’existence de vocations nombreuses, solides et d’origines diverses. Ce point, cependant, n’est pas sans lien avec les éléments suivants. En second lieu, des moyens sont nécessaires. Cependant leur répartition, leur origine et la configuration sociale, politique et organisationnelle qu’induit leur provenance ne sont pas sans effets. À ce titre, et sans dénier le besoin de fond, la corrélation entre progression des financements et progression de la créativité n’est pas mécanique. Les sciences sociales, au contraire, gagneraient plutôt à ce que cette question des moyens, dans son organisation même, soit ordonnée à la prise en charge des trois dimensions identifiées plus haut.

*Les conditions de production d’une connaissance objectivée* sont, outre l’existence de moyens dédiés, au nombre de deux. La première est l’existence effective d’une liberté de production, de recherche et de conceptualisation. Aucune connaissance objectivée ne saurait être légitimement incluse dans le champ des sciences sociales si elle est le fruit d’une pression en vue d’une conformité à un ordre préalable. Le chercheur doit pouvoir prendre dans la mesure du possible la distance et le positionnement qu’il souhaite par rapport à l’objet de sa démarche. La seconde condition est l’existence d’un pluralisme suffisant pour permettre la confrontation et la validation des travaux produits. En effet, l’objectivation étant le fruit d’un processus, il importe de pouvoir créer les conditions de celui-ci, ce qui ne peut passer, dans le champ des sciences sociales, que par une confrontation libre et pluraliste, seule façon d’échapper au règne de l’argument d’autorité et des raisons bureaucratiques (Turcotte, 1996) [[141]](#footnote-141).

[148]

*Les conditions d’une prise en charge de la dimension de processus personnel* que sont les sciences sociales rejoignent les précédentes. La première et la plus importante est toujours la liberté : ne pas avoir à rendre compte de ses options intimes pour travailler est la meilleure garantie que les parcours personnels ne seront pas contraints ou évacués. Les sciences sociales en particulier, comme objet immatériel et mouvant, vivent de circulation d’idées. Les positionnements et parcours intimes de chacun transpirent et sont visibles, ne serait ce que dans le choix des objets de recherche. Or, rares sont les systèmes institutionnels fondés sur des idées qui ne tendent pas vers l’uniformité (Douglas, 1999). Ceci n’induit pas que les institutions génèrent des hommes pensant à l’identique mais que, néanmoins, des zones d’acceptabilité et d’inacceptabilité communes émergent de l’interaction régulière des individus et des systèmes (Ansart, 1993) [[142]](#footnote-142).

Le pluralisme alors, en particulier sous la forme d’un pluralisme des systèmes institutionnels, apparaît comme une condition de la liberté et donc comme condition pour permettre la création de parcours personnels. Non pas que la diversification de la recherche en divers milieux, universitaires ou non, privé ou public, confessionnel ou laïc, se traduise mécaniquement et nécessairement en termes d’inspiration et de liberté de recherche. Il s’agit plutôt que les chercheurs puissent évoluer entre des configurations institutionnelles et mentales variées, entre, pour reprendre les mots d’un père jésuite, des « conspirations » d’éléments universitaires et non universitaires différents. C’est ce pluralisme institutionnel qui permet le pluralisme des choses non-dites, condition d’une liberté accrue pour la construction de parcours personnels.

*Les conditions de prise en charge de la dimension de participation sociale* renvoient elles à une question centrale de toute démarche de sciences sociales, celle de l’utilité. Nombreux sont les praticiens en sciences sociales qui, dans les dîners de famille ou au fond de leur cœur, se sont retrouvés confrontés à l’angoisse de ne servir à rien. Cette peur procède de la difficulté à objectiver la contribution des sciences sociales à la vie commune, la perception de celle-ci oscillant entre une hypertrophie injustifiée, ce qui est le cas des postures à forte charge idéologique, et une relégation dans le champ ingrat de la démarche théorique gratuite et immédiatement inutile. A ce titre, le chemin entre engagement et distanciation n’est toujours pas clairement trouvé.

La question de fond est de savoir s’il est nécessaire à toute démarche de sciences sociales de chercher à tout prix et de façon mesurable l’utilité sociale. Pas nécessairement, puisqu’un chercheur solitaire ou un enseignant discret et disponible peuvent faire énormément pour des étudiants, et à long terme, pour des sociétés entières, sans que cela soit leur objectif immédiat. À l’inverse, tout le monde n’a pas le charisme de l’abnégation ou celui de la discrétion et le besoin se fait sentir d’une insertion visible dans les flux de la vie sociale. De la même façon, l’utilité sociale reconnue est directement [149] synonyme de financements, de reconnaissance et de tranquillité d’esprit. Elle est surtout synonyme d’insertion dans des réseaux et des institutions. Cependant, outre qu’elle est loin d’être évidente à obtenir, cette insertion et ses modalités posent question alors qu’il apparaît que la liberté et la pluralité sont des enjeux essentiels de la bonne santé de la pratique de la sociologie. Ceci amène à poser alors la question des rapports entre autonomie et liberté, entre institutionnalisation et solitude.

L’enjeu de l’autonomie

On pointera en particulier avec raison un risque d’instrumentalisation si les sociologues sont dans leur pratique de la discipline par trop subordonnés à une organisation, une institution ou un mode de vie quelconque. Il faut donc que ceux-ci soient autonomes et surtout qu’au niveau sociétal puisse émerger un espace pour l’autonomie de la pensée. À cet effet, le moyen privilégié est encore l’existence d’un pluralisme sain, avec un débat qui permette de mettre en lumière les subordinations, les présupposés mais aussi les qualités de tout discours. Mais cela n’est pas, et de loin, l’unique garantie nécessaire. Un consensus écrasant peut tout à fait apparaître en démocratie, voir les prévisions de Tocqueville à ce sujet. Pour éviter cela, il faut que les praticiens de sciences sociales soient capables avant tout de construire eux-mêmes leur autonomie en société, condition de leur indépendance de pensée. La question est de savoir sur quel mode et quels fondements épistémologiques, déontologiques et d’une façon générale construire cette autonomie.

Cette autonomie nécessaire n’est en effet pas l’indépendance dans une tour d’ivoire, elle n’est pas rupture d’avec la société, ce qui implique par raison subordination à un ordre capable de financer cette rupture. C’est le paradoxe de tout système visant à rendre indépendant et cela renvoie à une question plus générale : peut-on être payé pour être libre ou au contraire faut-il payer pour l’être ? À cela l’expérience [[143]](#footnote-143) tend à répondre que la liberté a un coût. Nous ne sommes cependant pas démunis. Appliqué au domaine de la réflexion, notre tradition nous livre depuis saint Benoît un exemple de conquête de l’autonomie intellectuelle : celui des moines qui gagnent de quoi vivre dans leur jardin le matin et travaillent de l’esprit l’après-midi. Non que tout praticien des sciences sociales ait à entre dans les ordres, mais il y a là un exemple à méditer. Si nul autre que soi ne peut construire son autonomie, il peut être très profitable aux sociologues de travailler, s’ils le peuvent, l’équivalent moderne du jardin monastique.

Construire l’autonomie

[150]

Cet équivalent, dans une société post-industrielle, est largement constitué d’un ensemble de relations contractuelles et d’échanges de services. Pour le faire fructifier, il est nécessaire que les sociologues et autres praticiens de sociologie sachent être des partenaires. Ceci signifie savoir écouter ce qu’attendent d’autres personnes dans la société, passer des contrats équilibrés avec elles et les tenir, soit pour fournir la majorité d’une activité, soit pour en fournir une partie et permettre de dégager des marges d’autonomie pour la pratique de la recherche.

La sociologie, comme production de discours et comme réflexion, n’a cependant pas vocation à être immédiatement opérationnelle. Par certains côtés, même, la recherche de l’instrumentalité immédiate tend à en dénaturer les meilleurs aspects ; son apport essentiel est d’être plutôt une perspective en situation sur un certain nombre de questions impliquant les relations sociales. À ce titre, la « professionnalisation » de la sociologie se fait moins dans le corpus théorique ou la pratique sociologique que dans la personne du sociologue lui-même. Plus clairement, le sociologue ne peut espérer vendre sa sociologie comme une méthode indépendante de lui-même et de son engagement, comme une façon de sécuriser techniquement un engagement dans des questions sociales. Il peut par contre, en étant sociologue par ailleurs, élaborer un savoir-faire et des pratiques qui lui sont propres et qui, sans être directement de la sociologie, bénéficient de la perspective que celle-ci offre.

En second lieu, il existe un besoin pour le développement de lieux où puissent être construites des perspectives nouvelles sur un certain nombre de questions ; de la même façon, de nombreux acteurs dans des domaines divers expriment le besoin d’effectuer un retour d’expérience ou une réflexion sur leurs activités ou les sujets qui les préoccupent ; on voit également dans des territoires, ou certaines communautés émerger le besoin de formations complètes qui permettent aux nouvelles générations d’acquérir des outils, une perspective sur la vie, qui leur permettent de s’y engager de façon libre et inventive : dans de multiples domaines un besoin se fait sentir pour le partage et le développement d’une perspective qui, si elle n’est pas la sociologie pure, est de dimension sociologique. Participer à la prise en charge de ces besoins, les devancer même, est le meilleur moyen de dégager les marges qui permettraient de faire de la sociologie avec une autonomie maximale, voire de mettre en lumière la nécessité d’une recherche fondamentale vivante qui nourrisse ces perspectives.

Encore faut-il savoir et pouvoir entendre le bruit et l’éclosion de ces besoins, c’est-à-dire être suffisamment silencieux et disponible aux autres considérés, non comme des objets d’étude, mais comme des partenaires potentiels. Ceci veut dire que, pour que des partenaires s’engagent dans les sciences sociales, pour qu’une partie de l’énergie des rapports sociaux passe par la pratique des [151] sciences sociales, celle-ci doit émerger en grande partie en même temps que le besoin social. Il s’agit là d’autre chose que la démarche naturelle qui consisterai à chercher le besoin social une fois l’outil cognitif mis en œuvre.

Cette réflexion sur l’autonomie et la participation sociale n’exclut pas que certains, même nombreux, se voient payés exclusivement à faire de la recherche ou de l’enseignement en faculté. Seulement, on peut penser que l’autonomie de praticiens des sciences sociales à la marge du secteur universitaire traditionnel, y compris dans la recherche fondamentale aura des effets sur l’ensemble de la profession. En particulier, la possibilité de créer son parcours professionnel et d’évoluer dans un secteur où une interaction saine aura généré de l’offre et de la demande réduira de beaucoup la dépendance de l’ensemble. L’enjeu majeur est alors l’autonomie et celle-ci a comme vecteur privilégié le contrat dans un environnement sain. De façon plus générale, la liberté, la contractualité, le pluralisme apparaissent comme des enjeux majeurs d’une pratique d’une sociologie en bonne santé. Il ne s’agit pas ici de diminuer ou d’exclure la puissance publique, mais de créer les conditions d’une insertion de la pratique de la sociologie dans la société qui ne se fasse pas sur le mode du rajout mais sur celui de la participation saine.

Quoi faire ?

Comment contribuer alors à réunir en France les conditions de prise en charge de ces trois enjeux ? Comment, dans un pays caractérisé par un quasi-monopole d’État [[144]](#footnote-144) sur l’université, doublé du monopole de la collation des grades [[145]](#footnote-145) introduire davantage de liberté, de pluralité et de pratique contractuelle ? Ajoutons que le cadre étatique français renvoie à une philosophie de la puissance publique qui l’envisage comme protectrice de l’égalité entre les diverses voix à travers une position d’organisatrice de la diversité. Pensé comme méta-société et non comme part de la société [[146]](#footnote-146), l’État acquiert une dimension de matrice incontournable. Y rester conduit à devoir s’adapter à ses règles explicites et implicites, en sortir amène à une exclusion d’une grande partie de la vie et des possibilités scientifiques nationales. Comment concrètement dépasser cela ?

Il apparaît bien, en premier lieu, que cette évolution ne peut que marginalement venir de l’État lui-même, qui ne peut ni décréter la liberté, ni se diviser lui-même en un artificiel pluralisme. La puissance publique peut certes contribuer au processus, en ouvrant la reconnaissance d’autres diplômes que les siens, par exemple, ou en créant un environnement juridique et fiscal favorable à l’existence de fondations de recherche et d’enseignement. Tout changement en direction de plus [152] de liberté et de plus de pluralisme ne peut cependant venir que de ceux qui sont concernés au premier chef et en premier lieu les chercheurs et passionnés de sociologie.

L’enjeu de fond est alors que ceux-ci puissent conduire eux-mêmes le changement qui leur permette de créer les conditions de davantage de liberté. Un aspect, en particulier, est d’accroître la capacité à monter des partenariats. Un autre est d’entamer une réflexion commune sur les conditions effectives d’une pluralité de lieux de recherche et d’une formation libre en France et surtout, sur en quoi et pourquoi ces lieux peuvent-ils être d’un quelconque intérêt pour la communauté. Cependant, il est important que cette réflexion ne soit pas construite comme un patron en couture, c’est-à-dire comme un canevas théorique sur lequel les administratifs et les politiques n’auraient plus qu’à assurer l’intendance. Au contraire, celle-ci doit se faire par de l’expérimentation concrète, dans toutes les dimensions pratiques, par les chercheurs et praticiens de sociologie eux-mêmes, et ce pour éviter de laisser à d’autre le soin d’assurer leur indépendance.

Ainsi exprimé, ce programme semble une accumulation de vœux pieux et de généralités. Cependant, les faits et les questions qu’ils charrient sont là et l’on n’arrivera à rien si on ne les prend pas en charge : comment coopérer pour porter chacun son projet, tout en contribuant à un processus commun ? Comment intéresser des partenaires tout en restant libre ? Comment prendre en charge le concret sans s’engluer dedans ? Comment, en fait, à travers une évolution du métier, travailler sur la société sans en être exclu ?

Rien ne remplacera les essais et erreurs d’organismes et de processus de recherche essayant de nouvelles façons de travailler [[147]](#footnote-147). À ce titre, l’expérience monastique n’est qu’une source d’inspiration parmi d’autres, elle reste cependant la preuve qu’il est possible d’assumer à la fois une vocation intellectuelle et le prix concret de la liberté.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[153]

[154]

Références bibliographiques

Piriou Odile, *Que deviennent les anciens étudiants de sociologie en France*, Feuille d’information n° 92, [155] Association française de sociologie, Paris, novembre 2007, <http://www.afs-socio.fr/FI92/92.html#piriou>

Chenu, Alain, *Une institution sans intention. La sociologie en France depuis l’après-guerre*, Actes de la recherche en sciences sociales, Le Seuil, Paris, 2002, 141, pages 46 à 61

Turcotte, Paul-André, *Le chercheur et le bureaucrate, deux acteurs en chassé-croisé*, *in* Lenoir, Yves, Laforest, Mario (dir), La bureaucratisation de la recherche en éducation et en sciences sociales - constats, impacts et conséquences, Editions du CRP, Sherbrooke, Qc, 1996, 256 pages, pages 157-169.

Ansart, Pierre, *Le sociologue, entre contrôle et insolence*, Sociétés, 40, Ed. De Boeck & Larcier (Bruxelles), 1993, pages 131-138.

Douglas, Mary, Comment pensent les institutions, Coll. Recherches, La Découverte, M.A.U.S.S., Trad. de l’anglais par Abeillé, Anne, Paris, 1999 ; pp. 28-31

Weber, Max, [Le savant et le politique](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.wem.sav), trad. de l’allemand par J. Freund, rev. E. Fleischmann, E. de Dampierre, Coll. 10-18 Bibliothèques, Ed. Plon, Paris, 2006.

[156]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

“Note de lecture.

France Paramelle,

Histoire des idées en criminologie  
au 19e et 20e siècle : Gabriel Tarde.

Préface de Jacques-Henri Robert

L’Harmattan, coll. «Logiques Sociales» juillet 2005.”

par Laurent Caillard

[Retour au sommaire](#sommaire)

**France Paramelle**, psychiatre, licenciée en philosophie-psychologie, psychanalyste, diplomée en criminologie (Paris 2) nous livre un ouvrage exemplaire et incontournable si on veut approcher et comprendre Gabriel Tarde. C’est un livre qui fait honneur à l’esprit de Gabriel Tarde et qui « répare » un oubli bien injuste.

Suivons France Paramelle  
retraçant les œuvres de Gabriel Tarde :

**Gabriel Tarde** (1843-1904) entra à l’Ecole Normale Supérieure l’année de ses dix-neuf ans dans la promotion d'Emile Durkheim, de Jean Jaurès et son ami Pierre Janet. Il y obtint une licence en lettres, puis l’agrégation de philosophie en 1881.

Magistrat, Chef du service de la statistique au ministère de la Justice (1894-1900), professeur au Collège de France (1900), membre de l’Académie des sciences morales et politiques (1900), Gabriel Tarde est l’un des principaux acteurs de la criminologie de la fin du XIXe siècle.

En 1904, à sa mort, Bergson lui succéda à la chaire de Philosophie moderne.

Pour Gabriel Tarde c'est parce que les phénomènes sociaux reposent sur des actes accomplis sciemment par des individus concrets qu'ils relèvent de la psychologie. Au plus profond des consciences, dans le cadre des relations inter-mentales et subjectives que nouent les êtres humains, naissent les idées, les règles, les normes dont se nourrit l'activité sociale.

Gabriel Tarde traite les faits sociaux par référence à un point de vue strictement psychologique ou individuel. Gabriel Tarde (1843-1904) est surtout connu pour ses Lois de l'imitation, ouvrage publié en 1890 et qui lui valut une renommée quasi internationale. Comme beaucoup d'hommes de son temps, Tarde était un philosophe fasciné par les phénomènes de suggestion et d'hypnose. [157] Mais c'était aussi et avant tout un magistrat et un criminologue. À partir de 1882, il se lance dans l’aventure criminologique et y réussit puisqu'il fut notamment nommé en 1894 directeur de la Statistique judiciaire au Ministère de la justice et que la même année il devint codirecteur des Archives d'anthropologie criminelle. Il a joué certainement un rôle déterminant dans l'évolution intellectuelle pour ce qui concerne les sciences criminelles. Son oeuvre consiste essentiellement dans sa critique minutieuse de l'anthropologie lombrosienne (théorie du criminel né), dans la promotion de l'approche sociologique de la criminalité et dans l’étude de quelqu'unes de ses manifestations. Toutefois nous montrerons aussi ce que ses analyses doivent à ses conceptions théoriques singulières sur le rôle de l'imitation et des inventions dans l'évolution de la vie sociale.

On assiste à ne nombreuses polémiques entre G. de Tarde et E.Durkheim qui ne s'entendaient pas sur des questions essentielles et qui les différenciaient radicalement, même si les deux hommes rejetaient, en commun, les explications de l'école positiviste italienne. La question centrale étant : le social prime-t-il l'individuel ou l'individuel prime-t-il le social ?

Pour G. de Tarde (1843-1904) la vie sociale est issue de la formation de groupe d'individu. L'individuel écarté la société n'existe pas. La vie sociale repose sur deux qualités humaines particulières à l'individu (deux vertus).

- L'invention, source de progrès et de renouveau.

- L'imitation, proche de l'identification Aux yeux de l’auteur des Lois de l’imitation, « l’individuel écarté, le social n’est rien » ...

L'imitation est présentée comme un acte spontané, en quelque sorte consubstantiel au lien social, qui pousse les êtres socialement inférieurs à copier ceux qui leur sont supérieurs. Pour lui un fait social est d’abord un fait d’imitation comme il le répète à satiété dans tous ses écrits : « Imitation consciente ou inconciente, intelligente ou moutonnière, instruction ou routine, n'importe. Parler, prier, travailler, guerroyer, faire œuvre sociale quelconque, c'est répéter ce qu'on a appris de quelqu'un qui l'avait appris de quelqu'un d'autre, et ainsi de suite [...] jusqu'aux premiers auteurs de chacun des rites, de chacun des procédés de travail, de chacun des procédés de guerre[...] qui se passent d'homme à homme pendant une durée plus ou moins prolongée. » [Les Transformations du droit (1893)

« Tout ce qu'on voit clairement, c'est une tendance au triomphe d'une seule langue ou d'un très petit nombre de langues, d'un seul droit, ou d'un très petit nombre de droits, et d'une langue ou d'un droit commun à toutes les classes de la société » [Les Transformations du droit (1893).]

Mais la force sociale par excellence est l’imitation, comme la réalité sociale est l’apparence.

S’agissant de l’invention, Tarde a reconnu en avoir disserté moins précisément que de l’imitation. Si se civiliser c’est « sympathiser chaque jour davantage », la société idéale pourra être fondée sur le déploiement des sympathies. Cette évocation d’une harmonie finale des intérêts, de l’unanime convergence vers un grand pôle imaginaire, sorte de foyer virtuel des désirs, renvoie, en fait, à la genèse du lien social selon Tarde.

Qu’est-ce que la société ? L’imitation. Qu’est-ce que l’imitation ? La suggestion…tout commence par le père et finit par la masse. Figure fascinante, le père est le premier maître ; et le chef fascine non par la force qu’il détient mais par la polarisation inconsciente du désir et de la foi qu’il réalise. Il incarne le moi social et monopolise la gloire. D’où le prestige dont il est investi et l’admiration qu’il suscite : l’éclat de la supériorité commande l’obéissance et [158] l’imitation. Celle-ci est donc « le rapport social élémentaire » à partir duquel l’assimilation des individus « par contagion imitative » multiplie les copies d’un même modèle.

Tarde propose deux notions pour expliquer les mouvements sociaux : l'imitation et l'invention. Chacun imite ce qu'il admire, ce qu'il juge bon et capable de lui servir de modèle, mais agence, de manière originale, par leur mélange, les imitations choisies à plusieurs sources. Ainsi l'Histoire se présente comme une succession de flux imitatifs différents, une succession de modèles aptes à susciter une imitation par un grand nombre d’individus. Pourquoi l'imitation ? Parce que Tarde conçoit les individus comme un grand ensemble de reflets (il reprend l'idée des monades de Leibniz), c'est-à-dire que chacun voit ses semblables et en eux se retrouve lui-même.

À la base de l'imitation et de l'invention, qui sont des actes, des processus, Tarde place la croyance et le désir, qui sont des caractères psychologiques individuels : « La croyance et le désir : voilà donc la substance et la force, voilà aussi les deux quantités psychologiques que l'analyse retrouve au fond de toutes les qualités sensationnelles avec lesquelles elles se combinent ; et lorsque l'invention, puis l'imitation, s'en emparent pour les organiser et les employer, ce sont là, pareillement, les vraies quantités sociales » (in Les lois de l'imitation (1890)).

La Croyance et le Désir sont deux termes qui jalonnent toute l’œuvre de Tarde et donnent son titre à sa première contribution à l’histoire des idées.

Par croyance Tarde entend désigner le crédit qu'un individu peut porter à un ensemble de représentations, à une personne qui les véhicule, à un système de valeur particulier. C'est la croyance qui permet l'imitation ; et c'est le désir qui permet l'invention, puisque par désir il s'agit d'indiquer le réinvestissement des différentes croyances qui se confrontent, en un mouvement perpétuel, la croyance nourrissant le désir, qui lui-même la nourrit.

France Paramelle soulignera l’importance le rôle déterminant de l’imitation et de sa contagion, pour ne pas dire « l’influence pernicieuse » du fait divers et du rôle des médias se fondant sur les lois de l’imitation. Le crime de Jack l’éventreur est mis au compte d’une série imitative qui conduiront selon Tarde : « *à une répercussion des aces hors de la capitale et bientôt même un rayonnement à l’étranger …. »*

France Paramelle souligne cet oubli regrettable des effets nocifs de la « médiatisation » qui peut faire contagion. Elle écrira :« ainsi donc « éventrations » et « mutilations » font marcher le télégraphe, et si les lecteurs de journaux en sont fascinés pourquoi pas les criminels eux-mêmes …. Il semble que l’on découvre aujourd’hui ce que Tarde avait si bien mis en évidence. Pourquoi se rallie-t-on aujourd’hui à ces thèses sans jamais le citer ?

Ainsi, pour G. Tarde, in *Philosophie pénale et études pénales et sociales* (1890), la délinquance est attribuée à l'effet de l'imitation, de la contagion du milieu. La majorité des délinquants et des criminels ont été abandonnés, livrés à eux-mêmes. Ils sont devenus malfaiteurs non pas pour des raisons de dégénérescence et d'atavisme, mais parce qu'ils ont pratiqués le crime comme un métier. Il oppose la notion de délinquant par profession à celle de délinquant par occasion (c'est l'occasion qui fait le larron). L'imitation, proche de l'identification, est propre à la formation de bandes de jeunes, à l'apprentissage de la délinquance et du "vouloir faire comme l'autre". Les mettre en prison renforce l'imitation et le rôle pathogène de la prison et des effets [159] de l'incarcération sont liés à la proximité et à la promiscuité. Les hommes s'imitent d'autant plus qu'ils sont rapprochés et le "supérieur" est imité par "l'inférieur".

Autres points de vues si nous suivons France Paramelle  
au sujet de la responsabilité pénale et de l’irresponsabilité  
chez Gabriel Tarde en rapport   
avec quelques réflexions psychanalytiques :

L’allocution du Docteur Nacht à l’ouverture de la conférence des Psychanalystes de Langue Française, préparant le 2° congrés international de Criminologie ouvrira sur cette interrogation très actuelle :

« pourquoi tel sujet irait-il en prison et l’autre à l’asile ? … En vérité la place de l’un et de l’autre de ces délinquants ne devrait être ni à l’asile, ni en prison mais à l’asile-prison qui permettrait à la société de se garantir contre de nouvelles agressions, tout en l’obligeant à soigner au lieu de punir » (29 mai 1950).

C’est à partir de cette introduction que Jacques Lacan en 1950, définissant les fonctions de la psychanalyse en criminologie, rappelait que lors de la réalité sociale au XIXe siècle il fallait, au sujet du criminel « savoir ses motifs, avec les mobiles du crime, et ces motifs et ces mobiles doivent être compréhensibles, et compréhensibles pour tous, ce qui implique, comme l'a formulé un des meilleurs esprits parmi ceux qui ont tenté de repenser la « philosophie pénale » dans sa crise, et ceci avec une rectitude sociologique digne de faire reviser un injuste oubli, **nous avons nommé Tarde,** ce qui implique, dit-il, deux conditions pour la pleine responsabilité du sujet : la similitude sociale et l'identité personnelle. Dès lors la porte du prétoire est ouverte au psychologue, et le fait qu'il n'y apparaît que rarement en personne prouve seulement la carence sociale de sa fonction ». La responsabilité, c'est-à-dire le châtiment est une caractéristique essentielle de l’idée de l’homme.

Pour J. Lacan, les idéaux utilitaires, pris dans le mouvement accéléré de la production, ne peuvent plus rien connaître de la signification expiatoire du châtiment ; sauf à garder la correction…

La guérison ne saurait être autre chose qu’une intégration pour le sujet de sa responsabilité véritable… et aussi bien il tendait à cela par la recherche d’une punition… la détermination majeure du crime, c’est la conception même de la responsabilité que le sujet reçoit de la culture où il vit… la responsabilité c'est-à-dire le châtiment…

Et vient là la conception de la peine avec l’apparition de la criminologie, conception qui implique la déhumanisation pour les condamnés… à mettre le quart de la population dans un parc concentrationnaire… c’est la conception sanitaire de la criminologie qui oublie parfois le vrai sens de la « peine » … avoir de la peine…

La notion de responsabilité dans l’expertise est différente de la définition générale qu’en donne la philosophie pénale où la responsabilité repose sur les notions de libre arbitre (la liberté) et de [160] consentement éclairé, via le « nul n’est censé ignoré la loi ». Cette dernière définition est bien distante de ce que pourrait en dire les théories psychanalytiques où la responsabilté se noue dans des inextricables déterminismes (inconscient, environnement maternel…) et autres aléas ou le hasard à sa fonction. La liberté ici, s’exprimerait par le choix de nos aliénations.

Il faut redonner le sens plein à des termes comme responsabilité, rétribution et réparation….

Le travail de « responsabilisation » comme faire partie de l’humanité qui prend en compte autrui… et sortir de cette inhumanité qui ne tient pas compte de l’autre ou qui l’utilise…

Aujourd’hui, c’est l’idée du condamné responsable de sa peine qui prédomine dans les représentations de la prison, qui est utilisée dans les discours et inscrite dans le langage.

C’est parce qu’on préfère imaginer le condamné responsable de sa peine spirituelle que l’administration affiche ostensiblement ce qualificatif de « pénitentiaire », d’autant plus déplacé qu’il résulte d’un détournement de la morale chrétienne au profit du pouvoir politique. (C. Demonchy, « L’irresponsabilité pénale de Gabriel Tarde »),

En l’imaginant responsable de sa peine, on trouve logique qu’après l’avoir jugé pour son crime on continue à le juger pour sa peine. Le rattachement de l’administration pénitentiaire au ministère de la Justice en 1911, tant souhaitée par G. Tarde, n’a fait que renforcer cette croyance. La mission du juge d’application des peines est de juger comment le condamné fait sa peine, et non la peine qui lui est faite. L’aménagement des peines et l’individualisation des peines sont des notions complètement imprégnées ou contaminées par cette philosophie.

Reprenons quelques phrases de France Paramelle : « S’il a concédé, à son époque, que la responsabilité ne pouvait plus se vouloir sur le libre arbitre lié à une transcendance, il n’a jamais renoncé à une responsabilité engageant l’être dans ses jugements et ses actes. On pourrait dire que Tarde à renoncer au ciel pour le social, l’interaction sociale. »

Enfin, pour conclure brièvement

L’influence de Gabriel Tarde reste toutefois prégnante chez de nombreux auteurs et courants de la sociologie. Aux États Unis, il est perçu comme l'un des fondateurs de la psychologie sociale, tandis qu'en France, il a été redécouvert dans les années 60 par le philosophe Gilles Deleuze qui, entre autres noms moins connus, a beaucoup contribué au regain d'intérêt actuel pour Tarde. Dès 1956, Deleuze cite Tarde dans ses écrits et c’est à partir des rééditions de 1999 qu’il sera fréquemment rendu à Deleuze la paternité du renouveau de Gabriel Tarde notamment à travers l’analogie du rhizome et de la monade, du flux et de l’action interindividuelle,

Depuis 1972, le prix Gabriel Tarde récompense, tous les deux ans, le meilleur travail en français de recherche en criminologie (science juridique, psychologie, philosophie pénale, sociologie, anthropologie).

Il est décerné par un jury international indépendant, réuni sous l'égide de l'Association française de criminologie. France Paramelle, par son remarquable ouvrage, le mériterait amplement.

[161]

HORS THÈME

[Retour au sommaire](#sommaire)

[162]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

HORS THÈME

“Le style d’encadrement  
dans l’entreprise hôtelière.  
Une approche sociologique  
à l’aune des travaux de Crozier.”

par Aouini Rekik Monia

Chercheur en sociologie

[Retour au sommaire](#sommaire)

D’après les études sociologiques classiques, l’entreprise économique est considérée comme une valeur essentielle dans le processus de socialisation. Si son rôle économique consiste à promouvoir du travail, son rôle social n’est pas moindre, car elle contribue à orienter les comportements sociaux et même à les changer. C’est ainsi que le discours sociologique des dernières années s’est axé sur la culture de l’entreprise comme la politique d’intégration, la motivation des ouvriers, la recherche du sens et de la signification de l’action humaine.

L’entreprise est de ce fait transformée en un espace favorable à l’évolution des relations interpersonnelles relativement indépendantes des pressions. Cette transformation s’est opérée surtout après la fin du taylorisme qui a fait de l’entreprise économique un système distinct du système social. La notion du besoin a perdu son sens, celle de la production a également perdu sa stratégie d’évaluation. Le grand rêve est donc la maîtrise des besoins et la juste planification de l’opération productive.

Cependant, la question de la qualité devient un facteur de pression sur les entreprises modernes qui les oblige à créer leurs constructions organisationnelles à travers l’accord de tous leurs membres. L’entreprise n’existe pas en dehors de la reconnaissance permanente de l’existence d’un groupe, lié par des relations de communication ou de conflit entre ses membres. Par conséquent, la croissance du conflit nous avertit de l’échec proche de l’entreprise.

C’est ainsi qu’on doit souligner la nécessité de faire de l’entreprise un lieu d’apprentissage, de coopération même à travers les contradictions. Les chefs d’entreprises doivent être réalistes pour parvenir à un véritable équilibre dans leur organisation. Le réalisme n’est pas seulement relié à un contrôle fiscal et à la direction mais il prend aussi en considération les relations humaines et la capacité de la coopération.

« Longtemps la matière économique de l’entreprise et le fait que l’échange est au centre de son économie ont seuls retenu l’attention et ont empêché de lui reconnaître le caractère de groupe social autonome » (Friedmann, Naville, 1970, p.44).

C’est seulement dans cette optique qu’ils peuvent réaliser le changement et la modernisation dans un monde qui connaît des développements radicaux et où les ressources humaines sont le fondement essentiel sur lequel se basent les autres éléments de l’entreprise. Nous vivons [163] aujourd’hui une révolution politique, économique et sociale qui fait apparaître un mode d’organisation et un style de réflexion liés à la mondialisation. Notre attitude à l’égard de l’entreprise a changé, ce n’est plus cet espace où les individus organisent leurs actions mais un espace favorable à la création de liens sociaux et à la construction d’identité sociale des relations d’intercompréhension et de création de richesses collectives.

« L’entreprise peut donc être traitée comme un sujet sociologique capable d’autonomie et créatrice de social au sens fort du terme ce qui lie les individus et fait une société » (Bernoux, 1995, p.14).

La réalité technologique a changé l’aspect de l’entreprise. On ne se concentre plus sur les travaux de contrôle mais il y a des travaux de services directs et indirects de production, qui ne nécessitent plus une main-d’œuvre de grande envergure mais contribuent à la réalisation d’un renouvellement économique et social considérable.

« L’évolution du progrès pose des problèmes permanents d’adaptation des structures économiques et sociales aux besoins sans cesse nouveaux de notre monde… » (Gautier, 1970, p.96).

L’essentiel n’est plus les moyens matériels de production mais les notions de service, de qualité et d’intégration qui constituent une sorte de valeurs ajoutées du produit et qui croissent continuellement par comparaison au coût matériel. Dans le cadre de la mondialisation économique, ces notions ont été investies d’une importance considérable surtout quant à leur rôle de promotion, de la concurrence et de réalisation du développement économique. Les ressources, les richesses naturelles et la domination des marchés sont devenues secondaires par rapport à l’esprit d’initiative des personnes actives au sein de l’entreprise, de l’aptitude, de la connaissance et de l’esprit concurrentiel et de la capacité à coopérer et à innover (Crozier, 1977).

De ce fait, nous allons prendre l’entreprise comme ensemble d’acteurs ou corps social où se conjuguent le social, l’économique et le culturel. Ces facteurs se complètent pour créer un phénomène global selon l’analyse stratégique, « elle est le royaume des relations de pouvoir, de l’influence, du marchandage et du calcul*»* (Crozier, 1977, p45).

Étant donné que l’entreprise hôtelière produit des services divers, elle est une activité moderne par comparaison à d’autres activités très anciennes comme l’agriculture. Sa modernité ne réside pas dans le produit de service mais dans les valeurs, les règles et les méthodes d’organisation du travail à l’intérieur de l’entreprise, valeurs liées à l’intérêt et à l’efficacité économique. Et de là, on se pose la question suivante : l’entreprise touristique a-t-elle offert un nouveau mode d’organisation et d’orientation du travail à côté des emplois ?

Un mode, basé sur des valeurs rationnelles comme l’efficacité et l’intérêt économique, vise à réaliser la qualité dans toutes les étapes du produit de loisir. Comment l’entreprise touristique peut-elle réagir avec son environnement socioculturel ?

Étant donné que l’élément féminin constitue, en tant que tel, un élément de modernisation dans l’industrie hôtelière, alors comment a-t-il profité de la culture d’appartenance des ouvrières pour assurer la qualité ? À quel point le mode d’organisation et d’orientation influe-t-il le travail de la femme en tant que catégorie socioprofessionnelle ? Comment influence-t-il ses attitudes, ses représentations, ses comportements organisationnels ? Autrement dit, est-ce que l’ouvrière [164] a produit des comportements organisationnels propres à toutes les travailleuses dans l’entreprise, ou bien a-t-elle utilisé les valeurs et les modes de comportement propres à son univers socioculturel à l’intérieur de l’interaction fonctionnelle dans l’entreprise ? A-t-elle ainsi donné une valeur aux relations personnelles à l’intérieur de l’organisation et a-t-elle exploité les valeurs et les modes de comportement liés à l’héritage culturel des ouvrières de la société au profit de l’organisation ?

Dans ce cadre, l’entreprise touristique peut-elle être capable, plus que d’autres, de produire un nouveau mode d’organisation et de communication fonctionnelle à l’intérieur de la hiérarchie du pouvoir des différents travailleurs qui fournissent divers rôles et services issus de la nature du travail hôtelier ?

L’ENTREPRISE HÔTELIÈRE  
FACE À LA MONDIALISATION

D’après la déclaration adoptée à la Conférence mondiale sur le tourisme (1980), le tourisme mondial a même contribué à l’instauration d’un nouvel ordre économique international facilitant la suppression de l’écart économique croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement et assurant l’accélération à un rythme soutenu de développement et de progrès dans les domaines économiques et sociaux en particulier dans les pays en voie de développement (Aisner, Pluss, 1986).

L’existence de l’entreprise hôtelière est liée à l'apparition et à l’expansion des phénomènes de loisirs. Elle constitue un élément essentiel dans le mode de vie sociale moderne. Après la réduction du temps de travail qui est devenue une réalité sociale, le temps de loisirs est devenu la condition essentielle de la naissance du tourisme et de son expansion. Le droit au congé payé a créé chez l’individu un temps libre pour la première fois dans l’histoire des civilisations lui permettant de gérer ce temps en toute liberté. C’est ce qui a créé le temps personnel qui exprime un désir croissant de se libérer des règles et des obligations professionnelles et de vivre pour soi-même. Comme l’exposait Gautier dès 1970 :

« Nous ne pouvons plus ignorer qu’à côté de l’économie du travail se caractérise chaque jour dans les faits une économie de loisirs ».

Ainsi le tourisme contribue, d’une manière évidente, à fonder de nouvelles valeurs sur la base du besoin de plaisir, de la satisfaction des besoins naturels et instinctifs. Ces valeurs sont en contradiction relative avec les valeurs classiques fondées sur le travail et la vie professionnelle au sein de l’entreprise.

Le tourisme « une des formes de la vie sociale de notre temps » (Lanquart, 1985) a donc contribué à introduire des transformations radicales dans l’ordre économique mondial à côté de son rôle culturel à l’échelle des valeurs sociales. Ceci nous amène à la question suivante : Est-il possible pour les pays en voie de développement, de réaliser le développement et le progrès à travers le tourisme ? Surtout si on considère que ce dernier, comme tout autre produit, est soumis aux lois du marché.

Devant l’importance de cette division mondiale du travail qui fait des pays du centre un facteur qui offre des touristes et de ceux de la périphérie un facteur essentiel et vital de développement qui met dans l’investissement tous ses efforts et ses potentialités, nous sommes devant une [165] nouvelle organisation mondiale où le secteur des services a une priorité absolue ; c’est en fait une extension de la division mondiale du travail qui se base sur les mêmes règles économiques et qui a les mêmes répercussions sur la nature des relations entre les pays du centre et de la périphérie - une relation de dépendance dont profitent les pays riches aux dépens des pays pauvres.

« Ce modèle théorique conduit en effet à imaginer les relations entre le monde développé et le monde en développement dans une problématique des intérêts complémentaires en occultant leurs éventuelles contradictions » (Aisner, Pluss, 1986, p.187).

Le tourisme est considéré comme une médiation entre les mondes développés et sous-développés. Il est un moyen d’intégration des pays du tiers monde au sein du système de la mondialisation. Ces pays sont ainsi en relation directe avec l’ordre économique, social et culturel mondial. Les pays receveurs de touristes sont ainsi entrés dans un processus de transformation radicale. D’où le décalage entre le développement du secteur agricole, industriel et le secteur touristique qui vise fondamentalement les loisirs des clients des sociétés riches.

« La relation touristique est une relation d’un genre tout nouveau. Elle est ludique pour celui qui vient lucratique pour celui qui reçoit » (Bouhdhiba, 1980, p.217).

Ainsi le tourisme exprime quand même une des formes de l’inégalité entre les pays du nord et les pays du sud. Dans le cadre de la libération du secteur des services qui a été décidé en 1989, l’industrie hôtelière a été considérée comme la plus grande industrie du monde - que ce soit au niveau de l’emploi ou au niveau du chiffre d’affaire :

« Le tourisme a entraîné un changement économique dont les conséquences sont l’augmentation des revenus et des possibilités sur le marché du travail » (Stravakis, 1979, p.391).

Le secteur touristique est un secteur complexe du point de vue de son organisation et de ses moyens d’exploitation, c’est un phénomène global, où s’interpénètrent plusieurs dimensions, c’est une activité économique basée sur la promotion du plaisir, et du plaisir provisoire dans l’espace naturel et culturel à travers la vente des richesses et des services.

« Le tourisme considéré comme activité économique consiste à commercialiser la jouissance temporaire du patrimoine naturel et culturel par le biais de biens et services vendus aux visiteurs » (Laurent, 1956, p.93).

La spécificité du produit touristique vient du fait que l’entreprise hôtelière n’offre pas des produits matériaux qui peuvent être emmagasinés mais des services liés à plusieurs secteurs comme les moyens de transport, la résidence et les agences de voyages. Elle est un produit orienté vers l’exportation où la consommation étrangère est dans le pays exportateur et non pas dans les pays importateurs. Ce qui montre l’influence de cette activité au niveau social, culturel et politique. Et ce qui crée aussi plusieurs difficultés et plusieurs défis aux pays exportateurs - étant donné qu’il contribue à la structuration et à la construction des économies des pays du tiers monde, et fait qu’elles se basent sur le secteur non productif des services, surtout si l’on remarque que le secteur touristique est un indice de progrès et de développement pour les pays industrialisés. La question est donc, ce secteur est-il capable de promouvoir l’essor économique et le développement des pays pauvres ?

[166]

ESSAI MÉTHODOLOGIQUE  
D’ANALYSE STRATÉGIQUE DE L’ORGANISATION

Dans le cadre de la sociologie des organisations, on a essayé d’appliquer la méthode d’analyse stratégique de *C*rozier comme outil, qui nous permettra de dépasser les conditions objectives et de découvrir les enjeux personnels à travers lesquels les acteurs réalisent leur solidarité, humanisent leur action à l’intérieur de l’entreprise hôtelière. On a essayé de montrer aussi les pressions qui donnent l’énergie de l’action, du développement et d’innovation des groupes de travailleurs et « permet au-delà de rendre compte du comportement des acteurs, de leurs interactions et de l’orientation de leur interactions » (Rojot, Bergman, 1977, p.142).

À travers l’enquête empirique qu’on a effectuée dans la zone touristique Nabeul-Hammamet (vingt hôtels), nous avons pris pour base un échantillon de deux cents ouvrières hôtelières que l’on a divisé en six catégories professionnelles : l’administration, la réception, le cadre directeur, la restauration, la coiffure et la lingerie. En supposant que le statut professionnel et le niveau d’instruction aient une influence considérable sur le niveau d’intégration de la femme à l’intérieur de l’organisation de l’entreprise hôtelière, comment cela se répercute-t-il sur son comportement organisationnel et le type d’influence du statut professionnel sur l’attitude de l’ouvrière ainsi que sur son interaction avec la culture de l’entreprise ? Sur ce plan comment peut-on parler du travail de la femme dans le secteur hôtelier au singulier ou au pluriel en prenant en considération la spécificité de chaque catégorie ? Nous avons essayé aussi à travers la variable de l’ancienneté de découvrir la logique d’organisation de l’entreprise hôtelière dans le domaine de la rétribution et de la promotion.

L’analyse stratégique nous procure les outils nécessaires pour découvrir les propriétés des règles de jeu et sa nature, elle structure la relation des agents et détermine leurs stratégies, le mode de régulation qui articule ces jeux et lie les acteurs les uns aux autres dans le système de l’action. Elle nous permet de découvrir la face cachée du comportement organisationnel des différents types professionnels dans l’entreprise hôtelière – sachant que :

« une organisation n’existe que parce qu’elle met en situation des acteurs. Cependant tous les acteurs ne sont pas pertinents à toutes les situations » (Rojot, Bergman, 1977, p.142).

Ceci ne manque pas de nous mettre devant des difficultés énormes comme la connaissance des propriétés structurales et des pressions objectives qui caractérisent le terrain étudié d’un coté et la définition de la nature de l’analyse stratégique elle-même de l’autre. Cette analyse nécessite une démarche hypothético inductive qui part du particulier vers le général. Ainsi le chercheur ne peut s’arrêter sur le sens apparent des opinions des ouvrières sur leur travail, il doit opérer des comparaisons entre divers groupes d’ouvrières qui vivent les mêmes conditions professionnelles. Les outils de son travail seront donc l’observation et la comparaison entre les différentes réponses, puis l’analyse, l’intégration et l’explication du comportement des acteurs, en prenant une distance critique vis-à-vis de tout ce qui paraît naturel ou habituel. Son but n’est pas de juger les comportements mais de les comprendre. Etant donné que tout phénomène observé, a un sens lié à une certaine logique rationnelle (Crozier, 1977).Le chercheur revient aux pressions qui déterminent le comportement des agents car il n’y a pas de comportement rationnel ; sa rationalité réside dans son insertion avec les conditions objectives et la stratégie posée par l’acteur, en relation avec les stratégies des autres acteurs.

Cette démarche méthodique oblige le chercheur à s’intégrer dans le vécu des acteurs à travers l’observation ou en utilisant la technique du questionnaire comme moyen essentiel de regrouper [167] l’information – lui permettant d’approfondir et de comprendre le vécu quotidien des acteurs, lui fournissant ainsi une connaissance réelle et concrète de la manière dont chaque acteur se comporte avec l’entreprise émotionnellement et la manière dont il affronte les difficultés d’organisation.

Les moyens stratégiques que possède l’acteur est sa marge de liberté : dans quelles conditions peut-il l’exploiter ? Quelles sont les limites de ses actions ?

Dans ce cadre, se pose la question de la confiance entre le chercheur et l’interviewée. Nous avons essayé de gagner cette confiance en posant des questions ouvertes (parler de son travail et de son statut professionnel comme elle le voit et le sent). Nous avons considéré qu’elle « a raison » parce qu’elle est la seule à vivre cette expérience (Crozier, 1977). Le but de ce questionnaire est de connaître les possibilités et la capacité d’action des agents dans le cadre de l’entreprise hôtelière, il s’agit de porter les acteurs à découvrir les dessous de leur situation professionnelle et tout ce qui oriente leur comportement dans l’entreprise et de connaître la stratégie dans laquelle ils se meuvent.

Les informations réunies par le chercheur, à travers le questionnaire, ne reflètent pas la réalité objective, elles reflètent surtout le point de vue propre de l’interviewée concernant cette réalité. Mais le chercheur doit surmonter cette dualité artificielle de l’objectif et du subjectif parce que le mode de choix des acteurs et de leur stratégie est lié à leurs représentations personnelles des pressions qui s’exercent sur eux. Ce sont des pressions psychologiques et économiques qui définissent la situation de chaque acteur dans l’organisation et sur la base desquelles l’acteur construit sa stratégie propre qui forme son comportement (Crozier, 1977).

La difficulté dans l’analyse stratégique vient de ce que le chercheur ne prête pas d’attention au passé des acteurs (la socialisation, l’expérience passée…) autant qu’il s’intéresse à leur réalité et leur avenir, c'est-à-dire qu’il veut connaître les règles du jeu qui formule le nœud du phénomène organisationnel. De ce point de vue, nous avons opté pour la connaissance des attitudes des acteurs parce que ces attitudes représentent l’ensemble des orientations sociologiques relativement stables chez les individus envers un ensemble de phénomènes sociaux liés à l’intérêt et au besoin pressant de travailler dans l’entreprise hôtelière.L’attitude représente ainsi une orientation méthodologique et elle ne devient claire qu’à travers une série de critères, des différents degrés de satisfaction concernant la réalité sociale l’objet de l’étude.

L’attitude constitue la base de la déduction basée sur un ensemble de jugements et d’opinions des ouvrières.

Le comportement constitue l’élément constant de la structure psychologique qui fonde les opinions en une forme harmonieuse nous permettant de découvrir la relation étroite entre l’individuel et la référence organisationnelle ou le statut professionnel.

Ainsi le mode d’expression du degré de satisfaction envers le travail ou envers la situation professionnelle propre des acteurs, n’est pas une simple réaction envers une réalité négative mais constitue les signes d’une représentation stratégique de chaque acteur dans l’entreprise. Aussi n’est-elle pas une simple réflexion des expériences passées des acteurs, mais elle est liée aux orientations stratégiques des acteurs sociaux si l’on prend en considération toutes les pressions qui pèsent sur eux.

[168]

Sur cette base on peut remarquer que le rôle de la socialisation des ouvrières ne disparaît pas dans le cadre de l’analyse stratégique, mais devient un élément parmi d’autres qui structure la capacité d’action des individus et des groupes et qui détermine d’une façon indirecte les stratégies individuelles et les jeux sociaux.

« L’appartenance à l’organisation est source de valeurs, variées certes mais réelles parce qu’on y trouve les moyens conjugués d’une socialisation et d’une indépendance » (Sainseaulieu, 1988, p.370)*.*

La psychologie sociale nous permet ainsi d’analyser les attitudes des ouvrières, de connaître la façon d’agir selon leur valeur propre et l’orientation de leurs comportements. C'est-à-dire tout ce qui caractérise la personnalité et la rend différente - tandis que l’analyse stratégique se base sur l’étude de l’attitude afin de chercher le système d’action et la manière qui caractérise le mode d’organisation et sur laquelle se construisent les jeux des acteurs. Le chercheur peut découvrir, à travers le vécu des individus et des groupes, la structure du pouvoir dans le terrain objet de la recherche, considérant que

« l’action collective n’est finalement rien d’autre que de la politique quotidienne le pouvoir est sa matière première » (Crozier, 1977).

Pour opérer ces objectifs méthodologiques, nous avons opté pour le libre dialogue et la capacité d’écoute qui constitue des moyens nécessaires pour l’analyse stratégique afin de s’adapter aux différentes situations sociales dans l’entreprise. Ces situations varient selon le statut professionnel de la femme dans l’hôtel. Cette méthode nous a permis de comprendre les contradictions organisationnelles qui déterminent le vécu du pouvoir à travers la détermination des relations intérieures entre divers services, rôle lié à la hiérarchie du pouvoir.

« Nous avons en fait constaté qu’en plus d’inégalités économiques et statutaires, les institutions du travail sont productrices de différences et d’inégalités culturelles » (Sainseaulieu, 1988, p.401).

Nous avons aussi opté pour l’observation participative et la méthode du récit de vie qui nous a beaucoup aidé à découvrir les dessous de la personnalité d’une catégorie de femmes travaillant dans l’industrie hôtelière et les femmes responsables à travers une connaissance profonde de leur passé, de leur éducation familiale et scolaire et de leur socialisation en général et l’influence de ses facteurs sur la réalité professionnelle de la femme, sur son mode de pensée et de son comportement organisationnel.

Quant à notre choix de la méthode d’analyse de genre et du développement, elle s’inscrit dans le cadre de l’amélioration de l’efficacité de la femme ouvrière et de sa productivité au sein de l’entreprise économique, surtout que le chef d’entreprise veut toujours hausser la production et améliorer la qualité, à travers la pression physique et morale sur la femme. Ce qui influence négativement ses relations familiales et ses responsabilités et introduit un désordre sur le système productif.

Dans le cadre de la nouvelle conception du développement qui considère la réalité comme une totalité complexe dépassant la dimension économique étroite, on a pensé au développement lié au genre, car le développement global ne peut se réaliser en conservant la situation de dépendance de la femme et les relations d’inégalité entre l’homme et la femme. Le courant de développement moderne à la fin des années soixante ne se base pas sur la seule dimension [169] économique mais sur la situation sociale des relations entre les sexes, ainsi est fondé un nouveau mode de développement où « les activités de développement se sont surtout intéressées à la condition des femmes visant à améliorer leur aptitude à jouer les rôles et à s’acquitter des responsabilités qui leur reviennent habituellement » (Conseil canadien pour la coopération internationale, 1991, p36).

De ce point de vue, la méthode d’analyse de genre du développement est une méthode avancée, qui tient compte des représentations des femmes et de leurs expériences et qui reconnaît sa dépendance, les chiffres le montrent bien : 67% des heures de travail dans le monde sont faites par des femmes et pourtant elles possèdent moins que 1% des richesses du monde. Surtout si l’on sait que plusieurs études scientifiques ont montré que certaines caractéristiques considérées jusque-là comme naturelles sont d’ordre socioculturel ; ainsi le genre est culturel et déterminé par des propriétés sociales (tandis que le sexe est déterminé par les propriétés biologiques).

« Donner du pouvoir signifie créer les conditions dans lesquelles les pauvres peuvent combler leurs besoins quotidiens et participer activement à la définition et à la promotion de leurs propres projets sociaux et politiques » (Conseil canadien pour la coopération internationale, 1991, p.24).

Lorsque les individus réussissent à résoudre certains problèmes et à comprendre le mode d’exercice du pouvoir en acquérant des aptitudes et des capacités naturelles, cela constitue une forme d’exercice du pouvoir. Le genre comme concept social est la pierre angulaire de l’analyse et de la compréhension de la dépendance de la femme et de la possibilité de sa participation active dans le processus de développement.

L’ORGANISATION DE L’ENTREPRISE HÔTELIÈRE  
ET LE STYLE D’ENCADREMENT

L’organisation de l’entreprise hôtelière ne représente pas seulement un organigramme ou des relations sociales mais un réseau de relations de pouvoir. De ce fait, il est nécessaire d’introduire les concepts clés de l’analyse stratégique pour parvenir à comprendre le comportement des acteurs et de déterminer leurs buts latents et apparents, leurs moyens, leurs pressions, leur pouvoir et enfin leur stratégie. Les attentes des ouvrières jouent un rôle essentiel dans la détermination du degré de satisfaction.

« La satisfaction professionnelle est un état émotionnel agréable ou positif découlant de l’impression favorable que l’on retire de son travail ou de ses expériences professionnelles » (Woodmann, Slocum, Helbriegel, 1996)*.*

Une harmonie entre les capacités de l’ouvrière et les exigences du travail quantitatives et qualitatives est nécessaire. Dans le cas de non compatibilité entre ces deux dimensions, l’insatisfaction se produit.

L’importance du rôle professionnel, qui est liée souvent au pouvoir au sens large, englobe les valeurs sociales (richesses, succès, culture). Tous les rôles dépourvus de sens et de signification sont des rôles dépourvus de prestige donc de pouvoir. C’est ce qui distingue un groupe professionnel d’un autre dans le cadre de l’industrie hôtelière.

[170]

« … La notion de moral est une notion confuse, ce n’est ni la satisfaction intrinsèque apportée par la tâche ni l’identification de l’individu à son entreprise, ni même la satisfaction relative aux conditions matérielles et notamment au salaire mais seulement la fierté d’appartenir à un groupe de travail déterminé … » (Katz, Festinger, 1974).

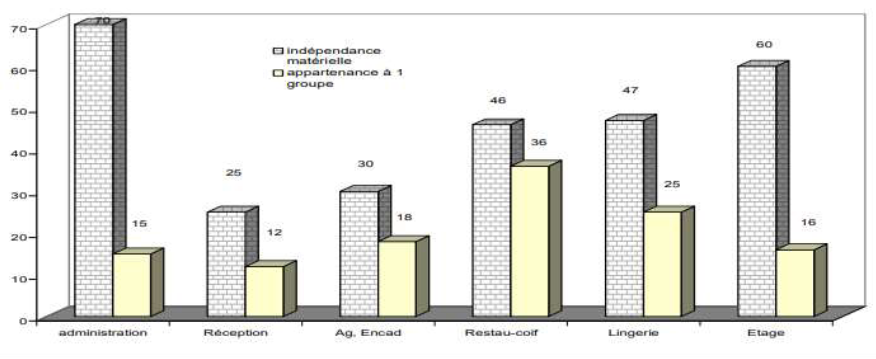
Les ouvrières d’étage et de lingerie se considèrent comme malchanceuses au travail, parce qu’elles remplissent un rôle sans prestige, contrairement au travail de réception, de l’administration ou de direction dont le sentiment de pouvoir, de prestige social et de valeurs culturelles reflètent le degré de réussite professionnelle dans le cadre d’une industrie hôtelière. Le sentiment de satisfaction est lié au sentiment d’appartenance à un groupe professionnel déterminé. Le groupe formel joue ici un rôle fonctionnel au sens durkheimien du terme, il facilite l’intégration et la stabilité psychique chez l’individu.

L’intégration dans la relation professionnelle crée des valeurs propres à l’espace professionnel, l’acceptation de la nature du travail dans le cadre de l’industrie hôtelière au point que l’ouvrière ressent de la satisfaction et même de la fierté. Mais l’enthousiasme ne veut pas dire nécessairement l’acceptation des conditions objectives d’exercice du travail. Cet écart entre le sentiment de satisfaction et le refus du contenu du travail et de ses conditions objectives est considéré comme un phénomène courant chez les ouvrières de l’industrie hôtelière.

Attitude des ouvrières envers le travail

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variables  Indices | Administration | Réception | Ag. Encad. | Restau.-coif. | Lingerie | Étage |
| Indépendance matérielle | 70 | 25 | 30 | 46 | 47 | 60 |
| Sécurité et stabilité | 15 | 25 | 12 | 18 | 22 | 10 |
| Appartenance à 1 groupe | 15 | 12 | 18 | 36 | 25 | 16 |
| Moyen de liberté | 0 | 38 | 40 | 0 | 4 | 14 |
| Confirmation de soi | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Indices et variables exprimés en %



[171]

On constate donc que la satisfaction n’est pas liée au contenu du travail mais à ce qu’il procure comme indépendance matérielle surtout chez les employées d’administration (70%) et les femmes d’étages (60%) contre (25%-30%) chez les réceptionnistes et les agents d’encadrement. La valorisation de la simple ouvrière, qui possède un statut professionnel très faible, est liée au salaire, or celles d’encadrement et des cadres administratifs est liée à la valeur intrinsèque du travail. Cette catégorie donne une grande importance à la stabilité, au développement de la personnalité, à l’interaction sociale comme source principale de satisfaction. Elle naît aussi de facteurs subjectifs comme le niveau d’instruction. Le degré de satisfaction est donc lié à la nature du travail, à la complexité de son contenu, à l’aptitude professionnelle et au niveau d’instruction :

« L’implication dans le travail n’est que l’investissement dans l’emploi des capacités perçues ou supposées sur soi-même » (Francès, 1981, p.69).

Le travail en tant que tel satisfait un besoin fondamental de sécurité et de stabilité des ouvrières. La satisfaction n’est donc plus que l’expression de l’habitude, elle ne reflète pas l’intégration véritable à l’intérieur de l’entreprise : 15% seulement des employées administratives ont un sentiment d’appartenance au groupe du travail, 12% pour les réceptionnistes, 18% pour les agents d’encadrement, 36% pour la restauration et la coiffure, 25% pour la lingerie et 16% seulement pour les ouvrières d’étages.

La faiblesse de l’intégration chez les ouvrières revient aussi à des facteurs objectifs comme la nature de la division des rôles (étages, lingerie, réception, administration, restauration, coiffure, cuisine) et au mode de son exécution sous la pression du temps et du contrôle continu.

« ... Les pressions exercées par le supérieur dans l’exécution des tâches quelles qu’elles soient sont uniformément ressenties comme une atteinte à l’estime de soi, résultant de l’inégalité des statuts dans l’entreprise » (Francès, 1981, p.133).

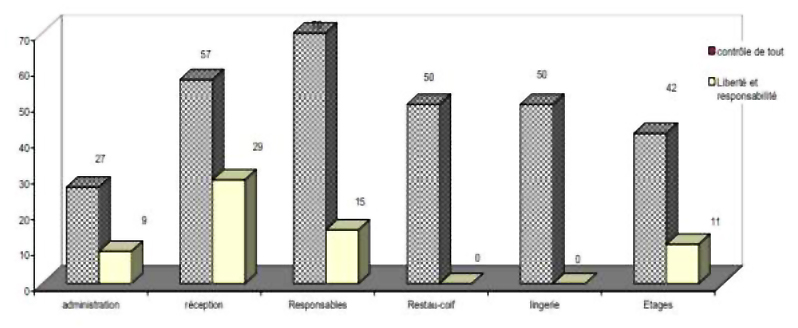
Ce qui a produit le phénomène d’isolement et de rigidité de l’organisation sociale et l’absence des groupes informels possédant un rôle véritable de grande influence. La faiblesse des relations d’amitié à l’intérieur de l’entreprise hôtelière fait que chaque individu travaille pour son intérêt personnel et supporte d’une manière négative les pressions matérielles et psychologiques du travail, ce qui fait perdre à l’ouvrière le vrai sentiment d’appartenance à l’entreprise. C’est ce qui nous pousse à éclairer la nature de l’organisation et son degré de participation à ce phénomène d’isolement. Toutes les expériences, cependant, ont montré que si la stimulation financière est absolument nécessaire et d’ailleurs absolument légitime, elle ne produit ses pleins effets que dans un bon climat psychosocial ce qui nous ramène encore à l’importance des devoirs psychologiques de l’encadrement et des communications entre la direction et le personnel.

Jugement par catégorie envers le responsable

[172]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variables  Indices | Administration | Réception | Responsables | Restau.-coif. | Lingerie | Étages |
| Liberté de travail… | 64 | 14 | 15 | 50 | 50 | 47 |
| Contrôle de tout | 27 | 57 | 70 | 50 | 50 | 42 |
| Liberté et responsabilité | 9 | 29 | 15 | 0 | 0 | 11 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

\* Indices et variables exprimés en %



Les relations d’amitié ne signifient rien pour les différentes catégories professionnelles, ceci résulte du climat psychologique et social où se développe la relation d’organisation entre l’ensemble des ouvrières et les agents d’encadrementcomme base du succès dans le travail, ce qui explique la tendance des différentes catégories professionnellesà une marge de liberté dans le travail de 9% à 29% surtout chez les réceptionnistes et les agents d’encadrement. Tandis qu’on remarque que le besoin d’encadrement et de contrôle est excessif chez les ouvrières de production de services (lingerie, étages) de 42% à 57% - ce qui explique la relation coopérative et simple avec le cadre dirigeant et la relation professionnelle pure. Ce sentiment diminue chez les cadres administratifs pour laisser place à la solidarité (27% seulement). C’est là l’un des facteurs essentiels qui contribuent à la formation d’attitudes négatives envers l’entreprise et l’organisation.

« La conception commune qu’on retrouve derrière ces réactions c’est que le rapport d’autorité face à face, au premier échelon, crée beaucoup de tension et que ce premier maillon des activités coopératives complexes d’une grande organisation est le plus faible de toute la chaîne alors qu’il devait être le plus résistant » (Crozier, 1963, p46).

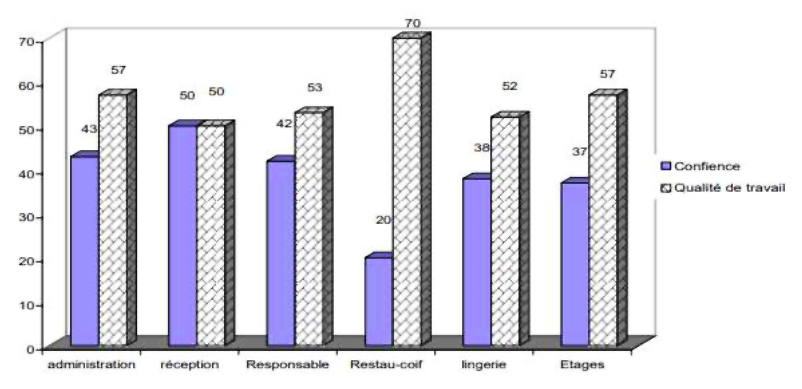
Le statut social, comme facteur de formation et de conscience de soi, joue un rôle dans la prolifération d’attitudes agressives envers la gouvernante puisque la qualité du travail est l’élément principal qui détermine la relation entre celles-ci et les ouvrières. Le degré de solidarité dans l’entreprise est faible, comme le montre le tableau suivant, ce qui entraîne une adaptation difficile avec le monde de travail.

Relation entre la gouvernante et les ouvrières

[173]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variables  Indices | Administration | Réception | Responsable. | Restau.-coif. | Lingerie | Étaged |
| Confiance | 43 | 50 | 42 | 20 | 38 | 37 |
| Qualité de travail | 57 | 50 | 53 | 70 | 52 | 57 |
| Solidarité | 0 | 0 | 5 | 10 | 10 | 6 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

\* Indices et variables exprimés en %



Quant à la relation avecle directeur, elle se manifeste dans cet écart entre le jugement de l’aptitude et le jugement de valeur du directeur ou de ses traits personnels ; ceci montre le besoin de communication des ouvrières comme facteur direct d’intégration et leur besoin de participer activement aux objectifs de l’organisation.

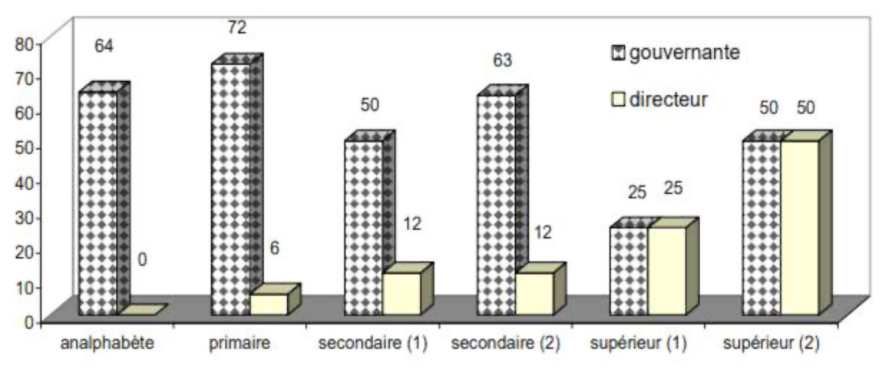
« Le foyer des tensions hiérarchiques finalement ne semble pas être du tout les rapports d’autorité face à face que les employés entretiennent avec leurs chefs immédiats, mais les rapports beaucoup moins directs qu’elles ont avec leurs cadres supérieurs » (Crozier, 1963, p.50).

Relation ouvrières - gouvernante, ouvrières – directeur

[174]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variables  Indices | Analphabète | Primaire | Secondaire (1) | Secondaire (2) | Supérieur (1) | Supérieur (2) |
| Collègue | 25 | 11 | 26 | 19 | 25 | 0 |
| Gouvernante | 64 | 72 | 50 | 63 | 25 | 50 |
| Directeur | 0 | 6 | 12 | 12 | 25 | 50 |
| Pas de réponse | 11 | 11 |  | 6 | 25 | 0 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

\* Indices et variables exprimés en %



La cause revient au niveau faible d’instruction qui empêche l’ensemble des ouvrières d’avoir une culture vaste. On constate que le directeur communique souvent avec les cadres d’administration de haut niveau d’instruction (50%) contre (12%) avec des ouvrières de niveau moyen (secondaire) et moins encore (6%) pour de bas niveaux du primaire.

Cette faiblesse devient un outil efficace pour fonder la relation de soumission absolue à ceux qui possèdent un niveau plus élevé, ceci malgré le degré d’intelligence des ouvrières et leur culture pratique large (alors que la culture des responsables est théorique). Comment pouvons-nous les lier pour instaurer un dialogue créateur entre les deux cultures, pour la rentabilité de l’entreprise, la qualité de ses services et faciliter l’intégration sociale de l’ouvrière ?

À partir de ce qui vient d’être présenté, on déduit que l’organisation bureaucratique de l’entreprise hôtelière met des barrières devant le développement du conflit parce que les membres de l’organisation profitent de la sécurité et de la stabilité. La difficulté de passer le grade fait que l’espérance en des rétributions matérielles ou en l’amélioration de leur situation professionnelle est très faible. De plus, la diversité des rôles et leur isolement rend la possibilité de coopération non nécessaire et de ce fait il n’y a plus de possibilités d’utiliser les expériences des individus ou d’introduire des éléments d’innovations.

« Le retrait, l’isolement et la distance peuvent en effet constituer un moyen de gouverner » (Crozier, 1963, p.104).

En conséquence, il devient naturel d’exploiter le conflit pour exprimer la profondeur de la frustration personnelle. C’est ce qui nous amène à clarifier la spécificité de l’identité professionnelle de l’ouvrière, à l’intérieur des relations professionnelles et dans le cadre d’une vue analytique de la division sexuelle du travail.

[175]

On remarque que la qualité des travaux octroyés à la femme ne relève d’aucune spécialisation professionnelle et d’aucune aptitude scientifique. Toute personne peut les réaliser contrairement aux travaux des hommes qui requièrent une habilité et une expérience professionnelle plus élevée.

Devant les pressions exercées par le directeur de l’entreprise, en vue de réaliser le plus grand profit au moindre coût, l’ouvrière peut perdre son identité personnelle d’où le conflit entre ces femmes et le groupe d’appartenance qui interdit de même la formation d’une identité de classe sociale.

Le statut professionnel détermine les relations avec l’organisation et conserve les relations de dépendance à l’égard de la gouvernante et de la neutralité à l’égard des autres catégories. Ceci se manifeste dans la relation conflictuelle de la femme ouvrière et explique son refus de tisser des relations d’amitié avec le groupe professionnel comme méthode de défense de son identité et son éloignement le plus possible de l’identité basée sur des conditions d’aliénation nées de la non spécialisation et de l’attitude de la société envers ces travaux. Le rapport de la femme au monde du travail ne dépasse plus cette dimension conflictuelle à cause de la dégradation de l’espace professionnel.

« L’amélioration des conditions matérielles du travail n’a donc joué qu’un rôle secondaire. Le changement dans les attitudes et dans les interactions psychosociales se révèle avoir été essentiel » (Anzieu, 1969, p.67).

Son attachement au travail à l’hôtel est donc basé sur le besoin matériel, c'est-à-dire au besoin d’exploiter son énergie pour l’amélioration de sa condition de vie.

LES RELATIONS DE POUVOIR  
ET LA CULTURE DE PROFESSION

Le mode d’organisation bureaucratique est basé sur les règles et sur l’ordre de catégorisation des travaux et de répartition de rôles et de statuts professionnels plus que sur l’aptitude personnelle de l’ouvrière et de l’ordre hiérarchique du pouvoir qui donne une importance cruciale au détriment du fonctionnement de l’organisation.

« On n’est pas loin de reconnaître en effet que la distribution du pouvoir et le système de relations de pouvoir au sein d’une organisation ont une influence décisive sur les possibilités et les modes d’adaptation de chacun de ses membres et sur l’efficacité de l’ensemble de l’organisation » (Crozier, 1963, p.179).

Ainsi on ne remarque pas une indépendance ou une ambivalence professionnelle chez l’ouvrière spécialisée mais une soumission absolue et une dépendance à l’organisation et à la hiérarchie du pouvoir. C’est ce qui nous amène à parler de la culture de profession ou de la catégorie professionnelle à l’intérieur de l’industrie hôtelière.

On remarque que l’ouvrière simple vit dans l’isolement. Le cadre dirigeant cherche à se rendre indépendant du système et à contribuer activement à la résolution des problèmes des ouvrières pour assurer une meilleure adaptation et une forte intégration. Les agents administratifs, vu leur influence limitée sur les groupes de travailleurs et les membres de l’organisation, ont une seule possibilité de s’octroyer le pouvoir qui est le changement (stratégie essentielle du directeur). En [176] général, même si les statuts professionnels des membres de l’organisation varient, chaque catégorie possède une source de pouvoir. Cette source résulte de la marge de liberté dont jouit chaque acteur à l’intérieur de l’organisation.

De ce fait, les agents d’encadrement constituent le modèle intégratif grâce à leur situation dans la hiérarchie du pouvoir ;

« La satisfaction des chefs d’ateliers n’apparaît donc bien que comme une satisfaction liée à la passivité et à la résignation » (Crozier, 1963, p.127).

Ils maîtrisent les informations qui parviennent au directeur, ils régissent aussi les informations et les décisions qui doivent parvenir aux groupes d’ouvrières dans leur réunion quotidienne. Cette catégorie dirigeante représente l’anneau du milieu reliant le directeur aux ouvrières. Ce qui lui permet de maîtriser la dimension stratégique entre les différents chefs de service et de faire naître des formes de luttes et de résistance dans le cadre de la recherche de sources de pouvoir et de maîtrise au sein de l’organisation. En dépit de cet aspect, cette catégorie vit des relations d’antagonisme et de lutte. Elle ressent de plus la nécessité d’innovation dans l’organisation pour jouir de plus de pouvoir.

« L’extension générale des règles, la stabilité et la prévisibilité de tous les comportements au sein de l’organisation, l’impossibilité d’intervenir à travers les divers échelons hiérarchiques affaiblissent considérablement l’importance de la chaîne formelle de commandement qui a perdu en fait l’essentiel de son pouvoir » (Crozier, 1963, p.129).

Quant aux cadres administratifs, ils affrontent les problèmes de pouvoir, les défis et la résistance en utilisant des stratégies personnelles. Cette classification basée sur le degré de pouvoir de chaque catégorie à l’intérieur de l’organisation nous amène à affirmer que la culture professionnelle est une sorte de construction sociale liée à la situation professionnelle, elle devient aussi un élément essentiel dans la détermination des relations sociales et dans la lutte sociale pour le progrès.

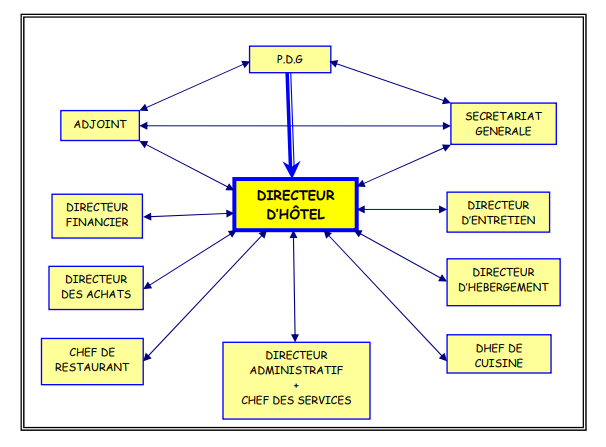
« Ils sont constamment appelés à agir comme administrateurs et comme arbitres mais en même temps, on leur rappelle aussi qu’ils sont des chefs responsables avant tout du progrès et de l’efficacité des organisations qu’ils dirigent »(Crozier, 1963, p.162).

Quand les cadres directeurs perdent ce pouvoir, l’indifférence s’installe dans les relations professionnelles, les dirigeants deviennent négatifs et les ouvrières tolérantes. C’est un phénomène de l’organisation bureaucratique basé sur la centralité du pouvoir et de la décision.

« La centralisation de l’autorité est la conséquence naturelle de la pression du personnel sur ceux qui détiennent l’autorité formelle puisqu’elle constitue le seul moyen d’y échapper » (Crozier, 1963, p.102).

Organigramme de l’entreprise hôtelière

[177]



Quant au directeur, il est considéré comme la première personnalité de l’entreprise mais il ne possède pas le pouvoir absolu, il est obligé de réunir les chefs de service pour écouter leur avis et cela affaiblit son degré d’influence sur le système d’organisation puisqu’il ne possède pas un véritable pouvoir dépassant les lois et les règles. L’entreprise est ainsi dirigée par des forces et des parties qui influent directement sur le fonctionnement du travail. Le véritable pouvoir est donc aux mains des cadres moyens qui sont liés directement au travail et aux travailleurs comme le directeur technique d’entretien et les chefs de services.

Quant aux décisions stratégiques, elles sont prises par le propriétaire de l’hôtel. C’est ce qui explique l’insatisfaction de cette catégorie malgré son prestige social et son salaire élevé.

« C’est-à-dire que ceux qui sont les plus disposés à vouloir du changement sont aussi ceux qui sont les plus déçus et les plus amers » (Crozier, 1963, p.127).

Le mode d’organisation permet aux cadres appartenant à des milieux sociaux privilégiés d’occuper des postes d’administration ou d’orientation parce qu’ils lient leur identité familiale à leur identité professionnelle, ils vivent selon l’ordre hiérarchique du pouvoir comme fait naturel et identifient le pouvoir du directeur au pouvoir du père. Cette remarque s’applique à la femme directrice dans le cas où son père est le propriétaire de l’hôtel.

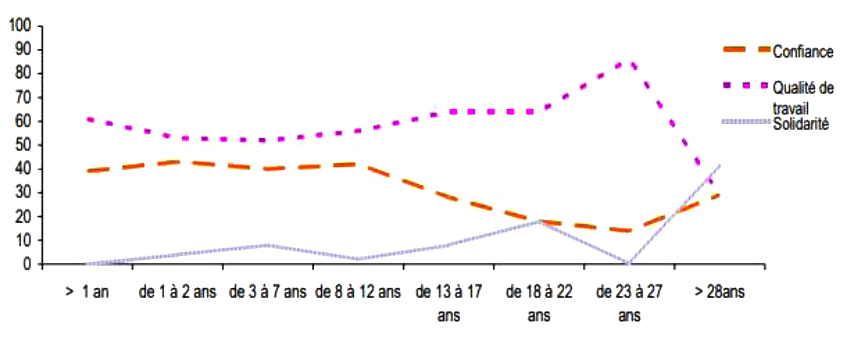
Le travail sur le terrain nous a permis de découvrir que le mode d’organisation des entreprises hôtelières s’est fortifiée par l’apport d’une main-d’œuvre féminine au niveau d’instruction et de spécialisation professionnelle limitées en conservant les valeurs traditionnelles de la société basées sur le respect de l’autorité dans son sens idéologique. L’entreprise a donc utilisé la main-d’œuvre [178] féminine pour assurer l’organisation bureaucratique. Ces propriétés deviennent des habitudes et des comportements culturels caractérisant chaque catégorie professionnelle. L’individu se définit ainsi par les critères du groupe professionnel auquel il appartenait. Ces critères sont informels renforçant l’essence de l’organisation bureaucratique.

« Plus forte est l’identification de l’individu avec le groupe, plus grande est l’interaction » (March, 1971, p.69).

Ancienneté, confiance et qualité de travail   
- Attitude des ouvrières envers la gouvernante :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variables  Indices | > 1 an | De 1 à 2 ans | De 3 à 7 ans | De 8 à 12 ans | De 13 à 17 ans | De 18 à 22 ans | De 23 à 27 ans | > 28 ans |
| Confiance | 39 | 43 | 40 | 42 | 28 | 18 | 14 | 29 |
| Qualité de travail | 61 | 53 | 52 | 56 | 64 | 64 | 86 | 29 |
| Solidarité | 0 | 4 | 8 | 2 | 8 | 18 | 0 | 42 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

\* Indices et variables exprimés en %



Le facteur de l’ancienneté, qui forme l’essence de l’organisation bureaucratique, est donc traduit en facteurs de confiance (confiance des responsables aux ouvrières) et qui lui permet de grimper dans l’échelle professionnelle qui abolit le facteur d’aptitude scientifique ou professionnelle.

La confiance est le facteur essentiel de promotion dans l’entreprise hôtelière. C’est ce qui fait que les ouvrières tolèrent les attitudes des dirigeants et des responsables malgré le degré d’ancienneté. Cette tolérance protège leur statut professionnel. Ce qui nous explique l’importance de la qualité du travail dans le jugement de l’ouvrière. Plus le responsable semble attaché à l’application rigoureuse des lois et des règles plus le sentiment de satisfaction et de stabilité s’accroît. La satisfaction est ainsi liée à l’ancienneté ;

« tout cet ensemble de relations suggère que l’attitude à l’égard du droit d’ancienneté est l’attitude capitale qui permet de comprendre comment les ouvriers s’intègrent à leur milieu social »(March, 1971, p.83).

Deux groupes apparaissent ainsi, le premier vit dans l’intégration totale avec l’entreprise et le second vit une intégration liée à la participation active dans la vie du groupe et aux sentiments [179] de prestige (le travail dans l’hôtel). Quant à la simple ouvrière, elle cherche à créer de nouvelles relations moins dépendantes en changeant son statut professionnel ou les conditions de son travail pour pouvoir discuter avec les tenants du pouvoir.

« Le contenu de la sous culture ouvrière du monopole, il importe de le souligner, est en opposition directe avec les objectifs généraux de l’organisation et les objectifs particuliers des directions »(March, 1971, p.93).

Quant à la catégorie possédant une expérience professionnelle élevée, elle jouit d’un pouvoir d’organisation qui s’exprime dans l’attitude de négociation et l’utilisation intelligente de leurs compétences techniques. Le penchant à l’isolement et à l’individualisme caractérise les fonctionnaires d’administration. Cette attitude peut être propre à la femme travaillant dans l’entreprise hôtelière qui pense rarement à la promotion professionnelle, ce qui réduit les mécanismes de lutte.

On déduit ainsi que les différentes catégories professionnelles vivent l’expérience du travail d’une manière dramatique parce qu’elles perdent une partie de leur identité sous différentes pressions. Quand l’ouvrière perd la possibilité de s’affirmer devant ses collègues ou ses directeurs, elle sublime son expérience professionnelle et ne supporte plus les pressions organisationnelles et techniques résultant des obligations au travail, ce qui influence ses relations familiales.

« Ils ont tous simplement perdu leur confiance antérieure dans leurs possibilités de succès et ont dû décider de limiter leurs aspirations temporairement ou définitivement en avouant ainsi ouvertement ou implicitement leur défaite »(March, 1971, p.93).

C’est ce qu’on observe chez l’ouvrière simple à faible personnalité incapable de maîtriser son milieu extérieur ou d’influencer l’organisation à cause de la faiblesse de son statut social. Son seul moyen d’intégration reste l’identification au responsable ou à la gouvernante.

En résumé, les différentes catégories professionnelles sont soumises au pouvoir formel d’une manière absolue. Cette soumission est le moyen idéal d’exploiter son statut professionnel au profil de statuts sociaux extérieurs de travail. Elles ne cherchent pas le pouvoir, n’essaient pas d’exploiter les relations de pouvoir à des intérêts personnels contrairement aux cadres directeurs, qui vivent dans la dialectique des structures d’organisation et de la culture des acteurs sociaux à l’intérieur de l’entreprise, vu leur culture et leur expérience professionnelle.

Tous les modes d’organisation traditionnels ou modernes cherchent à réaliser le conformisme et la conciliation avec les buts de l’entreprise, « le mythe de base étant en fin de compte l’harmonie » (Sainseaulieu, 1988, p.385).

La femme, par sa socialisation traditionnelle et la conception patriarcale du rapport entre elle et l’homme, est plus disposée au conformisme que l’homme. C’est à cause de cela qu’elle remplit des rôles éloignés des postes à responsabilité et de décision. L’action bureaucratique est basée sur certains principes comme le caractère impersonnel des règles, la centralisation des décisions. Les règles, constituent des éléments essentiels de réalisation de l’équilibre intérieur et d’intégration parce qu’elles interdisent l’arbitraire et l’initiative privée. En revanche, les ouvrières perdent le pouvoir sur celui qui les dirige, elles s’isolent et deviennent incapables d’initiative perdant ainsi toutes les opportunités de négocier*.* Ce qui amène les responsables à exercer leur pouvoir sans avoir peur des réactions, de l’opposition ou de lutte.

[180]

Dans ce cadre, on remarque que pour promouvoir l’organisation bureaucratique on utilise des valeurs culturelles traditionnelles et on exploite la spécificité sociale et intellectuelle de la main-d’œuvre féminine. On constate aussi que l’isolement de chaque groupe professionnel, dans le cadre de son intérêt privé, l’empêche de connaître l’intérêt de l’organisation et ses buts. De ce fait, l’insertion dans les valeurs routinières devient le moyen idéal d’adaptation avec l’organisation bureaucratique.

« Du point de vue de l’organisation aussi c’est la routine qui constitue donc presque toujours la meilleure solution et on devait tout compte fait s’étonner beaucoup plus de l’apparition pourtant rare de comportement d’innovation plutôt que de la répétition de comportement de routine » (Crozier, 1963, p.61).

CONCLUSION

La bureaucratie qui règne dans les sociétés traditionnelles n’est pas basée sur la légitimité rationnelle mais sur la légitimité charismatique c'est-à-dire le respect de la personne au pouvoir. Ainsi la loyauté personnelle est basée sur l’obéissance. Cette légitimité est plus souple que la traditionnelle car elle prive l’individu de sa puissance charismatique et de son pouvoir dés qu’il échoue à obtenir l’obéissance. Cette forme de légitimité, basée sur la relation personnelle entre responsable et ouvriers, ne favorise pas la création d’un groupe administratif basé sur la compétence scientifique et professionnelle mais cherche plutôt à réaliser l’intégration véritable dans l’organisation à travers la loyauté plutôt qu’à travers le mérite. Ce qui influence négativement la rentabilité du secteur basée sur des investissements importants et à longues échéances.

Le pouvoir charismatique est dans son essence un pouvoir changeant et incompatible avec le comportement rationnel économique basé sur des calculs exacts et requérant la constance et la stabilité des règles. La création personnelle ne peut se réaliser dans un milieu non démocratique mais se produit dans une société qui reconnaît les aptitudes des individus et les considèrent comme une fin en soi ayant tous les droits plutôt qu’un moyen pour l’intérêt de l’organisation. Les véritables facteurs d’intégration sont fondés sur la reconnaissance de l’importance de l’ouvrière dans l’opération productive et la mise en valeur de ses succès, ce qui la pousse vers la connaissance rapide, l’efficacité et l’amour de l’initiative qui mènent nécessairement à l’adaptation et à l’intégration.

« La gestion de ressources humaines est un concept de politique du personnel qui vise à rentabiliser le capital humain, les connaissances, la compétence et l’expérience des hommes et des femmes dans une entreprise en créant un climat d’entreprise favorable » expose Smet (1990, p.18).

Pour caractériser le bon fonctionnement de l’entreprise hôtelière, le bon directeur lui donne un sens à l’action et l’oriente vers le but stratégique. C’est ce qui constitue aussi l’essence de la culture d’entreprise fondée sur la nécessité d’innovation, la création, la qualité du produit et l’écoute du client. Le meilleur style d’encadrement possible est celui qui soit capable de créer des climats de confiance et de sentiment de sécurité poussant les ouvrières à réaliser l’aptitude voulue pour atteindre les buts collectifs.

[181]

« L’acteur clé peut donc transformer en partie la culture de l’entreprise à travers la gestion des ressources humaines » (Bernoux, 1995).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Aisner (P), Pluss (C), *La ruée vers le soleil le tourisme à destination du tiers monde*, Paris, l’harmattan, 1986.

Anzieu (D), Martin (Y), *La dynamique des groupes restreints*, Paris, PUF, 1969.

Bernoux (PH), *Sociologie des entreprises*, Paris, seuil, 1995.

Bouhdhiba (A), *Raison d’être*, CERES, Tunis, 1980.

Conseil canadien pour la coopération internationale, Centre international Match, Ottawa, 1991.

Crozier (M), *L’acteur et le système*, Paris, éd. seuil, 1977.

Crozier (M), *Le phénomène bureaucratique*, Paris, seuil, 1963.

Folliet (J), Levard (G), *Civilisation du travail civilisation de loisir,* Paris, Fayard, 1956.

Francés (R), *La satisfaction dans le travail et l’emploi*, Paris, PUF, 1981.

Friedmann (G), Naville (P), *Traité de sociologie du travail*, Paris, Armant colin, 1970.

Gautier (M), *L’industrie hôtelière*, Paris, PUF, 1970

Katz (D), Festinger (L), *Les méthodes de recherche dans les sciences sociales*, PDF, 1974.

Lanquart (R), *Sociologie du tourisme et des voyages*, Paris, PUF, Que sais-je ? 1985.

LeGall (A), *Psychologie sociale des entreprises*, Paris.

March (JG), Simon (HA), *Les organisations*, Paris, Dunod, 1971.

Rojot (J), Bergman (A), *Comportement et organisation,* Paris, seuil, 1977.

Sainsaulieu (R), *L’identité au travail*, Paris, PFNSP, 1988.

Smet (M), *Politique du personnel et culture d’entreprise*, Paris, CSEEES, 1990.

Stravakis (D), *Le phénomène international touristique*, éd. d’aujourd’hui, 1979.

Woodmann, Slocum, Helbriegel, *Management des organisations*, United states, west publishing, 1996.

[182]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

HORS THÈME

“Quand certaines politiques  
de gestion de la diversité  
en entreprise nous enjoignent  
de vivre dans un monde.”

par Philippe PIERRE

Consultant, chercheur au sein du Laboratoire interdisciplinaire  
pour la sociologie économique (LISE-CNRS).

[Retour au sommaire](#sommaire)

Résumé

Rien ne peut justifier qu’une personne soit mise au ban de la société ou reste aux portes d’une entreprise pour ce qu’elle est, et non pour ce qu’elle fait. 2007 aura été l’année européenne de l’égalité des chances pour tous. Plusieurs dizaines de millions d’euros ont été engagés pour faire connaître les droits (sensibiliser l’opinion publique au droit à l’égalité et à la non-discrimination), agir sur les représentations (stimuler un débat sur les moyens de renforcer la participation à la société des groupes sous-représentés), sur la reconnaissance et le respect. Face à l’actuel renforcement de politiques dites de gestion de la « diversité » dans les grandes organisations et au succès de ce simple mot dans les médias et les discours politiques, les colloques scientifiques comme les séminaires de formation des cadres, quels sont donc les enjeux en termes de reconnaissance pour ceux qui travaillent ou aimeraient travailler ? S’agit-il d’une nouvelle mode venue d’outre-Atlantique ou d’une tentative de réponse à l’évolution profonde des mentalités dans les entreprises et, plus largement, dans nos sociétés, qui seraient devenues « pluriculturelles » ? Telles sont les premières questions auxquelles nous voulons répondre dans cet article en nous bornant au contexte du monde du travail.

De la non-discrimination à la mise en place d’outils statistiques, d’enquêtes de terrain et de tableaux de bord pour le DRH, nous insistons, dans cet article, sur les enjeux d’un authentique management interculturel qui ne se borne pas à opposer « victimes » et « oppresseurs ».

**Mots clés**: Diversité, management, différences, reconnaissance, entreprise, discrimination positive, action positive, culture.

[183]

« L’égalité politique établie, les pauvres sentent bientôt qu’elle est affaiblie par l’inégalité des fortunes » (R. de Saint-Étienne, 1793, cité par Bénichou, 2006, p.39).

Le temps d’attente des noirs pour avoir un taxi dans les rues de Washington dépasse de 27% celui des blancs, en raison des anticipations négatives des chauffeurs sur les risques d’agression, la destination probable ou le montant du pourboire (Ridley, 1989).

La France est aussi le lieu d’une banalisation inquiétante du fait raciste et antisémite, selon de récentes études. Ainsi, un Français sur trois se déclare « raciste ». 63% estiment, selon le CSA, que certains comportements peuvent justifier des réactions racistes. Ils sont 32% à se dire prêts à signaler un comportement raciste à la police et il n’y a en France, chaque année, qu’une quarantaine de condamnations pour discrimination raciale [[148]](#footnote-148).

La nature même du fait raciste est d’être souvent dissimulée, sournoise. Ainsi, un employeur qui choisit le candidat blanc de peau parmi deux candidats d’égale valeur, au motif non avoué qu’il passera mieux avec les clients, discrimine. Comme évidemment, ceux qui dérèglent les machines-outils des candidats d’origine maghrébine lors d’un test professionnel. Même diplômé à bac + 4 / + 5, un Français dont les parents sont d’origine maghrébine ou dont le noir est la couleur de peau, a quatre fois moins de chance de se faire recruter que la moyenne de ses camarades. Aujourd’hui, dans notre société, force est bien de constater que c’est surtout la discrimination dans le champ des droits économiques et sociaux, dans l’emploi notamment, qui alimente, chez ceux qui en sont victimes, une revendication pour des droits « culturels » et non l’inverse. Pour beaucoup de jeunes issus de l’immigration, la situation apparaît comme celle d’une forte assimilation culturelle et d’une faible intégration sociale. Comment résoudre la tension entre l’égalité du citoyen et les inégalités des individus concrets ? Ce que veulent entrevoir les défenseurs des politiques de diversité, c’est le passage de l’égalité des droits à l’égalité des conditions de vie. Certains Français, parce qu’ils sont perçus comme différents, seraient donc moins égaux que d’autres sur le marché du travail et sont donc victimes de nombreux préjudices réels [[149]](#footnote-149).

Politiques d’aides et de soutiens aux minorités, de « rattrapage » d’un préjudice subi dans le passé, mesure statistique de la diversité sur une base « ethno-raciale », discrimination positive… toutes ces intentions ou expressions, souvent confusément, nourrissent les débats en entreprise. Elles questionnent l’égalité républicaine dans sa faculté à obtenir une égalité réelle, une égalité de « fait » pour tous quelle que soit son origine réelle ou supposée. Elles font aussi [184] planer un risque de découper le monde des entreprises en deux camps : ceux qui oppriment et ceux qui sont les victimes et méritent, à ce titre, indemnisation.

L’une des premières missions confiées au Conseil d’analyse de la Société, créé par J.-P. Raffarin, a été de « définir les orientations qui permettraient d’offrir, à ceux de nos concitoyens qui ont connu l’épreuve de l’exclusion sous quelque forme que ce soit, une nouvelle chance, de nouvelles occasions de reprendre pied et de repartir sur des bases mieux assurées » (Ferry, 2005, p.7).

« Á QUOI BON… »   
OU LE POIDS DES INÉGALITÉSSYMBOLIQUES  
POUR LES MINORITÉS EN FRANCE

La tolérance se définit généralement comme un ensemble de règles de conduite consistant à s’interdire toute intervention coercitive à l’égard de personnes ne partageant pas des convictions identiques aux nôtres. Nos compatriotes, de plus en plus, l’attendent aujourd’hui comme un attribut d’institutions protectrices. Ainsi, la tolérance apparaît de plus en plus comme faisant appel à une universalité normative qui doit être égale pour tous. Quand on admettait hier l’absence de différences de statut juridique entre les différentes catégories de citoyens, aujourd’hui, avec certaines dispositions liées à la discrimination positive, on aurait tendance à les réclamer pour « rétablir des injustices » ou tout au moins octroyer des privilèges à ceux qui ont moins au départ afin de rétablir un équilibre.

Si, pour R. Sennett (2007, p.439),

« avec une référence, quoi qu’il vous arrive au cours de votre vie, vous savez où vous vous placez par rapport aux autres »,

certaines populations vivent donc, en France, une double défaite : déclassées par l’économie et discriminées du fait de leur couleur de peau, de leurs apparences ou de leurs quartiers d’habitation.

« Dans les cités », constate K. Amellal (2005, p.246) :

« J’en suis convaincu, une grande partie de la délinquance est due de plus en plus, non pas aux inégalités socio-économiques, mais aux inégalités symboliques. C'est-à-dire l’écart qu’il y a entre d’une part la manière dont un "jeune des cités" est perçu par la société, et d’autre part la manière dont un jeune Français "de souche" est perçu par les jeunes des cités, surtout ceux issus de l’immigration ».

L’existence de discriminations (ou la conviction qu’elles existent) rend rationnel, en quelque sorte, de la part des populations discriminées, un faible investissement dans l’acquisition du capital humain nécessaire à la réussite professionnelle. On peut penser aux diplômes, qualifications ou normes comportementales héritées de l’observation. Mais à quoi bon investir en temps ou en argent si cet effort n’a que peu de chance d’être récompensé dans le futur ? Les [185] discriminations, en cela, rendent plus difficile l’acquisition d’un capital social. En somme, les jeunes issus des « minorités visibles » souffrent autant du racisme de leurs employeurs que de la faiblesse de leurs réseaux de connaissances (Petersen, Saporta et Seidel, 2000). Ceux qui étudient sont souvent moqués et l’exclusion renforce, en retour, le « besoin communautaire ». Costa-Lacroux (2006, p.106) s’étonne que « l’on demande à des étrangers de faire sans cesse leurs preuves » et, dans le même temps, qu’on ne « leur enseigne pas les codes sociaux et culturels ? ». Ils sont voués à rester étrangers. Et l’étranger est un homme que les autres tiennent pour étrangers. Songe-t-on d’ailleurs à qualifier d’immigré un Américain à Paris ? Il y a des étrangers identifiés par leur nationalité et leur « carte de visite » personnelle et ceux réduits à l’évocation du mouvement migratoire qui conduit les « pauvres vers les sociétés développées » (Costa-Lacroux, 2006, p.106). La différence naît aussi du regard que l’on porte sur soi en retour. Les faits ne cessent pas d’exister parce que nous les ignorons, rappelle A. Huxley. Attentifs à ne pas cautionner des catégories qui ne devraient pas être, les défenseurs de la République refusent de reconnaître et même de nommer des « différences raciales ». Seul un Français sur six réfute l’existence de la notion de race. Pour 14% des Français, il y a des races humaines plus douées que d’autres et pour 68% des Français toutes les races humaines se valent (Commission nationale consultative des Droits de l’Homme, 2004). Analysant les représentations réciproques de différents groupes sociaux et culturels en France, E. Ma Mung parle de présence paradoxale de l’étranger.

« En désignant cet individu comme étranger, on définit le groupe dans lequel on le range pour l’identifier comme tel tout en souhaitant que ce groupe disparaisse mais que l’individu, quant à lui, demeure. Mais il doit demeurer en tant qu’épicier "arabe", restaurateur "chinois"… c'est-à-dire en tant que membre d’un collectif ethnique. Il doit exhiber des qualités (n’être pas n’importe quel épicier mais un épicier arabe, pas n’importe quel restaurateur mais un restaurateur chinois…) que par ailleurs il ne devrait pas manifester » (Ma Mung, 2006, p.85).

Enfermer l’autre en faisant que les attributs de son identité en fassent, pour toujours, les signifiants, revient à définir le fait raciste.

Pour les dirigeants d’entreprise, pour les responsables des ressources humaines et leurs partenaires sociaux, la mise en œuvre de politiques dite « de gestion de la diversité », politiques notamment en faveur des minorités visibles issues des quartiers défavorisés, des personnes discriminées en raison de leur âge, de leur genre, de leur absence de diplômes ou de leur orientation sexuelle, soulève un grand nombre de questions. Faut-il, « en vue de réparer un handicap injuste, non seulement donner plus à ceux qui en ont été victimes, mais leur réserver, [186] grâce à une politique de quotas, des avantages compensatoires auxquels, seuls, ils auraient accès » ? (Ferry, 2005).

MESURER ET RECONNAÎTRE   
LES DIFFÉRENCES, MAIS JUSQU’OÙ ?

Constatant que la règle équitable est celle « qui ne reste pas rigide et peut épouser les formes de la pierre », Aristote (1990) écrivait que :

« La plus grande des injustices est de traiter également des choses inégales ; la nature propre de l’équité consiste à corriger la loi dans la mesure où celle-ci se montre insuffisante en raison de son caractère général ».

Dans les entreprises comme au dehors. Alors, quelles sont précisément les conséquences pratiques de ces inégalités, pour les entreprises, et la mise en œuvre de « politiques de diversité » visant une égalité « réelle » dans les règles de promotion, les recrutements effectués comme les formations proposées ? Dispose-t-on actuellement des statistiques dont nous avons besoin pour mesurer les discriminations ?

Les politiques de diversité n’amènent-elles pas à diviser les entreprises ? Si chacun s’attache à dire qui il est pour avoir des droits, ne court-on pas le risque de politiques identitaires qui s’emploieraient à constituer des coalitions entre communautés hétérogènes ? Chacun combat alors pour la reconnaissance de sa propre culture et non pour le bien de tous ? Le remède, la construction conventionnelle de groupes potentiellement discriminés, encouragés par certains promoteurs de la diversité, est-il pire que le mal, à savoir, pour eux, une reconnaissance identitaire individuelle et individuelle seulement ? Faut-il passer des immigrés invisibles aux « minorités visibles » [[150]](#footnote-150), rassemblées en groupes, pour avoir des droits en entreprise et comment ?

Et quand commencent et quand s’arrêtent les traitements de faveur consentis à telles ou telles minorités représentées dans les entreprises ? Et que veut dire une « minorité » dont on suivrait le nombre sur une base statistique ? Qu’en est-il de l’acceptation de certains interdits alimentaires (porc pour les musulmans par exemple...), de l’aménagement des horaires ou des moments pour la pratique religieuse selon les croyances ou les origines des salariés ? Faudrait-il intégrer dans les agendas en France, comme dans certaines entreprises aux États-Unis, des commémorations diverses (Martin Luther King Day, Ash Wednesday, Halloween, Thanksgiving Day, Rosh Hashanah, Yom Kippur…) ? Doivent-elles s’appliquer à tous ? Quelles décisions prendre concernant le port du voile islamique, de la kippa, d’autres signes [187] religieux ou politiques dans un règlement intérieur ? La loi sur le voile a fait comprendre à certaines jeunes musulmanes que dans l'école de la République, elles ne pouvaient s'habiller comme leurs mères. L'espace de l'entreprise peut-il réhabiliter cela au nom d’une certaine « liberté d’expression » ?

FRANÇAIS ENTIÈREMENT  
À PART OU À PART ENTIÈRE ?  
L’EXEMPLE DU PORT DU VOILE

Comment répondre à un membre du personnel qui prétendrait qu’en autorisant une salariée à venir travailler voilée, l’entreprise dans laquelle il travaille porte atteinte, en réalité, à la « liberté des femmes » ? Faut-il aller dans le sens de l’interdiction des signes « ostentatoires » religieux, sur le lieu de travail ?

Le droit nous dit qu’un salarié ne respecte pas ses obligations contractuelles s’il trouble de manière volontaire ou non la bonne marche de l’entreprise. Où se situe ici la nature du trouble lié au port du voile, par exemple ? Est-ce promouvoir la diversité que d’avoir des salariés voilés dans une entreprise ? Mais comment s’opposer, si on le souhaite, au port du voile ? Si le voile est toléré, c’est qu’il n’apparaît souvent pas comme le signe d’une revendication politique mais comme l’expression d’une foi intime.

En France, admettons que l’on utilise trop souvent le prisme religieux pour caractériser un groupe ethnique. « Désigner le Maghrébin par le terme de « Musulman » crée une nouvelle stigmatisation alors que l’écrasante majorité des Maghrébins en France ne pratique pas l’islam même si l’attachement à la culture musulmane peut se traduire par le respect de certains rites et symboles comme la consommation de viande halal ou le respect du ramadan » écrivent, avec raison, Y. Sabeg et L. Méhaignerie (2006, p.46).

Accepter un Maghrébin comme Français à part entière serait-il alors l’accepter sans sa religion ? Y. Sabeg et L. Méhaignerie (2006, p.22), encore, remarquent alors

« que le judaïsme et l’islam sont des religions minoritaires importantes, les fêtes chrétiennes gardent l’exclusivité de la reconnaissance publique (jours fériés, mention aux calendriers, dans les agendas…). La conception française de la laïcité commanderait de reconnaître comme jour national (férié ou chômé) un jour comptant comme fête religieuse importante pour les religions minoritaires (Aïd, Kippour) ».

[188]

Si l’adaptation des menus dans la restauration collective est admise, l’est moins la facilitation du jeûne du ramadan par l’aménagement des horaires ou les congés pour des jours de fêtes traditionnelles. Le port du « foulard islamique » par les femmes en contact avec le public suscite des positions divergentes. Ainsi peut-on lire les opinions suivantes dans un compte rendu de Comité d’entreprise d’une grande entreprise du secteur pharmaceutique :

« Certaines salariées peuvent se sentir provoquées voire agressées, par le port du voile d’une de leurs collègues, mettant en exergue que les droits des femmes sont bafoués dans des pays et des régimes instaurant le voile ».

La demande est ainsi faite qu’une « réflexion soit engagée pour l’interdiction des signes ostentatoires religieux sur le lieu de travail ». La Direction de cette entreprise rappelle alors que le Code du travail précise que le règlement intérieur ne peut comporter de « dispositions lésant les salariés dans leur emploi ou leur travail en raison de leur sexe, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur âge, de leur situation de famille, de leurs origines, de leurs opinions ou confessions, de leur apparence physique, de leur patronyme, ou de leur handicap, à capacité professionnelle égale » (article L. 122-35 alinéa 2.). La Direction ajoute que, dans un groupe mondial, des collaboratrices travaillant dans des pays où des femmes sont voilées peuvent porter le voile dans les bureaux du siège parisien. Pourquoi l’interdirait-on à d’autres collaboratrices dans d’autres pays ou filiales de cette même organisation ?

PLUSIEURS POLITIQUES  
DE « DISCRIMINATION POSITIVE » ?

En prenant au « pied de la lettre » certaines mesures de gestion de la diversité qui ne correspondent pas à nos traditions, il y a bien un risque de voir éclater, en France, les entreprises en groupes « communautaristes ou claniques », de renforcer une « judiciarisation » des rapports sociaux, et qui plus est, de partager le monde du travail entre agresseurs et agressés, entre discriminateurs et discriminés. Ainsi, tout dirigeant peut se demander si vouloir imposer l’équité dans son entreprise en se fondant sur les quotas ne tend-il pas à tuer l’intégration et l’émancipation des personnes plus ou moins discriminées (femmes, étrangers ou handicapés…), leur envie de prendre la parole, de valoriser leur apport spécifique, d’exprimer leur identité... et au final, de voir son action se solder par du « clientélisme » ?

Mais commençons par distinguer plusieurs politiques de lutte contre les discriminations.

La réduction des inégalités se rencontre dans le droit français. La plus ancienne est la progressivité de l’impôt. On peut orienter aussi une part accrue des prestations sociales et des [189] dépenses publiques en direction des plus démunis, afin de compenser les handicaps qui font obstacle à l’égalité des chances. On peut accorder du soutien scolaire et des aides ciblées. C’est le niveau de l’équité. Sur une base territoriale, un type de discrimination pratiquée par la France pour rendre l’équité réellement efficace vise à suspendre la règle de libre concurrence.

« Les ZEP, l’aide au logement, les bourses scolaires et universitaires, le statut fiscal octroyé à la Corse en vertu de son "insularité", les incitations à l’embauche… sont autant de mécanismes qui participent de ce que l’on appelle la "discrimination positive socio-économique", c'est-à-dire des mesures prises dans un but général visant à corriger des inégalités sociales et ou économiques objectives » (Amellal, 2005, p.353).

Cette politique compense donc en affectant des moyens supplémentaires aux établissements scolaires, des handicaps de diverses natures et elle le fait sans que des privilèges soient accordés à une catégorie à l’exclusion des autres (les places offertes aux candidats privilégiés sont généralement en surnombre). Á un autre niveau, E. Deschavanne (2005, p.96) parle de :

« Non-discrimination active (quel que soit le nom qu’on lui donne, action positive, égalité positive…) qui consiste, en France, afin de combattre plus efficacement les discriminations sans recourir à la discrimination positive, à mettre en place des dispositifs de contrôle qui reposent sur l’identification des groupes qui en sont victimes (le *monitoring* et le *testing*) ».

Pensée comme telle, la discrimination est solidaire d'une nouvelle définition de la discrimination, qu'on ne traque plus seulement dans les textes (de jure) mais aussi dans les faits (de facto).

Un autre niveau de discrimination positive, « anti-discriminatoire », repose sur l’idée que les situations individuelles doivent être rattachées à l’existence d’un rapport de domination d’un groupe sur un autre (handicapés, femmes, minorité ethnique ou raciale) et consiste à inverser le sens de la discrimination en dotant les membres du groupe victime d’un avantage spécifique dans les situations de concurrence [[151]](#footnote-151).

La discrimination positive recouvre généralement une série de mesures préférentielles qui poursuivent un triple objectif : un objectif de rattrapage entre groupes inégaux, un objectif de lutte contre les discriminations et un objectif de promotion de la « diversité ». Leurs destinataires ne sont pas des regroupements ou des catégories d'individus, mais bien des groupes d'appartenance. La stratégie retenue consiste à faire surgir, au sein de ceux qu'on cherche à intégrer dans la société globale, des élites sociales, économiques ou politiques, dont on parie qu'elles joueront ensuite un rôle moteur dans le progrès général du groupe.

[190]

L’assignation identitaire, insistons sur ce point, caractérise ces mesures préférentielles. « Aux États-Unis », écrit D. Sabbagh (2005, p.149),

« On appelle *affirmative action* les politiques qui octroient aux membres de divers groupes définis à l’issue d’un processus d’assignation identitaire et ayant été soumis dans le passé à un régime juridique discriminatoire un traitement préférentiel dans la répartition de certaines ressources, génératrices de gratifications matérielles et symboliques ».

Afin de clarifier les débats, il conviendrait sans doute de restreindre l’usage des politiques de discrimination positive aux politiques de réduction des inégalités qui recourent à l’assignation identitaire, « c'est-à-dire qui font de l’appartenance à un groupe social ou biologique une condition nécessaire pour bénéficier d’un traitement préférentiel » (Deschavanne, 2005, p.72).

Aux États-Unis, les trois dispositifs des politiques d’*affirmative action* sont l’emploi, l’attribution des marchés publics et l’admission dans les universités.

« Le choix de la discrimination positive comme méthode pertinente de lutte contre les discriminations repose sur le constat de la persistance d’une discrimination structurelle, enracinée dans les mœurs, longtemps après l’effacement de la discrimination dans les textes de loi » (Deschavanne, 2005, p.81).

Les politiques de discrimination positive à caractère contre-discriminatoire admettent le plus souvent des quotas visant à tordre le cou à la sous-représentation des minorités « visibles » qui sont en fait invisibles dans les lieux de pouvoir. S’attachant au cas français, K. Amellal est favorable à un examen multi-critères volontariste des candidatures à un travail et à une politique de quotas supposée être un « instrument technique, réversible, ponctuel, pragmatique » admettant un critère social, un critère de compétence et un critère ethnique.

« Si un Beur se présente, totalement dénué de diplôme, d’expérience et de motivation, ce n’est pas parce qu’il y a un quota à atteindre que la chaîne de télé sera obligée de le recruter : sa candidature sera refusée au motif qu’il est incompétent » (Amellal, 2005, p.187).

« Si l’on continue de pratiquer la politique de l’autruche, rien ne dissuadera un recruteur de ne pas employer de Noirs » (Amellal, 2005, p.339).

« Lorsque la sous-représentation est corrigée : stop, le quota disparaît aussitôt. Et on n’en parle plus » (Amellal, 2005, p.188).

Ces quelques assertions nous montrent que politiques de « discrimination positive » et « politiques de gestion de la diversité » admettent des différences de nature et de portée. En ce [191] sens, en France, on ne devrait peut-être appeler politiques de gestion de la diversité, en entreprise, que les politiques de « non-discrimination active » qui consistent, rappelons-le, à combattre les discriminations sans recourir au quota mais en mettant en place des dispositifs de contrôle qui reposent sur l’identification d’individus (non nécessairement des groupes) qui en sont victimes.

Diversité des politiques de discrimination positive :

Du laisser faire aux politiques de discrimination positive

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Politiques de gestion de la diversité | Politiques de la discrimination positive | **Discrimination positive à caractères «contre-discriminatoire» (affirmative action)**  Groupes comme des communautés d’intérêts (Quotas)  Identification de groupes discriminés («monitoring»)  Usage systématique de statistiques «performantes» • Testing judiciaire  *Passer de l’égalité de traitement au traitement en égal pour une réelle égalité des chances.* |
| → | **Action positive Discrimination positive (stricto sensu) à caractère socio-économique**  (Loi sur la parité, ZUP, % handicap, admission IEP)  Utilisation d’outils statistiques de base (simple «mise à niveau» républicaine  Testing de mesures et enquêtes ponctuelles sur des données sensibles  *Donner plus à ceux qui ont moins et donner moins à ceux qui ont plus* |
| Luttes pour la non-discrimination | **Équité**  Programmes ciblés d’aide et de soutien sans remise en cause de l’égalité formelle des individus  Libre appréciation des discriminations / Pas d’outils statistiques  *Prendre plus à ceux qui ont plus pour donner à tous* |
| **Laisser faire**  Invisibilité statistique des discriminations |
| Source : E. Mutabazi et P. Pierre, 2007. | | |

Á L’ASSAUT   
DU MODÈLE D’INTÉGRATION RÉPUBLICAIN ?

Ces politiques de gestion de la diversité, exprimées notamment dans la charte de la diversité signée aujourd’hui par plus de 1500 organisations productives, défendent l’expression des différences, et en arrière-plan, renvoient à l'affirmation culturelle de groupes supposés discriminés à la fois dans leur héritage et dans leur projet de vie mais sans que l’on les définisse explicitement. Les politiques de gestion de la diversité, ensemble de pratiques non stabilisées, favorisent un nouveau « droit à la différence » face à un ou plusieurs adversaires qui s'identifieraient à un universel autoritaire et, au final, condamnable. C’est parfois la République que les zélateurs de ces politiques cherchent à viser comme adversaire. Á tort selon nous. Á tort car, précisément, si l’universalisme républicain français a l’ambition de libérer la personne de [192] tout déterminisme (de race, de classe sociale, de lieu de naissance, d’appartenance à une religion…), c’est pour édifier la méritocratie. En France, on est d’abord soi, tel que l’on a décidé de l’être, compte tenu de son histoire et des ambitions de chacun, et non un représentant de telle ou telle communauté culturelle qui déterminerait en grande partie les choix individuels.

En France, on n’est pas intégré en tant que membres d’une communauté culturelle spécifique avec la possibilité d’exprimer des identités doubles (« afro-américains », « euro-américians » …). Les politiques de gestion de la diversité, telles qu’elles nous sont parfois inspirées d’autres entreprises dans d’autres pays, visent à renverser notre cadre habituel d’analyse et réfléchir non pas sur la place de l’homme « dans une société donnée » mais à celle de « la société dans l’homme ». Á instaurer, en quelque sorte, un dialogue où les références ne sont pas communes d’emblée entre les individus comme entre les groupes qui les surplombent. Si toutes les opinions se valent, c'est parce que, pensent tous les relativistes et les zélateurs systématiques de la différence, les individus adoptent telles ou telles normes et valeurs, non parce qu'elles seraient fondées dans leur esprit sur des raisons, mais parce qu'elles leur seraient inculquées par le milieu et donc à déconstruire, à débusquer (Boudon, 2006, p.27) ... Avec l'idée fausse que la croyance en l'existence de valeurs universelles serait une particularité occidentale. Dès lors, les individus seraient profondément irrationnels puisque les notions de vérité et d'objectivité sont, dans ce système de pensée, des illusions.

Nous pensons, pour notre part, que la tolérance est à distinguer de la laïcité qui est plus ambitieuse.

Vivre côté à côte ne suffit pas. Certes, la laïcité n'est pas, par elle-même, une politique. Seule, elle ne suffit pas à répondre aux crises du réel, aux nouvelles demandes d'égalité et plus encore de reconnaissance symbolique dans le premier chapitre de cette contribution. Ce n’est pas une raison pour affaiblir la République. La République ne consiste pas à fonder une égale reconnaissance des identités méprisées, des cultures dominées et des communautés opprimées. L’opposé de la « laïcité » n’est pas la religion mais le laisser-faire et la République s’appuie d’abord sur une volonté qui vient contester le principe du « tout se vaut ».

UNE DISCRIMINATION POSITIVE  
« À LA FRANÇAISE » ?

Certains dirigeants d’entreprise parlent, et cela est relativement récent, de « discrimination positive » à la française, sur une base individuelle affichée (mieux vaudrait parler de « non discrimination active »). Ils veulent favoriser, par exemple, le recrutement d’un candidat qui [193] porte un prénom d’origine étrangère (candidat d’un groupe supposé sous-représenté) par préférence à celui qui porte un prénom « français de souche » (qui peut être plus qualifié mais appartiendrait à un groupe sur-représenté). Ces dirigeants veulent peut-être inscrire leur action dans la continuité de la pensée de N. Sarkozy pour qui « le fait qu’on ne puisse pas, en France, connaître la diversité de la population parce que l’origine ethnique est interdite, participe à la panne de notre système d’intégration » [[152]](#footnote-152). Ils considèrent que l'inégalité ne peut être altérée qu'à travers une intervention forte de l'État ou d’associations (par des quotas éventuellement à terme et la tentation de la proportionnalité par rapport à des bassins d’emplois types) et une régulation d'un marché naturellement producteur d'inégalités par reproduction sociale. Seule une « discrimination positive » à la française redonnerait une légitimité aux autorités républicaines plutôt qu’une mise en œuvre imparfaite de l’idéal de l’égalité des chances qu’il contribuerait, jour après jour, à décrédibiliser aux yeux d’une fraction importante de nos concitoyens (Ferry, 2005, p.18).

Du côté des principes, arguent ces dirigeants français, ce sont les effets de la méconnaissance du fait raciste qui doivent être dénoncés. Ceux-ci regrettent que les victimes des discriminations soient niées jusque dans leur expérience même, par l’absence d’objectivation par les chiffres (De Rudder et Vourc’h, 2007). Les effets de la loi du 6 janvier 1978 qui « interdit de collecter des données à caractère personnel qui font apparaître directement ou indirectement, les origines raciales ou ethniques » doivent être réaménagés. L’enjeu est de faire sortir de l’invisibilité statistique celles et ceux qui subissent les discriminations : descendants d’immigrés, originaires des DOM [[153]](#footnote-153)… La variable « ethno-raciale » peut être présente dans des tableaux de bord établis en sous-main, pour des raisons dites pratiques, et dissimulés ensuite dans l’argumentation. L’entrée de la « race » ou de « l’origine » dans les statistiques officielles ne viendrait pas consolider le caractère effectif des discriminations. On peut en douter. Et n’y a-t-il pas un paradoxe à demander à des personnes d’indiquer leur identité ethnique alors qu’en matière de discrimination, compte largement la façon dont elles sont perçues par les employeurs, les policiers, les logeurs, les collègues, les amis, les voisins… ? On prétend parfois que les inégalités ethniques, leurs conditions de construction et leurs conséquences seraient très mal connues. Cela, à nos yeux, n’est pas exact. Grâce notamment aux enquêtes publiques à large échantillon menées par l’INSEE, l’INED ou le CEREQ, nous disposons de données précises sur les parcours d’intégration des populations immigrées et sur les obstacles rencontrés. Ces enquêtes s’appuient sur l’examen de la nationalité de naissance, de l’origine géographique, des trajectoires familiales, de la langue pratiquée… toutes données autorisées par la CNIL.

[194]

En fin de compte, on pourrait écrire que la « discrimination positive » à la française cherche à associer octroi de privilèges réservés à une catégorie ou un groupe ou un individu ou une identité en particulier et refus des quotas. Elle se donne pour finalité la promotion de la diversité avec, en arrière-fond, l’idée d’une représentation qui fasse droit à la diversité des différences (genres, races, cultures, origines sociales…). On n’est parfois pas loin d’entendre que la race peut être considérée comme un « plus » dans la défense d’une bonne candidature !

La mise en œuvre d’une « discrimination positive » à la française vient se heurter à au moins deux difficultés. D’abord celle de définir des indicateurs car les phénomènes sociaux et sociétaux ne peuvent être objectivés de la même manière que des phénomènes économiques. Selon un rapport de la Commission européenne (2003, p.14),

« La mesure de la "diversité" au niveau de l’entreprise est plus malaisée que celle des autres types d’actifs incorporels. La diversité est le résultat d’un processus de changement de culture et non pas un intrant dans d’autres processus ».

C’est pourquoi, comme l’exprime la responsable de la communication de l’IMS : « on est dans un champ sur lequel il y a très peu d’indicateurs ».

Nous avons aussi vu que la loi française protège les données à caractère « sensible ». Il n’est pas possible d’effectuer, comme c’est le cas aux États-Unis, un référencement de la population nationale en fonction des origines ethniques qui servirait d’étalon à des politiques de recrutement, évaluées alors à l’aune de leur écart plus ou moins grand avec ces pourcentages.

La seconde difficulté à mettre en œuvre une « discrimination positive » à la française renvoie certainement au caractère non permanent des dimensions de la diversité. Nous voyons un grand danger à fixer les dimensions de la diversité dans du marbre. Ainsi, si l’on en croit certains promoteurs de ce type de gestion de la diversité, l’orientation sexuelle serait une dimension « héritée » et « ascriptive » tandis que le caractère (au sens voisin du tempérament) serait, lui aussi « hérité » mais « réversible ». Les diplômes tiendraient de dimensions « composées » comme les convictions religieuses ou la transformation de son état physique et esthétique. L’aspect physique, le poids serait une dimension « héritée » et « réversible » tandis que la santé serait « composée ».

La discrimination positive renvoie les individus à un statut qu’ils n’ont pas forcément choisi : leur sexe, leur handicap, leur couleur de peau… et les rattache, qu’on le veuille ou non, à une communauté, un groupe supposé minoritaire ou désavantagé. Là est, pour nous, le problème principal. Mais il y a plus préoccupant.

[195]

TOUS VICTIMES OU OPPRESSEURS ?

La discrimination, à la différence des luttes contre les inégalités, suppose toujours un rapport entre un coupable et une victime.

On voit, d’ailleurs, que le terme même de « diversité » cache en fait deux autres termes : la « différence » et « l’inégalité ».

Les inégalités sont toujours le résultat d’une action sociale qui a favorisé certains au détriment des autres. Il existe un type de diversité qui est inacceptable, celui des inégalités, et un autre qui fait référence aux différences qui est indispensable. Les inégalités ne sont pas nécessairement inéquitables !

Par sa nature, le droit ne peut consister que dans l'emploi d'une mesure égale pour tous. Les individus peuvent-ils être distincts sans être inégaux ? Mesurer les salariés d'un même point de vue, c'est prendre le risque de valoriser le droit à l'inégalité perpétuelle. Les salariés sentent bien, par exemple, et cela est vrai dans tous les pays où nous sommes intervenus comme consultant, que les plus doués en entreprise ne méritent pas un revenu plus important, et ne devraient être mieux rétribués que si cela améliore la situation des plus défavorisés dans l'organisation.

Le principe fondateur des politiques de diversité devrait, selon nous, consister à reconnaître que tout système social devrait être organisé de telle façon que personne ne soit avantagé ou désavantagé par la position arbitraire qu'il occupe dans la distribution des atouts naturels et qui ne lui incombe pas (fruit du hasard social) sans devoir donner en échange de compensation. Ceci nous conduit à écrire que l’on parlera d’inégalités quand les différences ont la triple propriété d’être mesurables, systématiques et collectives.

On dénonce une discrimination quand ces inégalités sont comme « mises en examen », suspectées d’être le fruit d’une inégalité de traitement illégitime. Il convient alors de trouver un responsable !

Les succès actuels du thème de la diversité amènent-t-ils à opposer un peu trop vite « victimes » et « oppresseurs » ? C’est bien sûr un risque ! La discrimination dont on est victime est-elle plus grave qu’une autre ? La mesure de l’égalité des chances de tous les citoyens français n’a, par exemple, rien à voir avec la seule mesure de la couleur de peau et il faut se méfier d’une « dérive comptable » ou « faciale » des faits de discrimination.

[196]

Certains nous disent que la crainte des procès peut apparaître comme un levier d’action utile. AT&T, en 1973, déjà, a payé plusieurs millions de dollars à 2 000 employés noirs discriminés. Les obligations de publicité après une condamnation, ce que les Britanniques nomment « *shaming* », participent de plus en plus de la désignation à la vindicte publique. Prenons garde aux coups d’éclats liés à un procès pour faire changer les pratiques et de l’injustice qu’il y aurait à faire un « exemple ». Les discriminations sont aussi systémiques, celles par exemple, sourdes, liées aux réticences à l’embauche et ancrées dans les mœurs.

Affirmons d’abord que souvent, sans l’effet d’arrêt que donne la loi, et qui est souhaitable, la « course à la différence » peut être sans fin ! La loi du 15 mars 2004 sur le port du voile à l’école a confirmé ce constat autour du principe de laïcité. 1 600 élèves arboraient des signes d’une appartenance religieuse ostensible en 2003-2004 ; ils étaient 640 en 2004. Á la fin juillet 2005, tous les recours juridiques déposés et jugés, ont été rejetés. Au total, sur l’année 2004-2005, seuls 143 élèves ont quitté leur établissement, volontairement ou après une décision d’exclusion et parmi eux, 96 se sont dirigés vers l’enseignement à distance, le privé ou des établissements à l’étranger. On voit bien là tout l’intérêt de la loi, déclaration sans équivoque qui est un soutien pour ceux qui ne désirent pas discriminer mais pourraient se sentir obligés de le faire à cause de la pression sociale et de préjugés non combattus.

Nous pensons néanmoins qu’il faut se méfier particulièrement d’une dérive des institutions qui ont une approche morale des problèmes de discrimination ; ainsi que de certaines associations qui cherchent à piéger les auteurs de discrimination. De tous ceux qui se contentent de « compter les points » afin notamment d’encaisser des sommes de plus en plus importantes, offertes pour la défense juridique de vraies ou fausses victimes [[154]](#footnote-154), sans pour autant conférer aux personnes concernées le moyen d’une réelle et durable reconnaissance !

Le thème de la gestion de la diversité peut amener à considérer systématiquement comme « suspectes » les différences de talents qui naissent avant l'entrée dans l'entreprise. « Un droit égal est en réalité un droit inégal pour un travail inégal » entend-on parfois en entreprise.

Á LA SUITE DE LA VICTIMISATION,  
L’INDEMNISATION SYSTÉMATIQUE ?

Au lieu de tarir les causes des discriminations, l’application de politiques de « discrimination positive », hors sol, tendrait, selon nous, à généraliser les ressentiments.

Remarquons qu’il y a cent ans, le traumatisme, son expression, n’avaient pas droit de cité, en dehors des cercles de la psychiatrie. Pas en entreprise en tout état de cause. De même que l’on [197] s’interrogeait peu sur la névrose du soldat ne voulant pas retourner au front, ni sur les symptômes des blessés et des rescapés, ni sur la sinistrose du travailleur (Fassin et Rechtman, 2007, p.15). Constatons que certaines politiques de gestion de la diversité font place à une nouvelle condition du travailleur comme victime instituée par le traumatisme. D. Fassin et R. Rechtman (2007, p.16) parlent d’un régime de véridiction où la souffrance devenue incontestée vient attester une expérience qui suscite la sympathie et appelle une indemnisation.

La mémoire individuelle est appelée à la guérison et ensuite à l’indemnisation collective. L’état de stress post-traumatique devient une souffrance que l’on reconnaît, que l’on soigne, une ressource grâce à laquelle on obtient un droit [[155]](#footnote-155). La mémoire collective se vit de plus en plus en termes de blessure et consiste à mettre davantage la souffrance au cœur de la politique. Cela fait désormais partie du sens commun. Le politique commande d’agir et de réparer, comme dans un enchaînement devenu mécanique. Remarquons, à cet égard, les évolutions du capitalisme et la transformation de l’importance accordée aux émotions, à leur expression, comme devenues le centre de l’identité personnelle au travail.

Dans les années soixante-dix, dans l’idéologie managériale dominante, le bon manager est un bon psychologue qui privilégie l’écoute. Le conflit ne peut être qu’un malentendu et nos émotions ont une valeur du seul fait d’être exprimées.

Dans les années quatre-vingt, en plus d’un bon psychologue, le bon manager est un innovateur. Puisque chacun est désormais sommé de travailler sur soi et d’utiliser des technologies avec efficacité.

Dans les années qui sont les nôtres, le bon manager est apte à évoluer dans un contexte international et multiculturel. Chacun son moi, sa différence mais l’important est de travailler ensemble ! La normalité de l’équipe est perçue comme capacité à s’épanouir et à respecter les différentes identités portées par ses membres. Avec l’arrivée de cadres en provenance des filiales, l’intégration souhaitée, mais pas toujours réalisée, de personnes discriminées ou minoritaires, la manifestation de l’ethnicité et de la bi-culturalité sont des faits qui sont censés apporter quelque chose en plus, une addition à chaque culture originelle d’équipe.

Victimes et oppresseurs, nous direz-vous ? Oui. Certains discours autour de la diversité, et notamment dans le champ politique, entretiennent la mise en concurrence victimaire dans notre société et conduisent à des injustices. Empressons-nous d’abord de dire que les façons de créer une inégalité pour promouvoir, dans les faits, l’égalité, vont différer selon les techniques du « poste réservé » aux minorités, celles du « quota » qui fixent simplement un volume global ou [198] encore celles du « concours distinct » qui aménagent une voie d’accès, puis de sortie spéciale… et que les dangers sont donc différents. G. Calves (2004, p.32) a raison d’observer que toute politique de favoritisme appelle deux figures qui se confortent l’une l’autre : celle de la « victime innocente » d’une discrimination à rebours et celle de « l’incompétent » qui, sans la discrimination positive, n’occuperait jamais le poste qu’il occupe !

L’enjeu réel des politiques de lutte contre les discriminations réside dans l’évolution des mœurs de la société toute entière. Il sera toujours affaire de jugement et de patiente éducation. Une femme de 1,55 mètre pesant 75 kilos, par exemple, ne peut s’estimer victime de discrimination lorsqu’elle est refusée comme mannequin. C’est seulement lorsque la différence de traitement devient arbitraire qu’il y a discrimination, lorsque l’on traite de manière différente des individus considérés comme identiques.

Victimes et oppresseurs, dites-vous ? Ce n’est pas la même chose de parler de l’égalité hommes-femmes, des personnes handicapées ou du racisme. Par exemple, parler de « xénophobie » au cœur des discriminations, c’est souvent oublier que les victimes de ces discriminations sont le plus souvent françaises comme le sont les Antillais, par exemple, depuis de nombreuses générations (D. Fassin, 2006, p.20) alors même que l’accès à l’emploi des étrangers non communautaires est rendu plus difficile par la fermeture d’environ un quart du marché du travail pour des conditions de nationalité (y compris un grand nombre de professions privées réglementées…). On mesure la complexité du problème et qu’avant de défendre l’efficacité de « l’*affirmative action* », on pourrait, par exemple, assouplir ces conditions de nationalité. Á ce titre, un discours dangereux émerge dans notre pays, renvoyant à la posture de « colonisés » de l’intérieur, dans leurs propres pays, populations faisant, par exemple, un lien direct avec la représentation de soi du peuple palestinien. Remarquons aussi que ce qu’il y a malheureusement de récurrent, c’est que les discriminations concernent aussi des diplômés, élevés dans les classes moyennes, dont les parents peuvent être eux-mêmes français. La plupart des dirigeants français l’a longtemps nié. En cela, la notion de diversité aura certainement permis, en France, de constater l’interdit de nomination de groupes ethnicisés ou « racisés » sans toujours suffisamment s’attarder sur les processus de catégorisation qui ordonnent les discriminations.

La non-discrimination a partie liée, avons-nous dit, avec une vision d'opposition entre oppresseurs et opprimés. Un jeu à « somme nulle » en quelque sorte où il s'agit de traquer l'imposteur, d'en appeler rapidement à la règle pour trouver le compromis, où l'important est de combattre les discriminations en oubliant de penser au mieux vivre ensemble. Trop souvent, « il ne s'agit plus de comprendre les différences culturelles, mais simplement de les enregistrer » [199] (Boudon, 2006, p.35). On peut même se demander, si au final, sous l'effet de ce relativisme, on ne croit plus à « la possibilité d'une connaissance objective dans le domaine de l'humain » (Boudon, 2006, p.35). Mais avant le « vivre ensemble », contentons-nous de respecter et de ne pas discriminer, nous direz-vous !

LAISSONS À LA RÉPUBLIQUE LE DROIT D’AGIR  
ET CROYONS EN NOS VALEURS !

Certes, mais une fois reconnue « la positivité de la différence », comment alors imaginer une forme de communauté politique ou professionnelle qui ne récuse pas le droit à la ressemblance ? C’est, pour nous, une des questions posées par les politiques de gestion de la diversité en entreprise. Or, selon nous, les principes même de la République nous permettent de nous attaquer à ce problème. Les meilleurs esprits en France ont toujours eu conscience que l’unité nationale n’était pas contradictoire avec le respect de la diversité et pu considérer les risques de toute assimilation forcée.

Les moyens existent. La statistique est certes indispensable pour lutter contre les discriminations mais elle ne résout pas tout. Il y a déjà des moyens d’enquêtes qualitatives comme le *testing* sur cv anonyme qui permettent de mesurer la discrimination. L’anonymat doit être garanti. L’entreprise Casino, par exemple, a reçu l’autorisation de la CNIL pour procéder à une enquête patronymique limitée dans le cadre d’un projet « Equal » novateur. Des procédures de *testing* sont efficaces. On ne les utilise pas suffisamment en France tout en n’oubliant pas que les statistiques ne sont pas de simples connaissances sur la société mais aussi des moteurs de mobilisation collective (« nous les femmes », « nous les ouvriers… »). En entreprise, il y a le temps de l’étude qualitative, de l’enquête statistique, de la levée des préjudices invisibles mais réels de la discrimination indirecte, des indicateurs sur les frontières de l’ethnicité, sur celles des discriminations, et cela est nécessaire, et il y a le temps de l’action, de la pratique et du suivi des effets des actions produites. Celui qui compte pour changer le cours des choses.

Sur ce point, G. Calves (2006), au cours d’un colloque baptisé « Statistiques ethniques », émet une série de réserves tout à fait intéressante : « tout ce qui fait progresser n’est pas nécessairement bon à prendre pour résoudre un problème » et celui de la discrimination est intrinsèquement politique. « Ce n’est pas parce qu’on peut, qu’on doit » instaurer des « statistiques ethniques ». « Tout ce que font les autres ne demande pas nécessairement à être [200] imité » et il est des cultures juridico-politiques propres aux États concernés qui font que « le fait ne dicte pas le droit ».

Le modèle républicain vise à constamment rassembler ce qui est fragmenté et il n’interdit pas qu’à des situations différentes, on applique des règles différentes pourvu que la différence de traitement soit proportionnée à la différence de situation. La finalité de l’égalité des chances de la République apparaît clairement être l’égalité des chances entre les individus tandis que nombre de politiques de discrimination positive font la promotion de l’égalité de résultats entre des groupes avant celle des individus. Les catégories utilisées par la République en vue de désigner des situations socialement défavorables (niveau de ressources, territoire, handicap) ne constituent pas des facteurs d’identité personnelle et collective comme peuvent l’être le sexe biologique, la religion, la langue ou l’appartenance ethnique réelle ou supposée. Cessons de rabattre les individus sur leurs identités et de prendre paradoxalement appui sur les stéréotypes ou les stigmates, tout ce par quoi des individus différents se ressemblent, pour tenter ensuite de les dissoudre !

Á en juger par le volume de demandes d’acquisition de la nationalité, la participation aux scrutins nationaux et locaux, la mesure de la volonté de rentrer au « pays », la mobilité sociale et professionnelle, le nombre de mariages mixtes (plus de la moitié des couples composés d’au moins un immigré sont des couples « mixtes »), l’évolution de la vie familiale (augmentation de la proportion de personnes seules et de familles monoparentales)… (Erba, 2007, p.43), l’intégration est un processus qui se poursuit*.*

Mais ce mouvement d’intégration subit l’affaiblissement des vecteurs traditionnels qu’ont été l’État, la Nation, l’École, l’Armée, le travail, les Églises, les partis politiques ou les syndicats. De plus, les diplômes et le niveau d’études protègent peu les immigrés du chômage, provoquant des ravages en cascade dans les familles (22% de la population active immigrée est au chômage). Ce chômage frappe plus durement les immigrés nés en Asie du sud-Est, au Maroc ou en Algérie (Erba, 2007, p.53). Et surtout les immigrés actifs nés en Afrique noire ou en Turquie, dont près du tiers sont sans-emploi et font les frais de la ségrégation urbaine. 50% des habitants de Montreuil, de Bobigny et d’Aubervilliers sont étrangers. Aux Mureaux, au Val-Fourré, à Trappes ou aux Minguettes, les trois quarts des résidents sont d’origine maghrébine ou africaine noire (Erba, 2007, p.61).

Nous avons la conviction toute simple que les discriminations qui affectent, pour l’essentiel, une fraction de la population peuvent être identifiées par d’autres caractéristiques que les critères ethno-raciaux utilisés dans d’autres pays : la situation économique et l’espace urbain [201] sur lequel le chômage est concentré. Veillons à ne pas briser le tabou de la neutralité ethnique de l’État et des institutions. Méfions-nous des communautés d’intérêts, unies par de supposés intérêts communs, qui ferait qu’un individu ne pourrait se reconnaître dans un individu qui ne partagerait pas les mêmes « caractéristiques identitaires ». Toujours, au regard de l’idéal républicain qui est le nôtre, le danger d’un mauvais traitement des autres sera de construire « une communauté réduite aux affects » (Rey, 2006).

« Liberté, égalité, fraternité », les trois termes de notre république nous amèneront toujours, mais nous l’oublions parfois, à penser ensemble la non-discrimination, l’indifférenciation du corps politique et le principe méritocratique sans lequel il n’y a pas d’égalité des chances. L’histoire de l’égalité des chances est quelque chose que nous décidons de faire et non pas qui se fait à travers nous.

Défenseur des politiques de diversité, G. Felouzis pointe le fait que les catégories ethniques pourraient être des outils de démocratie et d’égalité, utilisés de manière positive et non pour discriminer des individus (voir Felouzis, Liot, Perroton, 2005). Á nos yeux, un inquiétant paradoxe existera toujours à distinguer des groupes catégoriels pour mieux les oublier plus tard, pour que se réalise pleinement « l’idéal d’indifférence à la différence ». En France, le renforcement continu de la conscience ethnique ne fait pas partie du champ de nos valeurs communes. Il y a quelque chose au-dessus de la pleine reconnaissance du droit de s’identifier positivement à une origine ethnique, qu’elle soit réelle ou reconstruite par les individus. Cela s’appelle le vivre ensemble et le plaisir d’aimer quelles que soient les origines et la naissance.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Amellal K., 2005, *Discriminez-moi ! Enquête sur nos inégalités*, Flammarion.

Aristote, 1990, [*Éthique à Nicomaque*](https://philosophie.cegeptr.qc.ca/2020/03/aristote-ethique-a-nicomaque/), « De la justice », Chapitre III, Vrin, « Bibliothèque des Textes Philosophiques – Poche ».

Benichou M., 2006, *Le multiculturalisme*, éditions Bréal.

Boudon R., 2006, *Renouveler la démocratie. Éloge du sens commun*.

Calves G., 2004, *La discrimination positive*, PUF.

Calves G., 2006, Introduction, « Pourquoi des statistiques « ethniques » ? », 19 octobre, Centre d’analyse stratégique.

[202]

Commission européenne, Direction générale de l’emploi, des relations industrielles et des affaires sociales, Unité D3, 2003, *Coûts et avantages de la diversité*, octobre.

Commission nationale consultative des Droits de l’Homme, 2004, *La lutte contre le racisme et la xénophobie,* *Rapport d’activité 2003,* La Documentation française.

Costa-Lacroux J., 2006, « L’intégration « à la française » : une philosophie à l’épreuve des réalités », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 22.

De Rudder V. et Vourc’h F., 2007, « Quelle statistiques pour quelle lutte contre les discriminations ? », *Liens-socio.org*, 7 avril.

Deschavanne E., 2005, « La discrimination positive face à l’idéal républicain : définition, typologie, historique, arguments », *Pour une société de la nouvelle chance*, La documentation française.

Erba S., 2007, *Une France pluriculturelle*, EJL.

Fassin D. et Rechtman R., 2007, *L’empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Flammarion.

Fassin D., 2006, « Nommer. Interpréter. Le sens commun de la question sociale », dans D. Fassin et E. Fassin, *De la question sociale à la question raciale ?,* La Découverte.

Felouzis G., F. Liot et J. Perroton, 2005, *L’apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèges*, Le Seuil.

Ferry L., 2005, *Discrimination positive ou intégration républicaine ?* *Pour une société de la nouvelle chance*, La documentation française

Laplantine F., 2007, « La question du sujet dans le social et dans les sciences sociales aujourd’hui », dans M. Wieviorka, *Les sciences sociales en mutation*, éditions Sciences Humaines.

Ma Mung E., 2006, « Négociations identitaires marchandes », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 22.

Petersen T., Saporta I., Seidel M. D., 2000, « Offering a job : meritocracy and social networks », *American Journal of Sociology*, n°3.

Rey O., 2006, *Une folle solitude. Le fantasme de l’homme auto-construit*, Le Seuil.

Ridley S., 1989, « Taxi service in the District of Columbia : how is it influenced by Patrons race and destination ? », *Washington Lawyers Committee for Civil Rights under the law*.

[203]

Sabbagh D., 2005, « Facteur racial et facteur territorial dans les politiques d’intégration », dans R. Kastoryano (dir), *Les codes de la différence*, Presses de la FNSP.

Sabeg Y., Méhaignerie L.,2006, *Les oubliés de l’égalité des chances*, Hachette, coll. « Pluriel ».

Sennett R., 2007, « Récits au temps de la précarité » dans M. Wieviorka, *Les sciences sociales en mutation*, éditions Sciences Humaines.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[204]

[205]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

HORS THÈME

“Compte rendu critique de lecture.

Fortin, R., *Penser avec Edgar Morin*.  
*Lire* La méthode.

Québec, PUL, 2008, 245 pages.”

par Dominic Desroches

Ph.D., Département de philosophie,  
Collège Ahuntsic, Montréal, Québec / Canada  
[dominic.desroches@collegeahuntsic.qc.ca](mailto:dominic.desroches@collegeahuntsic.qc.ca)

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le monde actuel se caractérise par son imprévisibilité. Ce qui est marquant aujourd’hui, en effet, c’est que les liens entre le savoir et l’action sont si bien tissés et partagés sur la planète que les problèmes qui découlent de ces interconnexions sont toujours plus complexes. La crise environnementale, à elle seule, suffit à montrer la difficulté de trouver des solutions simples à des problèmes complexes. Or, utiliser le mot « complexité » paraît renvoyer directement au travail d’Edgar Morin, l’auteur d’une Méthode visant à affronter, au carrefour des savoirs disciplinaires, les enjeux de la modernité. Si nous connaissons la place enviable qu’occupe Morin dans l’encyclopédie des savoirs, cela ne nous donne pas la clef pour comprendre son œuvre. Pour répondre à ce besoin, nous pouvons encore suivre l’un de ses disciples de première main, Robin Fortin, qui a su présenter le chemin et le travail de pionnier, à partir de la Méthode, accompli par Morin depuis plus de 50 ans.

Fortin, qui a déjà publié une première introduction à la Méthode de Morin (Harmattan, 2005), revient à ses premières amours avec un plan clair : d’abord présenter les livres qui précèdent la Méthode (Antes), la Méthode en six tomes (qui se laisse bien saisir par couples, les tomes 1-2, 3-4 et 5-6) (Camino) et la présentation, en fin de parcours, des ouvrages qui entourent et appliquent la Méthode (Caminantes). On peut résumer le livre par le mot du poète :

« Le chemin se fait en marchant » (Machado).

Dans Antes, l’auteur se penche sur les livres et les engagements qui ont occupé le jeune Morin entre 1950 et 1970, comme L’homme et la mort, Le cinéma, Les stars et Autocritique par exemple. Le but est double : restituer le contexte de ses premiers travaux et les présenter en fonction de la Méthode. On y apprendra entre autres que Morin a d’abord travaillé comme un [206] anthropologue sensible au temps et à la mort. S’il s’est beaucoup engagé en politique, qu’il a fondé une revue et qu’il a dû remettre sa carte de parti, ces années de bouillonnement culturel furent fécondes pour lui. Il a critiqué les médias de masse, s’est intéressé à la sociologie du présent, mais se sentait « dispersé ». C’est cette dispersion et ce goût de connaître qui peuvent expliquer l’entêtement de cet autodidacte à toucher à tout : biologie, anthropologie, sociologie, politique, cybernétique, etc. Le voyage effectué en Californie marquera l’homme obsédé par l’unité, une unité qui ne se pense pas sans ses parties. La publication du Paradigme perdu en 1975 préfigure le travail monstrueux accompli dans La méthode, qui couvrira tout, de la nature à la connaissance, de la connaissance à l’action...

Le chapitre suivant, Camino, est le cœur du livre. Il est consacré à la présentation des tomes de la Méthode. La Nature de la nature s’intéressera d’abord à la question de l’ordre et du désordre. Elle montre que la vie ne se réduit pas ; au contraire, elle est affaire d’organisation, d’information et de systèmes. Elle est un système de systèmes. Si les machines (naturelles et artificielles) visent l’autonomie, elles reposent néanmoins sur l’affirmation, le développement de l’être. Les avancées cybernétiques permettront à Morin de dénoncer l’absurdité des modèles réducteurs dans l’explication de la vie. Les sciences et la raison semblent réduire ce que la vie unit toujours, pour paraphraser ici Goethe. Dans La vie de la vie, il s’attarde à l’organisation des écosystèmes. Le mérite de Fortin est ici de montrer dans un langage clair et à l’aide des tableaux synthèse les catégories moriniennes, comme par exemple l’auto-(géno-phéno)-organisation (p.64). En direction d’un paradigme du vivant, l’étude biologique de la vie nous conduit à la formation de la société.

Il faut aussi s’arrêter à La connaissance de la connaissance. Dans ce tome, Morin, qui ne refuse pas les circularités et les tautologies – pensons ici aux titres des tomes de la méthode –, s’intéresse au savoir. C’est là qu’il mobilise la bio-anthropologie pour comprendre les mécanismes de la pensée. Celle-ci est existentielle et double, tout en cherchant à se réaliser dans une conscience. On peut dire que la signification de toute l’œuvre se trouve ici, au centre de la Méthode, lorsque Morin met au point une « sociologie de la connaissance ». Entres les citations cousues de fil blanc tirées des livres de Morin, on peut lire cette phrase qui résume toute l’œuvre :

« Il n’est pas de sociologie de la connaissance sans anthropologie de la connaissance, les conditions socioculturelles de la connaissance dépendent des conditions bio-anthropologiques de la connaissance, chacune des sphères contient l’autre, la connaissance étant le produit de leurs interactions, influences et interdépendances réciproques » (p.105).

[207]

Morin a réalisé que tout est dans tout. Or s’il oublie les bases de la théorie de l’information relevée plus haut, cela peut conduire son programme dans une erreur de pensée : voulant penser le complexe, il oublie que celui-ci déborde l’esprit humain. Quand on a étudié le célèbre théorème de Gödel, on sait que l’information ne peut excéder nos formules et que le complexe se réduit au simple lorsqu’on le thématise. Il ne peut par conséquent exister de discours, fut-il pluridisciplinaire, sur le tout. La tâche réside dans le respect de l’incomplétude. La complexité ne s’étudie pas, elle fixe des limites à la raison. En attribuant au phénomène la lettre x, Kant, plus sage, s’était au moins gardé de commettre cette erreur dans son système datant de 1781 ! Cela dit, si les idées ont une existence selon Morin, leur étude impliquera une noosphère reposant sur le principe d’une « auto-éco-organisation » des idées (p.122). La critique des idées philosophiques par la noosphère – elles seraient sur-réalité ou sous-réalité – manque de force, Morin voulant simplement mettre en évidence que les idées ont un pouvoir propre qui leur confère une réalité. Vouloir penser le tout aux limites de la philosophie obligera Morin, et Fortin n’évitera qu’en partie l’intoxication, à multiplier les particules (anthropo, auto, phéno, bio, éco, etc.), ce qui pourra donner des tournures parfois difficiles comme celle-ci :

« Morin analyse le langage, par analogie avec l’organisation vivante, sous l’angle d’une auto-(géno-phéno)-éco-(socio-égo)-re-organisation (sic) » ! (p.125)

Le savoir étant une boucle construite sur une logique complexe non exempte de particules grecques, Morin sera finalement mené dans L’Humanité de l’humanité à la quête de l’identité de l’homme.

Si Morin, en vertu de sa méthode, ne peut que se répéter, son exégète note pertinemment que l’étude de l’homme remet en question la logique oppositionnelle : il y a dans l’homme du sapiens et du demens, du masculin et du féminin, du rationnel et de l’affectif, du jeune et du vieux, etc. Le propos pourrait ici ressembler à une déconstruction qui n’a pas renoncé à la grandeur, Morin insistant pour traiter du tout de la complexité. On retiendra que la raison côtoie la démence et que l’homme, une unité parmi d’autres dans le multiple, se confond dans la multiplication de ses épithètes : il est à la fois homo consumerus, homo ludens, imaginarus, estheticus, poeticus et devient, dans le vocable de Morin, homo complexus.

Ce tome s’accomplira dans la mise à jour d’un homme appartenant à la terre, à une société, ce qui appelle une Éthique. Cette éthique du complexe s’ouvre sur l’incertitude. L’action humaine comporte toujours des effets secondaires et indésirés.

[208]

À l’aise dans son rôle de porte-parole, Fortin présente clairement les principes d’une éthique prenant son sens dans une « écologie de l’action ». Il montre que pour Morin le savoir de l’éthique doit composer avec des contradictions et qu’il est une quête d’autonomie. Or cette éthique, qui ne refuse pas les vertus, valorise la compréhension tout en critiquant l’égoïsme. Elle aboutit dans une socio-éthique elle-même inséparable d’une anthropo-éthique. En somme, la doctrine aura montré que le savoir de l’action ne peut lever le nez sur les contributions de l’épistémologie et de l’anthropologie.

Dans Caminantes, Fortin doit rendre intelligibles en quelques pages seulement les livres qui entourent la Méthode et la suivent. On voit alors que Morin a cherché à profiter des acquis de sa méthode depuis 1980. Science avec conscience, Introduction à la pensée complexe, Sociologie sont des livres qui traduisent ce souci. Si cette période est riche en livres consacrés au XXe siècle et à l’Europe, les dernières œuvres sont marquées par une portée planétaire, le Morin mature sentant monter en lui une mission, à savoir celle de sensibiliser les citoyens au destin de l’humanité. S’il se prend à critiquer idéologiquement, c’est-à-dire sans réalisme politique, toutes les différences (dont le nationalisme…), c’est qu’il cherche à sauver, tel un néoprophète, le monde entier, qu’il a rebaptisé pour les besoins de la cause la « Terre-patrie » et qui donne le titre à l’un de ses derniers livres.

Cette apothéose finale de la conviction, ce plaidoyer bio-éco-éthico-politico planétaire pour la vie sans frontière, nous semble en tous points conforme à la somme du travail réalisé par Morin depuis sa jeunesse.

Ce parcours mérite de rendre hommage à Fortin aussi pour son travail exceptionnel. Non seulement a-t-il vulgarisé l’œuvre immense de Morin, mais il a aussi montré sa grande actualité et l’obligation de sa lecture. Avec cet ouvrage de Fortin, nous n’avons plus le droit de parler de Morin sans le lire. Ce livre est bien fait, accessible et équilibré. Tout au long de sa lecture, on propose des schémas utiles pour la saisie d’ensemble de l’œuvre ainsi que de longues citations. Fortin a même eu la présence d’esprit et la générosité d’ajouter un lexique des principaux termes utilisés par Morin dans son œuvre. Fort d’une bibliographie à jour, le spécialiste de Morin et hagiographe rigoureux nous offre un ouvrage d’introduction qui deviendra vite un classique dans les études moriniennes, un livre qui sera lu autant par les étudiants de lycée, de collège, du premier cycle universitaire que par les intellectuels épris par le complexe, c’est-à-dire le carrefour au centre duquel se nouent les principaux enjeux de la connaissance humaine.

[209]

**Où en est “la” sociologie aujourd’hui ?**

HORS THÈME

“Compte rendu de lecture.

Chawaf Chantal,  
*La langue en sens inverse*.

Paris, Presses de la Renaissance,  
coll. « Les essais », 1992, 295 p.”

par Georges BERTIN

[Retour au sommaire](#sommaire)

Docteur en Sciences de l'éducation, HDR en sociologie, membre du Centre de Recherches sur l'Imaginaire (GRECO CRI), directeur de recherches en Sciences de l'Education à l'Université des Pays de Pau et de l'Adour. Georges Bertin est directeur de recherches au CNAM des Pays de la Loire où il anime un séminaire d'anthropologie de l'Imaginaire - il est également directeur exécutif des revues Esprit Critique et Herméneutiques sociales.

Les hasards d’un colloque mélusinien au Centre d’études et de civilisation médiévale de l’université de Poitiers nous ont fait découvrir un auteur qui a écrit un ouvrage important, nous semble-t-il, sur le lien entre l’écriture et la vie, sur la privation de langue vivante dont souffre notre époque.

Écrivaine française contemporaine, Chantal Chawaf a produit plus de 25 romans, plusieurs essais, de nombreux articles, dans lesquels elle explore la féminité, les relations mère - fille, l’écriture féminine et les langages du corps.

LE CORPS SÉPARÉ

Dans cet essai très dense, écrit en 1992 et qui n’a pas pris une ride, le propos de l’auteure est défini d’emblée : la séparation du corps et de l’esprit doit être rapportée à la privation de langue vivante dont les humains sont victimes. En effet,

« Depuis l’aube du christianisme, l’être humain est abandonné en partie à lui-même, à une partie réprimée de lui-même ».

[210]

Sa parole, sa voix, son corps sont momifiés, puisque le corps se trouve, en quelque sorte, court-circuité dans sa respiration, sa relation au monde, asservi qu’il est par deux mille ans de division, d’angoisse, de culpabilité, de reniement ; puisque, dans sa haine et sa peur du vivant, l’homme prend la vie pour la mort et la mort pour la vie. D’où encore le fait que nos identifications soient partielles, que notre intimité reste interdite, inconnue, baignant dans un climat de honte et d’inceste. Car

« La vie fait peur dès lors que l’on ne s’autorise plus à la connaître ».

Et de proposer un rapprochement de la langue de la vie avec son origine vécue, « dans un langage où le verbe et la chair s’unissent au réel de notre corps et non plus seulement de notre croyance ». Ce constat posé, l’auteur va tenter de nous faire changer de direction en prenant soin de la langue au moyen de la force amoureuse de la vie qui peut « traverser le mot jusqu’au foyer de sa lumière intérieure et, tout en l’illuminant, cicatriser la blessure de la séparation ».

LES MYTHES

Au service de ce projet de revitalisation collective – lequel a des effets tant sur l’intime que le social – Chantal Chawaf va explorer plusieurs mythes. Celui de la Genèse nous raconte comment la connaissance du corps fut interdite à l’humanité en même temps qu’elle la fondait, car « le besoin de connaître est transmis à l’homme par la femme » et notre destin consiste à sortir du paradis du fantasme et à passer de l’inconscient au conscient en le payant de sa souffrance. La Bible, dès le début du texte sacré, nous apprend notre réalité d’hommes et de femmes terrestres, nos limites humaines. Mais le christianisme « fit du corps un péché et de la femme celle par qui le péché arrive ».

Dans l’Évangile de Saint-Jean, on ne trouve plus la Femme (le corps qui précède le corps), mais seulement le Verbe qui précède le corps,

« Puisque le corps existe avant de savoir qu’il existe… que la parole est divinisée au prix de la perte de son origine biologique humaine ».

C’est là, pour notre auteure, que va naître, encouragé par l’Église médiévale, « un langage désincarné qui exilera du verbe le corps, et donc la femme, la mère organique », privant le verbe de son altérité. Il n’existera plus dès lors qu’un genre le masculin, et si le féminin subsiste, ce sera sous la forme d’une androgynie cachée.

[211]

Pourtant, il n’y avait rien de tel dans l’antique épopée de Gilgamesh, où, grâce à l’amour d’une femme, l’intelligence d’Enkidou s’éveille et qu’il devient entièrement humain, car

« S’il y a quelque chose de biologique, c’est bien ce passage de l’homme par la femme ».

C’est ce que détruit, pour Chawaf, la religion chrétienne, et son mythe cruel pour la vie humaine, dont rend bien compte le mythe courtois. Le conte de Perceval va ainsi produire un langage affectif pour exalter la femme. Mais demande l’auteure, quand elle est idéalisée, que reste-t-il de la femme ? Et l’aventure chevaleresque ne peut se vivre que loin d’une femme « dont seule l’image trop idéalisée sera proche du chevalier qui aimera une femme imaginaire ».

Pour le christianisme, le corps est fille de l’enfer et l’esprit fils de Dieu. Elle ne peut inviter à l’union du corps et de l’esprit cette religion qui dresse une partie de l’homme contre l’autre partie de lui-même, alors qu’il « est vital de restituer à la vie physiquement et même dangereusement humaine sa spiritualité charnelle ».

La parole divine, sacrée, est là opposée à la chaire profane, elle est fermeture à la vie, abstraction.

Reich ne disait pas autre chose, quand dans la *Révolution sexuelle*, il décrivait les mécanismes pathologiques de l’ascétisme et du refoulement sexuels dans les sociétés autoritaires [[156]](#footnote-156).

Il faut tuer le corps pour vivre, c’est le message chrétien, car le passé doit triompher, il est l’ordre, il fait loi, il sacrifie le futur.

**LA THÈSE DE L’AUTEURE EST DONC UN PROJET DE VIE**

« Qui voudrait que la chair et l’esprit ne fasse plus qu’un. Soit une union intérieure où le corps et l’esprit en s’unissant en chacun de nous puissent s’ouvrir à l’autre et à l’extérieur en nous rendant pleinement humains avec soi et avec l’autre, dans le respect de l’altérité et de l’intégrité »,

et de convoquer à son service nombre d’exemples littéraires :

- Perceval le gallois où la Parole Mère est oubliée, quand le roman met en scène les limites de l’incommunicable,

- l’écriture contemporaine quand, de Sainte-Beuve ou Flaubert et Maupassant (Pierre et Jean) à l’*Autoportrait en érection* de Guillaume Fabert et à Paul-Loup Sulitzer (*la femme pressée*), un *leitmotiv* traverse nombre d’œuvres : rendre compte de l’aliénation du corps, aboutir à la [212] possibilité pour le corps de parler sa propre langue sensorielle, « d’élaborer une symbolisation charnelle qui manque au langage symbolique », faire qu’idées et émotions ne s’annulent plus réciproquement. En d’autres termes, et dans un autre domaine c’est ce que les sociologues Michel Maffesoli ou François Laplantine appellent « Sociologie du sensible », et nous-mêmes avec Jacques Ardoino et René Barbier nommons la posture impliquée… laquelle ne peut faire l’économie d’une pédagogie du symbole ancrée sur le trajet anthropologique entre pulsions subjectives et intimations du milieu (Gilbert Durand).

Á l’inverse sont également explorées, dans cet essai, les postures romanesques du corps étranger à la vie ou de la haine de soi, dans un monde où

« la parole qui sort du corps ne sait plus y rentrer sauf pour devenir muette ». La spiritualité elle-même est victime de cette vieille guerre des pouvoirs car « au pouvoir de la mère sur l’enfant succède et s’oppose plus tard, dans l’esprit, le pouvoir de la langue sur la mère ».

Mais il n’est pas évident de revenir au monde natal pour passer à une langue mère non terrifiante, non menaçante, *initiatrice*… et la langue y tient une large part, « une langue aussi verbale que muqueuse ! »

LES MOTS, LE LANGAGE

Suit alors un développement très intéressant sur le thème : d’où viennent les mots ? D’où vient la puissance de leurs sons ? Qu’est-ce qui communique dans la fusion de la voix et des mots ? Et Chantal Chawaf nous indique : le roman de la vie pour s’écrire doit être « un afflux de sang, de forces, de chaleur, une régénération verbale ». Ce n’est certes pas la langue des ordinateurs, des spots et des clashes qui y tendra, « dans la chute spirituelle rendue inexorable par l’asservissement médiatique ».

Elle en appelle, en littérature, au *charnel symbolique*, à une littérature qui supporte le malheur de l’être humain, pour réconcilier l’humain avec une partie de lui-même. Pour cela, pour se guérir de l’ingratitude, il doit écrire la vie dans sa réalité charnelle et non pas imaginaire, ce qu’elle nomme le *charnel symbolique,* quand les « origines langagières flottent dans le féminin des rondeurs maternelles du corps de la femme », langage des origines charnelles et affectives qui rappellent à l’homme « qu’il est autant concerné par la féminité que la femme » et ce « malgré la terreur qu’il manifeste de l’intérieur féminin ». Et ce langage charnel symbolique, pour progresser, doit d’abord surmonter les inconscients et faire entendre le féminin. Ce qui est [213] désiré, ce n’est pas la chair, c’est le corps, c’est l’idée qu’on s’en fait, sauf à rendre proche mentalement cette chair par le langage verbal.

Ce que n’ont pas voulu ou réussi les troubadours, car, pour Chantal Chawaf :

« La langue médiévale emprisonne la femme dans l’amour du mot […] volupté verbale et désincarnée dans de féeriques métamorphoses de la peur et de la haine et de la peur obsédante du corps réel ».

Le langage courtois ne caresse pas, ne pénètre pas. C’est l’interdiction donnée au mot d’avoir une chair et une peau.

Il faut donc élaborer une langue qui entretienne un rapport avec le corps, ce langage des origines qui fait entendre la voix de la mère, qui s’approche de la maternité comme s’il était un peu une matrice de la langue où se formerait la vie symbolique.

Non pas sublimer qui nous rattache plus à l’imaginaire qu’au réel, mais traduire,

« Copier la voix dans le souffle, dans l’écrit, ne pas être dupes de nos silences de nos idéalisations, de nos réticences et de nos pudeurs qui restreignent l’expression totale de la vie ».

MÉDIATION

Et l’auteur de poursuivre par une apologie de la médiation (ce que nous-mêmes avec quelques autres appelons encore une pédagogie du symbole, une troisième voie), entre le corps et le langage, une langue à mi-chemin entre le langage et la chair, une langue qui n’a plus peur de l’angoisse, qui luttera contre ce qui provoque l’angoisse et que l’on préfère cacher, le caractère traumatisant de la vie. Il faut lutter contre le manque d’un langage symbolique originaire, celui qui a précédé le langage symbolique du père, le langage convenu, social, autorisé, un pré langage puisque la langue culturelle tue notre langue maternelle. On le voit bien, cette médiation est d’abord littéraire.

Et l’auteure de citer, dans ces pages très impliquées – et impliquant chaque lecteur – le travail littéraire de Régine Desforges, lequel justement s’appuie sur ce type d’émotions langagières car elle écrit à partir de ce corps intime, secret, inavoué, turbulent qu’elle partage avec le lecteur, et c’est sans doute ce qui le rend insupportable aux tenants de l’autre voie, celle de la parole divinisée au prix de la perte de son origine. Le superbe entretien que produit ici notre auteure avec cet écrivain met bien cela en lumière et nous vaut un témoignage éblouissant de sincérité [214] de Régine Desforges sur sa propre vitalité, sur ses histoires d’amour, « celles dont on peut mourir ». Elle campe avec justesse la souffrance vécue, l’imaginaire obsessionnel, destructeur, de certains moments de crise et sur le fait qu’un amour peut disparaître avec le force du temps, en dépit de la peur panique qu’éprouvent ceux qui mettent un terme à leur histoire d’amour. Car

« Aimer, c’est le grand dérangement le dérèglement, la possession, et encore la mystique du plaisir, l’extase, la confiance »…

quand les hommes généreux, dit Desforges vous laissent libres,

« Quand le don de l’homme, c’est de permettre à la femme de s’exprimer et de faire plaisir et honneur à ce don ».

C’est cela l’amour de la vie :

« vivre ardemment, brûler la vie par les deux bouts, ne pas être économe, se gaspiller soi-même… ».

C’est le pari d’un auteur « complètement physique » à l’encontre d’un monde où l’écart entre l’individu et le social est de plus en plus accentué.

Suivent alors de pénétrantes analyses sur Freud et la guerre, la haine, la violence, la répression du régressif par le verbal, notamment dans le nazisme.

Á l’encontre de ces constats de haine omniprésents, et le nazisme en est l’épiphanie absolue, servis par un idéalisme récupéré, frelaté, l’auteure propose « d’incorporer le langage pour que le corps vécu et la langue de la vie ne fassent plus qu’un ». Car, à ne pas vivre nos corps, la haine peut revenir, sous d’autres formes et en d’autres lieux, hanter d’autres personnalités dénaturées, et corrompre d’autres foules...

« La haine exclusive est une maladie tenace pour l’esprit […] quand le fantasme nous tient éloigné des problèmes de la réalité ».

Il faut donc, et c’est à la littérature de le faire (nous ajoutons pour notre part les formes de l’expression artistiques, et encore les pédagogies initiatiques), « développer chez les individus, la culture de la vie sensible, la langue affective de l’amour et de la vie... » pour nous détourner du gouffre.

Chantal Chawaf prend ensuite plusieurs exemples dans la culture contemporaine, (les hippies, les rockers et leur mégalomanie infantile, certains romans policiers), quand nombre de formes [215] du langage s’obstinent à s’occulter elles-mêmes jusqu’à ne plus être capables de faire face au malheur, à l’angoisse, toute une littérature bientôt remplacée par des pilules ou le bouton de télévision.

Chantal Chawaf nous montre ainsi que la parole du corps sacrifié est inefficace si cette rébellion charnelle se sépare du spirituel,

« car l’humain est un tout et que quand ce tout est mutilé, un humain n’est plus humain »,

la médiation doit donc surmonter l’ambivalence humaine, ne plus cliver la langue entre corps et esprit, sauf à satisfaire chez l’être humain une envie de tuer, à couper le vivant…

Pour réparer le processus destructeur, conclut-elle, il nous reste maintenant à travailler, à apprendre mot à mot le passé de notre corps. Soit former les noms sensoriels des éléments… porter à la lumière l’inscription primitive humaine et trouver chaleureusement son équivalent, sa trajectoire, spirituelle. Alors un nouveau langage percera nos replis intérieurs « comme le vagissement d’un nouveau né traverse la chair jusqu’au jour ».

Nous retrouvons bien ici la question de l’initiation, du trajet anthropologique, du passage du continu au discontinu, étudiée par Georges Bataille (1957) :

« Nous sommes des êtres discontinus mais nous avons la nostalgie de la continuité perdue ».

Nous supportons mal la situation qui nous rive à l’individualité de hasard, périssable, immergés que nous sommes dans la quête du sacré au début du troisième millénaire, laquelle est à la fois effort communautaire et exigence spirituelle.

Avec Chantal Chawaf, nous pouvons ajouter que ceci consiste, sur la base de l’expérience de nos sens, à agglutiner *Le sens* en le référant à des formes à la fois fixes et mouvantes, spiritualisées et en même temps soumises à l’altération. Elle implique, en même temps qu’elle nous implique, plasticité, pluralité des faits, doit contribuer et à l’ébullition sociale et à la perdurance des schèmes imaginaux dont Gilbert Durand a bien montré ce qu’ils devaient aux expériences corporelles fondamentales, « unis que nous sommes tous dans la vulnérabilité humaine, métaphysique... ».

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

1. « Il est évident que la sociologie n’a pas connu de triomphes comparables à ceux de nombreuses sciences, plus anciennes et plus reconnues. Plusieurs interprétations ont été données pour expliquer cette particularité – la plus fréquente étant que la croissance du savoir en sociologie est plus aléatoire que cumulative. En réalité, il apparaît que dans certaines parties de la discipline (...) s’est produite une accumulation lente mais qui s’accélère du savoir organisé et vérifié. Dans certains autres champs, l’expansion du volume des publications ne semble pas suivre la même voie. Divers facteurs expliquent la lenteur de cette évolution. » [↑](#footnote-ref-1)
2. 1re éd. : 1938 ; 2e éd. : 1968 ; 3e éd. : 2001 (26 vol.). [↑](#footnote-ref-2)
3. W. Lepenies, La Troisième Culture : la sociologie entre la science et la littérature, Paris, MSH, 1990. [↑](#footnote-ref-3)
4. F. Chazel, « L’esthétisme sceptique et ses limites en histoire de la sociologie », in *Aux fondements de la sociologie,* Paris, PUF, 2000, pp. 85-109. [↑](#footnote-ref-4)
5. R. Boudon, *Études sur les sociologues classiques,* t. I et II, Paris, PUF, « Quadrige », 1998-2000, et « La rationalité du religieux selon Weber », *L’Année sociologique,* 2001, 51, 1, pp. 9-50. [↑](#footnote-ref-5)
6. R. Inglehart *et al.,* *Human Values and Beliefs,* *a Cross-Cultural Sourcebook,* Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1998. [↑](#footnote-ref-6)
7. L. Iannaccone, « The Consequences of Religious Market Structure : Adam Smith and the Economics of Religion », *Rationality and Society,* 3, 2, avril 1991, pp. 135-155. [↑](#footnote-ref-7)
8. M. Weber, [*Essais sur la théorie de la science*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24782670)*,* Paris, Plon, 1965 [1951], et lettre du 9 mars 1920 à Robert Liefmann, citée par W. Mommsen, « Max Weber’s Political Sociology and his Philosophy of World History », *International Social Science Journal,* 17, 1, 1965, pp. 23-45. [↑](#footnote-ref-8)
9. M. Weber, [*Essais*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24782670)..., op. cit., et Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie, Tübingen, Mohr, 1988 [1922]. [↑](#footnote-ref-9)
10. R. Boudon, « La rationalité ... », *op. cit.* [↑](#footnote-ref-10)
11. R. Boudon et M. Cherkaoui, *Central Currents in Social Theory,* 8 vol., Londres, Sage, 1999, proposent une sélection des applications du programme TWd. Les quatre premiers volumes de cette sélection couvrent la période qui va des origines à 1930 ; les quatre derniers, la période de 1930 à nos jours. [↑](#footnote-ref-11)
12. G. Erner, Analyse critique du modèle du bouc émissaire en sociologie de l’antisémitisme, thèse, Université de Paris-Sorbonne, 2002. [↑](#footnote-ref-12)
13. A. Vexliard, *Le clochard : étude de psychologie sociale,* Bruges, Desclée de Brouwer, 1957 ; F. Dubet, *La galère : jeunes en survie,* Paris, Fayard, 1987. [↑](#footnote-ref-13)
14. G. Busino, *Critiques du savoir sociologique,* Paris, PUF, 1993 ; I. Horowitz, *The Decomposition of Sociology,* New York, Oxford University Press, 1994 ; R. Dahrendorf, « Whither Social Sciences ? », The 6th Economic and Social Research Council Annual Lecture, *Economic and Social Research Council,* Swindon, (Royaume-Uni), 1995. [↑](#footnote-ref-14)
15. Les propositions microscopiques relevant de la « psychologie ordinaire » qu’on repère chez Tocqueville, Durkheim ou Weber, pour me limiter à leur cas, évoquent toujours des mécanismes psychologiques dont l’existence peut être facilement attestée, comme lorsque Tocqueville admet que l’individu quelconque a le souci de sa dignité et de son bien-être, Durkheim que l’on tend à oublier ses soucis personnels quand un incendie menace, Weber que l’individu tend à exiger une certaine cohérence entre ce qu’il croit et ce qu’il observe. Les cathédrales macroscopiques qu’ils ont construites doivent leur solidité à ce qu’elles utilisent des moellons microscopiques solides. Il est donc préférable de désigner entre guillemets la « psychologie » qu’ils utilisent, car ils n’ont aucun emploi pour les méandres de la psychologie introspective. L’article indûment célèbre de T. Abel sur « the operation called *Verstehen* » confond Max Weber avec Maine de Biran ! [↑](#footnote-ref-15)
16. Le refus de l’individualisme méthodologique se fonde quelquefois sur l’idée qu’il ne saurait rendre compte des effets sociaux émergents. Pourtant, un Weber interprète un phénomène émergent aussi massif que l’installation du Christianisme dans l’Empire romain comme l’effet de raisons compréhensibles de la part des militaires et des fonctionnaires romains. Bien entendu, ce refus se fonde aussi dans certains esprits sur la métaphysique matérialiste sommaire qui veut que le comportement des individus soit un produit des « structures sociales ». [↑](#footnote-ref-16)
17. La notion de *frame* est illustrative des concepts vides que proposent généreusement les sciences sociales  : ils suggèrent qu’ils appartiennent à la même catégorie que les *prions* des biologistes ou les *électrons* des physiciens, mais, à la différence de ces concepts, ils désignent des réalités vouées à échapper définitivement à la mise à l’épreuve empirique. Ils donnent naissance à un jargon qui passe pour un signe de scientificité auprès de certains. Il « agrandit mais voile la pensée », aurait dit Tocqueville. [↑](#footnote-ref-17)
18. Patents par exemple dans le cas de l’analyse de régression ou de l’analyse « log-linéaire », latents dans celui de l’analyse factorielle. [↑](#footnote-ref-18)
19. Cette approche est celle des « modèles générateurs » (Boudon 1979). Elle est désignée aujourd’hui par des termes comme « social mechanisms approach » ou « sociologie analytique ». [↑](#footnote-ref-19)
20. Boudon (2003, 2006). [↑](#footnote-ref-20)
21. Chazel (2000, p.129) a correctement identifié le vice de construction rédhibitoire qui affecte la théorie générale de l’action sociale de Parsons : « Certes, dans sa caractérisation des composantes de l’acte-unité, Parsons s’efforce de tenir compte à la fois de la dimension instrumentale (à travers la relation des moyens à la fin) et de l’orientation normative ; mais c’est une solution précaire, dans la mesure où la dimension normative reste en quelque sorte prisonnière de la relation entre moyens et fin : le facteur de choix qu’elle implique n’est en effet censé porter que sur les moyens ». [↑](#footnote-ref-21)
22. Il faut prendre la notion de cause ultime en un sens relatif. L’acte banal par lequel je porte à mes lèvres une tasse de café n’est en toute rigueur explicable qu’à partir de toute l’histoire de la vie et de la culture. Seul un Dieu omniscient pourrait en saisir la causalité dans son intégralité. Une science ne peut donc se développer qu’à l’intérieur de « paradigmes » (Kuhn), de « programmes » (Lakatos) ou de « points de vue » (Simmel), c’est-à-dire de règles constitutionnelles restrictives, lesquelles lui ouvrent l’accès à la connaissance au prix d’un renoncement à la connaissance absolue. [↑](#footnote-ref-22)
23. La question des relations entre sciences de la nature et sciences sociales a donné lieu à discussion depuis la fin du XIXe siècle. Raynaud (2006) en conclut justement au caractère douteux des arguments repris sous des formes diverses depuis Dilthey et Rickert qui prétendent doter la sociologie d’un statut épistémologique spécial. [↑](#footnote-ref-23)
24. Les sciences de la nature confirment ainsi la thèse décisive selon laquelle le principe de la maximisation n’a rien de « naturel ». Voir Cherkaoui (2006, p.196). [↑](#footnote-ref-24)
25. Il faut préciser : autonome par rapport aux neurosciences et à la sociobiologie. [↑](#footnote-ref-25)
26. Le thème du primat du corps sur l’esprit et de l’émotion sur la raison est congruent, non seulement avec le matérialisme, mais avec le relativisme ambiant. En effet, le relativiste ne peut qu’être heureux d’apprendre que je perçoive tel châtiment en vigueur dans telle société comme cruel et condamnable, non parce qu’il l’est effectivement, mais parce que l’émotion que je ressens –sous l’effet, selon le relativiste, de montages physiologiques ou neurologiques produits par la socialisation- m’amène à en juger ainsi. On conçoit alors facilement qu’un état de choses puisse donner lieu à une émotion dans telle culture mais non dans telle autre et par suite être considéré comme acceptable ici et inacceptable là. [↑](#footnote-ref-26)
27. La psychologie tient souvent, elle aussi, de salle d’attente préscientifique. L’autisme et l’ulcère à l’estomac furent longtemps expliqués par des causes psychologiques conjecturales difficilement vérifiables -construction défectueuse de la relation avec la mère dans le premier cas, *stress* dans l’autre- avant que les sciences de la vie n’en déterminent les causes authentiques : génétiques dans le premier cas, bactériennes dans le second. [↑](#footnote-ref-27)
28. Cette théorie, due à Milton Friedman, veut que, les états subjectifs de l’acteur économique étant inobservables, l’économiste ne puisse juger une théorie économique que sur sa valeur prédictive, non sur les propositions « psychologiques » qu’elle introduit. [↑](#footnote-ref-28)
29. Je me sépare de Bunge (1999, 2006) lorsqu’il fait du matérialisme une condition de la scientificité, mais suis d’accord avec lui pour avancer qu’il n’y a aucune raison pour que les sciences sociales n’aient pas la solidité des sciences de la nature. [↑](#footnote-ref-29)
30. Je laisse de côté le fait que la croyance en la théorie en question s’explique aussi par la prégnance, annoncée par Tocqueville, de l’attitude compassionnelle dans les sociétés modernes. [↑](#footnote-ref-30)
31. Le Durkheim des écrits méthodologiques repousse officiellement toute intrusion de la psychologie dans la sociologie. Mais toutes ses analyses introduisent officieusement des hypothèses sur les motivations et les raisons des individus. Ainsi, le choix de ses indicateurs d’anomie ou d’égoïsme lui a été dicté par des hypothèses psychologiques. Il compare les taux de suicide des hommes et des femmes, des protestants et des catholiques parce qu’il fait certaines hypothèses sur les effets psychologiques induits par ces caractéristiques. [↑](#footnote-ref-31)
32. Il serait intéressant d’examiner l’histoire des sciences sociales à la lumière de la prégnance du postulat matérialiste. Un symptôme : toute une littérature ignore la conception nominaliste que Weber se fait de la notion de type-idéal et méconnaît son individualisme de méthode en dépit de son insistance sur les notions d’action, de rationalité ou de rationalisation, pourtant soulignée par les meilleurs commentateurs. Comme l’indique Cherkaoui (2006, p.41), « toute l’œuvre de Max Weber est une longue méditation sur le problème de la rationalité et de la rationalisation ». La littérature en question réussit surtout à plonger la pensée vivante du grand sociologue allemand dans le formol de prénotions matérialistes, en interprétant les *types idéaux* comme des « structures » qui imposeraient leurs lois aux individus. Autre symptôme : l’attention accordée à l’adage de Durkheim invitant le sociologue à traiter « les faits sociaux comme des choses », un avis que Durkheim se garde bien de suivre. Autre symptôme : le fait que la plupart des théoriciens, de Spencer à Hayek ou Wilson (1993) imputent l’évolution morale, politique ou sociale à des mécanismes d’adaptation, alors qu’elle s’explique par un processus fondamental à deux temps : innovation/sélection ou non-sélection rationnelle de l’innovation (Boudon 2006). [↑](#footnote-ref-32)
33. La question de savoir si Weber l’aurait avalisée est bien sûr sans réponse. [↑](#footnote-ref-33)
34. Cela permet de comprendre que les conflits de valeurs puissent être bien plus vifs que les conflits d’intérêt. [↑](#footnote-ref-34)
35. Comme celle qui entend substituer un *homo donator* à l’*homo* *œconomicus* (Godbout 2006). [↑](#footnote-ref-35)
36. C’est parce qu’elle manque de reconnaître ce point que la macrosociologie contemporaine est le plus souvent floue, à l’opposé de celle qu’ont pratiquée les géants de la sociologie. [↑](#footnote-ref-36)
37. On travaillera ici dans le cadre gnoséologique défini par Jean Baechler lorsqu’il étudie (1985, p.14 et 98) les notions de morphologie et surtout de régime aux contours semblables à ceux dégagés par Claude Lefort (1986, pp.8-9) : « La recherche que suscite la différence des formes de société, celle des catégories qui permettent d’en rendre raison et de fonder le jugement politique [… interdisent] de désigner la politique comme un secteur particulier de la vie sociale ; [cette recherche] implique au contraire la notion d’un principe ou d’un ensemble de principes générateurs des relations que les hommes entretiennent entre eux et avec le monde. Le plus éloquent témoignage de ce dessein est sans doute le plus ancien. Ce que je viens d’appeler forme de société, Platon (ou Socrate) fut sans doute le premier à en forger l’idée à l’examen de la politeia. Nous sommes accoutumés à traduire le mot par régime. Il est à présent pris dans une acception restrictive qui risque de nous égarer. Comme l’a fait justement observer Léo Strauss, le mot ne mérite d’être retenu que si nous lui conservons toute la résonance qu’il gagne quand on l’emploie dans l’expression d’Ancien Régime. Alors se combinent l’idée d’un type de constitution et celle d’un style d’existence ou d’un mode de vie ». [↑](#footnote-ref-37)
38. Max Weber, 1991, pp.338-339 : « […] La ville occidentale est née d’un acte de confraternité, d’une association, union, dans l’Antiquité et de la conjuratio au Moyen Âge […] c’est-à-dire la confrérie armée destinée à se porter aide et protection mutuelle […]. La Polis est toujours le produit d’une association, union ; elle n’est pas toujours le produit d’une forte colonie, mais celui d’une association unie par le serment, d’une conjuration qui signifie qu’une cène sacrée commune a été réunie, qu’une union sacrée a été créée, à laquelle ne participent que ceux qui ont leurs tombes sur l’Acropole et leur maison dans la cité ». [↑](#footnote-ref-38)
39. « La quiddité d’une chose, dit excellemment Ravaisson (2007, p.512), n’est pas tout ce qu’elle est, mais seulement tout ce qu’elle ne peut pas ne pas être ; c’est l’ensemble de tous les éléments permanents et inaltérables, primitifs et non dérivés, qui demeurent sous les modifications accidentelles » (Note 3 de Jean Tricot traduisant La métaphysique (Aristote, 1981), T1, p 23, A, 3, paragraphe 25). [↑](#footnote-ref-39)
40. Ce qui implique de différencier relativité et relativisme, et aussi logique et rationalité, en ce sens que pour répondre, (du moins relativement car cela excède le cadre de ce travail), à l’objection de Quine s’appuyant sur Tarski à propos de la question de vérité de la représentation en général et de la proposition en particulier face au réel empirique (1975), le problème n’est pas tant qu’il existe par exemple différentes sortes de vie politique, différentes sortes d’interaction avec la présence d’un « lapin » (Quine, (1969), 2008, p.14) mais que le Réel xyz puisse non seulement exister (à la façon d’une pierre disait Kant) mais s’activer structurellement, fonctionnellement, dans une vie et une perception humaine, i.e non exclusivement comestible, telle en effet la vision de ce lapin dont parle Quine qui peut par exemple donner l’heure dans certains réels soulignait Lewis Carroll. Or, la différence précisément entre relativisme et relativité d’une part, et logique et rationalité d’autre part, consiste à ne pas rendre équivalent les champs de signification comme le fait le relativisme (et en ce sens il n’est pas possible d’énoncer que Quine serait relativiste comme le suggère pourtant, certes au conditionnel, un travail récent sur l’épistémologie sociale (Bouvier et Conein, 2007, p.11), puisqu’il s’agit de distinguer le sens logique qui correspond à une stricte corrélation entre sujet et prédicat, cause et effet, et le sens rationnel – intégrant également son contraire, l’irrationnel - et qui correspond plutôt à une signification excédant le logique pour aller vers le compréhensif comme l’a démontré Weber : celle d’une croyance en certaines actions alors que leur effectuation logique ne serait pas vérifiable, tel l’exemple pris par Raymond Boudon (1995) sur le fait de danser pour faire tomber la pluie, ce qui est rationnel / irrationnel au sens qu’il y a bien une raison pour agir, mais elle reste illogique au sens où il n’est pas dit que cela fonctionne dans une technicité telle qu’elle serait adéquate aux demandes de continuité comme a pu atteindre l’appareillage pragmatique de la Techne occidentale aujourd’hui également universalisable, ce qui implique que l’efficacité de la corrélation entre danse et pluie du point de vue morphologique de la demande humaine en eau doit donc être relativisée et non rendu équivalente avec des techniques données d’irrigation. Le fait donc que l’électricité soit née en Occident n’empêche pas son universalisation qui n’a rien de dominatrice, même si peut être évidemment discutée la forme historiquement située de sa production ; de même qu’il existe, a existé et existera différentes formes de vie (mœurs) en société, ce qui n’est pas contradictoire en soi avec l’idée qu’une pression de sélection existe aussi dans les espèces de régime et qu’un seul puisse résister aux intempéries de l’Histoire puis se répandre parce qu’il est précisément de meilleure constitution… par exemple le régime démocratique, au-delà des formes singulières qui le particularise (Baechler, 1985 ; Boudon, 2006). [↑](#footnote-ref-40)
41. Alain Besançon (1998, p.75) définit la « nature politique des hommes » comme étant « dans leur capacité de former les uns avec les autres des liens familiaux, sociaux, des rapports organisés de gouvernants à gouvernés, de façon à former une cité, un État ». [↑](#footnote-ref-41)
42. Agent, au sens wébérien, i.e ayant des « motivations », 1995, T.1 p.34. [↑](#footnote-ref-42)
43. Weber (1995 [1921], volume 1, chapitre III, Les types de domination, 1. Les fondements de la légitimité, § 1. Définition, conditions et modes de domination, p.285-288) : « Nous entendons par « domination » (…) la chance, pour des ordres spécifiques (ou pour tous les autres), de trouver obéissance de la part d’un groupe déterminé d’individus. Il ne s’agit cependant pas de n’importe quelle chance d’exercer "puissance" et "influence" sur d’autres individus. En ce sens, la domination (l’"autorité") peut reposer, dans un cas particulier, sur les motifs divers de la docilité : de la morne habitude aux pures considérations rationnelles en finalité. Tout véritable rapport de domination comporte un minimum de volonté d’obéir, par conséquent un intérêt, extérieur ou intérieur, à obéir ». [↑](#footnote-ref-43)
44. Julien Freund définit que le « but spécifique du politique se détermine en fonction du sens d’une collectivité, c’est-à-dire il consiste dans la volonté d’une unité politique de conserver son intégrité et son indépendance dans la concordance intérieure et la sécurité extérieure. […] La politique est aussi le lieu – mais non le seul – où l’homme essaie de donner consistance aux fins humaines générales et ultimes, comme la justice, la liberté, le bonheur, etc. » (1967, chapitre 1, 1. Trois finalités, p.37). Observons qu’Aristote dans sa Politique, (IV,4, 1291 – a 15-20, traduction Pierre Pellegrin – qui propose Les politiques pour le titre du traité - 1990), en prise avec la République de Platon pose qu’une cité se constitue également « en vue du bien », dont « l’avantage commun » (III,7, 1279- a -10) fait partie, ce qui permet de « mener une vie heureuse » (I, 2, 1252 –b -30). N’oublions pas aussi que pour Aristote son traité Éthique de Nicomaque est « en quelque sorte un traité de politique » en ce que le « juste », entre autres, est « soumis à l’étude de la politique » (I : Chap. III, 1e paragraphe, première ligne, 1965, p.21), ce qu’il précise dans son traité sur le Politique : (I, 2, 1253-a). [↑](#footnote-ref-44)
45. Jean Baechler, 2000. [↑](#footnote-ref-45)
46. Ainsi est évitée l’objection de François Chazel car lorsqu’il indique dans son article « Retour sur l’"orientation normative de l’action" : éléments pour une appréciation tempérée » (2001, p.159) que reconnaître « un rôle aux normes n’implique d’aucune manière de souscrire à l’idée d’un déterminisme massif. Ainsi, une norme n’est ni une pente désignant une – prétendue - nécessité sous-jacente, ni non plus un penchant reposant sur l’acceptation de cette nécessité mais tout simplement une règle d’action. (…) », ce n’est aucunement contradictoire d’énoncer que cette dernière nécessite des conditions morphologiques (et donc ontologiques) de possibilité et donc implique des coalescences objectives pour que cette règle puisse réellement être acceptée i.e partagée par les agents et acteurs considérés. [↑](#footnote-ref-46)
47. On renverra de nouveau au recueil d’articles qui vient d’être indiqué dans la note précédente, en particulier l’article de Jean Baechler (« L’acceptation des normes, p.129) lorsqu’il énonce que la « forme de la norme inscrit celle-ci dans une relation de pouvoir, puisqu’il y a conjonction entre un ordre énoncé et une espérance d’obéissance. Dans une relation de pouvoir, l’ordre, quoique aussi indispensable que son contenu l’est à une norme, est secondaire par rapport à l’obéissance (…) Respecter une norme, c’est obéir, comme c’est désobéir que de la violer. De là, il apparaît qu’il convient de rechercher des raisons de l’acceptation des normes dans le ou les ressorts de l’obéissance, dans ce qui fait que des acteurs humains, libres de se plier ou non à une obligation, se résolvent à décider plutôt dans un sens que dans l’autre ». [↑](#footnote-ref-47)
48. Ainsi Lucienne Bui Trong, (2003, p.37) qui fut responsable de la section « Violences urbaines » au sein des Renseignements généraux de 1991 à 2001, a montré que dans des quartiers connaissant le même taux de chômage, le rapport à la violence n’était pas le même selon que se trouve encore accepté le rôle de médiation des institutions ; leur présence et action n’étant pas appréhendées comme seule coercition, mais aussi incarnation de valeurs et de compétences. [↑](#footnote-ref-48)
49. Que dit Lamence Madzou à ce sujet ? (p.32) : « Je suis d’origine africaine et je ne le renierai jamais mais je me sens français. Je n’ai pas une once de cette culture africaine. Cette façon de penser, d’agir, ne fait pas partie de moi […] Pour nous, cela n’a pas d’importance d’être Arabe ou Noir. On a vécu et partagé tant de choses ensemble ; pour nous, c’était d’abord l’amitié qui comptait […] Nous étions respectés, écoutés. Même si nous faisions peur, nous existions ». [↑](#footnote-ref-49)
50. Cette étude fit partie du colloque Rencontres Jeunes & Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée. Elle s’appuie sur une enquête menée en 2001 et 2002 et réactualisée en 2004 sur le plan statistique dans un rapport de recherche CEE/CNAM : Dans une zone urbaine sensible : les acteurs de l’Education des jeunes en difficulté. [↑](#footnote-ref-50)
51. Ainsi nombre d’ouvrages scolaires tordent à l’excès le bâton dans l’autre sens, omettant par exemple la colonisation arabomusulmane de l’Afrique du Nord berbère, y occultant d’ailleurs les racines chrétiennes pré-romaines, sans oublier l’analyse souvent biaisée du conflit arabo-juif, Israël faisant souvent office d’unique cause des malheurs de cette contrée. On peut aborder la nature des ouvrages scolaires sur ces différents points en consultant le livre de Barbara Lefevbre et d’Eve Bonnivard, 2005, et d’Emmanuel Brenner, 2004, une analyse quelque peu sous-estimée par l’ouvrage de Michel Wieviorka, (2005, p.37). [↑](#footnote-ref-51)
52. Pour une plus ample analyse des problèmes agricoles, voir Pierre Goinard, 2001, pp.138-167. [↑](#footnote-ref-52)
53. Ce que conteste par exemple Lucienne Bui Trong qui a montré (2003, p.37) que dans des quartiers connaissant le même taux de chômage, le rapport à la violence n’était pas le même selon que se trouve encore accepté le rôle de médiation des institutions ; leur présence et action n’étant pas appréhendées selon le paradigme foucaldo-bourdieusien (Oulahbib, 2002 ; 2003 ; 2006) comme seule coercition venant d’un ordre social et moral cherchant à mettre au pas la question sociale, mais plutôt comme incarnation de valeurs et de compétences structurées en institutions à un moment social historique donné. [↑](#footnote-ref-53)
54. Tel Laurent Mucchielli et Le Goaziou Véronique, 2007. [↑](#footnote-ref-54)
55. Le commissaire Bui Trong relate (2003, p.65) que dans plus « des deux tiers des émeutes, la police est totalement absente à l’origine de l’événement ». [↑](#footnote-ref-55)
56. Ce qui nécessiterait bien sûr des enquêtes de terrain que cet article tente ici de penser dans leurs préliminaires. [↑](#footnote-ref-56)
57. Sur Europe 1 le dimanche 21 septembre 2008 au matin dans l’émission de Dominique Souchier. [↑](#footnote-ref-57)
58. Emboîtant le pas à Bertrand Badie, Bigo et les auteurs qu’il coordonne dans un livre récent (2008) relativise toute motivation en propre des acteurs islamistes, en ne relevant comme facteur premier qu’une influence de la société sur certains assassins londoniens du 7 juillet 2005, comme le résume un certain Bill Durodié dans ce livre (p.300) : « Le cœur du problème n’est donc pas ce qui pousse une minorité issue de milieux variés, y compris assez privilégiés, à rejoindre des organisations islamiques extrémistes. Mais plutôt pourquoi nos sociétés et nos cultures ne parviennent pas à offrir à des individus jeunes, ambitieux, éduqués et énergiques une motivation claire et un but collectif vers lequel ils pourraient orienter leur vie et qui leur permettrait de réaliser leurs aspirations. Ces individus cherchent ailleurs ce but et cette motivation, y compris, pour certains, dans des systèmes de croyance obscurs et dévoyés. Á certains égards, les criminels nihilistes qui ont fait sauter leurs bombes rudimentaires à Londres pendant l’été 2005 reflètent les sentiments d’autres individus mécontents dans le monde industrialisé actuel ». Ainsi, ne trouvant pas leur place, le « mécontentement » les pousseraient à se transformer en machines suicidaires : on voit là que le facteur x, facteur magique, celui de cette poussée, joue à merveille le rôle du dernier moteur, variable cachée si utile pour prouver à peu près n’importe quoi… jusqu’au manque d’une meilleure offre en politique. Observons que les « systèmes de croyance » seraient « obscurs et dévoyés » alors qu’ils sont au contraire très clairs et argumentés. On nie donc là le sérieux intentionnel politique en le psychologisant de façon par ailleurs erronée. [↑](#footnote-ref-58)
59. Les travaux de Sophie Bessis en sont l’exemple type (par exemple 1981). [↑](#footnote-ref-59)
60. 1964, p.14-15, et aussi note 1 p.15-16. « La "soif d’acquérir", la "recherche du profit", de l'argent, de la plus grande quantité d'argent possible, n'ont en eux-mêmes rien à voir avec le capitalisme. Garçons de cafés, médecins, cochers, artistes, cocottes, fonctionnaires vénaux, soldats, voleurs, croisés, piliers de tripots, mendiants, tous peuvent être possédés de cette même soif - comme ont pu l'être ou l'ont été des gens de conditions variées à toutes les époques et en tout lieu - partout où existent ou ont existé d'une façon quelconque les conditions objectives de cet état de choses. Dans les manuels d’histoire de la civilisation à l’usage des classes enfantines, on devrait enseigner à renoncer à cette image naïve. L’avidité d’un gain sans limite n’implique en rien le capitalisme, bien moins encore son "esprit" [...] (Ce) qui fait le caractère spécifique du capitalisme - du moins de mon point de vue - (c’est) l'organisation rationnelle du travail ». [↑](#footnote-ref-60)
61. Conformément à l’usage nous utiliserons l’expression « Relations internationales » lorsque nous parlerons de la discipline et l’expression « relations internationales » lorsque nous ferons référence à l’objet d’étude. [↑](#footnote-ref-61)
62. C’est l’idée que développe en particulier Barry Buzan dans son article intitulé “From International System to International Society : Structural Realism and Regime Theory Meet English School”. [↑](#footnote-ref-62)
63. Selon Barry Buzan l’expansion de la société internationale se réaliserait par cercles concentriques. [↑](#footnote-ref-63)
64. Donald Levine reprenant la métaphore de Lewis Coser sur « l’étranger » dira de Georg Simmel qu’il est « l’éternel étranger dans le champ de la sociologie » (Levine, 1989, p.161 ; Coser, 1958, pp.635-641). Sur le caractère marginal de la pensée de Georg Simmel voir notamment l’ouvrage *The Flight from Ambiguity* de Donald N. Levine et l’article de Gary Backhaus « Georg Simmel as an Eidetic Social Scientist » (Levine, 1985, p.89 ; Backhaus, 1998, pp.260-281). [↑](#footnote-ref-64)
65. Jürgen Habermas et Mathieu Deflem notent à ce titre que « Simmel est un enfant de la fin du siècle ; il appartient encore à cette époque durant laquelle les formations intellectuelles Kant et Hegel, Goethe et Schiller étaient contemporaines — contemporaines, bien sûr, qui ont déjà été éclipsées par Schopenhauer et Nietzsche. Les concepts fondamentaux de l’esthétique kantienne- schillérienne — liberté et nécessité, esprit et nature, forme et substance — sont ceux que Simmel utilise afin d’expliquer la victoire de Robin sur le classicisme et le naturalisme » (Habermas, Deflem, 1996, p.407). La notion de culture qu’il emploie dans son essai sur la tragédie de la culture est lui aussi d’essence néo-kantienne. [↑](#footnote-ref-65)
66. Les travaux de Georg Simmel sont marginaux dans le sens où ils s’inscrivent en rupture avec la tradition sociologique. Il sont essentiellement théoriques et a-historiques (cette dernière idée doit cependant être relativisée tant il est vrai que Simmel s’est intéressé aux processus historiques comme en témoignent ses réflexions sur les racines sociales de la Renaissance, sur l’émergence du parti du gouvernement dans l’Angleterre moderne ou encore sur certaines structures sociales au Moyen-Age) alors que ceux d’Emile Durkheim sont principalement pratiques et historiques (Wolff, 1958, pp.590-596). [↑](#footnote-ref-66)
67. Nous soulignons par là même les “affinités” entre la pensée de Georg Simmel et Max Weber qui réduisent les divergences entre leurs deux sociologies. Les affinités soulevées par Jim Faught entre les idées de Georg Simmel et Max Weber constituent, selon lui, « les bases d’une théorie de l’organisation sociale qui pourrait conceptualiser l’ambiguïté de la vie sociale impliquée dans un processus de construction dual de « mondes » significatifs et en même temps éprouvant la contrainte structurelle de ces formes » (Faught, 1985, p.172). [↑](#footnote-ref-67)
68. Nos travaux sont inspirés de ceux menés par Panayis Papaligouras qui a soutenu sa thèse de doctorat en 1940 à l’Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales de Genève devant un jury composé notamment de William Rappard et Paul Mantoux, Maurice Bourquin, Hans Kelsen, Paul Guggenheim, Carl-Jacob Burckhardt, Jean Piaget. Cette thèse sera publiée en 1941 aux éditions Kundig, elle s’inscrit dans la lignée des travaux menés par l’Ecole de Bade qui constitue le second courant du néo-kantisme, le premier étant celui de l’Ecole de Marburg. Le néo-kantisme s’est donné pour objectif de poursuivre la philosophie critique en appliquant la méthode transcendantale à tous les domaines de l’expérience. Panayis Papaligouras propose une « critique de la socialité » qui est la base à partir de laquelle il définit les conditions de possibilité de l’existence sociale puis de l’existence des sociétés internationales. On notera notamment l’influence de la philosophie des valeurs de Heinrich Rickert dans l’élaboration conceptuelle de Papaligouras. [↑](#footnote-ref-68)
69. Georg Simmel précise à cet égard que si la science de la société s’attache à étudier l’histoire et les lois de l’ensemble, il ne reste à la sociologie au sens étroit que l’étude des formes abstraites (hiérarchies et corporations, concurrences et formes du mariage, amitiés et usages sociaux, monarchies et polyarchies, etc.) qui sont la socialisation elle-même. [↑](#footnote-ref-69)
70. L’apport de [Ferdinand Tönnies](http://classiques.uqac.ca/classiques/tonnies_ferdinand/communaute_societe/communaute_et_societe.doc) relatif à la distinction entre « communauté » et « société », déjà souligné dans le cadre des travaux développés par Barry Buzan, constitue le point de départ d’une réflexion sur le concept de « société internationale » (Buzan, 1993). [↑](#footnote-ref-70)
71. Barry Buzan emprunte à la sociologie de Ferdinand Tönnies la distinction entre « communauté » et « société » pour décrire les modèles d’émergence d’une « société internationale ». (entendue comme groupe d’États ou communautés politiques indépendantes). La « communauté » (*gemeinschaft*) renvoie à une perspective traditionnelle et organique de la société qui implique le rapprochement et l’union autour de sentiments communs, d’expériences ou d’identité partagées. Dans cette optique, pour reprendre Buzan, la société est historique, dans le sens où elle n’est pas créée mais elle se développe historiquement. La « société » (*gesellschaft*) quant à elle est contractuelle, elle répond à une construction consciente et volontaire, organisée, plutôt qu’à un sentiment ou une tradition. Buzan souligne ainsi que l’émergence des sociétés internationales renvoie à deux modèles, l’un « civilisationnel », le second « fonctionnel » (Buzan, 1993, pp.333-336). Il note d’emblée qu’il existe peu d’exemples concrets de l’existence de sociétés internationales sur la base du modèle fonctionnel alors que le modèle civilisationnel s’illustre par certains cas de figure historiques (comme le souligne Martin Wight, c’est le cas du système des Cités-États de la Grèce antique, ou bien de la Chine antique ou encore dans une certaine mesure de l’Occident). [↑](#footnote-ref-71)
72. Cette distinction renvoie en définitive à celle formulée par Georg Simmel en ce qui concept les deux significations du concept de « société ». [↑](#footnote-ref-72)
73. Le concept de « société internationale » ne renvoie donc pas ici à celui de « société civile » ou de « société mondiale » pas plus qu’il ne signifie une société d’États organisés autour de principes, de normes et d’institutions comme le veut la tradition grotienne. [↑](#footnote-ref-73)
74. Nous privilégions une approche stato-centrée qui fait de l’État l’acteur majeur des relations internationales. Sans doute le caractère « multicentré » du système international contemporain, que souligne notamment James Rosenau, nécessiterait-il de prendre en compte d’autres acteurs, non-étatiques et transnationaux, pour rendre compte de leurs interactions (Rosenau, 1989, pp.291-304 ; Laroche, 2000 ; Devin, 2002, p.25 ; Badie, Smouts, 1996 ; Badie, Smouts, 1999). [↑](#footnote-ref-74)
75. La nature d’une relation réciproque peut être considérée comme homogène si les acteurs acceptent les formes sociales produites par leurs interactions individuelles ou bien elle peut être considérée comme hétérogène si les acteurs les refusent. Dans le premier cas de figure on parlera d’une *société internationale homogène*, dans le second, d’une *société internationale hétérogène* pour qualifier la nature des relations réciproques entre les acteurs. [↑](#footnote-ref-75)
76. Il est intéressant de souligner les approches complémentaires, « œcuméniques », qui peuvent être réalisées à partir des constatations formulées par Georg Simmel sur l’interrelation entre les individus et la structure. Ainsi, selon Donald Levine, les formes d’interactions proposées par Georg Simmel et les systèmes d’action mis en évidence par Talcott Parsons ne sont pas fondamentalement incompatibles s’ils sont utilisés de manière alternative. Même si les méthodes et les principes sont divergents, ces deux approches ne sont pas en contradiction du fait même du pluralisme épistémologique de Simmel et Parsons (Levine, 1991, pp.1097-1116 ; Rawls, 1989, pp.124-129). [↑](#footnote-ref-76)
77. La « société » se réalise toujours dans la coexistence de formes contraires qui rendent possibles à n’importe quel moment le changement. [↑](#footnote-ref-77)
78. Ce qui n’est pas le cas si l’on considère une « société internationale » comme un ordre en voie de « maturation », c’est-à-dire dans laquelle certaines normes et institutions favorisent le règlement des différends entre les membres qui la composent. [↑](#footnote-ref-78)
79. Cette approche se retrouve dans une certaine mesure chez Hedley Bull. Dans la société internationale comme dans les autres sociétés, la perception d’intérêts identiques en fonction d’objectifs communs de la vie sociale (contenus de la société) implique des règles et permet ainsi le développement d’un processus de socialisation. Celles-ci peuvent avoir « le statut de lois internationales, de règles morales, de coutumes ou de pratiques établies, ou elles peuvent être simplement des règles opérationnelles ou des « règles du jeu » ». Ces règles sont intégrées dans les institutions dans lesquelles les États coopèrent parce qu’ils y sont engagés. Ainsi, pour lui, ce sont les intérêts communs issus des buts élémentaires de la vie sociale (*common interests in elementary goals of social life*), qui orientent le comportement des acteurs. En effet, pour les auteurs de l’Ecole anglaise cette institutionnalisation ne consiste pas directement en la mise en place d’un cadre administratif mais elle concerne plutôt les pratiques que les États ont en fonction de ces buts élémentaires et communs parce qu’ils constituent leurs intérêts aussi (Bull, 1977, pp.64, 74). [↑](#footnote-ref-79)
80. De la même manière, il existe des formes *a priori* qui conditionnent la possibilité de l’existence du processus de socialisation chez les individus. [↑](#footnote-ref-80)
81. Panayis Papaligouras, à la suite de Georg Simmel, fonde sa critique de la socialité sur les catégories de la socialité : l’espace social, le temps social, la raison sociale et le formalisme social, la liste n’est pas exhaustive. Ces catégories ne peuvent être prouvées, elles sont admises en se situant, pour ainsi dire, dans l’existence sociale (Papaligouras, 1941, p.73 et ss). [↑](#footnote-ref-81)
82. Pour Panayis Papaligouras les principes de reconnaissance mutuelle et de souveraineté, notamment mais pas uniquement, entrent dans cette *catégorie* spécifique. Elles sont des conditions de possibilité de la socialité des États. Elles témoignent à la fois du principe de généralisation (reconnaissance mutuelle) qui fait qu’un État reconnaît un autre État comme appartenant même type général, mais aussi du principe de différenciation qui assure à chacun sa singularité et son indépendance (souveraineté). Ces deux principes constituent des formes *a priori* de la socialité des États, c’est-à-dire des conditions de possibilité de leurs existences sociales. [↑](#footnote-ref-82)
83. Nous qualifierons d’homogènes les sociétés internationales (actions réciproques) fondées sur des représentations similaires d’États considérant partager des images communes (des intérêts, des buts mais aussi des valeurs ou des régimes politiques) et appartenant au même « cercle » et nous qualifierons d’hétérogènes des États dont la généralisation sociale empêche, du fait même de leur différence en terme de représentation, de déterminer des traits communs et d’appartenir au même « cercle ». [↑](#footnote-ref-83)
84. Nous pensons en particulier à des auteurs comme Hedley Bull, Martin Wight, Alexander Wendt ou encore Bertrand Badie, Guillaume Devin ou Frédéric Ramel, pour ne citer qu’eux. [↑](#footnote-ref-84)
85. Robert Nisbet précise que c’est précisément le caractère microsociologique des travaux de Simmel qui lui confèrent le statut de pionnier. Son intérêt porté aux éléments intimes des relations humaines lui ont permis de ne jamais perdre de vue la primauté de l’être humain, de l’individu concret, dans son analyse des institutions. Les modèles de solidarité, de loyauté, de subordination, de domination changent au travers du temps renouvelant les modèles d’institutions culturelles et politiques Cela Simmel l’avait compris. Il avait conscience d’une certaine continuité, de répétitions, au travers du temps qui possèdent autant d’importance sur les décision et sur les structures de pouvoir que les transitions de phases culturelles et politiques. C’est précisément pour ces raisons que Simmel constitue une source perpétuelle d’inspiration (Nisbet, 1959, pp.479-481). [↑](#footnote-ref-85)
86. [christine.fourage@uco.fr](mailto:christine.fourage@uco.fr) [↑](#footnote-ref-86)
87. [bah@ucad.sn](mailto:bah@ucad.sn) [↑](#footnote-ref-87)
88. [ibouga2@yahoo.fr](mailto:ibouga2@yahoo.fr) [↑](#footnote-ref-88)
89. Comme en témoigne l’attribution du prix Nobel 2007 au GIEC et Al Gore pour leur contribution et travaux sur les changements climatiques. [↑](#footnote-ref-89)
90. Binot Aurélie et Joiris Daou Véronique, Règles d’accès et gestion des ressources pour les acteurs des périphéries d’aires protégées : foncier et conservation de la faune en Afrique subtropicale, Vertigo, hors série n°4, 2006 [↑](#footnote-ref-90)
91. Daré (William’s), Diop Gaye (Ibrahima), Fourage (Christine) 2007, « Positionnement des sociologues dans la démarche de modélisation Domino », Nouvelles Perspectives en Sciences Sociales, *Revue Internationale de Systémique complexe et d'études relationnelles,* vol 2, 2007. [↑](#footnote-ref-91)
92. Morin Edar, Le Moigne Jean-Louis, *L’intelligence de la complexité*, Ed L’Harmatta, coll. Cognition et Formation, 2004, 332 p [↑](#footnote-ref-92)
93. Companion Modeling. [↑](#footnote-ref-93)
94. www.commod.org. [↑](#footnote-ref-94)
95. Collectif ComMod. 2006. Modélisation d'accompagnement. In Amblard F.et Phan D. (eds). Modélisation et simulation multi-agents : applications aux sciences de l'homme et de la société. Londres, Hermes sciences, pp. 217-228. [↑](#footnote-ref-95)
96. Les systèmes multi-agent ou SMA sont des systèmes informatiques qui permettent de mettre en place des univers virtuels à des fins de simulations (Lenay, 94) et (Doran, 94). Les modèles créés s'organisent autour d'entités, appelées des objets ou des agents, placées dans un univers dynamique. Au cours du temps, ces entités évoluent, du fait de leurs caractéristiques propres et de l'ensemble des interactions qu'elles ont avec leur environnement. Les agents sont capables d'agir sur ce qui les entoure, à la fois sur les autres agents et sur les objets. [↑](#footnote-ref-96)
97. Le jeu de rôles est une mise en situation hypothétique visant à mieux comprendre les logiques sociales sous-jacentes aux pratiques sociales. « Il s’agit d’une simulation de situations existantes dans le monde réel mais située hors de tout enjeu opérationnel immédiat » (Glossaire ComMod). Le jeu est constitué d’une description du monde dans lequel se déroule la partie. Il décrit le circuit de l’affectation des terres avec des règles a minima (respecter les étapes du circuit). Le rôle de chacun des joueurs (ou acteurs) est fixé et le jeu de rôle sera « la mise en scène d’une situation problématique impliquant des personnages ayant un rôle donné » (A.Mucchielli, 1983). [↑](#footnote-ref-97)
98. Il s’agit d’un recueil constitué à partir des relations et des rapports entre les individus permettant de saisir ce qui les réunit et les oppose autour d’un même enjeu. [↑](#footnote-ref-98)
99. Traduction francophone de la notion d’« empowerment » qui sous-entend l'acquisition et l'utilisation d'outils et de connaissances, la prise de conscience de sa valeur et la capacité de changer les choses, le tout en passant par l'action concrète et conduisant ultimement à l'exercice d'une influence significative sur son environnement et sa condition. [↑](#footnote-ref-99)
100. Ouvrage collectif ComMod, à paraître aux Editions Quae. [↑](#footnote-ref-100)
101. http://cormas.cirad.fr/fr/reseaux/ComMod/charte.htm. [↑](#footnote-ref-101)
102. (Weber 95) Weber, J., *gestion des ressources renouvelables : fondements théoriques d'un programme de recherche*. juin 95, <http://cormas.cirad.fr/pdf/green.pdf> [↑](#footnote-ref-102)
103. Jean-Pierre Olivier de Sardan, « [L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique ?](http://classiques.uqac.ca/contemporains/olivier_de_sardan_jean_pierre/anthropologie_du_changement_soc/anthropologie_du_changement_soc.html) », *Le bulletin de l'APAD*, n° 1, *Numéro 1*, [En ligne], mis en ligne le : 23 juin 2006. URL : http://apad.revues.org/document296.html. Consulté le 27 février 2008. [↑](#footnote-ref-103)
104. Unified Modeling Language. Il s’agit d’un langage de modélisation “objet” ayant pour but de clarifier et simplifier la conception et la représentation d’un système donné et/ou de son fonctionnement. C’est une schématisation simple compréhensible par l'homme et la machine. Voir Roques Pascal, Vallée Fanck, UML en action 2, Ed Eyrolles, coll Architecte Logiciel, 2007 [↑](#footnote-ref-104)
105. Herreros G., Pour une sociologie d'intervention Ed Érès, 2002. [↑](#footnote-ref-105)
106. « Prenons les systèmes de santé. Beaucoup d’analyses se font à l’échelle macro, alors que pour comprendre ce qui se passe réellement il faut s’intéresser aux structures locales, à la ligne de front entre les patients et les soignants, où se révèlent d’innombrables dysfonctionnements. Si on reste au niveau d’évaluation de la Banque mondiale ou des experts de passage, on ne comprend pas d’où viennent les multiples dérives qui se manifestent. Plus généralement, la ligne de front des politiques publiques et du développement, c’est la gouvernance locale. C’est là que les politiques nationales, extérieures ou non gouvernementales, rencontrent les acteurs sociaux locaux ». Jean-Pierre Olivier de Sardan, Anthropologie Anciennes méthodes, nouveaux objets. Courrier de la Planète n° 58, gouvernance locale. [↑](#footnote-ref-106)
107. (Weber, 95) [↑](#footnote-ref-107)
108. Domino Sénégal est l’un des volets de l’ATP Domino. Action Thématique Programmée financée par le CIRAD, Le projet Domino (Démarche Objet Multisite pour l’étude des Interactions entre Niveaux d’Organisation) se focalise sur les processus d’affectation des terres au Sénégal et à la Réunion. L’enjeu est important. Il s’agit (i) de montrer que la construction d’un modèle d’affectation des terres peut intégrer les interactions entre acteurs/institutions dont les échelles de « concernement » sont héterogènes (ii) et de questionner la généricité des modèles d’affectation des terres dans deux situations différentes : celle d’un département d’outre-mer français et celle d’un pays africain en développement.

     Au Sénégal, le cœur de l’équipe a impliqué essentiellement des chercheurs du PPZS (Pôle Pastoral Zone Sèche) dont les institutions membres ont une longue expérience dans la mise en œuvre de projets de recherche-développement : deux géographes (Université Cheikh Anta Diop – UCAD- et CIRAD), deux modélisateurs (UCAD et CIRAD) et un aménageur (Ecole Nationale d’Economie Appliquée). Des compétences additionnelles ont été mobilisées, en géographie du territoire, en hydrologie, en matière foncière, sur les politiques, ou encore en sociologie et anthropologie. Les sociologues et anthropologues (CIRAD-Université Catholique de l’Ouest) ont été impliqués également pour poser les garde-fous de l’intervention sur le terrain, et dans l’évaluation chemin faisant de la démarche. [↑](#footnote-ref-108)
109. Ouvrage collectif ComMod à paraître aux Editions Quae, chapitre 8. [↑](#footnote-ref-109)
110. Bah, Fourage et Al, Etude des impacts des décisions d’affectation de terres à l’aide du modèle AIDA (Analyse des Impacts des Décisions d’Affectation), Congrès « Méthodes Computationnelles pour Modèles et Apprentissages, en Sciences Humaines et Sociales » (MASHS), 10-11 mai 2007, ENST-UBO, Brest. [↑](#footnote-ref-110)
111. Trois séquences s’étalant sur deux jours ont été programmées. Il s’agissait de :

     - Tester les outils co-construits (AIDA 1 et 2).

     - Former les acteurs relais dotés d'une compétence technique au transfert de l'outil auprès de l'ensemble du Comité utilisateur

     - Simuler le déroulement d'un conseil rural délibérant sur des affectations de parcelles [↑](#footnote-ref-111)
112. La participation au Comité d’utilisateurs, s’est faite sur la base d’une cooptation la plus représentative possible des acteurs concernés par la gestion du foncier avec comme exigence, la disponibilité aux temps forts collectifs durant toute la durée du projet. [↑](#footnote-ref-112)
113. Comme celles qui associent utilisation des SMA et sciences sociales. [↑](#footnote-ref-113)
114. La raison sociale est une configuration du mode de pensée dominant à un moment donné dans un contexte précis. Cette configuration agrège dans un rapport de forces instable, par définition, tous les modes de pensée et de connaissance. [↑](#footnote-ref-114)
115. Colonna, F : *Savants paysans. Eléments d’histoire sociale sur l’Algérie rurale*. p. 21. OPU Alger 1987. [↑](#footnote-ref-115)
116. Weber, M : *Economie et société. Les catégories de la sociologie*. T.1 p 78. Pocket Agora 2 Tomes. 1995. [↑](#footnote-ref-116)
117. Latouche, S : *Le procès de la science sociale : introduction à une théorie de la connaissance*. p 59. Editions Anthropos. Paris 1984. [↑](#footnote-ref-117)
118. *Ibidem*, op. cité p 60. [↑](#footnote-ref-118)
119. Bihr, A.

     \_\_\_\_\_ a) [*La reproduction du capital ; Prolégomènes à une théorie générale du capitalisme*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/bihr_alain/reproduction_du_capital_t1/reproduction_du_capital_t1.html) T1 p 55 et suiv. Cahiers libres. Editions Page Deux. 2 Tomes Lausanne 2001.

     \_\_\_\_\_b) Les enjeux épistémologiques du concept de rapport social : in Le rapport social entre enjeux et conflit. [↑](#footnote-ref-119)
120. Bouhroum, A : « Contribution à une problématique de la colonisation à travers l’analyse du cas algérien : essai de sociologie des déterminations de la relation métropole-colonie », pp105-112 in Revue des Sciences Humaines n° 9. Université de Biskra. Mars 2006. [↑](#footnote-ref-120)
121. Cahier, B : Actualité de Norbert Elias : réception, critiques, prolongement socio-logos, numéro 1, (mis en ligne : 12 Avril 2006. URL : <http://sociomogos.revues.org/document30.html>. [↑](#footnote-ref-121)
122. Elias, N : *Qu’est-ce que la sociologie*. p.157. Editions Pocket/Agora. Paris. 1983. [↑](#footnote-ref-122)
123. Elias, N : *ELIAS par lui-même*, cité par. CAHIER B. op cité. [↑](#footnote-ref-123)
124. Aron, R : *Science et conscience de la société* (1960) p.13 in Etudes sociologique PUF Paris 1988. [↑](#footnote-ref-124)
125. *Ibidem* op cité p. 20. [↑](#footnote-ref-125)
126. *Ibidem*. op cité p.13. [↑](#footnote-ref-126)
127. *Ibidem* op cité p. 12. [↑](#footnote-ref-127)
128. Une thèse d’ethnologie « avortée » dit-il, sous la direction de Lucien Bernot, portant sur les *Tharus* du Teraï népalais. [↑](#footnote-ref-128)
129. 1982, *Le recours à la terre*, Thèse pour le doctorat de troisième cycle de sociologie, Université d'Aix-Marseille I. [↑](#footnote-ref-129)
130. En dehors des nombreux articles sur ce thème à partir de 1985, il publie en 2000 un ouvrage intitulé *Un système africain de protection sociale au temps de la mondialisation ou Venez m'aider à tuer mon lion…* (L'Harmattan, 232 p.). [↑](#footnote-ref-130)
131. Voir aussi son article en 1997, « Un siècle d'individu, de communauté et d'État. Une lecture sociologique : Durkheim, Dumont, Maffesoli, Elias », (35p.) dans A. Marie, R. Vuarin, F. Leimdorfer, J.F. Werner, E. Gérard, O. Tiekoura, *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine* (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey). Paris, ed. Karthala, 329 p. [↑](#footnote-ref-131)
132. Le sociologue étant alors souvent perçu, en particulier dans le domaine administratif et industriel, comme un technicien de la société, maîtrisant des compétences « d’ingénierie sociale », similaires dans leur fondement à d’autres formes de capacités techniques et reposant sur l’idée en particulier qu’une bonne décision sociale repose avant tout sur une bonne information de la part du décideur. [↑](#footnote-ref-132)
133. « *Bien des enseignants de sociologie sont sensibles à ces aspirations, moins nombreux sont ceux qui ont les capacités permettant d’y répondre. Souvent accaparés par l’encadrement des premiers cycles et diverses tâches de gestion de l’appareil universitaire, ils ne connaissent pas nécessairement les usages sociaux de la sociologie en dehors du monde académique, et le temps qu’ils consacrent à la mise en place de stages et d’autres liens externes n’est généralement pas compté dans leur service. Dans ces conditions, il arrive que leurs déclarations d’intérêt pour la professionnalisation de la sociologie restent de l’ordre d’un wishful thinking rituel.* » Chenu, 2002, p.57. [↑](#footnote-ref-133)
134. « *Les diplômés de sociologie qui occupent des emplois dans le secteur marchand ne sont pas portés à déployer la bannière de leur discipline. L’étude des libellés de profession tels qu’ils sont enregistrés en clair à deux enquêtes « emploi » de l’INSEE (1991 et 1998) montre que parmi les membres des professions libérales et les cadres ou ingénieurs des entreprises, le mot « sociologue » n’apparaît que 3 fois, « psychosociologue » 3 fois également, alors qu’« économiste » figure 26 fois et « psychologue » 109 fois. Lors d’une table ronde sur les usages de la sociologie dans les entreprises, un sociologue travaillant dans une agence de publicité déclarait : « Formellement, la sociologie n’existe pas en tant que telle dans mon univers professionnel. Ainsi n’y a-t-il ni titre ni fonction de sociologue. En revanche, il arrive, au détour d’une conversation, qu’on découvre que tel ou tel a fait des études de sociologie, et il est indéniable que cela crée une espèce de complicité […] On ne se réclame pas de la sociologie : on s’en sert quand on pense que c’est l’instrument qui convient » (Durand et Weil, 1997, p. 713* ») ibid, idem. [↑](#footnote-ref-134)
135. Ouvrant le champ de la sociologie en donnant une identité propre à l’histoire sociale humaine par rapport à celle de Dieu, avec laquelle elle cependant dans cet ouvrage en interaction. [↑](#footnote-ref-135)
136. Partageable, socialement construit et ayant vocation à être autonome de la relation avec son auteur. [↑](#footnote-ref-136)
137. C’est à dire non pas valable pour tout et partout, mais recevable de façon générale sur un objet précis. [↑](#footnote-ref-137)
138. Il ne s’agit certes pas d’éliminer le principe de neutralité axiologique, mais de considérer que celui-ci a une valeur essentiellement instrumentale au sein de l’exercice qu’est la pratique de la sociologie ; les considérations ici développées portent sur le cadre humain et personnel de cet exercice. [↑](#footnote-ref-138)
139. « sans *cette singulière ivresse, dont se moquent tous ceux qui restent étrangers à la science, sans cette passion, sans cette certitude que « des milliers d’années devaient s’écouler avant que tu n’aies vu la vie, et d’autres milliers d’années attendent en silence .. » de savoir si tu es capable de faire cette conjecture-là, tu ne possèdera jamais la vocation de savant, et tu ferais mieux de t’engager dans une autre voie. Car rien n’a de valeur pour l’homme en tant qu’homme, qu’il ne peut faire avec passion* ». Weber, 1919 (2006) page 82. [↑](#footnote-ref-139)
140. Excepté dans le cas de la recherche totalement instrumentalisée, visant un but défini à l’avance et transformant le chercheur en technicien de recherche identifié uniquement par la maîtrise d’un certain nombre de méthodes éprouvées. [↑](#footnote-ref-140)
141. *« Que la gestion selon des règles anonymes de la bureaucratie relève du système, cela renvoie à la pratique ordinaire de la recherche en milieu universitaire ou pour le compte des organismes de subventions. Il s’agit d’une recherche administrée, en tension avec sa fonction de critique sociale et son intention créatrice. Le plus simplement du monde, la formulation du projet selon les normes édictées d’un autre lieu enserre déjà la capacité d’invention.* ». Turcotte, 1996, p 167. [↑](#footnote-ref-141)
142. « *Ces dispositifs sont néanmoins suffisamment puissants pour réaliser la mise à l’écart des insolences excessives et renforcer les tendances conformistes. Dans la lenteur et la lourdeur des contrôles, les initiatives dérangeantes et les innovations sont, non pas brutalement condamnées, mais vouées à être patiemment découragées »*. Ansart, 1993, p. 137. [↑](#footnote-ref-142)
143. en remontant jusqu’aux grecs au concept de *philopsychia* (ou attachement immodéré à la vie). [↑](#footnote-ref-143)
144. Renforcé par la loi du 18 mars 1880, qui instaure un monopole d’État sur l’Université. Restent alors, mais loin derrière en terme de masse critique, les instituts catholiques et l’université américaine e Paris. [↑](#footnote-ref-144)
145. Un doctorat canonique, par exemple, c’est à dire délivré par une institution catholique et donc par l’un des plus grands réseaux universitaires mondiaux, n’est pas reconnu en France s’il est passé dans l’un des cinq instituts catholiques français, alors qu’il l’est à l’étranger, une co-tutelle avec un organisme public est nécessaire. [↑](#footnote-ref-145)
146. Cette vision, mais ce serait l’objet d’un autre article, repose sur un fond de méfiance à l’égard du conflit comme réalité sociale légitime et positive. [↑](#footnote-ref-146)
147. À ce titre, qu’il me soit permis de signaler les travaux de l’Association française pour la formation et la recherche en sciences sociales sur, à travers une charte, une approche totalement contractualisée de la recherche. [↑](#footnote-ref-147)
148. Tandis que 56% des Français estiment que les immigrés sont trop nombreux en France, l’origine ethnique est le critère de discrimination le plus évoqué dans les plaintes portées à la HALDE (40%), suivi par la santé et le handicap (14%). Viennent ensuite les discriminations liées au genre (6%), à l’âge (5,5%) et à la situation de famille (5%). Le fait d’avoir une origine « minoritaire » est considéré comme un désavantage par trois-quarts des Français, contre 62% en moyenne en Europe. [↑](#footnote-ref-148)
149. L’une des premières missions confiées au Conseil d’analyse de la Société, créé par J.-P. Raffarin, a été de « définir les orientations qui permettraient d’offrir, à ceux de nos concitoyens qui ont connu l’épreuve de l’exclusion sous quelque forme que ce soit, une nouvelle chance, de nouvelles occasions de reprendre pied et de repartir sur des bases mieux assurées » (Ferry, 2005, p.7). [↑](#footnote-ref-149)
150. La notion de « minorités visibles » est empruntée au modèle canadien qui le définit ainsi : « font partie des minorités visibles les personnes autres que les autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou n’ont pas la peau blanche ». [↑](#footnote-ref-150)
151. « Idéalement, l’action publique efficace du point de vue de l’équité est celle qui parvient à cibler l’individu, en tant qu’il est porteur des projets par rapport auxquels les notions de handicap et de besoins prennent leur sens » (Deschavanne, 2005, p.79). [↑](#footnote-ref-151)
152. Sarkozy, Interview dans *Le Progrès*, 23 février 2006. [↑](#footnote-ref-152)
153. Les États-Unis ont défini 6 catégories « ethno-raciales », la Grande-Bretagne 5 et le Canada 13. [↑](#footnote-ref-153)
154. Remarquons qu’au niveau national, le délai de traitement d’une affaire portée à la connaissance de la HALDE est de 113 jours, soit 22 jours de plus qu’en 2006 quand ont été enregistré 4 058 réclamations pour discrimination. Soit trois fois plus qu’en 2005. En cas de discrimination à l’embauche, par exemple, la HALDE peut exiger une copie de tous les cv et pratiquer des appels aléatoires de candidats afin de vérifier qu’à compétences égales, ceux-ci ont reçu le même traitement. Si l’entreprise refuse, la HALDE peut saisir le juge des référés pour obtenir les éléments. Sa trentaine d’agents assermentés peut aussi procéder à des auditions et des vérifications sur place. En cas de faits constitutifs d’un crime ou d’un délit, la HALDE en informe directement le procureur de la République. [↑](#footnote-ref-154)
155. La clinique de la migration, de l’exil, les situations de précarité (chômage, handicap…) et de vulnérabilité se joue moins dans le drame de la culpabilité par rapport à une autorité paternelle franche que dans la mélancolie qui est une pathologie de la défaillance quand on se sent tiraillé par cette identification et puis par celle-là et puis encore par celle-ci (Laplantine, 2007, p.45). [↑](#footnote-ref-155)
156. Bertin Georges*, Un Imaginaire de la pulsation, lecture de Wilhelm Reich,* Québec, Presses universitaires de Laval, 2003. [↑](#footnote-ref-156)